COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER

Publié sur le site internet de la CCRG le16/07/2025

PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE COMMUNAUTÉ
DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DE LA RÉGION DE GUEBWILLER
DE LA SÉANCE DU
29 avril 2025

L'an deux-mille-vingt-cinq, le vingt-neuf avril à dix-neuf heures, le Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 41
Nombre de Conseillers en fonction : 41
Nombre de Conseillers présents : 33
Quorum : 21

Présents :
Dominique ABADOMA – Yves COQUELLE – Hélène CORNEC – Anne DEHESTRU – Jean-Jacques FISCHER – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWEY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Daniel HINDELANG – Marie-Christine HUMMEL – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Aurélie OTTMANN – Fleur OURY – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY *(entre en séance lors de l'examen du point 4.1)* – François WURTZ – Marie-Natacha GALLIATH (Suppléante de Alain FURSTENBERGER) – Gérard KAMMERER (Suppléant de Sylvie SCHRUOFFENEGER) –

Ont donné procuration :
Daniel BRAUN à Francis KLEITZ – Josiane BRENDER-SYDA à Yann KELLER – Annie DITTRICH à Fleur OURY – Christian FACCHIN à Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Marc JUNG à Aurélie OTTMANN – Grégory STICH à Jean-Jacques FISCHER –

Absents excusés et non représentés :
Maurice KECH – Karine PAGLIARULO –

Assistaient en outre à la séance :
Stéphane ZIEGLER, Maire de Merxheim
Des agents de la CCRG
La presse locale

Secrétaires de séance :
Luc MARCK, assisté par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

RM

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Monsieur le Président ouvre la séance en saluant les Conseillers régulièrement convoqués le 15 avril 2025 et présente les excuses et procurations des Conseillers absents.

Il procède à l'appel des Conseillers.

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer.

Monsieur le Président fait une présentation du personnel nouvellement recruté à savoir :

- **Madame Solène Moisan** a pris ses fonctions le 17 février 2025 au poste de coordinatrice petite enfance à temps non complet 50 % en remplacement de Madame Valérie Steinecker licenciée pour inaptitude physique le 5 mars 2025.
- **Madame Amélie Demongeot** a pris ses fonctions le 24 mars 2025 au poste d'assistante RH en remplacement de Madame Christelle Liegeois
- **Madame Dominique Lambert** a été recrutée, à temps non complet 50 %, le 1er avril 2025 en qualité d'agent d'entretien au Camping le Florival en remplacement de Madame Brigitte Bochelen
- **Monsieur Francisco Parra Neto** a pris ses fonctions le 1er avril 2025 en qualité d'agent polyvalent d'exploitation à la STEU. Il remplacera Monsieur Mathieu Pellerin
- **Monsieur Killian Moine** a pris ses fonctions le 14 avril 2025 au poste d'administrateur système et réseaux. Il forme, avec Raphaël Tiquet, responsable informatique, l'équipe chargée d'assurer le bon fonctionnement du parc informatique.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Ordre du jour :

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE98

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 13 FÉVRIER 202599

Point 3. COMPTES DE GESTION 2024 DU TRÉSORIER PRINCIPAL *(BF)*100

Point 4. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL101

- 4.1- Compte Administratif 2024 du Budget Général *(M57) (BF)*101
- 4.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Général *(M57) (BF)*104
- 4.3- Constitution d'un groupement de commande entre la CCRG et les communes membres – Période 2026/2031105
- 4.4- Convention avec RTE – Liaison aérienne dite « Marie Louise » n° 1 » *(AB)*108

Point 5. ASSAINISSEMENT109

- 5.1- Compte Administratif 2024 du Budget Assainissement *(M49) (BF)*109
- 5.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Assainissement *(M49) (BF)*111

Point 6. EAU POTABLE112

- 6.1- Compte Administratif 2024 du Budget Eau potable *(M49) (BF)*112
- 6.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Eau potable *(M49) (BF)*114
- 6.3- Lancement d'un marché d'étude Schéma Directeur Eau Potable et Plans de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) *(JH)*115
- 6.4- Prise en charge des travaux d'eau potable dans le cadre de la réhabilitation du pont du Ruisseau à Wuenheim *(JH)*117

Point 7. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL118

- 7.1- Compte Administratif 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4) (BF)*118
- 7.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4) (BF)*120

Point 8. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES121

- 8.1- Compte Administratif 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57) (BF)*121
- 8.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57) (BF)*125
- 8.3- Cession de l'emprise foncière de la voirie de l'extension de l'Aire d'Activités du Florival à la commune de Soultz aux fins d'intégration dans le domaine public routier communal – Procès-verbal de mise à disposition *(AB)*126

Point 9. ENVIRONNEMENT129

- 9.1- Compte Administratif 2024 du Budget Environnement *(M4) (BF)*129
- 9.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Environnement *(M4) (BF)*131
- 9.3- Convention 2025 de financement et d'objectifs pour le plan de lutte contre le frelon asiatique dit « à pattes jaunes » *(VH)*132
- 9.4- Lancement d'une consultation pour le renouvellement du marché de prestations de collecte du verre, de tri de la collecte sélective, de traitement et valorisation des déchets collectés en déchèteries *(VH)*135

RM

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 10. CAMPING LE FLORIVAL137

10.1- Compte Administratif 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4) (BF)*137

10.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4) (BF)*139

Point 11. DEVELOPPEMENT140

11.1- Convention observatoire de l'habitat CCRG- ADIL68 *(SJ)*140

11.2- Projet de création d'une ZFE sur le territoire de la m2A : soumission du projet d'arrêté et de l'étude réglementaire *(MS)*143

11.3- Conventionnement avec l'AFUT pour un accompagnement technique (Habitat, mobilité, diagnostic de territoire) *(SJ/MD)*146

Point 12. PETITE ENFANCE148

12.1- Mise en place d'une commission d'attribution des places pour les multi-accueil du territoire *(JS)*148

12.2- Projet d'ouverture de Micro-crèche à Soultz *(JS)*150

12.3- Projet d'ouverture d'une micro-crèche à Issenheim *(JS)*151

Point 13. RESSOURCES HUMAINES152

13.1- Création de postes152

13.2- Convention de transfert d'un Compte Épargne-Temps (CET)154

13.3- Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) - Suppression du travail de week-end et modification des horaires afférant155

13.4- Protection sociale complémentaire – approbation de l'accord collectif local prévoyance et participation à la procédure de marché public pour la passation d'une convention de participation prévoyance157

13.5- Lancement d'une consultation dans le cadre du renouvellement de la convention de participation lot « complémentaire Santé »159

13.6- Information161

Point 14. INFORMATIONS162

14.1- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*162

Point 15. DIVERS164

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de Communauté de désigner le Secrétaire de séance, assisté par Monsieur Éric Gilbert, Directeur Général des Services de la CCRG, en tant que Secrétaire auxiliaire.

Monsieur le Président propose de désigner Monsieur Luc Marck en tant que Secrétaire de séance.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

R/\	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 13 FÉVRIER 2025

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le procès-verbal de la séance du 13 février 2025.

Le procès-verbal de la séance du 13 février 2024 est approuvé à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 3. COMPTES DE GESTION 2024 DU TRÉSORIER PRINCIPAL *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Le Compte de Gestion du Budget Général *(M57)*, le Compte de Gestion de l'Assainissement *(M49)*, le Compte de Gestion de l'Eau potable *(M49)*, le Compte de Gestion de la Pépinière d'entreprises du Florival *(M4)*, le Compte de Gestion des Aires d'Activités du Florival *(M57)*, le Compte de Gestion de l'Environnement *(M4)*, le Compte de Gestion du Camping Le Florival *(M4)*, pour l'exercice 2024, présentés par Monsieur le Trésorier chargé de la liquidation comptable des budgets de la Communauté de Communes, s'établissent à l'identique des Comptes Administratifs présentés par l'Ordonnateur.

Monsieur le Président de la Communauté de Communes constate les mêmes résultats.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de déclarer que les Comptes de Gestion dressés pour l'exercice 2024 (Général, Assainissement, Eau potable, Pépinière d'entreprises du Florival, Aires d'Activités du Florival, Environnement, Camping Le Florival) par le Trésorier, visés et certifiés conformes par l'Ordonnateur, n'appellent ni observations, ni réserves.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

R/7	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 4. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL

4.1- Compte Administratif 2024 du Budget Général *(M57)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

L'examen du Compte Administratif du Budget Général *(M57)* de l'exercice 2024 fait apparaître un montant global de dépenses de 23 825 183,47 euros, pour 27 786 220,97 euros de recettes.

L'excédent global des opérations de l'exercice s'établit à 3 961 037,50 euros.

Ce résultat est relativement faible au vu de l'importance du budget ; il représente 13 % du budget total.

Cet excédent de 3 961 037,50 euros se décompose de la manière suivante :

✓ excédent de fonctionnement : 4 984 161,98 euros

✓ déficit d'investissement : 1 023 124,48 euros

L'excédent de fonctionnement de l'exercice 2024 permet, conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 *(cf. Conseil de Communauté du 13 février 2025)* :

➢ d'équilibrer la section de fonctionnement du Budget Primitif 2025

➢ de ne pas recourir à l'emprunt en 2025 pour financer les investissements

Dans l'ensemble, les réalisations de la section de fonctionnement sont conformes aux prévisions ; le taux de réalisation pour les dépenses réelles de fonctionnement est de 94 %.

À noter toutefois :

➢ des dépenses inférieures aux montants inscrits au budget au chapitre 011-*Charges à caractère général* ; il s'agit, pour l'essentiel, de dépenses d'entretien et de maintenance, de transport et d'honoraires inférieures aux prévisions (entretien de bâtiments et terrains, transport à la demande et Navette à destination du Markstein, report des dépenses relatives à la réforme sur l'attribution des logements sociaux...).

➢ la baisse du chapitre des charges de personnel par rapport au budget est notamment liée aux mouvements du personnel (disponibilité, congé parental, mutation externe, démission) dont les remplacements sont intervenus plus tardivement que prévu (recrutements infructueux...).

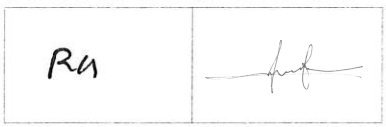
➢ les recettes de fonctionnement sont, dans l'ensemble, légèrement supérieures aux prévisions (+1 %). Les recettes liées à la fiscalité locales (TF, TH, CFE, taxe de séjour...) sont supérieures aux prévisions de 262 000 euros. En revanche la fraction de TVA reversée par l'État en compensation de la suppression de la taxe d'habitation et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises est inférieure de 191 000 euros aux prévisions.

Le montant de la dette s'établit à 16 021 007 euros au 31 décembre 2024 ; l'encours de dette est en diminution par rapport à 2023 (remboursements annuels des prêts en cours).

Aucun nouvel emprunt n'a été souscrit en 2024.

La capacité de désendettement fin 2024, conformément à ce qui a été présenté lors du vote du budget, est de 5,5 ans pour ce budget.

La loi de finances pour 2024, au travers de son article 191, a créé un nouvel état budgétaire devant permettre de retracer l'impact des dépenses d'investissements des Collectivités sur les objectifs de transition environnementale.



Paraphe du Président | Paraphe du secrétaire de séance

Pour l'exercice 2024 seul le budget Général est concerné par la mise en place de cette nouvelle annexe pour l'axe 1 « lutte contre le changement climatique » (les autres axes et budgets annexes seront concernés progressivement en 2026, 2027 et 2028).

Cet état annexé au Compte Administratif (page 120) fait apparaître que 70 % des dépenses 2024 concernées par cette réforme ont un impact favorable pour la lutte contre le changement climatique (ombrières photovoltaïques, travaux aire de loisirs, véhicule électrique…).

Le Compte Administratif, présenté en annexe 1, fait apparaître notamment :

- l'état détaillé de la dette
- l'état des provisions

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 du Budget Général (M57)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits, ci-dessus, et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M57).*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Hélène François-Aullen s'interroge sur les modalités d'élaboration du « Budget vert » et de la méthodologie qui a été utilisée pour déterminer les investissements qui ont pu avoir un impact favorable, neutre ou négatif.

Elle demande quels sont les critères qui ont été mis en place car cela est peu lisible à la lecture du document.

Elle estime que certaines actions classées comme favorables, comme par exemple les actions « culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs », ont eu nécessairement un impact négatif sur l'environnement, ne serait-ce que par la production de déchets qui a été générée.

Elle demande si une analyse sera faite sur des possibilités d'amélioration des actions restantes qui ne sont pas classées en « favorable » (30 %) ou s'il s'agit simplement d'un « exercice de style » imposé aux collectivités.

Monsieur Roland Martin lui répond que cela correspond à une trame règlementaire imposé aux Collectivités.

Il précise que les services ont procédé à cette analyse sur la base d'un guide de plus de 130 pages. C'est un travail complexe. Il invite le responsale financier à apporter plus de précisions.

Monsieur Benoît Fimbel précise que, pour l'année 2025, seules les dépenses d'investissement en N-1 du Budget Général se rapportant à l'axe 1 sont concernées. Le gros des investissements porte sur les ombrières photovoltaïques, les travaux à l'aire de loisirs et l'achat de véhicules électriques.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Monsieur le Président estime que la méthodologie à mettre en œuvre est complexe. Il s'agira d'essayer de réduire cette part des 30 % restant mais il sera impossible d'être à 100 % d'actions favorables. L'idée est d'être amené à faire les choix les moins impactant possibles.

Madame Hélène François-Aullen s'interroge sur la manière de noter la neutralité de certaines actions.

Monsieur le Président donne l'exemple de la pose d'un enrobé en remplacement d'un ancien enrobé, l'action serait alors considérée comme neutre. Si l'ancien enrobé est remplacé par de la végétalisation, l'action est considérée comme favorable.

Madame Maud Hart demande s'il s'agit des investissements incluant les subventions perçues.

Monsieur le Président lui répond que sont pris en compte le coût réel des investissements réalisés.

Monsieur César Togni précise que la tendance « favorable » ou « neutre » peut conditionner certains subventionnements, notamment ceux de l'Agence de l'eau.

Madame Hélène François Aullen émet le souhait que le « Budget vert » ne soit pas juste un « exercice de style ».

Monsieur le Président précise que cela nécessite un important travail d'analyse. Les services de la CCRG se tiennent à disposition si nécessaire pour apporter des informations complémentaires.

Monsieur André Welty entre en séance au cours de l'examen de ce point.

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Monsieur Roland Martin soumet le présent point au vote de l'assemblée.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

4.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Général *(M57)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Général *(M57)* fait apparaître un résultat cumulé de 3 961 037,50 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 4 984 161,98 euros
- déficit d'investissement : 1 023 124,48 euros

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les excédents comme suit :

- *3 884 161,98 euros : excédent maintenu en section de fonctionnement (article 002)*
- *1 023 124,48 euros : déficit maintenu en section d'investissement (article 001)*
- *1 100 000,00 euros : excédent de fonctionnement capitalisé (article 1068)*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

4.3- Constitution d'un groupement de commande entre la CCRG et les communes membres – Période 2026/2031

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Vu les articles L2113-6 et suivants du code de la commande publique se rapportant au groupement de commande.

Vu le point 5.20 des statuts de la CCRG intitulé : « Coordination d'un groupement de commande de l'achat public regroupant la CCRG et les communes membres ».

Par une convention signée le 17 septembre 2019, un groupement de commande a été constitué entre la CCRG et l'ensemble des communes membres qui ont souhaité y adhérer pour la période 2020/2025. Cette convention arrive à son terme au 31 décembre de cette année.

Pour rappel, un groupement de commandes a été créé afin de rationaliser l'achat public, l'objectif affiché étant d'obtenir de meilleurs prix sur la commande groupée de certaines prestations tout en réduisant les frais de consultation pour l'ensemble des participants.

La CCRG est appelée à assurer le rôle de coordonnateur du groupement et de mener à bien les procédures de consultation et l'attribution des marchés.

Chaque membre reste cependant responsable de l'exécution de chaque marché et de leur paiement pour les prestations qui lui incombent.

Il est proposé la reconduction du groupement de commande sur la base d'un nouveau conventionnement pour la période 2026/2031 (annexe 2).

Les prestations mutualisées prévues dans la précédente convention ont été reprises dans leur intégralité, à savoir :

- ✓ fourniture et livraison de matériel de bureau (papier, stylos…)
- ✓ fourniture et livraison de produits d'entretien divers (produits nettoyants, matériel d'hygiène…)
- ✓ fourniture et livraison de panneaux de signalisation et de voirie routière
- ✓ contrôle des équipements des aires de jeux et sportifs
- ✓ contrôle des extincteurs, désenfumage et alarme incendie
- ✓ contrôle des installations de gaz
- ✓ contrôle des installations électriques
- ✓ prestation d'entretien, de remplacement et de pose de l'éclairage public
- ✓ location de nacelle avec ou sans chauffeur
- ✓ fourniture et livraison de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle
- ✓ fourniture de carburant et de services au moyen de carte accréditative
- ✓ fourniture et livraison de matériel électrique
- ✓ maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation
- ✓ entretien et maintenance des portes, portails et barrières
- ✓ maintenance des ascenseurs
- ✓ entretien des bâtiments/nettoyage des locaux
- ✓ mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats d'assurance
- ✓ fourniture, livraison et maintenance des défibrillateurs
- ✓ impression de documents divers (papier à en-tête, enveloppes, bulletins intercommunaux,

RM

Paraphe du Président Paraphe du Secrétaire de séance

affiches...)

- ✓ contrôle de l'air pour les établissements recevant des enfants
- ✓ contrôle du radon
- ✓ suivi-animation d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – Renouvellement Urbain (RU) multi-site

À ces dernières, et faisant suite à une décision du Bureau en date du 8 avril 2025, ont été ajoutées les prestations suivantes, à savoir :

- ➢ pose et maintenances de borne de recharge de véhicule électrique
- ➢ relevés topographiques des réseaux sensibles (réseau électrique)
- ➢ nettoyage de vitres en hauteur ;
- ➢ élagage des arbres ;

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider la constitution d'un groupement de commande entre la CCRG et les communes membres souhaitant y adhérer, la CCRG étant désignée comme coordonnateur du groupement*
- *de valider la convention constitutive du groupement de commande période 2026/2031 figurant en annexe.*
- *d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la convention constitutive du groupement de commande et tout document à intervenir dans le cadre de la mise en place du groupement*
- *d'inviter les communes membres souhaitant intégrer le groupement de commande à délibérer sur ce point et à notifier leur délibération à la CCRG*
- *d'autoriser Monsieur le Président, pour toute la durée du groupement, à lancer les consultations pour les prestations figurant dans la convention de groupement de commande en fonction du recensement des besoins exprimés par chaque membre*
- *d'autoriser Monsieur le Président, pour toute la durée du groupement, à signer tous documents nécessaires au fonctionnement du groupement de commande*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Anne Dehestru relève qu'une prestation de « *contrôle de l'air pour les établissements recevant des enfants* » est intégrée au groupement de commande. Elle demande qui en a la charge.

Monsieur le Président lui répond que les communes restent donneuses d'ordre pour chaque marché.

Monsieur Dominique Abadoma demande s'il existe une estimation des économies qui sont réalisées via le groupement de commande.

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Monsieur Éric Gilbert lui répond que l'ensemble des communes ont été interrogées sur l'usage qui est fait des prestations intégrées aux groupement de commande et que toutes n'ont pas répondu.

Il est donc difficile d'établir un bilan complet. Il rappelle que les communes restent libres de souscrire ou non à ces prestations.

Les services de la CCRG restent toutefois attentifs aux bonnes pratiques que les communes voudront bien faire remonter.

Monsieur Dominique Abadoma estime que la question de l'intérêt d'un tel groupement se pose dans la mesure où les économies réelles ne sont pas quantifiables.

Monsieur Roland Martin considère que cela permet à chaque commune de gérer certains achats en fonction de ses besoins.

Monsieur le Président estime que le groupement a le mérite d'exister.

Madame Anne Dehestru demande si la liste de prestation est exhaustive.

Monsieur le Président confirme que cette liste est définitivement arrêtée.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM

Paraphe du Président Paraphe du Secrétaire de séance

4.4- Convention avec RTE – Liaison aérienne dite « Marie Louise » n° 1 » *(AB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Roland Martin.

Vu les articles L 111-40 et suivants et L 321-2 et suivants du Code de l'énergie

La CCRG est propriétaire des parcelles 55 et 56 sises section 11 – ban de Soultz sur lesquelles est implanté un pylône électrique assurant le support de la liaison aérienne dite « Marie Louise » n° 1 (63 000 volts) (cf. plan en annexe 3).

Cette liaison est gérée par RTE (Réseau de Transport d'Électricité) qui est le gestionnaire du Réseau Public de Transport d'électricité (RPT).

RTE dispose d'un droit d'accès à ces équipements qu'il convient de formaliser.

Aussi, il est proposé la conclusion de deux conventionnements prévoyants :

- les modalité d'accès à l'équipement (convention de servitudes en annexe 4)
- l'engagement de travaux visant essentiellement à la mise en place d'un clôture isolante afin de renforcer la sécurité (Convention de travaux – Résorption proximité électrique en annexe 5)

À titre de compensation définitive résultant des droits reconnus à RTE, la CCRG percevra une indemnité forfaitaire de 1 594 euros calculé selon le barème règlementaire en vigueur.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider les conventionnements à conclure avec RTE (cf. annexe 4 et 5)*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer les convention et tout document s'y rapportant*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 5. ASSAINISSEMENT

5.1- Compte Administratif 2024 du Budget Assainissement *(M49)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

L'examen du Compte Administratif 2024 du Budget Assainissement *(M49)* fait apparaître un montant global de dépenses de 7 142 780,77 euros, pour 11 760 976,96 euros de recettes.

L'excédent global des opérations de l'exercice s'établit à 4 618 196,19 euros.

Ce résultat nécessite les explications suivantes :

- les recettes sont, dans l'ensemble, inférieures aux prévisions (- 1,5 %) ; cette diminution est notamment liée à la baisse des consommations et de la Participation pour l'Assainissement Collectif (PAC) par rapport aux prévisions.
- les dépenses de fonctionnement sont, dans l'ensemble, inférieures aux prévisions à la suite, notamment, d'une réduction du traitement des boues, des achats de produits de traitements et d'électricité.

L'excédent de l'exercice 2024 permet, conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025, d'autofinancer l'ensemble des dépenses d'investissement 2025.

Des travaux ont été réalisés ou ont démarré en 2024, pour près de 1 062 000 euros ; il s'agit, pour l'essentiel des programmes suivants :

- ✓ Rue Principale à Rimbach-Zell – Renouvellement des réseaux d'eaux usées (640 ml) et d'eaux pluviales (850 ml) – Démarrage : août/septembre 2023 – Durée : douze mois – Estimation : 955 922 euros TTC.

Le montant de la dette s'établit à 2 728 581 euros au 31 décembre 2024 ; l'encours de dette est en diminution par rapport à 2023, aucun nouvel emprunt n'ayant été débloqué en 2024.

Un emprunt de 31 600 000 euros a été souscrit en 2024 pour le financement de la réhabilitation de la station de traitement des eaux usées (STEU) (cf. Conseil du 18 avril 2024), il n'a pas été nécessaire de mobiliser ce prêt en 2024.

La capacité de désendettement fin 2024 est de 1,8 ans pour ce budget.

La vue d'ensemble du Compte Administratif, présenté en annexe 6, permet de retracer les résultats de l'exercice 2024.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

AH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 Assainissement (M49)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits, ci-dessus, et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M49)*

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Monsieur Guy Habecker soumet le présent point au vote de l'assemblée.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

BM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

5.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Assainissement *(M49)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Assainissement *(M49)* fait apparaître un résultat cumulé de 4 618 196,19 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 935 664,20 euros
- excédent d'investissement : 3 682 531,99 euros.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les excédents comme suit :

- *935 664,20 euros : excédent maintenu en section de fonctionnement (article 002)*
- *3 682 531,99 euros : excédent maintenu en section d'investissement (article 001)*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 6. EAU POTABLE

6.1- Compte Administratif 2024 du Budget Eau potable *(M49)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

L'examen du Compte Administratif 2024 du Budget Eau potable *(M49)* fait apparaître un montant global de dépenses de 3 399 337,16 euros, pour 6 143 949,78 euros de recettes.

L'excédent global des opérations de l'exercice s'établit à 2 744 612,62 euros.

Ce résultat nécessite les explications suivantes :

- les recettes sont, dans l'ensemble, supérieures aux prévisions, la baisse des ventes d'eau du secteur régie est compensée par des recettes en hausse sur les redevances versées par les concessionnaires
- le montant des dépenses de fonctionnement est, dans l'ensemble, inférieur au montant prévu au budget ; à noter, notamment, des diminutions par rapport aux prévisions des dépenses d'achat d'eau, d'études (Mission Eau, modes de gestion), d'entretien des réseaux

L'excédent de l'exercice 2024 permet, conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025, d'autofinancer l'ensemble des dépenses d'investissement 2025.

Des travaux ont été réalisés en 2024, pour environ 680 000 euros ; il s'agit, pour l'essentiel, des travaux suivants :

- ✓ renouvellement de la canalisation rue Principale à Rimbach-Zell, sur 715 ml.
- ✓ renouvellement de la canalisation route des Vins à Wuenheim, sur 275 ml.
- ✓ renouvellement de la canalisation rue du 1er REC à Soultzmatt, sur 100 ml
- ✓ renouvellement de la canalisation place Sainte-Claire à Soultz, sur 70 ml

Le montant de la dette s'établit à 1 489 487 euros au 31 décembre 2024 ; l'encours de dette est en diminution par rapport à 2023, aucun nouvel emprunt n'ayant été souscrit en 2024.

La capacité de désendettement fin 2024 est de 0,9 an pour ce budget.

La vue d'ensemble du Compte Administratif, présenté en annexe 7, permet de retracer les résultats de l'exercice 2024.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 Eau potable (M49)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits, ci-dessus, et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M49).*

BM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Monsieur Guy Habecker soumet le présent point au vote de l'assemblée.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du secrétaire de séance

6.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Eau potable *(M49)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Eau potable *(M49)* fait apparaître un résultat cumulé de 2 744 612,62 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 2 603 498,78 euros
- excédent d'investissement : 141 113,84 euros.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les excédents comme suit :

- *2 603 498,78 euros : excédent maintenu en section de fonctionnement (article 002)*
- *141 113,84 euros : excédent maintenu en section d'investissement (article 001).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

6.3- Lancement d'un marché d'étude Schéma Directeur Eau Potable et Plans de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) *(JH)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Plan de gestion de sécurité sanitaire des eaux :

Les Plans de Gestion de la Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) sont des démarches qui ont pour objectif d'identifier les dangers et évaluer les risques sanitaires réels ou potentiels, c'est à dire identifier les points critiques susceptibles d'affecter un système d'alimentation en eau potable (captage – traitement – stockage - distribution) dans le but de les prévenir et définir les mesures de contrôle nécessaires pour réduire, voire éliminer ces risques.

La mise en œuvre de ces plans répond aux obligations des Collectivités en application du Code de la santé publique et plus particulièrement les articles R 1321-23 et R 1321-24.

La directive européenne sur l'eau potable publiée en 2020 oblige les gestionnaires de réseaux d'eau potable d'avoir réalisé le PGSSE complet pour janvier 2029.

Schéma directeur eau potable :

Aucun développement durable n'est possible si les problèmes d'alimentation en eau d'une Collectivité ne sont pas résolus en amont.

La Collectivité, ayant en charge l'alimentation en eau potable de ses administrés, doit donc s'assurer que ce service est rendu dans des conditions réglementaires, techniques et financières satisfaisantes, et qu'il va pouvoir continuer de l'être dans l'avenir, compte tenu de l'évolution prévisible des besoins.

À cet effet, la Collectivité doit disposer d'un véritable outil de programmation et de gestion : le Schéma Directeur d'alimentation en eau potable, dont l'élaboration est en général confiée à un bureau d'études.

Les Collectivités compétentes (communes, EPCI ou syndicats) ont pour obligation de réaliser un Schéma Directeur au moins une fois tous les 10 ans. La compétence eau potable ayant été transférée en 2018, un achèvement de ce travail est ainsi attendu pour 2028.

Lancement d'une consultation

En raison de la concordance des dates attendues de réalisation du PGSSE et du Schéma Directeur, et considérant que leur réalisation se fonde sur un état des lieux complet et précis du fonctionnement du système existant, il est proposé de lancer une consultation unique en procédure formalisée pour ces prestations :

Celui-ci est décomposent en 3 phases :

- État des lieux
- PGSSE
- Schéma Directeur

Le regroupement de ces études devrait permettre une optimisation du coût et une réduction des délais des procédures.

L'enveloppe budgétaire consacrée à cette étude est inscrite à l'article 203123 « frais d'études 2023 » du budget 2025.

Dans le cadre du CTEC, celle-ci est subventionnée par l'Agence de l'eau à hauteur de 70 %.

AH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

En raison du montant prévisionnel de la prestation, le marché est lancé sous forme de procédure formalisée (appel d'offre ouvert).

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider les propositions précitées.

Débats et observations préalables au vote :

Madame Hélène François-Aullen se dit rassurée de voir que de tels documents vont être mis en place. La connaissance de l'état de la ressource en eau est en effet primordiale afin de définir des enjeux de développement du territoire « acceptables ».

Lorsqu'elle s'était interrogée en son temps sur ce type de données disponibles, on lui avait répondu que c'était « irresponsable ». Elle estime qu'elle avait du mal s'exprimer à l'époque mais se félicite que cette question soit considérée aujourd'hui comme étant pertinente.

Elle demande si ces documents seront intégrés à l'élaboration du PLUi.

Monsieur le Président lui répond qu'il ne pense pas être l'auteur d'une telle réponse. Il se dit lui-même particulièrement sensible à la question de la gestion de la ressource en eau. Il a encore tout récemment tenu une réunion de suivi sur ce point.

Ces documents sont importants afin de disposer d'une vision globale et à long terme de l'état de la ressource. Les services travaillent depuis longtemps sur ce sujet via le pilotage d'un certain nombre de projets.

L'élaboration d'un schéma c'est une chose mais il s'agit par la suite de le faire vivre. Cela pourra notamment se faire via le contrat de territoire. La question de l'eau est intégrée depuis le début dans l'élaboration du PLUi, notamment au travers de la trame bleue.

Le territoire n'est pas considéré comme étant en tension sur la ressource en eau (sauf durant certaines périodes d'étiage) mais il est clair que, par exemple, un projet d'implantation d'une entreprise « grosse consommatrice » d'eau ne serait pas acceptée.

Le travail de sécurisation de la ressource doit se poursuivre et l'intérêt de ce type de documents est également d'établir des priorités.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

6.4- Prise en charge des travaux d'eau potable dans le cadre de la réhabilitation du pont du Ruisseau à Wuenheim *(JH)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Guy Habecker.

Les Maires et Conseillers communautaires « intéressés » par la présente délibération, notamment Monsieur Roland Martin, sont invités à se déporter.

La réhabilitation du Pont du ruisseau a été réalisée au cours de l'année 2024, par la commune de Wuenheim, en qualité de maître d'ouvrage.

Ces travaux nécessitaient le remplacement de la canalisation d'eau potable intégrée dans l'ouvrage, ainsi que le raccordement de la nouvelle conduite.

Il appartient règlementairement à la CCRG, en tant que gestionnaire des réseaux d'eau potable, de prendre en charge cette typologie de travaux.

Sur ce point, le règlement du service de l'eau potable a été modifié en conséquence par l'ajout de l'article « *4.1.2. Remplacement ou dévoiement d'un réseau d'eau potable dans le cadre d'un projet privatif ou public* » (délibération du Conseil de Communauté du 5 décembre 2024).

La commune de Wuenheim a procédé au paiement des travaux d'eau potable précités auprès de l'entreprise STP MADER pour un montant de 10 208 euros HT (cf. facture en annexe 8).

Considérant que l'opération est désormais clôturée, il est proposé que la CCRG rembourse cette somme à la commune de Wuenheim.

Cette dépense a été inscrite au budget 2025, article 2153124 – Réseaux d'adduction d'eau 2024 (Dépenses d'investissement, immobilisations corporelles).

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'autoriser :

- *le remboursement à la commune de Wuenheim du coût des travaux de remplacement de la canalisation d'eau potable du Pont du ruisseau pour un montant total de 10 208 euros HT, au vu d'un titre émis par la commune de Wuenheim*
- *le mandatement de cette dépense à l'article 2153124 du Budget Eau Potable 2025 (M49).*

Observations préalables au vote :

Monsieur Roland Martin quitte la salle des séances lors de l'examen de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Monsieur le Président rappelle que ce type d'opération doit être validée en Commission Travaux.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 7. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL

7.1- Compte Administratif 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

L'examen du Compte Administratif 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4)* fait apparaître un montant global de dépenses de 377 425,34 euros, pour 477 494,11 euros de recettes.

L'excédent global des opérations de l'exercice s'établit à 100 068,77 euros.

L'excédent 2024 permet, conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025, d'autofinancer l'ensemble des dépenses d'investissement 2025.

Les dépenses de fonctionnement sont en diminution par rapport aux prévisions, avec, notamment, une réduction par rapport aux prévisions des frais d'entretien et maintenance, des fluides (électricité, eau, gaz) et des créances admises en non-valeur.

Les recettes de fonctionnement sont, dans l'ensemble, conformes aux prévisions.

Le montant de la dette s'établit à 132 874 euros au 31 décembre 2024 ; l'encours de dette est en diminution par rapport à 2023, aucun nouvel emprunt n'ayant été souscrit en 2024.

La capacité de désendettement de ce budget ne peut être calculée dans la mesure où il ne dégage pas d'épargne brute en 2024. L'endettement pour ce budget reste toutefois faible.

La vue d'ensemble du Compte Administratif, présenté en annexe 9, permet de retracer les résultats de l'exercice 2024.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 Pépinière d'entreprises du Florival (M4)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits, ci-dessus,*
- *et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M4).*

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Monsieur André Schlegel soumet le présent point au vote de l'assemblée.

RN	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

7.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4)* fait apparaître un résultat cumulé de 100 068,77 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 108 066,93 euros
- déficit d'investissement : 7 998,16 euros.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les excédents comme suit :

- *98 066,93 euros : excédent maintenu en section de fonctionnement (article 002)*
- *7 998,16 euros : déficit maintenu en section d'investissement (article 001).*
- *10 000 euros : excédent de fonctionnement capitalisé (article 1068)*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 8. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

8.1- Compte Administratif 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

L'examen du Compte Administratif 2024 du Budget Aire d'Activités du Florival *(M57)* fait apparaître un montant global de dépenses de 16 554 676,24 euros, pour 13 619 903,14 euros de recettes.

Le déficit global des opérations de l'exercice s'établit à 2 934 773,10 euros ; il correspond au coût net de l'opération de viabilisation des terrains non encore vendus au 31 décembre 2024 (achats, viabilisations, frais financiers...).

L'essentiel des dépenses réalisées en 2024 concerne les travaux d'aménagements et études (passage de l'industrie, Daweid) et l'achat de terrains (reprise d'un terrain vendu mais non surbâti).

Les recettes sont inférieures aux prévisions, aucune vente de terrains n'a été réalisée en 2024.

Il est rappelé qu'un prêt de 3 060 000 euros a été souscrit en 2020 afin de financer l'achat des terrains Daweid (remboursement en totalité à son terme le 22 mars 2027).

La vue d'ensemble du Compte Administratif, présenté en annexe 10, permet de retracer les résultats de l'exercice 2024.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 Aires d'Activités du Florival (M57)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits ci-dessus et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M57).*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Philippe Hecky relève qu'aucune cession de terrain sis dans l'Aire d'Activités du Florival n'a été réalisée en 2024.

Il fait le lien avec le projet « Daweid » et le fait que la CCRG dispose toujours actuellement de parcelles qui ne sont pas vendues.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Il ne soutient pas le projet « Daweid » et ceci pour plusieurs raisons. Un documentaire sur le sujet sera bientôt diffusé sur France TV intitulé « *Quand la terre devient béton* » Il considère que des arguments intéressants y sont développés à savoir notamment :

- problème d'engorgement des flux de circulation
- terres agricoles sacrifiées
-pertes d'autonomie alimentaire
- artificialisation des sols

Il considère qu'il n'y a pas de nécessité de mener à bien ce projet dans la mesure où la CCRG dispose encore de foncier économique invendu.

Le fait de consommer de la terre en sus est donc une aberration.

La situation de potentielles futures friches industrielles est également à prendre en considération, leur réaménagement n'est pas sans poser des difficultés.

Le documentaire évoque le fait qu'il y aurait 12 ha de terrains disponible dans l'Aire d'Activités du Florival.

Il estime que les Élus ont un devoir de sobriété dans la gestion du foncier. Il invite ces derniers à visionner le documentaire qui apporte un éclairage différent sur le sujet.

Monsieur le Président lui répond que l'affirmation tendant à dire qu'il existe 12 ha de foncier économique disponible est totalement fausse. Il se dit choqué que des journalistes puissent s'en faire le relai.

Il rappelle une nouvelle fois que le projet « Daweid » se construit sur du long terme (à l'horizon de 10 ou 15 ans) et que ce n'est pas demain qu'une entreprise viendra s'y implanter.

Le projet a été engagé avant la mandature actuelle et il convient de le mener à bien. C'est un travail qui prend du temps et qui implique d'intégrer, au fur et à mesure, des mises à jour règlementaires.

Il serait heureux si la CCRG disposait de 12 ha de foncier économique disponible mais ce n'est pas le cas.

S'agissant des friches, il y en a peu qui sont en cours de reconversion. Il existe par ailleurs différente manière de travailler sur l'autonomie alimentaire. Selon lui, la seule manière réellement pertinente est de développer les jardins individuels ou collectifs.

Il rappelle une nouvelle fois que l'emprise foncière du projet « Daweid » a été largement réduite et qu'une zone à haute valeur écologique sera créée sur une surface de presque 9 ha (fermeture de la bassine, traitement de la ripisylve, zone humide…).

Le choix a été fait de créer de l'emploi afin d'assurer le développement du territoire et de permettre à ses habitants d'y travailler.

Il s'agit effectivement de limiter la consommation foncière mais il estime qu'un projet de 18 ha pour un EPCI de la taille de la CCRG reste tout fait entendable.

Certaines collectivités sises à proximité, en comparaison, ont consommé bien plus de foncier. Lui-même ne s'est pas exprimé là-dessus, sauf le dossier « stocamine » qu'il a toujours dénoncé comme étant une mauvaise idée. Mais il est surprenant d'observer que les opposants au Daweid ne font aucune action dans d'autres dossiers se rapportant à des collectivités voisines ou sur des sites à hautes protections environnementales et pourtant en partie sur notre territoire.

Il pense visionner le documentaire en question mais reste en désaccord sur la manière dont il a été réalisé.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Monsieur Philippe Hecky entend souvent dire que les terres agricoles en question sont de piètre qualité mais rappelle que la qualité d'un sol peut être améliorée.

Monsieur le Président estime que les terres en question n'ont pas un haut potentiel agricole, certaines terres argileuses sont par ailleurs impropres à certaines exploitations.

Monsieur André Schlegel souligne le tapage médiatique qui est fait autour de ce sujet en précisant : « *Lorsqu'on veut noyer son chien, on l'accuse d'avoir la rage* », chacun pourra comprendre ce qu'il voudra.

S'agissant du traitement des dents creuses et des implantations, c'est un travail qui prend du temps. Il rappelle que les services ont travaillé pendant six ans en partenariat avec une entreprise sise à Lautenbach qui souhaitait se relocaliser, ce qui a imposé de figer un terrain de 2 ha dans l'Aire d'Activités du Florival. Finalement, le projet n'a pu aboutir.

Il précise que des critères d'attribution ont été mis en place afin de privilégier des implantations d'entreprises visant à apporter une réelle plus-value au territoire (y compris pour l'extension rue Goetschy). Sans cela, le foncier aurait été vendu depuis longtemps, notamment pour des activités de stockage.

Il y a peu, il était encore en contact avec une entreprise qui souhaitait 5 ha d'emprise foncière ce que la CCRG ne peut proposer. Il souhaiterait disposer de 12 ha de foncier économique disponibles mais ce n'est pas le cas.

Il invite par ailleurs les Élus intéressés à venir sur le terrain avec lui afin de visualiser la situation.

Monsieur le Président confirme que la CCRG ne peut répondre à des demandes d'implantation de grosses entreprises.
Il estime que les Élus ont la responsabilité de créer des emplois afin d'assurer l'avenir du territoire et d'apporter une réponse aux besoins de ses habitants.
Les gens souhaitent avant tout s'insérer dans la société via le travail, c'est le premier besoin, et sans diplôme, c'est parfois compliqué.

Monsieur Francis Kohler demande si la zone « Sharp » sise à Soultz relève de la compétence de la CCRG.

Monsieur le Président lui répond que ce dossier est géré par la Ville de Soultz, avec le soutien de la CCRG.

Monsieur Francis Kohler estime qu'il y a encore du foncier disponible dans cette zone.

Monsieur le Président estime que les surfaces disponibles sont de l'ordre de 6,5 ha.

Pour l'entreprise SHARP, il confirme que le site est bien en activité et qu'une partie de la production a été automatisée.

En conclusion, il considère que le projet « Daweid » est un défi à relever et qui reste entendable pour une collectivité de la taille de la CCRG.

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Monsieur André Schlegel soumet le présent point au vote de l'assemblée.

BH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, moins une abstention – *Philippe Hecky* – les propositions précitées.

RM

Paraphe du Président

Paraphe du Secrétaire de séance

8.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57)* *(BF)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57)* fait apparaître un résultat cumulé de -2 934 773,10 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 0,50 euros
- déficit d'investissement : 2 934 773,60 euros.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les résultats comme suit :

- *0,50 euros : excédent de fonctionnement capitalisé (article 1068)*
- *2 934 773,60 euros : déficit maintenu en section d'investissement (article 001).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, moins une abstention – *Philippe Hecky* – les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

8.3- Cession de l'emprise foncière de la voirie de l'extension de l'Aire d'Activités du Florival à la commune de Soultz aux fins d'intégration dans le domaine public routier communal – Procès-verbal de mise à disposition *(AB)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président André Schlegel.

Vu notamment l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Vu l'avis des Domaines

Vu les statuts de la CCRG et notamment la compétence : « Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire »

Vu les procès-verbaux de mise à disposition de la voirie routière sise dans le périmètre de l'Aire d'Activités du Florival du 8 janvier 2008 conclus avec les communes de Guebwiller, Issenheim et Soultz

1. Cession de l'emprise foncière

Dans le cadre de l'achèvement des travaux d'extension de l'Aire d'Activités du Florival (« zone artisanale » et « rue Henri Goetschy » – ban de la commune de Soultz), le parcellaire de voirie a été mis à jour.

La CCRG n'exerce pas de compétence statutaire « voirie » et ne dispose pas des pouvoirs de police s'y rapportant.

Dès lors, il convient de transférer la propriété des éléments de voirie à la commune de Soultz afin qu'elle les intègre dans le domaine public routier communal.

Les parcelles concernées sont les suivantes :

Section 26 (rue Albert Reinbold) :

- 687
- 784/55
- 786/55
- 789/52
- 790/56

Section 26 (rue de l'Industrie) :

- 793/522
- 794/65
- 797/66
- 798/67
- 801/68
- 802/69
- 805/70
- 806/71
- 809/72
- 810/72
- 813/153
- 540

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

- 536

Section 26 (rue Henri Goetschy) :

- 779/48

Section 26 (rue Bernard Meyer) :

- 718

Section 26 (rue Frédéric Gerst) :

- 530
- 615
- 618
- 623
- 624

Un plan un joint en annexe 11

Il est proposé de céder l'assise foncière des parcelles précitées à la commune de Soultz à l'euro symbolique.

Il est rappelé que l'article L3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques précise que : « Les biens des personnes publiques mentionnées à l'article L. 1, qui relèvent de leur domaine public, peuvent être cédés à l'amiable, sans déclassement préalable, entre ces personnes publiques, lorsqu'ils sont destinés à l'exercice des compétences de la personne publique qui les acquiert et relèveront de son domaine public ».

Les Domaines ont été saisis par la CCRG en date du 4 avril 2025.

Les Domaines ont rendu un avis en date du 15 avril 2025 qui précise : « Par saisine en date du 4 avril 2025, vous sollicitez l'avis du pôle d'évaluation domaniale, quant à la cession par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, à la commune de Soultz, des parcelles susvisées, moyennant le montant d'un euro symbolique. Ces parcelles, en nature réelle de voirie, trottoir et abords de voirie, participent aux espaces de circulation publique. En conséquence, je vous confirme que, dans la mesure où l'opération envisagée s'analyse comme un transfert des charges d'entretien desdites parcelles (conservation de l'usage de voirie et de son affectation publique et maintien de la voirie dans le domaine public), la valeur vénale de l'ensemble peut être retenue pour un euro symbolique ».

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de prendre acte de l'avis des Domaines et d'approuver la cession à l'euro symbolique, par acte notarié, des parcelles précitées au bénéfice de la commune de Soultz*
- *d'habiliter Monsieur le Président de la CCRG à signer les actes de vente en découlant et tout document s'y rapportant*
- *d'inviter la commune de Soultz à délibérer selon les mêmes termes et à intégrer les parcelles précitées dans le domaine public routier communal*
- *de supporter à hauteur de 50 % les frais liés à la rédaction de l'acte authentique passé devant notaire, les autres 50 % restant à la charge de la commune.*

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

2. Avenant n° 2 au procès-verbal de mise à disposition de l'extension de l'Aire d'Activités du Florival – ban de la commune de Soultz

Conformément à ses compétences statutaires, la CCRG gère, depuis le 1er janvier 2008, l'Aire d'Activité du Florival (AAF) situé sur le ban des communes de Guebwiller, Issenheim et Soultz. Un procès-verbal de mise à disposition a été formalisé le 8 janvier 2008 avec les trois communes concernées. Ce dernier transfère la gestion de la voirie routière et de ses accessoires indispensables à la CCRG.

S'agissant de la commune de Soultz, un avenant n° 1 à ce procès-verbal a été signé le 8 avril 2019 afin mettre à jour l'état des voiries mises à disposition et intégrer ainsi les rues suivantes :

- Rue Albert Reinbold
- Rue Henri Seiller
- Rue Frédéric Gerst
- Rue Bernard Meyer

Il convient à présent de conclure un avenant n° 2 afin de formaliser la mise à disposition de l'extension de l'Aire d'Activités du Florival « rue Henri Goetschy ». Le projet d'avenant n° 2 est joint en annexe 12

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider l'avenant n° 2 au procès-verbal de mise à disposition de la voirie routière de la commune de Soultz sise dans le périmètre de l'Aire d'Activité du Florival (annexe 12)*
- *d'habiliter Monsieur André Schlegel, Vice-Président du ressort, à signer l'avenant n° 2 au procès-verbal et tout document s'y rapportant*
- *d'inviter le Conseil Municipal de la commune de Soultz à délibérer sur ce point*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 9. ENVIRONNEMENT

9.1- Compte Administratif 2024 du Budget Environnement *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

L'examen du Compte Administratif 2024 du Budget Environnement *(M4)* fait apparaître un montant global de dépenses de 7 147 979,52 euros, pour 9 556 728,04 euros de recettes.

L'excédent global des opérations de l'exercice s'établit à 2 408 748,52 euros.

Cet excédent de 2 408 748,52 euros se décompose de la manière suivante :

- excédent de fonctionnement : 2 459 423,11 euros
- déficit d'investissement : 50 674,59 euros.

L'excédent de l'exercice 2024 permet, conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025, d'autofinancer l'ensemble des dépenses d'investissement 2025.

Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement, par rapport aux prévisions, est de 92 % en 2024.

Une réduction des dépenses inscrites au chapitre 011-*Charges à caractère général* est constatée par rapport aux prévisions.

Cette réduction s'explique notamment par un écart entre les charges réelles et les hypothèses retenues lors de la construction du budget, ces dernières ayant été établies avec prudence, on peut constater :

- une baisse des coûts de collecte en porte-à-porte de 169 000 euros
  - Tri sélectif : - 61 000 euros
  - Biodéchets : - 80 000 euros
  - OMR : - 28 000 euros
- une baisse des coûts du transport et traitement des déchets collectés en déchèterie de 39 000 euros
- exploitation du haut de quai des déchèteries : -14 000 euros
- réduction des commandes des sacs de tri sélectif et de sacs compostables, résultant de l'ajustement des commandes au niveau du stock : - 92 000 euros

Une réduction du chapitre 65-*Autres charges de gestion courantes* est constatée ; cette réduction s'explique essentiellement par des créances admises en non-valeur et des dépenses de traitement des ordures ménagères inférieures aux prévisions.

La réalisation des recettes de fonctionnement est, dans l'ensemble, supérieure aux prévisions.

Cette évolution s'explique, en grande partie, par la perception d'une contribution exceptionnelle de l'éco-organisme CITEO.

Le montant de la dette s'établit à 1 740 725 euros au 31 décembre 2024 ; l'encours de dette est en diminution par rapport à 2023, aucun nouvel emprunt n'ayant été souscrit en 2024.

La capacité de désendettement fin 2024 est de 3,9 ans pour ce budget.

La vue d'ensemble du Compte Administratif, présenté en annexe 13, permet de retracer les résultats de l'exercice 2024.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 Environnement (M4)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits, ci-dessus, et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M4).*

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Madame Maud Hart soumet le présent point au vote de l'assemblée.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

9.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Environnement *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Environnement *(M4)* fait apparaître un résultat cumulé de 2 408 748,52 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 2 459 423,11 euros
- déficit d'investissement : 50 674,59 euros.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les excédents comme suit :

- *2 408 423,11 euros : excédent maintenu en section de fonctionnement (article 002)*
- *51 000 euros : excédent de fonctionnement capitalisé (article 1068)*
- *50 674,59 euros : déficit maintenu en section d'investissement (article 001).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

9.3- Convention 2025 de financement et d'objectifs pour le plan de lutte contre le frelon asiatique dit « à pattes jaunes » *(VH)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Vu la loi n° 2025-237 du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole.

1. Contexte

Le Frelon Asiatique, dit « à pattes jaunes », est observé en France depuis près de 20 ans.

Jusqu'en 2023, sa présence n'avait pas été relevée dans le Haut-Rhin, jusqu'alors dernier département français dans lequel aucun signalement n'a été réalisé.

Il est considéré comme étant une Espèce Exotique Envahissante (EEE) au niveau européen depuis 2016 et français depuis 2018.

Cette espèce engendre plusieurs problématiques :

- baisse de la biodiversité : le frelon à pattes jaunes se nourrit d'une quantité non négligeable d'insectes, dont 30 % d'abeilles (un nid consomme chaque année près de 12 kg d'insectes)
- impact sur l'activité apicole : il entraîne la mort de nombreux ruchers en mettant un stress sur les abeilles jusqu'à entraîner leur mort (elles ne sortent plus pour se nourrir)
- risque pour la population : il s'implante majoritairement dans des zones urbaines et suburbaines, lieux de vie et de loisirs.

Il n'est pas menacé compte-tenu du fait qu'il ne dispose pas de prédateur naturel.

La loi n° 2025-237 du 14 mars 2025 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole stipule de manière très générale que :

- le plan de lutte national sera décliné au niveau départemental par les Préfets en collaboration avec les Collectivités et acteurs concernés
- des financements pour soutenir la lutte seront définis
- les apiculteurs impactés seront indemnisés. Cette indemnisation ne concernerait à priori que les apiculteurs professionnels, très peu nombreux dans le Haut-Rhin

2. Création du Groupe *Frelon Asiatique* en Alsace

En 2023, le Groupe Frelon Asiatique a été créé à l'initiative du Groupement de Défense Sanitaire Apicole (GDSA) du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, ainsi que de la Fédération des Syndicats des Apiculteurs du Haut-Rhin et du Bas-Rhin.

Ce groupe a pour objectif de mettre en place une stratégie de lutte contre le Frelon à pattes jaunes à l'échelle de l'Alsace.

Depuis mars 2025, le Groupe Frelon Asiatique dispose d'une liste de désinsectiseurs adhérant à leur charte de bonnes pratiques de destruction de nids, par exemple l'utilisation de produits naturels tels que le pyrèthre végétal ou la terre de diatomée, dans l'objectif de ne pas utiliser d'insecticides.

3. Sollicitation de la CCRG

Dans ce cadre, le Groupe Frelon Asiatique a sollicité la CCRG afin de collaborer au Plan de Lutte pour éviter la prolifération de cette espèce :

- aide à la diffusion des informations (élus, grand public notamment)
- collaboration via l'aide à la détection de nids (signalements sur lefrelon.com)
- soutien financier à la destruction de nids sur le domaine public ou privé

4. Propositions

4.1. Soutien financier à la Confédération Régionale Apicole d'Alsace

La Confédération Régionale Apicole d'Alsace, à statut associatif, regroupe les fédérations apicoles du Haut-Rhin et du Bas-Rhin et a vocation à promouvoir, renforcer et protéger l'apiculture.

À ce titre et dans le cadre de la loi de mars 2025 visant à lutter contre le frelon à pattes jaunes, la Confédération, en étroite collaboration avec les GDSA et les fédérations du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, va renforcer ses actions en matière de lutte contre le frelon à pattes jaunes et pourrait être amené à prendre en charge, sur des territoires et dans des durées à définir, la destruction des nids secondaires (les nids primaires étant destructibles par tout un chacun et sans frais spécifique, de par leur petite taille et leur accessibilité).

Au regard de ces éléments et au titre de sa compétence Protection et Mise en valeur de l'Environnement, la CCRG peut participer au plan de lutte mis en œuvre par la Confédération en lui allouant une subvention de fonctionnement pour éviter la prolifération de cette espèce envahissante. Le versement de cette subvention correspondrait à un intérêt général à la fois local et national.

Il est proposé, pour 2025, de prendre en charge 50 % des frais (en euros TTC) liés à la destruction de nids secondaires de frelons à pattes jaunes. La destruction d'un nid secondaire s'élevant entre 120 et 160 euros, un plafond d'aide à 80 euros par nid détruit peut être défini.

Le plafond de l'aide allouée est fixé à 5 000 euros par an. Le versement de la subvention par la CCRG se fera en 2026 après le vote du Budget, sur la base du nombre de nids secondaires détruits et des dépenses de destruction engagées par la Confédération.

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Général 2026, chapitre 65 – Autres charges de gestion courante, compte 6574 Subventions de fonctionnement aux associations.

Pour les années suivantes, la CCRG se calquera sur les actions qui seront définies dans le plan de lutte décliné à l'échelle du Département par le Préfet, le cas échéant.

À défaut, un point sera réalisé avec la Confédération Régionale pour définir les moyens à mettre en œuvre en fonction des actions financées en 2025 et des perspectives 2026.

4.2. Soutien à la communication

En outre, la CCRG pourrait soutenir le plan de lutte par la diffusion sur différents supports de messages de prévention lié à la prolifération du frelon à pattes jaunes (articles dans l'Intercom et sur les réseaux sociaux, courriels d'information aux communes et associations œuvrant dans la préservation de la nature, plaquettes d'information du Groupe Frelon Asiatique mis à la disposition du public, etc.).

Les modalités de participation de la CCRG au plan de lutte figurent dans le projet de convention entre la CCRG et la Confédération présenté en annexe 14.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance
PM	

En outre, la CCRG invitera ses communes membres à prendre en charge les 50 % restants du coût de la destruction des nids secondaires sur le ban de leur commune.

À défaut, les 50 % restants seront pris en charge par la Confédération.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider la participation de la CCRG au plan de lutte selon le modèle de convention en annexe, par :*
  - *le versement de la subvention de la CCRG de 50 % du coût de la destruction d'un nid secondaire de frelons à pattes jaunes selon les modalités précitées et dans le respect d'un plafond de 80 euros par nid détruit et d'un montant maximum total de 5 000 euros par an*
  - *la communication auprès des communes et des habitants*
- *d'inscrire les crédits nécessaires au Budget Général 2026*
- *d'inviter les communes souhaitant participer au dispositif à délibérer sur ce point*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Anne Dehestru évoque également la solution du piégeage.

Monsieur le Président lui répond que le piégeage demande une certaine technicité et est géré par les apiculteurs.

Il rappelle que, dans le cadre de cette opération, le particulier n'aura aucun frais à sa charge.

La CCRG est pour l'instant l'une des rares Collectivité à proposer un tel dispositif.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

9.4- Lancement d'une consultation pour le renouvellement du marché de prestations de collecte du verre, de tri de la collecte sélective, de traitement et valorisation des déchets collectés en déchèteries *(VH)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Maud Hart.

Vu l'article R 2124-1 du code de la commande publique.

Le marché de collecte du verre, tri de la collecte sélective, transport, traitement et valorisation des déchets collectés en déchèteries n°68-CCRG-2020-SPED-30 arrive à échéance au 31 décembre 2025.

Dans le cadre de son renouvellement, le Conseil de Communauté est informé du lancement, au courant du mois de juin d'une consultation par appel d'offres ouvert (article R2124-1 du Code de la Commande Publique), pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2029 (trois ans), alloti selon les conditions suivantes :

Lot 1	Collecte des bornes d'apport volontaire du verre, transport, stockage et chargement
Lot 2	Tri de la collecte sélective (tri sélectif) et traitement des refus de tri
Lot 3	Valorisation du bois en mélange collecté en déchèteries
Lot 4	Valorisation des gravats et inertes collectés en déchèteries
Lot 5	Mise à disposition de bornes de collecte, transport et valorisation du plâtre collecté en déchèteries
Lot 6	Mise à disposition de racks de collecte, transport et valorisation des huisseries collectés en déchèteries
Lot 7	Mise à disposition de contenants de collecte, transport et valorisation des plastiques et polystyrènes collectés en déchèteries
Lot 8	Mise à disposition de contenants de collecte, transport et valorisation de divers déchets collectés en déchèteries (terre végétale, capsules, etc)
Lot 9	Traitement des Ordures Ménagères Encombrantes (OME) collectées en déchèteries
Lot 10	Transport et valorisation des batteries collectées en déchèteries
Lot 11	Transport et traitement des Déchets Diffus Spécifiques (DDS) collectés en déchèteries
Lot 12	Traitement de l'amiante et du fibrociment collectés en déchèteries
Lot 13	Collecte, transport et valorisation de l'huile végétale collectée en déchèteries
Lot 14	Collecte, transport et valorisation de l'huile minérale collectée en déchèteries

FloRIOM SPL assure les prestations de collecte en porte-à-porte des Ordures Ménagères Résiduelles, des biodéchets, du tri sélectif, ainsi que l'exploitation du haut de quai des déchèteries et le transport des déchets collectés ne nécessitant pas des contraintes techniques particulières.

Aussi, ces prestations sont exclues de ce marché.

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est à noter que les prestations de rachat de matériaux (papiers graphiques, métaux et ferrailles) ne sont pas inclues dans la présente consultation étant donné qu'elles ne relèvent pas du Code de la Commande Publique.

Elles font l'objet d'une consultation par devis auprès de différentes repreneurs potentiels.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Le Conseil de Communauté est invité à valider le lancement de la consultation précitée et à habiliter Monsieur le Président à signer tout document s'y rapportant.

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Yann Keller demande s'il sera possible que les Élus rencontrent un commercial d'une entreprise spécialisée dans le traitement des déchets souhaitant faire la présentation de solution techniques innovantes.

Monsieur le Président lui répond que ce n'est pas envisageable en cours de consultation. Cela pourra être étudié une fois les marchés attribués.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Point 10. CAMPING LE FLORIVAL

10.1- Compte Administratif 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

L'examen du Compte Administratif 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4)* fait apparaître un montant global de dépenses de 459 977,66 euros, pour 736 146,43 euros de recettes.

L'excédent global des opérations de l'exercice s'établit à 276 168,77 euros.

Cet excédent se décompose de la manière suivante :

- excédent de fonctionnement : 97 580,15 euros
- excédent d'investissement : 178 588,62 euros

L'excédent 2024 permet, conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025, d'autofinancer l'ensemble des dépenses d'investissement 2025.

Les dépenses de fonctionnement sont, dans l'ensemble, conformes aux prévisions.

Les recettes de fonctionnement sont, dans l'ensemble, un peu supérieures aux prévisions ; cette évolution s'explique par des recettes de locations plus importantes que prévu pour 6 000 euros (hausse de la fréquentation en 2024).

L'ensemble des emprunts souscrits pour financer les investissements du Camping sont remboursés depuis 2020.

La vue d'ensemble du Compte Administratif, présenté en annexe 15, permet de retracer les résultats de l'exercice 2024.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Après examen des diverses pièces liées à l'exécution par Monsieur le Président des budgets régulièrement votés, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de donner acte à Monsieur Marcello Rotolo, Ordonnateur de la Communauté de Communes, de la présentation régulière des dépenses et recettes du Compte Administratif 2024 Camping Le Florival (M4)*
- *de constater l'identité des valeurs et indications du Compte Administratif avec ceux du Compte de Gestion, tant en dépenses qu'en recettes, en sections de fonctionnement et d'investissement*
- *d'approuver l'ensemble de la comptabilité soumise à son examen*
- *d'arrêter les résultats tels que décrits ci-dessus et de déclarer closes les opérations de l'exercice 2024 (M4).*

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur le Président quitte la salle des séances avant le vote de ce point et la réintègre à l'issue du vote.

Madame Angélique Muller soumet le présent point au vote de l'assemblée.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

L'ensemble des comptes administratifs ayant été votés, Monsieur le Président souhaite remercier les Vice-Présidents du ressort et les services pour le travail accompli sur le plan financier.

Il souligne que la Collectivité continue à investir et ceci malgré le contexte budgétaire et économique difficile.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

10.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4)* *(BF)*

Ce point est présenté par Madame la Vice-Présidente Angélique Muller.

Le Compte Administratif 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4)* fait apparaître un résultat cumulé de 276 168,77 euros, qui se décompose comme suit :

- excédent de fonctionnement : 97 580,15 euros
- excédent d'investissement : 178 588,62 euros.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Conformément aux décisions prises lors du vote du Budget Primitif 2025 et afin d'assurer l'équilibre du budget par section, il est proposé au Conseil de Communauté de reporter les excédents comme suit :

- *97 580,15 euros : excédent maintenu en section de fonctionnement (article 002)*
- *178 588,62 euros : excédent maintenu en section d'investissement (article 001).*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 11. DEVELOPPEMENT

11.1- Convention observatoire de l'habitat CCRG- ADIL68 *(SJ)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Galliath.

Le Programme Local de l'Habitat de la CCRG comporte 4 orientations stratégiques en matière d'habitat et 11 actions y afférent.

Les orientations se décomposent de la manière suivante :

1. Organiser et diversifier la production de logements pour répondre aux objectifs du SCOT
2. Valoriser en priorité les logements existants
3. Renforcer les réponses aux besoins des publics spécifiques
4. Faire vivre le PLH

Dans le cadre de cette quatrième orientation, une action est à mettre en œuvre : suivre et animer la politique de l'habitat

Cette action consiste en mieux comprendre et suivre les dynamiques du territoire, avec la mise en place d'un observatoire de l'habitat et du foncier à travers la collecte, le traitement et l'actualisation de données (mise à jour régulière des indicateurs de l'observatoire) en vue de :

- produire des analyses de la situation locale de l'habitat : analyse de la conjoncture du marché immobilier, le suivi de la demande de logement locatif social ainsi que le suivi des évolutions constatées dans le parc de logements locatifs sociaux et parc privé
- réaliser des bilans et évaluations sur la politique des collectivités
- alimenter les réflexions, communiquer auprès des partenaires et acteurs de l'habitat, vulgariser les dispositifs habitat auprès du grand public
- ajuster le programme d'actions si nécessaire

L'ADIL a pour mission d'informer gratuitement les usagers sur leurs droits et leurs obligations, sur les solutions de logements qui leur sont adaptées, notamment sur les conditions d'accès au parc locatif et sur les aspects juridiques et financier de leur projet d'accession à la propriété, à l'exclusion de tout acte administratif contentieux ou commercial.

Elle assure un rôle de prévention, notamment en direction des publics fragilisés, en sécurisant le cadre décisionnel des ménages en particulier sur le plan juridique et financier.

Le maillage territorial du réseau des ADIL permet d'apporter un service de proximité aux ménages et d'accompagner efficacement les politiques publiques au plus près des habitants.

Dans le cadre de sa mission « Services aux partenaires », l'ADIL mène un rôle d'observation des pratiques et marchés :

- Recensement, synthèse et diffusion d'une information claire et organisée sur les thématiques du logement, notamment évolutions juridiques, fiscales et financières
- Analyse des besoins et des pratiques en matière de logement sur le territoire

Une première convention a été établie pour l'année 2024 permettant ainsi de présenter des données relatives à l'habitat et au logement lors de la Commission Habitat/PLH de la CCRG en octobre 2024 et de mener une première animation dite « matinale de l'habitat » le 1er février 2025

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

avec de nombreux partenaires présents (CAF, Action logement, CeA, ...) au profit d'une quarantaine de propriétaires présents.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la proposition de reconduction de la convention avec l'Adil comme ci-après détaillée.

Synthèse de projet de convention de partenariat entre la CC de la région de Guebwiller et l'ADIL du Haut-Rhin :

Dans le cadre de sa mission d'information juridique, fiscale et financière dans le domaine du logement, l'ADIL 68 s'engage à :

- renseigner, conseiller et orienter les ménages originaires des communes de la Communauté de Communes de la région de Guebwiller, mais également les Collectivités locales et les professionnels de l'habitat du territoire sur toute question juridique, fiscale et financière liée au logement et à l'urbanisme
- assurer deux permanences mensuelles (celle de Guebwiller qui existe depuis plus de 20 ans ainsi qu'une nouvelle permanence mensuelle), à raison d'une ½ journée par mois et par permanence
- contribuer à faire connaître aux habitants l'ensemble des dispositifs Habitat en vigueur sur le territoire communautaire (ACV, OPAH...) en participant aux actions de communication et d'information (réunions d'information, ateliers, flyers...)
- apporter au territoire (élus, services) l'appui et l'expertise de l'Agence dans le domaine du logement et plus particulièrement en matière de :
  - mobilisation du logement vacant
  - fragilisation des copropriétés
  - amélioration et rénovation de l'habitat
  - obligation de décence énergétique des logements (interdiction de mise en location des logements les plus énergivores)
  - difficultés d'accès et de maintien dans le logement (impayés, expulsions...)
  - lutte contre l'habitat dégradé
  - accession à la propriété

Dans le cadre de sa mission d'observation et d'études, l'ADIL 68 s'engage à :

- réaliser conjointement avec l'EPCI les bilans triennaux obligatoires du PLH : en concertation avec les services de la CCRG, l'ADIL 68 produira les éléments statistiques et cartographiques en fonction des dernières données disponibles (démographie, évolution du parc de logements, construction neuve, offre et demande locative sociale, amélioration de l'habitat, etc.) tandis que l'EPCI apportera les éléments qualitatifs relatifs à la mise en œuvre de ses actions.
- produire et mettre à disposition de la CCRG un tableau de bord sur l'évolution récente de la situation du logement sur son territoire (disponible via un accès dédié à leur observatoire en ligne Geoclip). Ces éléments pourront notamment servir de support à la délibération annuelle sur l'avancement du PLH. Ces éléments seront confrontés aux différentes orientations et actions du PLH, dont la mise en œuvre est assurée par la CCRG. Ainsi, la Collectivité pourra éventuellement opérer un réajustement des objectifs de son PLH.

Contribution financière annuelle

La contribution financière de la CCRG est la suivante :

- 5 824,35 euros au titre de la participation à la mission d'information et de conseil des ménages dans le domaine du logement (soit 15 cts/habitants)

RH

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

- 3 000 euros au titre des deux permanences mensuelles
- 5 000 euros au titre de l'observatoire de l'habitat

Les crédits correspondants sont prévus au budget général 2023 à l'article 6557, fonction 702.

La durée de la convention sera d'un an à compter du 1er janvier 2025. Elle sera reconduite par trois fois jusqu'à la fin du PLH soit 31 décembre 2028.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de reconduire la convention de partenariat avec l'ADIL du Haut-Rhin en annexe 16 pour la période 2025/2028 (jusqu'à la fin de la durée du PLH)*
- *d'autoriser Monsieur le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération*

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président souligne que ce type d'actions constituent l'un des moyens de redynamiser les centres-villes.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RN

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

11.2- Projet de création d'une ZFE sur le territoire de la m2A : soumission du projet d'arrêté et de l'étude réglementaire *(MS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

De par la loi Climat Résilience du 22 août 2021, l'Agglomération de Mulhouse est dans l'obligation d'instaurer une Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m) en vue de réduire les émissions de polluants locaux.

À cette fin, plusieurs études ont été diligentées sur la qualité de l'air en partenariat avec ATMO Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace pour analyser et objectiver la situation sur le Haut-Rhin et plus particulièrement m2A et engager une phase de co-construction avec les acteurs du territoire, notamment économique, représentants de la société civile (CDD) et collectivités voisines de m2A.

Les études démontrent que la qualité de l'air constitue un réel enjeu sanitaire à une échelle qui dépasse très largement la seule m2A et dont les réponses sont à construire à celle du Sud-Alsace :

1. concernant la pollution au dioxyde d'azote, les efforts réalisés par tous pour renouveler les anciens véhicules par des véhicules plus propres et décarbonés, comme les actions déjà engagées par les collectivités en faveur des pratiques de déplacement plus durables (développement de l'offre en transports collectifs, extension des pistes cyclables, location de vélos électriques, déploiement d'un réseau de bornes de recharge pour les véhicules électriques, etc.) permettront, d'ici 2033 dans l'agglomération mulhousienne, de passer de 75 % de personnes exposées à des concentrations de dioxyde d'azote supérieures aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), à 3 % (de 44 % à 1 % à l'échelle du Haut-Rhin).

➢ Instaurer une ZFE avec des restrictions fortes sur les véhicules diesel particuliers n'apporterait donc pas de plus-value sanitaire et générerait des impacts pour les populations les plus modestes.

2. concernant la pollution aux particules fines, polluant le plus nocif, 100 % des habitants de l'agglomération et du Haut-Rhin sont actuellement exposés à des concentrations supérieures aux recommandations, avec une évolution peu favorable à l'horizon 2033, quel que soit le projet de ZFE simulé par ATMO Grand Est. Le nombre de décès prématurés liés aux particules fines est actuellement estimé à 40 000 personnes en France. La principale source d'émission de particules fines dans le Haut-Rhin est le secteur résidentiel et en particulier le chauffage au bois.

➢ Agir plus globalement et de manière plus transversale devient dès lors une nécessité.

Face à ces constats, pour agir globalement de manière cohérente, m2A propose un Plan Air-Santé associant 3 composantes :

➢ un projet de ZFE restreignant la circulation dans le périmètre de m2A des seuls véhicules professionnels les plus polluants, à savoir les poids lourds et les véhicules utilitaires légers les plus anciens, « non classés » par le certificat qualité de l'air (Crit'Air) ; **aucune restriction ne s'imposera donc aux véhicules particuliers.**

➢ des actions ciblées autour des poches résiduelles de pollution au dioxyde d'azote, à savoir le long des autoroutes et au centre-ville de Mulhouse :

- poursuite des efforts en matière de mobilités douces en centre-ville de Mulhouse et de transport en commun notamment

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

- sollicitation de la réduction de la limitation de vitesse sur les axes autoroutiers principaux (A36, A35, RD1066 et D430). En effet une réduction des vitesses de 20km/h entrainerait une diminution des émissions d'oxyde d'azote de l'ordre de 25 % pour les véhicules légers

➢ une charte d'engagement pour la qualité de l'air dans le Haut-Rhin, en partenariat avec les intercommunalités du Haut-Rhin, les chambres consulaires et les représentants des partenaires économiques. Une charte engageante et pragmatique autour de trois axes : la promotion des véhicules les moins émissifs, l'accompagnement au changement des pratiques de mobilité et la sensibilisation des particuliers aux bonnes pratiques pour se chauffer au bois et moins polluer.

La démarche engagée par m2A en 2022 en partenariat avec les acteurs du territoire se traduira par l'instauration d'une ZFE au 1er janvier 2026 après délibération du Conseil d'Agglomération de juin 2025.

Avant cette décision d'instauration, le projet de ZFE-m doit être soumis pour avis aux Personnes Publiques Associées et aux gestionnaires de voirie dont fait partie m2A.

Il est rappelé que le Bureau réuni le 4 décembre 2024, avait validé l'inscription dans la charte m2A des actions que la Communauté de Communes porte déjà et qu'elle développe. Cette charte l'engage à :

➢ pour favoriser les véhicules les moins émissifs :
- installer des bornes de recharge électrique au camping et au siège de la CCRG
- utiliser des véhicules électriques (depuis 2016)

➢ pour changer les pratiques de mobilité :
- encourager le covoiturage du quotidien
- transport à la demande
- navettes des neiges et des crêtes
- schéma directeur vélo
- fonds de concours Mobilité
- savoir Rouler à vélo

➢ pour se chauffer sans polluer :
- poursuivre la rénovation énergétique de l'habitat, du bâti public et lutter contre la précarité énergétique (PLH+OPAH-RU)
- promouvoir la sobriété dans les collectivités
- inciter les entreprises et le secteur de l'industrie à réduire leurs consommations et leurs impacts environnementaux
- développer les énergies renouvelables et de récupération
- lutter contre la précarité énergétique (programme d'Intérêt Général PIG / Fonds Alsace Rénov'; Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat et Renouvellement Urbain (OPAH-RU)

Ces actions sont répertoriées dans le PCAET.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

En ses qualités d'intercommunalité limitrophe et d'Autorité Organisatrice de la Mobilité, il est proposé au Conseil Communautaire de rendre un avis favorable sur :

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

- *le projet d'arrêté de création d'une ZFE sur le territoire de m2A (Annexe 17)*
- *le dossier règlementaire : étude stratégique, plan d'actions et déclinaisons opérationnelles pour la création d'une ZFE (Annexe 18)*
- *le Plan air santé de m2A (Annexe 19)*

Et de valider son engagement à poursuivre conjointement le travail sur la Plan Air-Santé qui se traduira par une charte dont la signature est prévue courant 2025.

Débats et observations préalables au vote :

Monsieur Dominique Abadoma demande quel est l'impact de ce projet sur le territoire de la CCRG.

Monsieur le Président lui répond qu'il n'y a pas d'impact direct mais il convient de relever que les mesures proposées trouvent une forme d'équilibre et n'imposeront pas aux usagers de changer de véhicule ce qui est une bonne chose. Tout le monde n'a pas les moyens de faire l'acquisition d'un véhicule électrique.

Monsieur Dominique Abadoma ne voit pas l'intérêt de se prononcer sur ce point.

Monsieur Francis Kleitz rappelle que l'intérêt de cette proposition consiste également à réitérer les engagements de la CCRG sur ce sujet et les actions qui en découlent, notamment s'agissant de l'amélioration de la qualité de l'air.

Monsieur Dominique Abadoma considère qu'il n'y a pas de nécessité formelle à délibérer, ce d'autant qu'une très grande majorité de français semble opposée au principe des ZFE.

Monsieur le Président lui répond que cela concrétise un travail et une vision globale, ceci quand bien même les ZFE seraient amenées à disparaître.

L'ensemble de ces problématiques doivent trouver des solutions concrètes et il convient de proposer des actions en correspondance.

Il relève la qualité du travail collaboratif qui a été mené avec les partenaires et qui ne porte pas atteinte à l'équité sociale.

Monsieur Dominique Abadoma ne se dit pas opposé mais relèvent que les actions sont déjà en place.

Monsieur Francis Kleitz estime qu'il ne s'agit pas de se limiter à une « zone » mais d'encourager une vision globale porteuse de sens.

Monsieur le Président rappelle qu'il s'agit simplement de formuler un avis considérant la proximité territoriale de la M2A.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

11.3- Conventionnement avec l'AFUT pour un accompagnement technique (Habitat, mobilité, diagnostic de territoire) *(SJ/MD)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Francis Kleitz.

En 2012, une charte intercommunale avait été votée par la CCRG en déterminant et priorisant les actions de développement du territoire.

Ce document avait inscrit les objectifs à réaliser sur une durée de 6 ans pour un développement durable du territoire tels que : la création de nouvelles zones d'activités, le renforcement du soutien à la parentalité, la mise en place d'un PLH et d'une OPAH, l'élaboration d'un PLUi, le développement du réseau de liaisons douces, et d'autres encore.

Le mandat 2020/2026 a permis d'asseoir et de dépasser les éléments qui composaient cette charte, mais sans avoir eu les moyens de la mettre à jour et de mettre en place un cap directeur sur un plus long terme (période de covid en particulier).

À l'horizon du prochain mandat débutant en 2026, il a été proposé de démarrer une phase de diagnostic qui permettra d'accompagner la nouvelle mandature dans un cap directeur des actions à mener au regard des enjeux à déterminer.

Parmi les principaux projets de développement encore à mener, la CCRG a comme ambition de développer sa position d'Autorité organisatrice des mobilités à travers la réalisation d'un Plan de mobilité simplifié (PDMS) ; et sur la compétence Habitat, la mise en place de la Réforme d'attribution des logements sociaux (obligation légale).

La CCRG est adhérente à l'AFUT (Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud Alsace).

Depuis 30 ans, ses principales missions sont les suivantes : suivre les évolutions urbaines et développer l'observation territoriale, participer à la prospective des territoires, préparer des projets dans les domaines de l'aménagement, de l'habitat, des mobilités, de l'économie…

Aussi, ce partenariat avec l'AFUT a permis de mettre en relief une proposition de travail, sous forme de convention, répondant à 3 axes :

- un diagnostic territorial : Mise à jour des données et synthèse éclairée (repérage des enjeux)
- élaboration du PDMS de la CCRG : diagnostic, enjeux, actions pour outiller la CCRG en s'appuyant sur les études et les projets mis en œuvre depuis plusieurs années sur le territoire (schéma directeur vélo, covoiturage…)
- réforme d'attribution : élaboration de la CIA (Convention Intercommunale d'Attribution des logements sociaux) et PPGDID (Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs)

Un projet de convention 2025-2026 portant sur l'ensemble des trois missions précitées (pour un montant global de 115 000 euros) est jointe en annexe 20.

Il est précisé que l'AFUT est une agence d'urbanisme (au sens de la loi du 24 mars 2014 dite « ALUR »).

De par son fonctionnement et ses statuts (cf. synthèse en annexe 21), l'AFUT réalise pour le compte de ses membres des prestations qui s'inscrivent dans un programme partenarial annuel faisant la liste des missions mutualisées. Ces prestations se placent en dehors du champ concurrentiel.

Les crédits seront inscrits lors d'une prochaine décision modificative.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *de valider le conventionnement avec l'AFUT portant sur les missions précitées*
- *d'habiliter Monsieur le Président à la signer ainsi que tout document s'y rapportant*
- *de valider le versement des subventions correspondantes tel que prévu dans le conventionnement*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Hélène François-Aullen demande si, dans le cadre de l'élaboration du diagnostic, des échanges avec les partenaires « mobilité » de la CCRG sont prévus.

Monsieur Éric Gilbert précise que, à l'instar de bon nombre d'étude, la première phase consiste en un important travail de compilation des données. Les échanges avec les partenaires institutionnels n'interviendront qu'après le renouvellement des mandats.

Monsieur le Président estime qu'il s'agit en effet de compter au moins un an pour l'établissement du diagnostic.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 12. PETITE ENFANCE

12.1- Mise en place d'une commission d'attribution des places pour les multi-accueil du territoire *(JS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Galliath.

En 2024, dans le cadre de la CTG, le Service Petite Enfance de la CCRG a mis en place un groupe de travail entre les Directeurs d'EAJE du territoire.

Lors de ces groupes de travail, des règles communes de traitement des demandes d'inscription en crèche ont été travaillées afin d'uniformiser les pratiques sur le territoire.

Un suivi des demandes a ensuite été mis en place pour chaque structure afin que la CCRG ait un suivi en direct de l'offre et la demande sur le territoire.

Ce suivi permet notamment de répondre aux exigences de la loi Plein emploi.

Pour rappel, la loi plein emploi du 18 décembre 2023 introduit la notion d'autorité organisatrice (AO) de l'accueil du jeune enfant.

Les AO sont chargées des quatre attributions suivantes :

- recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles mentionnés à l'article L. 214-1 du code de l'action sociale et des familles (CASF) ainsi que les modes d'accueil mentionnés aux 1° et 2° du I de l'article L. 214-1-1 disponible sur leur territoire
- informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents
- planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil mentionnés au même I de l'article L. 214-1-1 du CASF susmentionné
- soutenir la qualité des modes d'accueil mentionnés audit I

La mise en place de la Commission permet de répondre aux missions de l'AO, notamment les missions 1 et 3.

Pour la 3ème mission, le schéma pluriannuel de maintien et de développement de l'offre d'accueil du jeune enfant étant inscrit dans la CTG.

Il est proposé de mettre en place deux Commissions d'attribution des places par an pour le territoire :

- une en mars pour les inscriptions de septembre
- une seconde en octobre pour les inscriptions de janvier

Ces deux Commissions, composées des Directeurs d'EAJE et des Coordinatrices Petite Enfance de la CCRG, permettent aux participants de faire le point sur les places restantes et de voir si des familles se sont inscrites à plusieurs crèches afin d'éviter les doublons.

Le Relais Petite Enfance est convié à ces réunions afin d'avoir également un visuel sur l'offre d'accueil individuel.

Une réponse aux familles uniformisée suite à la Commission a également été travaillée.

Entre ces commissions et en fonction des places disponibles, les structures contactent directement les familles sur liste d'attente afin de finaliser l'inscription de leur enfant.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

La procédure est en cours de test et sera amenée à évoluer.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'acter :

- *de la mise en place de la commission d'attribution des places commune sur le territoire*
- *l'information systématique par la CCRG de l'attribution ou non d'une place à l'issue de chaque commission*

Débats et observations préalables au vote :

Madame Claudine Grawey demande si des Élus siègent à cette commission.

Monsieur Jean-Luc Galliath lui répond que non, il s'agit là d'un travail technique et non politique.

Madame Anne Dehestru estime qu'il n'est pas nécessaire de délibérer si aucun Élu ne siège à la commission.

Monsieur Jean-Luc Galliath considère qu'il convient d'acter par délibération l'existence de cette commission.

Madame Claudine Grawey estime qu'il y a lieu de définir des critères d'attribution.

Monsieur le Président lui répond que les critères sont déjà définis et appliqués, l'idée étant de coordonner de manière globale l'attribution des places sur le territoire.

Madame Anne Dehestru considère qu'il s'agit là d'un groupe de travail.

Monsieur Jean-Luc Galliath lui répond que cela vise aussi à s'inscrire dans la nouvelle règlementation en vigueur prévoyant que l'EPCI en charge de la compétence est « Autorité organisatrice ». Il n'y a toutefois pas d'intérêt à associer des Élus au travail de la commission.

Monsieur le Président précise que, pour l'heure, le territoire n'est pas en déficit de place.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

12.2- Projet d'ouverture de Micro-crèche à Soultz *(JS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Galliath.

La CCRG a été contactée dans le cadre de la mission de l'AO pour un avis d'autorisation d'ouverture de micro-crèche à Soultz.

Le projet est porté par Madame Nayla AZAR, habitante de Wittenheim. Elle a pour projet d'ouvrir une micro-crèche de 12 places à Soultz, au 17 rue de la Marne (locaux privés). Le projet est accompagné par la franchise O P'tit Mômes, présente dans le Bas-Rhin.

Madame Nayla AZAR a exposé son projet au Service Petite Enfance le 5 décembre 2024. Le projet était naissant, et elle évoquait une étude des besoins du territoire, envisageant des horaires atypiques si le besoin se révélait.

Le Service Petite Enfance a donc étudié le besoin sur la commune de Soultz et sur l'EPCI (notamment grâce à la mise en place de la liste d'attente partagée).

La crèche de Soultz a modifié son agrément en septembre 2024, transférant ses places périscolaires aux PEP Alsace et créant de fait 14 places « crèche ». Elle a ainsi augmenté ses places d'accueil 0-3 ans.

En février, ses taux de facturation étaient de 66 %. La crèche de Soultz n'est donc pas complète pour l'année 2024-2025.

La crèche de Soultz est ouverte de 7 heures 30 à 18 heures 30. Les structures subventionnées du territoire couvrent le besoin d'accueil de 7 heures à 18 heures 30.

La couverture en horaire atypique n'est donc pas assurée par les structures du territoire. Ces besoins, auparavant couverts par les assistantes maternelles du territoire, se révèlent de moins en moins couverts au fil des départ à la retraite des assistantes maternelles. Les assistantes maternelles s'installant ne souhaitent plus assurer ces besoins et les MAM ne le couvrent pas non plus.

La commune de Soultz accueille notamment les tout-petits des salariés de l'hôpital intercommunal de Soultz-Issenheim qui emploie 207 agents. Ces besoins en mode de garde se révèlent pour le personnel médical, les forces de l'ordre et le personnel travaillant en 3*8.

Le président a rencontré Madame Nayla AZAR et le Directeur Régional de la franchise le 13 mars 2025. Il leur a été demandé de travailler son dossier sur des horaires atypiques afin de répondre à la demande non couverte par nos structures et de ne pas entrer en concurrence avec la Crèche de Soultz dont les taux de remplissage ne sont pas satisfaisants actuellement.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'émettre un avis favorable sous condition d'horaire atypique au minimum jusqu'à 19 heures.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

12.3- Projet d'ouverture d'une micro-crèche à Issenheim *(JS)*

Ce point est présenté par Monsieur le Vice-Président Jean-Luc Galliath.

La CCRG a été informée en février 2025 du projet d'ouverture d'une micro-crèche de 12 places situé au 4 rue des Roitelets à Issenheim. Le projet s'implantera dans l'ancienne école maternelle Colombes.

Les porteurs du projet sont Monsieur Anthony CAUTILLO, Madame Caroline CHTAIBI et Monsieur Pierre JURKIEWICZ.

Monsieur Anthony CAUTILLO a transmis le dossier CTMC pour étude.

Une rencontre avec le Vice-Président, Monsieur Jean-Luc GALLIATH a eu lieu le vendredi 28 mars. Lors de cette rencontre, Monsieur Anthony Cautillo a accepté de modifier sa demande avec un agrément à 7 heures au lieu de 7 heures 30.

Le dossier a été transmis à la PMI en 2024 mais n'est pas encore passé en commission. Le DSPPMI a émis un avis favorable le 12 mars 2025 pour le plan présenté dans le dossier. Le projet a obtenu l'accord du Conseil Municipal d'Issenheim le 12 mars 2025.

Le DGS d'Issenheim a informé la CCRG que le Conseil Municipal d'Issenheim a émis un avis favorable au projet d'implantation de micro-crèche de Monsieur Anthony CAUTILLO sur le ban communal par délibération en date du mercredi 12 mars 2025 et a décidé d'en informer Monsieur le Président de la CCRG.

Une demande d'arbitrage a été soumise à la PMI afin d'éviter des conflits concernant de futurs projet et de définir clairement le détenteur de l'AO sur le territoire.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté d'émettre un avis favorable sous conditions d'horaires atypique avec une ouverture à 7 heures le matin pour répondre à un besoin de la commune. (La crèche d'Issenheim n'ouvre qu'à 7 heures 30).

Observations préalables au vote :

Monsieur le Président rappelle que la CCRG, en tant qu'autorité organisatrice, est seul compétente pour donner un avis.

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 13. RESSOURCES HUMAINES

13.1- Création de postes

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L313-1 et suivants et ses articles L411-1 et suivants ;

Vu l'état du personnel de la collectivité territoriale ; il convient de créer les emplois permanents suivants :

- un poste de puéricultrice territoriale à temps complet
- un adjoint responsable d'exploitation de l'eau potable

Afin de répondre aux besoins des services, il est proposé la création d'un emploi permanent d'Adjoint Responsable d'Exploitation de l'eau potable relevant du cadre d'emploi des Agents de Maîtrise territoriaux à temps complet pour exercer les missions suivantes :

- suivi et organisation de la production d'eau potable sur le secteur de la régie (indicateurs, ...)
- suivi et organisation de la distribution d'eau potable sur le secteur de la régie (suivi du rendement, gestion du parc compteur, travaux ...)
- suivi et organisation de la maintenance des installations
- gestion de projet (définition des moyens humains, techniques et matériels)
- management d'une équipe de cinq agents (en cas d'absence du responsable d'exploitation)

Le recrutement interviendra parmi les candidats, titulaire du permis B, justifiant d'un niveau BAC ou/avec une expérience avérée dans un poste similaire et une connaissance de l'environnement territorial.

Le candidat devra justifier également d'une expérience professionnelle en maintenance et exploitation d'installations d'eau potable.

Cet emploi sera occupé par un fonctionnaire.

Toutefois, en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires, il pourra être pourvu par un agent contractuel sur la base de l'article L.332-8-2° du code général de la fonction publique.

En effet, cet agent contractuel serait recruté à durée déterminée compte tenu du caractère très spécialisées des missions.

La durée du contrat ne pourra excéder six ans. À l'issue de cette période, le contrat sera reconduit pour une durée indéterminée.

La rémunération sera fixée selon la réglementation en vigueur par le cadre d'emploi.

Le recrutement d'agent contractuel sera prononcé à l'issue d'une procédure prévue par les décrets n°2019-1414 du 19 décembre 2019 et n°88-145 du 15 février 1988, ceci afin de garantir l'égal accès aux emplois publics.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Il est proposé au Conseil de communauté :

- *d'approuver les propositions susvisées*
- *de créer les postes précités avec effet au 15 mai 2025*
- *de modifier le tableau des effectifs*
- *d'autoriser Monsieur le Président à prendre et signer tout acte se référant aux décisions prises ci-dessus et nécessaires à leur application*
- *de procéder à la déclaration de création des postes auprès du Centre de Gestion du Haut-Rhin*
- *d'inscrire la dépense aux budgets Général et Eau potable de l'exercice 2025*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

13.2- Convention de transfert d'un Compte Épargne-Temps (CET)

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Par délibération du 26 septembre 2013, le Conseil de Communauté fixait les modalités relatives au Compte Épargne-Temps.

Dans le cadre du recrutement d'un agent du Syndicat Mixte de Thann Cernay disposant d'un CET alimenté de 7 jours de congés, il convient de prévoir, conformément à l'article 11 du décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié, l'établissement d'une convention fixant les modalités financières de transfert des droits acquis lorsque ce dernier change de collectivité.

Un modèle de convention entre la CCRG et le Syndicat Mixte de Thann Cernay est joint en annexe 22.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté :
- *de valider la convention en annexe*
- *d'habiliter Monsieur le Président à la signer*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

RM	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

13.3- Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) - Suppression du travail de week-end et modification des horaires afférant

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Dans le cadre du fonctionnement et de l'exploitation de la STEU, les agents sont amenés à travailler les samedis, dimanches et jours fériés.

Ces horaires spécifiques sont liés à la conception initiale de la STEU qui ne permet pas une absence des agents au-delà de 24 heures.

En effet le fonctionnement de la STEU nécessite quotidiennement la réalisation de tournées d'exploitation, nettoyage ou entretien ainsi que des maintenances simples :

- réalisation de mesures de concentration en matières en suspension sur les bassins d'aération et dans le digesteur
- purge des ballons d'air servant de réserve aux compresseurs (eaux de condensation à retirer)
- gestion du stockage des boues après la déshydratation
- mise à niveau des réserves de polymère permettant le fonctionnement des centrifugeuses

La présence le week-end et jours fériés nécessite 2 agents. L'organisation est la suivante :

- travail un week-end sur deux pour les deux agents ayant des logements de fonction
- un week-end sur quatre pour quatre agents
- remplacements ponctuels pour trois agents

Le fonctionnement de la STEU s'articule selon deux cycles de travail :

- cycle de semaine : du lundi au vendredi : 7 heures 30 à 11 heures 45 et 13 heures 30 à 17 heures avec une demi-journée de récupération dans la semaine
- cycle de week-end : les agents concernés démarrent le travail le mercredi (repos le lundi et le mardi) selon les horaires suivants du mercredi au vendredi : 8 heures 15 – 11 heures 45, 13 heures - 17 heures 30

Les samedis et dimanches présence de 3 heures le matin entre 7 jours et 11 heures et 2 heures 30 l'après-midi entre 13 heures 30 et 16 heures.

Le fonctionnement actuel présente de nombreuses problématiques dans la gestion du fonctionnement de la STEU :

- absence systématique de deux agents les lundis et mardis amenant régulièrement à des sous effectifs dans le fonctionnement (vacances, arrêts maladies)
- décalage dans l'heure d'embauche des agents le matin (7 heures 30 pour l'ensemble des autres agents de la STEU) créant des problèmes de gestion des plannings et de réalisation des chantiers de maintenance

Afin de solutionner ces problématiques, des travaux de mise à niveau des installations ont été réalisés afin de permettre la suppression des interventions de weekend.

Des installations d'équipements de surveillance et de sécurité ont également été mis en place.

L'ensemble des crédits nécessaires avaient été inscrits au budget assainissement 2025.

- Mise en place de sondes de suivi du niveau des voiles de boue dans les clarificateurs
- Mise en place sondes de matières en suspension sur les bassins d'aération afin de maitriser les extractions de boues à distance

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

- Mesure température sur les sorties clarificateurs (mesure règlementaire et journalière - paramètre limité par arrêté préfectoral)
- Mesure de la concentration en boues dans le digesteur nécessaire pour son bon fonctionnement
- Refonte du fonctionnement de gestion de l'extraction des boues (rotation de bennes, gestion de la répartition)
- Augmentation de la capacité de la trémie de polymère

L'ensemble des travaux de mise à niveau étant terminés, il est proposé de mettre en place une nouvelle organisation hebdomadaire du travail :

- arrêt du travail le samedi et dimanche
- mise en place d'un horaire unique de semaine de travail de 35 heures sur 5 jours avec possibilité d'une demi-journée de récupération selon les horaires définis plus haut à savoir : 7 heures 30 à 11 heures 45 et 13 heures 30 à 17 heures. Un service minimum devra être assuré le vendredi après-midi.
- en cas de weekend de 3 jours (jour férié le vendredi ou le lundi), maintien d'un service minimum le jour férié payé en heures supplémentaires

Ce point a été présenté en CST du 24 avril 2025.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de :
- *valider la suppression du travail de week-end actuellement en vigueur à compter du 1er mai 2025*
- *valider la nouvelle organisation de travail telle que précitée.*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

13.4- Protection sociale complémentaire – approbation de l'accord collectif local prévoyance et participation à la procédure de marché public pour la passation d'une convention de participation prévoyance

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code des assurances ;

Vu le Code de la mutualité ;

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents, ou une règlementation postérieure à la présente délibération le cas échéant ;

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux ;

Vu l'accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance pour les collectivités territoriales et établissements publics affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin signé majoritairement par les membres du comité paritaire de pilotage et de suivi le 7 février 2025 ;

Vu les avis du Comité social territorial placé auprès du CDG 68 en date du 13 février 2024 et du 26 novembre 2024 ;

Vu la délibération du Conseil de communauté en date du 13 février 2025 donnant mandat au Président du CDG 68 pour engager le dialogue social en vue de conclure un accord collectif local en matière de prévoyance ;

Vu l'avis du Comité social territorial de la CCRG en date du 24 avril 2025 ;

Lors de la séance du Conseil de Communauté en date du 13 février 2025, mandat a été donné au Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin (CDG 68) afin de mener pour le compte de CCRG, une négociation avec des représentants des employeurs publics territoriaux et les organisations syndicales représentatives auprès des Comités Sociaux Territoriaux des Collectivités et établissements affiliés, en vue d'aboutir à la conclusion d'un accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance.

La négociation a été menée par un Comité paritaire de pilotage et de suivi composé du Président du CDG 68, de représentants des employeurs publics territoriaux et de représentants des organisations syndicales représentatives des Collectivités Territoriales et des Établissements Publics ayant donné mandat au Président du CDG 68, dans le cadre d'un accord de méthode signé le 12 décembre 2024.

La négociation a permis d'aboutir à un accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance pour les Collectivités Territoriales et Établissements Publics affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin signé majoritairement par les membres du Comité Paritaire de Pilotage et de suivi le 7 février 2025.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

La négociation qui a permis d'aboutir à cet accord a conjugué le souci d'un dialogue social territorial efficient avec celui du respect du cadre règlementaire, ainsi que des contraintes financières qui pèsent sur le CDG 68 et sur les Collectivités ayant donné mandat au CDG 68.

L'application de cet accord à la CCRG est subordonnée à son approbation par le Conseil de Communauté.

Sur la base de cet accord, le CDG 68 lancera au printemps 2025 un marché public pour la conclusion d'une convention de participation pour la prévoyance afin de renouveler le contrat en cours qui arrive à son terme le 31 décembre 2025.

La convention de participation est passée au titre d'un contrat collectif ayant pour objet d'assurer aux adhérents le versement de prestations complémentaires aux garanties statutaires à compter du 1er janvier 2026.

Le CDG 68 propose aux Collectivités intéressées de se joindre à cette procédure par délibération.

À l'issue de cette procédure de consultation, la CCRG conservera entièrement la liberté d'adhérer ou pas à la convention de participation, en fonction des tarifs et garanties proposés.

L'adhésion à un tel contrat se fera par approbation de l'assemblée délibérante et après signature d'une convention avec le CDG 68.

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Considérant l'intérêt de se joindre à la procédure de marché public pour la conclusion d'un tel contrat au CDG 68 afin de bénéficier notamment de l'effet de la mutualisation, il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'approuver l'accord collectif local relatif à la protection sociale complémentaire Prévoyance pour les Collectivités Territoriales et Établissements Publics affiliés au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin signé le 7 février 2025 joint en annexe 23.*
- *de se joindre à la procédure de marché public pour la passation de la convention de participation risque Prévoyance proposée par le CDG 68, pour la mise en place d'un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative des employeurs, pour un effet des garanties au 1er janvier 2026. Il est par ailleurs précisé qu'en cas de modification législative ou règlementaire à venir, l'assemblée donne son autorisation pour que le contrat proposé soit adapté en ce sens*
- *de prendre acte que son adhésion à cette convention de participation n'interviendra qu'à l'issue de la procédure menée par le CDG 68, par une nouvelle délibération et après avis préalable du CST*

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

13.5- Lancement d'une consultation dans le cadre du renouvellement de la convention de participation lot « complémentaire Santé »

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu l'ordonnance n°2017-1386 du 22 septembre 2017 relative à la participation des employeurs publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

Vu la délibération du Conseil du 16 février 2012 (point 12.1) instaurant à compter du 1er janvier 2013, une participation de la CCRG au paiement des cotisations individuelles du personnel actif et retraité, au titre de la garantie protection sociale « risque santé », fixée à 50 % du montant de la cotisation ;

Vu l'article R2124-1 du code de la commande publique

Depuis le 1er janvier 2019, la CCRG participe à la complémentaire Santé des agents, par le biais d'une convention de participation souscrite auprès d'un opérateur. Cette convention a été conclue pour une durée de six ans.

Conformément à l'article 3 des conditions particulières, il a été décidé de prolonger la convention actuelle pour une durée d'un an, soit jusqu'au 31 décembre 2025, pour des motifs d'intérêt général.

L'adhésion à la protection sociale complémentaire est facultative pour les agents actifs et retraités.

La participation de la collectivité est fixée à 50 % du montant total de la cotisation pour les agents actifs.

Considérant la nécessité d'assurer une couverture « complémentaire santé » de qualité pour les agents de la CCRG et leur permettre d'accéder à une offre adaptée à leurs besoins, il est proposé d'organiser une consultation en vue de la mise en place d'une nouvelle convention de participation lot « complémentaire Santé » pour un durée de six ans prenant effet au 1er janvier 2026.

Cette consultation nécessitant un accompagnement technique spécifique, les services bénéficieront pour ce faire du suivi cabinet d'étude (aide dans la définition des besoins et sur le choix du prestataire).

Le Bureau, réuni le 8 avril 2025, a émis un avis favorable.

Le CST a été consulté sur ce point lors de la séance du 24 avril 2025.

Il est proposé au Conseil de Communauté :

- *d'autoriser le lancement d'une consultation en appel d'offre ouvert pour la mise en place d'un lot « complémentaire santé » au bénéfice des agents de la Collectivité à compter du 1er janvier 2026 pour une durée de six ans*
- *d'habiliter Monsieur le Président à signer tout document se rapportant au lancement de la présente consultation*
- *de prévoir l'inscription des crédits correspondants aux budgets de la Collectivité*

RH	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Le Conseil, après en avoir délibéré, approuve, à l'unanimité dont six procurations – Daniel Braun – Josiane Brender-Syda – Annie Dittrich – Christian Facchin – Marc Jung – Grégory Stich –, les propositions précitées.

Paraphe du Président

Paraphe du Secrétaire de séance

13.6- Information

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Les Conseillers Communautaires sont informés que l'organigramme fonctionnel mis à jour est accessible sur le site de la CCRG, sous l'onglet Collectivité/Les élus et les services ».

RY	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

Point 14. INFORMATIONS

14.1- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

- **Le Conseil de Communauté est informé du lancement des marchés publics passés en procédure adaptée *(article R2123-1 du Code de la Commande publique)* suivants :**

- Marché public de services : Location et maintenance de photocopieurs multifonctions (68-CCRG-2024-INFO-48)
- Marché public de fournitures : Accord-cadre pour la fourniture de polymère à la STEU (68-CCRG-2025-STEU-01)
- Marché public de fournitures : Accord-cadre pour la fourniture et livraison de combustibles bois et gestion du traitement des centres pour la chaufferie du Centre Aquatique – Nautilia (68-CCRG-2025-NAUT-03)
- Marché public de services : Accord-cadre pour la surveillance du Centre Aquatique Nautilia - Saisons estivales 2025 - 2027 (68–CCRG–2025–NAU–04)
- Marché public de services : Réalisation d'un diagnostic, élaboration de fiches-actions et accompagnement technique sur la Trame Verte et Bleue sur le territoire de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (68-CCRG-2025-TVB-05)
- Marché public de travaux : Renouvellement du réseau d'eaux usées, traitement des eaux pluviales urbaines et de voirie et renouvellement de la conduite d'eau potable rue Théodore Wilt à Guebwiller (68-CCRG-2025-ASS-07)
- Marché public de services : Étude d'avant-projet et Mission de Maîtrise d'œuvre - Traitement des eaux pluviales urbaines et de voirie, Renouvellement du réseau d'eaux potable, Aménagement de la voirie – Rue du Buhlfeld (68-CCRG-2025-MOE-08)
- Marché public de travaux : Contrôle des branchements et des installations d'assainissement collectif des eaux usées et d'eaux pluviales (68-CCRG-2025-ASS-09)
- Marché public de services : Missions de diagnostics et d'investigations structurelles complémentaires dans le cadre de l'audit des ouvrages de production, de stockage et de distribution d'eau potable de la CCRG (68-CCRG-2025-AEP-11)
- Marché public de services : Mise en place d'un équipement de pompage mobile nécessaire au dévoiement des effluents d'eaux usées sur le ban d'Issenheim (68-CCRG-2025-ASS-12)
- Marché public de services : Réalisation d'un état des lieux du service, Mise en place du Plan de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) et du Schéma Directeur Eau Potable (SD) (68-CCRG-2025-AEP-13)
- Marché public de travaux : Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable situé rue Albert Schweitzer entre la rue des acacias et la rue Louise Weiss à Soultz (68-CCRG-2025-AEP-14)
- Marché public de travaux : Renouvellement des réseaux d'eau potable, d'eaux usées et d'eaux pluviales - Rue de la Gare à Raedersheim (68-CCRG-2025-AEP-15)

AN	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

- Marché public de services : Réalisation d'une évaluation environnementale à Soultzmatt-Wintzfelden (68-CCRG-2025-PLU-31)
- Marché public de travaux : Remplacement du réseau d'eaux usées – Traitement des eaux pluviales urbaines de voirie - rénovation de la conduite d'eau potable – Aménagement de la Voirie – Rue de la Forêt et rue de la Chapelle à Jungholtz (68-CCRG-2025-ASS-32)

- **Le Conseil de Communauté est informé de la dévolution des marchés publics passés en procédure adaptée *(article R2123-1 du Code de la Commande publique)* suivants :**

- Marché public de fournitures : Acquisition de véhicules de service (68-CCRG-2024-VEHICULES-42-44) a été attribué à :
  - Lot n° 1 (un véhicule 5 places, de couleur blanche, équipé d'un attache remorque et de 4 roues motrices permanents) : au Garage du Florival – Renault Guebwiller pour un montant de 24 419,59 euros HT
  - Lot n° 2 (un véhicule type camionnette simple cabine propulsion de couleur blanche ayant un système de levage ampliroll ou équivalent avec reprise de l'ancien véhicule (sans benne)) : à la SAS Catra pour un montant de 50 000 euros HT
  - Lot n° 3 (un véhicule utilitaire L1H2) : au Garage du Florival – Renault Guebwiller pour un montant de 27 938,46 euros HT
- Marché public de services : Maintenance des installations de chauffage, ventilation et de climatisation (68-CCRG-2024-CVC-50) a été attribué à la société Génie Climatique de l'Est pour un montant de 30 900 euros HT par an
- Marché public de services : Accord-cadre pour la surveillance du Camping le Florival - Saisons 2025 à 2028 (68-CCRG-2024-CAMP-51) a été attribué à Pro Sureté
- Marché public de travaux : Travaux de pose d'un réseau d'eau pluviale et de renouvellement des réseaux d'eau potable situés rue du rempart et rue de l'ancien hôpital à Guebwiller (68-CCRG-2024-AEP-52) a été attribué à TORREGROSSA TP pour un montant de 92 091,83 euros HT
- Marché public de fournitures : Accord-cadre pour la fourniture, revalorisation et livraison de sacs de collecte sélective pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (68-CCRG-2024-SACS-53) a été attribué à la société SOCOPLAST
- Marché public de fournitures : Accord-cadre pour la fourniture de polymère à la STEU (68-CCRG-2025-STEU-01) a été attribué à la société SNF SA
- Marché public de services : Mise en place d'un équipement de pompage mobile nécessaire au dévoiement des effluents d'eaux usées sur le ban d'Issenheim (68-CCRG-2025-ASS-12) a été attribué à la société Delta Services Locations pour un montant de 76 480,43 euros HT

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

Point 15. DIVERS

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Le prochain Conseil de Communauté se tiendra le 3 juillet 2025 *(sous réserve de modifications ultérieures, les date et horaire de référence étant ceux figurant sur l'invitation).*

La séance est levée à 20 heures 55.

Présents :
Dominique ABADOMA – Yves COQUELLE – Hélène CORNEC – Anne DEHESTRU – Jean-Jacques FISCHER – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Jean-Luc GALLIATH – Claudine GRAWEY – Guy HABECKER – Maud HART – Philippe HECKY – Daniel HINDELANG – Marie-Christine HUMMEL – Yann KELLER – Francis KLEITZ – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Claude MULLER – Aurélie OTTMANN – Fleur OURY – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – César TOGNI – André WELTY *(entre en séance lors de l'examen du point 4.1)* – François WURTZ – Marie-Natacha GALLIATH (Suppléante de Alain FURSTENBERGER) – Gérard KAMMERER (Suppléant de Sylvie SCHRUOFFENEGER) –

Ordre du jour :

Point 1. DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE98

Point 2. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 13 FÉVRIER 202599

Point 3. COMPTES DE GESTION 2024 DU TRÉSORIER PRINCIPAL *(BF)*100

Point 4. ACTIVITÉS LIÉES AU BUDGET GÉNÉRAL101

- 4.1- Compte Administratif 2024 du Budget Général *(M57) (BF)*101
- 4.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Général *(M57) (BF)*104
- 4.3- Constitution d'un groupement de commande entre la CCRG et les communes membres – Période 2026/2031105
- 4.4- Convention avec RTE – Liaison aérienne dite « Marie Louise » n° 1 » *(AB)*108

Point 5. ASSAINISSEMENT109

- 5.1- Compte Administratif 2024 du Budget Assainissement *(M49) (BF)*109
- 5.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Assainissement *(M49) (BF)*111

Point 6. EAU POTABLE112

- 6.1- Compte Administratif 2024 du Budget Eau potable *(M49) (BF)*112
- 6.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Eau potable *(M49) (BF)*114
- 6.3- Lancement d'un marché d'étude Schéma Directeur Eau Potable et Plans de Gestion de Sécurité Sanitaire des Eaux (PGSSE) *(JH)*115

RN	
Paraphe du Président	Paraphe du Secrétaire de séance

6.4- Prise en charge des travaux d'eau potable dans le cadre de la réhabilitation du pont du Ruisseau à Wuenheim *(JH)*117

Point 7. PÉPINIÈRE D'ENTREPRISES DU FLORIVAL118

7.1- Compte Administratif 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4) (BF)*118

7.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Pépinière d'entreprises du Florival *(M4) (BF)*120

Point 8. AIRES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES121

8.1- Compte Administratif 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57) (BF)*121

8.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Aires d'Activités du Florival *(M57) (BF)*125

8.3- Cession de l'emprise foncière de la voirie de l'extension de l'Aire d'Activités du Florival à la commune de Soultz aux fins d'intégration dans le domaine public routier communal – Procès-verbal de mise à disposition *(AB)*126

Point 9. ENVIRONNEMENT129

9.1- Compte Administratif 2024 du Budget Environnement *(M4) (BF)*129

9.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Environnement *(M4) (BF)*131

9.3- Convention 2025 de financement et d'objectifs pour le plan de lutte contre le frelon asiatique dit « à pattes jaunes » *(VH)*132

9.4- Lancement d'une consultation pour le renouvellement du marché de prestations de collecte du verre, de tri de la collecte sélective, de traitement et valorisation des déchets collectés en déchèteries *(VH)*135

Point 10. CAMPING LE FLORIVAL137

10.1- Compte Administratif 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4) (BF)*137

10.2- Affectation du résultat de l'exercice 2024 du Budget Camping Le Florival *(M4) (BF)*139

Point 11. DEVELOPPEMENT140

11.1- Convention observatoire de l'habitat CCRG- ADIL68 *(SJ)*140

11.2- Projet de création d'une ZFE sur le territoire de la m2A : soumission du projet d'arrêté et de l'étude réglementaire *(MS)*143

11.3- Conventionnement avec l'AFUT pour un accompagnement technique (Habitat, mobilité, diagnostic de territoire) *(SJ/MD)*146

Point 12. PETITE ENFANCE148

12.1- Mise en place d'une commission d'attribution des places pour les multi-accueil du territoire *(JS)*148

12.2- Projet d'ouverture de Micro-crèche à Soultz *(JS)*150

12.3- Projet d'ouverture d'une micro-crèche à Issenheim *(JS)*151

Point 13. RESSOURCES HUMAINES152

13.1- Création de postes152

13.2- Convention de transfert d'un Compte Épargne-Temps (CET)154

13.3- Station de Traitement des Eaux Usées (STEU) - Suppression du travail de week-end et modification des horaires afférant155

Paraphe du Président | Paraphe du Secrétaire de séance

13.4- Protection sociale complémentaire – approbation de l'accord collectif local prévoyance et participation à la procédure de marché public pour la passation d'une convention de participation prévoyance157

13.5- Lancement d'une consultation dans le cadre du renouvellement de la convention de participation lot « complémentaire Santé »159

13.6- Information161

Point 14. INFORMATIONS162

14.1- Lancement/dévolution de marchés publics *(MFL)*162

Point 15. DIVERS164

Procès-verbal approuvé lors de la séance du Conseil de Communauté du 10 juillet 2025

Le Président **Le Secrétaire de séance**

Marcello ROTOLO **Luc MARCK**

Paraphe du Président Paraphe du Secrétaire de séance

ANNEXE 1

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU : CC REGION DE GUEBWILLER (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 24680056900039

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : CCRG BUDGET GENERAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 25
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 26
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 78
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 81
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 85
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 90

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 93
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 95
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 97
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 102
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 104
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 105
B3.1 - Etat des provisions constituées 106
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers 108
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement 111
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées Sans Objet
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties Sans Objet
B13 - Opérations liées aux cessions 112
B14 - Etat des travaux en régie Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 113
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 115
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 116
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 119
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 125

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble Sans Objet
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus Sans Objet
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 130
D11 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet

V - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	39 721

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	374,69

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	456,74
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	530,35
3	Dépenses d'équipement brut / population	53,92
4	Encours de dette / population (2) (3)	438,18
5	DGF / population	68,92
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	21,25 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	92,69 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	10,17 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	82,62 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	13,88 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	23 825 183,47	23 693 719,58	4 092 501,39	A1	3 961 037,50	
Investissement	3 915 671,09	2 438 201,93	(2) 454 344,68	A2	-1 023 124,48	
Dont 1068		0,00				
Fonctionnement	19 909 512,38	21 255 517,65	(3) 3 638 156,71	A3	4 984 161,98	

	RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	3 961 037,50
Investissement	**A2 + B2**	-1 023 124,48
Fonctionnement	**A3 + B3**	4 984 161,98

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	19 909 512,38	G	21 255 517,65
	Section d'investissement	B	3 915 671,09	H	2 438 201,93
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	3 638 156,71 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	454 344,68 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	23 825 183,47	= G + H + I + J	27 786 220,97
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	19 909 512,38	= G + I + K	24 893 674,36
	Section d'investissement	= B + D + F	3 915 671,09	= H + J + L	2 892 546,61
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	23 825 183,47	= G + H + I + J + K + L	27 786 220,97

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		273 294,16
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	293 023,18	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	169 245,97	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	785 040,12	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	1 063 509,97	1 563,60
Total des réalisations d'équipement		**2 310 819,24**	**274 857,76**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	351 722,48
13	Subventions d'investissement (1) (5)	5 400,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 383 994,03	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	18 228,00
Total des réalisations financières		**1 389 394,03**	**369 950,48**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **3 700 213,27**	II **644 808,24**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*189 384,00*	*1 767 319,87*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*26 073,82*	*26 073,82*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***215 457,82***	*IV* ***1 793 393,69***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**3 915 671,09**	II + IV	**2 438 201,93**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**0,00**	VI	**454 344,68**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**0,00**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**3 915 671,09**	II + IV + VI + VII	**2 892 546,61**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)	**-1 023 124,48**			

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS		TITRES EMIS	
OPERATIONS REELLES ET MIXTES			
011 Charges à caractère général (1)	2 853 927,06	70 Prod. services, domaine, ventes diverses	2 083 700,34
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)	3 855 304,98	73 Impôts et taxes (sauf 731)	7 098 250,00
		731 Fiscalité locale	6 413 944,09
		74 Dotations et participations (1)	4 849 681,50
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)	3 513 242,46	75 Autres produits de gestion courante (1)	528 734,58
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		
014 Atténuations de produits	7 508 240,17	013 Atténuations de charges (1)	56 739,70
016 APA	0,00	016 APA	0,00
017 RSA / Régularisations de RMI	0,00	017 RSA / Régularisations de RMI	0,00
Total dépenses de gestion des services	17 730 714,67	Total recettes de gestion des services	21 031 050,21
66 Charges financières	409 862,11	76 Produits financiers	48,83
67 Charges spécifiques (1)	1 611,36	77 Produits spécifiques (1)	20 379,35
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)	4,37	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)	14 655,26
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I **18 142 192,51**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II **21 066 133,65**

OPERATIONS D'ORDRE (2)			
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)	*1 767 319,87*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*	*189 384,00*
043 Opérations ordre intérieur de la section	*0,00*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III* ***1 767 319,87***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV* ***189 384,00***

TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**19 909 512,38**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**21 255 517,65**

RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	3 638 156,71

TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**19 909 512,38**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**24 893 674,36**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	4 984 161,98

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		5 400,00	*189 384,00*	194 784,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		1 383 994,03	*0,00*	1 383 994,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		2 310 819,24		2 310 819,24
19	Neutral. et régul. d'opérations			*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*273,82*	273,82
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		0,00	*25 800,00*	25 800,00
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**3 700 213,27**	***215 457,82***	**3 915 671,09**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	2 853 927,06		2 853 927,06
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	3 855 304,98		3 855 304,98
014	Atténuations de produits	7 508 240,17		7 508 240,17
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	3 513 242,46	*0,00*	3 513 242,46
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	409 862,11	*0,00*	409 862,11
67	Charges spécifiques (9)	1 611,36	*16 100,00*	17 711,36
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	4,37	*1 751 219,87*	1 751 224,24
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**18 142 192,51**	***1 767 319,87***	**19 909 512,38**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	351 722,48	*0,00*	351 722,48
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)	273 294,16	*0,00*	273 294,16
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations		9 055,44	9 055,44
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)	0,00	*273,82*	273,82
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)	0,00	*7 044,56*	7 044,56
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)	1 563,60	*25 800,00*	25 800,00
018	RSA	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)	18 228,00	*0,00*	18 228,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 751 219,87*	1 751 219,87
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**644 808,24**	***1 793 393,69***	**2 438 201,93**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**0,00**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**454 344,68**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	56 739,70		56 739,70
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 083 700,34		2 083 700,34
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 098 250,00		7 098 250,00
731	Fiscalité locale	6 413 944,09		6 413 944,09
74	Dotations et participations (8)	4 849 681,50		4 849 681,50
75	Autres produits de gestion courante (8)	528 734,58	0,00	528 734,58
76	Produits financiers	48,83	*0,00*	48,83
77	Produits spécifiques (8)	20 379,35	*189 384,00*	209 763,35
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	14 655,26	*0,00*	14 655,26
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes de fonctionnement – Total	**21 066 133,65**	***189 384,00***	**21 255 517,65**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**3 638 156,71**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES

III

A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**6 904 000,00**	**3 915 671,09**	**0,00**	**2 988 328,91**	**0,00**	**3 915 671,09**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	5 123 211,00	2 310 819,24	0,00	2 812 391,76	0,00	2 310 819,24
Total des dépenses d'équipement		**5 123 211,00**	**2 310 819,24**	**0,00**	**2 812 391,76**	**0,00**	**2 310 819,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	5 400,00	5 400,00	0,00	0,00		5 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 400 000,00	1 383 994,03	0,00	16 005,97		1 383 994,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 555 400,00**	**1 389 394,03**	**0,00**	**166 005,97**	**0,00**	**1 389 394,03**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 678 611,00**	**3 700 213,27**	**0,00**	**2 978 397,73**	**0,00**	**3 700 213,27**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*189 389,00*	*189 384,00*		*5,00*		*189 384,00*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*36 000,00*	*26 073,82*		*9 926,18*		*26 073,82*
Total des dépenses d'ordre		**225 389,00**	**215 457,82**		**9 931,18**		**215 457,82**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**0,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**6 904 000,00**	**3 915 671,09**	**0,00**	**2 988 328,91**	**0,00**	**3 915 671,09**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**6 449 656,00**	**2 438 201,93**	**0,00**	**4 011 454,07**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	520 600,00	273 294,16	0,00	247 305,84
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 563,60	0,00	-1 563,60
Total des recettes d'équipement		**520 600,00**	**274 857,76**	**0,00**	**245 742,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	675 363,00	351 722,48	0,00	323 640,52
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	18 200,00	18 228,00	0,00	-28,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**693 563,00**	**369 950,48**	**0,00**	**323 612,52**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 214 163,00**	**644 808,24**	**0,00**	**569 354,76**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*3 448 200,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 751 293,00*	*1 767 319,87*		*-16 026,87*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*36 000,00*	*26 073,82*		*9 926,18*
Total des recettes d'ordre		***5 235 493,00***	***1 793 393,69***		***3 442 099,31***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***454 344,00***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**6 904 000,00**	**2 892 546,61**	**0,00**	**4 011 453,39**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**6 904 000,00**	**3 915 671,09**	**0,00**	**2 988 328,91**	**0,00**	**3 915 671,09**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	5 123 211,00	2 310 819,24	0,00	2 812 391,76	0,00	2 310 819,24
Total des dépenses d'équipement		**5 123 211,00**	**2 310 819,24**	**0,00**	**2 812 391,76**	**0,00**	**2 310 819,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	5 400,00	5 400,00	0,00	0,00		5 400,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	5 400,00	5 400,00	0,00	0,00		5 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	1 400 000,00	1 383 994,03	0,00	16 005,97		1 383 994,03
1641	Emprunts en euros	1 400 000,00	1 383 994,03	0,00	16 005,97		1 383 994,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
2745	Avances remboursables	150 000,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 555 400,00**	**1 389 394,03**	**0,00**	**166 005,97**	**0,00**	**1 389 394,03**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**6 678 611,00**	**3 700 213,27**	**0,00**	**2 978 397,73**	**0,00**	**3 700 213,27**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*189 389,00*	*189 384,00*		*5,00*		*189 384,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*189 389,00*	*189 384,00*		*5,00*		*189 384,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*31 047,00*	*31 046,00*		*1,00*		*31 046,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*41 225,00*	*41 222,00*		*3,00*		*41 222,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*64 525,00*	*64 525,00*		*0,00*		*64 525,00*

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*2 853,00*	*2 853,00*		*0,00*		*2 853,00*
13916	*Subv. transf. Autres E.P.L.*	*13 357,00*	*13 356,00*		*1,00*		*13 356,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*0,00*	*14 562,00*		*-14 562,00*		*14 562,00*
139178	*Autres fonds européens*	*14 562,00*	*0,00*		*14 562,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*21 820,00*	*21 820,00*		*0,00*		*21 820,00*
	Charges transférées (7)	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*36 000,00*	*26 073,82*		*9 926,18*		*26 073,82*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*273,82*		*-273,82*		*273,82*
2313	*Constructions*	*36 000,00*	*25 800,00*		*10 200,00*		*25 800,00*
Total des dépenses d'ordre		**225 389,00**	**215 457,82**		**9 931,18**		**215 457,82**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			**5 123 211,00**	**2 310 819,24**	**0,00**	**2 812 391,76**	**42 187 220,72**	**0,00**	**2 310 819,24**
1009	EQUIPEMENT DU SIEGE		156 071,00	138 021,09	0,00	18 049,91	1 256 996,64	0,00	138 021,09
1027	CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL		0,00	0,00	0,00	0,00	23 938 143,20	0,00	0,00
1101	ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DE LA CCRG		0,00	0,00	0,00	0,00	78 481,41	0,00	0,00
1102	EQUIPEMENTS DES GYMNASES		103 300,00	28 772,57	0,00	74 527,43	400 426,06	0,00	28 772,57
1105	EQUIPE TECHNIQUE		80 900,00	14 343,56	0,00	66 556,44	746 428,64	0,00	14 343,56
1206	PANNEAUX SIGNALETIQUES TOURISTIQUES		40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	74 463,94	0,00	0,00
1402	NEUENBOURG		397 300,00	416 562,02	0,00	-19 262,02	4 949 598,53	0,00	416 562,02
1502	EQUIPEMENTS PAYS D'ART ET D'HISTOIRE		10 000,00	7 271,04	0,00	2 728,96	119 449,25	0,00	7 271,04
1601	CREATION D'UNE ROUTE DE CONTOURNEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00	690 383,61	0,00	0,00
1701	MISE EN PLACE DU TRES HAUT DEBIT		0,00	0,00	0,00	0,00	3 277 850,00	0,00	0,00
1801	PLUI / HABITAT		542 000,00	326 798,48	0,00	215 201,52	1 602 226,07	0,00	326 798,48
2001	OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES		858 500,00	826 198,93	0,00	32 301,07	1 007 372,40	0,00	826 198,93
2002	SITE FIVES CELES LAUTENBACH		0,00	0,00	0,00	0,00	559,63	0,00	0,00
2003	REAMENAGEMENT PARC NAUTILIA		0,00	0,00	0,00	0,00	68 777,33	0,00	0,00
2004	AGENCEMENT OTI		0,00	0,00	0,00	0,00	76 922,76	0,00	0,00
2101	PLAN D URGENCE COMMERCE		0,00	0,00	0,00	0,00	29 880,24	0,00	0,00
2201	TRAVAUX AIRE D ACTIVITE DU FLORIVAL		33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	103 356,08	0,00	0,00
2202	INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX DE NAUTILIA		0,00	0,00	0,00	0,00	142 488,38	0,00	0,00
2203	MAISONNETTES DE NOEL		100 000,00	88 920,00	0,00	11 080,00	99 902,40	0,00	88 920,00
2401	TRAVAUX D AMENAGEMENTS NAUTILIA		9 600,00	0,00	0,00	9 600,00	0,00	0,00	0,00

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
2402	CONTRAT DE TERRITOIRE EAU CLIMAT		50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
312	MISE EN PLACE DE 'POINTS BLEUS'		2 000,00	1 591,20	0,00	408,80	461 470,08	0,00	1 591,20
411	AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE		2 081 000,00	0,00	0,00	2 081 000,00	54 121,42	0,00	0,00
712	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT		275 250,00	128 229,77	0,00	147 020,23	1 607 051,03	0,00	128 229,77
814	TRAVAUX AIRE DE LOISIRS		265 000,00	241 043,63	0,00	23 956,37	491 097,88	0,00	241 043,63
822	TRAVAUX DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE		119 290,00	93 066,95	0,00	26 223,05	909 773,74	0,00	93 066,95

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1009
LIBELLE : EQUIPEMENT DU SIEGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**156 071,00**	**A1 138 021,09**	**0,00**	**18 049,91**	**A2 1 256 996,64**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**5 000,00**	**4 316,32**	**0,00**	**683,68**	**304 743,95**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	22 162,80
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	389,45
2051	Concessions, droits similaires	5 000,00	4 316,32	0,00	683,68	282 191,70
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**151 071,00**	**133 704,77**	**0,00**	**17 366,23**	**952 252,69**
21351	Bâtiments publics	70 000,00	57 121,88	0,00	12 878,12	392 532,02
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	3 110,40
21828	Autres matériels de transport	55 000,00	54 553,14	0,00	446,86	144 289,22
21838	Autre matériel informatique	18 000,00	19 763,91	0,00	-1 763,91	352 431,81
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	8 071,00	2 265,84	0,00	5 805,16	35 782,69
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	24 106,55
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 53 825,72**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 825,72**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	32 230,06
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	19 662,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 933,66
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Solde du financement	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses (8)	B1 - A1	-138 021,09	B2 - A2	-1 203 170,92

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1027
LIBELLE : CENTRE AQUATIQUE INTERCOMMUNAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 23 938 143,20**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 696 254,23**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	2 690 322,07
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	5 932,16
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**122 234,38**
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	4 662,38
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	117 572,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 119 654,59**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	20 877 578,72
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	242 075,87

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 18 152 269,37**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 300 677,50**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	869 317,50
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020 000,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	411 360,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 500 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	15 500 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**351 591,87**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	109 516,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	242 075,87

Solde du financement	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1**	**0,00**	**B2 - A2**	**-5 785 873,83**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1101
LIBELLE : ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DE LA CCRG
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 78 481,41**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**78 481,41**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	78 481,41
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 3 421,60**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 421,60**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 421,60
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -75 059,81**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1102
LIBELLE : EQUIPEMENTS DES GYMNASES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**103 300,00**	**A1 28 772,57**	**0,00**	**74 527,43**	**A2 400 426,06**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 118,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	1 224,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	894,00
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**103 300,00**	**28 772,57**	**0,00**	**74 527,43**	**398 308,06**
21351	Bâtiments publics	85 000,00	15 772,75	0,00	69 227,25	375 287,11
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	1 000,00	914,17	0,00	85,83	5 365,21
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	3 179,36
2188	Autres immobilisations corporelles	17 300,00	12 085,65	0,00	5 214,35	14 476,38
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -28 772,57**	**B2 - A2 -400 426,06**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1105
LIBELLE : EQUIPE TECHNIQUE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**80 900,00**	**A1 14 343,56**	**0,00**	**66 556,44**	**A2 746 428,64**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**2 200,00**	**2 079,28**	**0,00**	**120,72**	**25 494,18**
2051	Concessions, droits similaires	2 200,00	2 079,28	0,00	120,72	25 494,18
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**78 700,00**	**12 264,28**	**0,00**	**66 435,72**	**720 934,46**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	12 325,10
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	1 195,92
215731	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	156 394,33
215738	Autre matériel et outillage de voirie	6 500,00	6 456,00	0,00	44,00	6 456,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	12 200,00	5 480,20	0,00	6 719,80	318 302,70
21828	Autres matériels de transport	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00	213 434,28
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	12 143,45
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	328,08	0,00	-328,08	682,68
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 75 934,26**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 934,26**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	22 415,04
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	53 219,22
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)

Solde du financement	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses (8)	B1 - A1	-14 343,56	B2 - A2	-670 494,38

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1206
LIBELLE : PANNEAUX SIGNALETIQUES TOURISTIQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**40 000,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**A2 74 463,94**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**40 000,00**	**0,00**	**0,00**	**40 000,00**	**74 463,94**
2152	Installations de voirie	40 000,00	0,00	0,00	40 000,00	74 463,94
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 9 308,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 308,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	9 308,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -65 155,94**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1402
LIBELLE : NEUENBOURG
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**397 300,00**	**A1 416 562,02**	**0,00**	**-19 262,02**	**A2 4 949 598,53**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162 445,41**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	160 566,42
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	1 878,99
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**397 300,00**	**416 562,02**	**0,00**	**-19 262,02**	**4 787 153,12**
21351	Bâtiments publics	368 800,00	399 738,91	0,00	-30 938,91	4 747 660,51
21611	Biens sous-jacents	0,00	0,00	0,00	0,00	2 250,00
21838	Autre matériel informatique	10 500,00	15 201,16	0,00	-4 701,16	27 703,68
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	18 000,00	1 621,95	0,00	16 378,05	7 436,53
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	2 102,40
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**33 400,00**	**B1 46 020,00**	**0,00**	**-12 620,00**	**B2 3 688 255,15**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**33 400,00**	**46 020,00**	**0,00**	**-12 620,00**	**1 858 255,15**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	33 400,00	46 020,00	0,00	-12 620,00	1 014 751,09
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	722 961,06
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	119 843,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 830 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	1 830 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)

Solde du financement	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses (8)	B1 - A1	-370 542,02	B2 - A2	-1 261 343,38

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1502
LIBELLE : EQUIPEMENTS PAYS D'ART ET D'HISTOIRE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**10 000,00**	**A1 7 271,04**	**0,00**	**2 728,96**	**A2 119 449,25**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**845,30**	**0,00**	**-845,30**	**64 163,30**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	845,30	0,00	-845,30	64 163,30
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**10 000,00**	**6 425,74**	**0,00**	**3 574,26**	**55 285,95**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	7 056,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	725,67
21838	Autre matériel informatique	2 000,00	2 419,80	0,00	-419,80	12 951,24
2188	Autres immobilisations corporelles	8 000,00	4 005,94	0,00	3 994,06	34 553,04
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**2 000,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**B2 53 155,65**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**	**53 155,65**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00	41 031,60
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	6 297,05
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 827,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé

Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1**	**-7 271,04**	**B2 - A2**	**-66 293,60**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1601
LIBELLE : CREATION D'UNE ROUTE DE CONTOURNEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 690 383,61**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 183,17**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	34 183,17
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**656 200,44**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	0,00	0,00	0,00	656 200,44

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 702 240,50**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 240,50**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	57 240,50
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**645 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	645 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 11 856,89**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1701
LIBELLE : MISE EN PLACE DU TRES HAUT DEBIT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 3 277 850,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 277 850,00**
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	3 277 850,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 2 866 000,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 866 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	2 866 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -411 850,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 1801
LIBELLE : PLUI / HABITAT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**542 000,00**	**A1 326 798,48**	**0,00**	**215 201,52**	**A2 1 602 226,07**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**345 000,00**	**285 782,28**	**0,00**	**59 217,72**	**1 114 712,34**
202	Frais réalisation documents urbanisme	345 000,00	285 782,28	0,00	59 217,72	1 114 712,34
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**197 000,00**	**41 016,20**	**0,00**	**155 983,80**	**487 513,73**
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	424 749,76
20422	Privé : Bâtiments, installations	197 000,00	41 016,20	0,00	155 983,80	62 763,97
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**100 000,00**	**B1 102 617,16**	**0,00**	**-2 617,16**	**B2 339 017,04**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**100 000,00**	**102 617,16**	**0,00**	**-2 617,16**	**339 017,04**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	71 500,00	80 117,40	0,00	-8 617,40	149 550,40
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	28 500,00	22 499,76	0,00	6 000,24	189 466,64
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -224 181,32**	**B2 - A2 -1 263 209,03**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2001
LIBELLE : OMBRIERES PHOTOVOLTAIQUES
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**858 500,00**	**A1 826 198,93**	**0,00**	**32 301,07**	**A2 1 007 372,40**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**858 500,00**	**826 198,93**	**0,00**	**32 301,07**	**1 007 372,40**
2313	Constructions	858 500,00	826 198,93	0,00	32 301,07	981 572,40
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	25 800,00

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**190 000,00**	**B1 768,00**	**0,00**	**189 232,00**	**B2 63 218,10**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**190 000,00**	**0,00**	**0,00**	**190 000,00**	**62 450,10**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	145 000,00	0,00	0,00	145 000,00	62 450,10
1312	Subv. transf. Régions	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**768,00**	**0,00**	**-768,00**	**768,00**
2313	Constructions	0,00	768,00	0,00	-768,00	768,00

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -825 430,93**	**B2 - A2 -944 154,30**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2002
LIBELLE : SITE FIVES CELES LAUTENBACH
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 559,63**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**559,63**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	559,63
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 5 400,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 400,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 400,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 4 840,37**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2003
LIBELLE : REAMENAGEMENT PARC NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 68 777,33**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 777,33**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	57 389,67
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	11 387,66
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 4 544,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 544,00**
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 544,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -64 233,33**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2004
LIBELLE : AGENCEMENT OTI
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 76 922,76**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 700,00**
20415342	IC : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	20 700,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 222,76**
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	12 599,38
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	24 629,18
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	18 994,20
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 61 718,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**61 718,00**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	26 718,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -15 204,76**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2101
LIBELLE : PLAN D URGENCE COMMERCE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 29 880,24**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 880,24**
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	29 880,24
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 24 155,64**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 155,64**
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	21 136,09
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	3 019,55
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -5 724,60**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2201
LIBELLE : TRAVAUX AIRE D ACTIVITE DU FLORIVAL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**33 000,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**33 000,00**	**A2 103 356,08**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**33 000,00**	**0,00**	**0,00**	**33 000,00**	**103 356,08**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	103 356,08
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 7 777,00**	**0,00**	**-7 777,00**	**B2 47 763,64**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**7 777,00**	**0,00**	**-7 777,00**	**40 563,64**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	10 408,21
1312	Subv. transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	12 948,43
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	7 777,00	0,00	-7 777,00	17 207,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 200,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	7 200,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 7 777,00**	**B2 - A2 -55 592,44**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2202
LIBELLE : INSTALLATIONS DE GESTION DES EAUX DE NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**0,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**A2 142 488,38**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**142 488,38**
21351	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	142 488,38
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 116 880,00**	**0,00**	**-116 880,00**	**B2 116 880,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**116 880,00**	**0,00**	**-116 880,00**	**116 880,00**
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	116 880,00	0,00	-116 880,00	116 880,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 116 880,00**	**B2 - A2 -25 608,38**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2203
LIBELLE : MAISONNETTES DE NOEL
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**100 000,00**	**A1 88 920,00**	**0,00**	**11 080,00**	**A2 99 902,40**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**100 000,00**	**88 920,00**	**0,00**	**11 080,00**	**99 902,40**
2138	Autres constructions	0,00	88 920,00	0,00	-88 920,00	88 920,00
2188	Autres immobilisations corporelles	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	10 982,40
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -88 920,00**	**B2 - A2 -99 902,40**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2401
LIBELLE : TRAVAUX D AMENAGEMENTS NAUTILIA
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**9 600,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**9 600,00**	**A2 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**9 600,00**	**0,00**	**0,00**	**9 600,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	9 600,00	0,00	0,00	9 600,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 2402
LIBELLE : CONTRAT DE TERRITOIRE EAU CLIMAT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**50 000,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**A2 0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 0,00**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 312
LIBELLE : MISE EN PLACE DE 'POINTS BLEUS'
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**2 000,00**	**A1 1 591,20**	**0,00**	**408,80**	**A2 461 470,08**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 032,32**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	2 032,32
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 606,37**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	7 887,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 719,37
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**2 000,00**	**1 591,20**	**0,00**	**408,80**	**449 831,39**
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	13 233,91
2313	Constructions	2 000,00	1 591,20	0,00	408,80	436 597,48

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 795,60**	**0,00**	**-795,60**	**B2 261 906,83**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 111,23**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	12 818,23
1313	Subv. transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	84 411,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	3 882,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**160 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**795,60**	**0,00**	**-795,60**	**795,60**
2313	Constructions	0,00	795,60	0,00	-795,60	795,60

Solde du financement	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses (8)	B1 - A1	-795,60	B2 - A2	-199 563,25

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 411
LIBELLE : AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**2 081 000,00**	**A1 0,00**	**0,00**	**2 081 000,00**	**A2 54 121,42**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**127 000,00**	**0,00**	**0,00**	**127 000,00**	**17 372,12**
2031	Frais d'études	126 000,00	0,00	0,00	126 000,00	12 091,56
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	5 280,56
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**180 000,00**	**0,00**	**0,00**	**180 000,00**	**287,63**
2111	Terrains nus	180 000,00	0,00	0,00	180 000,00	287,63
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**1 774 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 774 000,00**	**36 461,67**
2313	Constructions	1 774 000,00	0,00	0,00	1 774 000,00	36 461,67

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 0,00**	**B2 - A2 -54 121,42**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 712
LIBELLE : SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**275 250,00**	**A1 128 229,77**	**0,00**	**147 020,23**	**A2 1 607 051,03**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**275 250,00**	**128 229,77**	**0,00**	**147 020,23**	**1 607 051,03**
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	60 000,00	29 728,46	0,00	30 271,54	49 753,76
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	135 000,00	85 291,78	0,00	49 708,22	1 120 804,31
2041512	Subv. Grpt : Bâtiments, installations	42 750,00	13 209,53	0,00	29 540,47	344 992,96
20422	Privé : Bâtiments, installations	37 500,00	0,00	0,00	37 500,00	76 500,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**0,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B2 6 033,18**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 033,18**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	6 033,18
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -128 229,77**	**B2 - A2 -1 601 017,85**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 814
LIBELLE : TRAVAUX AIRE DE LOISIRS
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**265 000,00**	**A1 241 043,63**	**0,00**	**23 956,37**	**A2 491 097,88**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**11 590,19**	**0,00**	**-11 590,19**	**232 189,53**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	143 988,96
2181	Install. générales, agencements	0,00	11 590,19	0,00	-11 590,19	11 590,19
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	76 610,38
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**265 000,00**	**229 453,44**	**0,00**	**35 546,56**	**258 908,35**
2312	Agencements et aménagements de terrains	265 000,00	229 453,44	0,00	35 546,56	258 908,35

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**172 800,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**172 800,00**	**B2 13 388,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**172 800,00**	**0,00**	**0,00**	**172 800,00**	**13 388,00**
1312	Subv. transf. Régions	57 500,00	0,00	0,00	57 500,00	0,00
1313	Subv. transf. Départements	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00	13 388,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	82 300,00	0,00	0,00	82 300,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses (8)	**B1 - A1 -241 043,63**	**B2 - A2 -477 709,88**

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.
(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.
(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.
(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.
(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.
(7) Sauf 165, 166 et 16449.
(8) Indiquer le signe algébrique.
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

(1) CHAPITRE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT N° : 822
LIBELLE : TRAVAUX DANS LES STRUCTURES PETITE ENFANCE
NON COMPRIS DANS UNE AUTORISATION DE PROGRAMME

DEPENSES

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
DEPENSES		**119 290,00**	**A1 93 066,95**	**0,00**	**26 223,05**	**A2 909 773,74**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**919,35**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	919,35
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**119 290,00**	**86 800,55**	**0,00**	**32 489,45**	**902 587,99**
21351	Bâtiments publics	24 875,00	16 910,84	0,00	7 964,16	93 031,46
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	8 692,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	44 529,00	33 759,34	0,00	10 769,66	339 660,51
21838	Autre matériel informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	16 902,07
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	6 222,92	0,00	-6 222,92	292 690,28
2188	Autres immobilisations corporelles	49 886,00	29 907,45	0,00	19 978,55	151 611,67
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours(sauf 2324)**	**0,00**	**6 266,40**	**0,00**	**-6 266,40**	**6 266,40**
2315	Install., matériel et outill. technique	0,00	6 266,40	0,00	-6 266,40	6 266,40

FINANCEMENT EXTERNE (pour information)

Chap./ art. (2)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (3)	Crédits sans emploi (4)	Pour information, cumul des réalisations (5)
TOTAL RECETTES AFFECTEES (6)		**22 400,00**	**B1 0,00**	**0,00**	**22 400,00**	**B2 194 312,37**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (sauf le 138)**	**22 400,00**	**0,00**	**0,00**	**22 400,00**	**194 312,37**
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	11 433,36
1318	Autres subventions d'équipement transf.	22 400,00	0,00	0,00	22 400,00	182 879,01
16	**Emprunts et dettes assimilées (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses (8)	B1 - A1	-93 066,95	B2 - A2	-715 461,37

(1) Ouvrir une page par chapitre d'opération.

(2) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(3) Dépenses engagées non mandatées ou recettes justifiées non titrées.

(4) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(5) Réalisations antérieures + réalisations de l'exercice.

(6) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(7) Sauf 165, 166 et 16449.

(8) Indiquer le signe algébrique.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**6 449 656,00**	**2 438 201,93**	**0,00**	**4 011 454,07**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	520 600,00	273 294,16	0,00	247 305,84
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	251 900,00	126 137,40	0,00	125 762,60
1312	Subv. transf. Régions	102 500,00	0,00	0,00	102 500,00
1313	Subv. transf. Départements	33 000,00	0,00	0,00	33 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	28 500,00	22 499,76	0,00	6 000,24
1318	Autres subventions d'équipement transf.	104 700,00	124 657,00	0,00	-19 957,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	1 563,60	0,00	-1 563,60
2313	Constructions	0,00	1 563,60	0,00	-1 563,60
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**520 600,00**	**274 857,76**	**0,00**	**245 742,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	675 363,00	351 722,48	0,00	323 640,52
10222	FCTVA	675 363,00	351 722,48	0,00	323 640,52
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	18 200,00	18 228,00	0,00	-28,00
2745	Avances remboursables	18 200,00	18 228,00	0,00	-28,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**693 563,00**	**369 950,48**	**0,00**	**323 612,52**

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**1 214 163,00**	**644 808,24**	**0,00**	**569 354,76**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 448 200,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*1 751 293,00*	*1 767 319,87*		*-16 026,87*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*	*9 055,44*		*-9 055,44*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*7 044,56*		*-7 044,56*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*3 505,00*	*3 504,95*		*0,05*
28031	*Frais d'études*	*17 322,00*	*17 321,38*		*0,62*
28033	*Frais d'insertion*	*1 401,00*	*1 401,34*		*-0,34*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*218 524,00*	*212 970,34*		*5 553,66*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*1 335,00*	*1 335,00*		*0,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*34 116,00*	*34 116,38*		*-0,38*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*81 026,00*	*81 765,43*		*-739,43*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*26 305,00*	*26 305,56*		*-0,56*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 380,00*	*1 380,00*		*0,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*3 645,00*	*3 645,00*		*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*956,00*	*956,00*		*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*6 530,00*	*7 193,07*		*-663,07*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*154,00*	*154,00*		*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*34 769,00*	*34 768,91*		*0,09*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*13 823,00*	*13 822,66*		*0,34*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*107 904,74*		*-107 904,74*
281318	*Autres bâtiments publics*	*822 088,00*	*714 201,40*		*107 886,60*
281351	*Bâtiments publics*	*222 887,00*	*224 619,60*		*-1 732,60*
28138	*Autres constructions*	*25 460,00*	*26 388,28*		*-928,28*
28151	*Réseaux de voirie*	*21,00*	*21,44*		*-0,44*
28152	*Installations de voirie*	*29 387,00*	*29 387,01*		*-0,01*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*136,00*	*135,60*		*0,40*
2815731	*Matériel roulant*	*19 549,00*	*19 549,29*		*-0,29*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 149,00*	*7 149,52*		*-0,52*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*48 492,00*	*48 591,61*		*-99,61*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*12 834,00*	*12 907,93*		*-73,93*
281828	*Autres matériels de transport*	*31 959,00*	*31 959,11*		*-0,11*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*947,00*	*0,00*		*947,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*31 707,00*	*28 754,80*		*2 952,20*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 884,00*	*23 226,95*		*-342,95*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*4 780,68*		*-4 780,68*
28188	*Autres immo. corporelles*	*31 002,00*	*31 001,89*		*0,11*

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*36 000,00*	*26 073,82*		*9 926,18*
2031	*Frais d'études*	*5 000,00*	*0,00*		*5 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*5 000,00*	*273,82*		*4 726,18*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*26 000,00*	*25 800,00*		*200,00*
Total des recettes d'ordre		***5 235 493,00***	***1 793 393,69***		***3 442 099,31***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**24 574 100,00**	**19 871 359,48**	**38 152,90**	**0,00**	**4 664 587,62**	**0,00**	**19 909 512,38**
011	Charges à caractère général (3)	3 328 422,00	2 849 127,06	4 800,00	0,00	474 494,94	0,00	2 853 927,06
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	4 452 518,00	3 855 304,98	0,00	0,00	597 213,02		3 855 304,98
014	Atténuations de produits	7 598 000,00	7 508 240,17	0,00	0,00	89 759,83		7 508 240,17
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	3 541 647,00	3 510 742,46	2 500,00	0,00	28 404,54	0,00	3 513 242,46
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 920 587,00**	**17 723 414,67**	**7 300,00**	**0,00**	**1 189 872,33**	**0,00**	**17 730 714,67**
66	Charges financières	435 520,00	379 009,21	30 852,90	0,00	25 657,89		409 862,11
67	Charges spécifiques (3)	18 400,00	1 611,36	0,00	0,00	16 788,64		1 611,36
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	100,00	4,37			95,63		4,37
Total des dépenses financières		**454 020,00**	**380 624,94**	**30 852,90**	**0,00**	**42 542,16**		**411 477,84**
Total des dépenses réelles		**19 374 607,00**	**18 104 039,61**	**38 152,90**	**0,00**	**1 232 414,49**	**0,00**	**18 142 192,51**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 448 200,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*1 751 293,00*	*1 767 319,87*			*-16 026,87*		*1 767 319,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 199 493,00**	**1 767 319,87**			**3 432 173,13**		**1 767 319,87**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**24 574 100,00**	**19 871 359,48**	**38 152,90**	**0,00**	**4 664 587,62**	**0,00**	**19 909 512,38**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**20 935 944,00**	**21 255 517,65**	**0,00**	**0,00**	**-319 573,65**
013	Atténuations de charges (3)	12 000,00	56 739,70	0,00	0,00	-44 739,70
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 016 150,00	2 083 700,34	0,00	0,00	-67 550,34
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 290 000,00	7 098 250,00	0,00	0,00	191 750,00
731	Fiscalité locale	6 151 900,00	6 413 944,09	0,00	0,00	-262 044,09
74	Dotations et participations (3)	4 778 422,00	4 849 681,50	0,00	0,00	-71 259,50
75	Autres produits de gestion courante (3)	484 050,00	528 734,58	0,00	0,00	-44 684,58
Total des recettes de gestion des services		**20 732 522,00**	**21 031 050,21**	**0,00**	**0,00**	**-298 528,21**
76	Produits financiers	33,00	48,83	0,00	0,00	-15,83
77	Produits spécifiques (3)	0,00	20 379,35	0,00	0,00	-20 379,35
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	14 000,00	14 655,26			-655,26
Total des recettes financières		**14 033,00**	**35 083,44**	**0,00**	**0,00**	**-21 050,44**
Total des recettes réelles		**20 746 555,00**	**21 066 133,65**	**0,00**	**0,00**	**-319 578,65**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*189 389,00*	*189 384,00*			*5,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**189 389,00**	**189 384,00**			**5,00**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**3 638 156,00**					

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**24 574 100,00**	**24 893 674,36**	**0,00**	**0,00**	**-319 574,36**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**24 574 100,00**	**19 871 359,48**	**38 152,90**	**0,00**	**4 664 587,62**	**0,00**	**19 909 512,38**
011	Charges à caractère général (4)	3 328 422,00	2 849 127,06	4 800,00	0,00	474 494,94	0,00	2 853 927,06
60611	Eau et assainissement	13 300,00	12 988,76	0,00	0,00	311,24	0,00	12 988,76
60612	Energie - Electricité	156 300,00	136 977,49	0,00	0,00	19 322,51	0,00	136 977,49
60613	Chauffage urbain	285 811,00	324 116,75	0,00	0,00	-38 305,75	0,00	324 116,75
60622	Carburants	27 000,00	27 333,21	0,00	0,00	-333,21	0,00	27 333,21
60623	Alimentation	25 660,00	23 136,34	0,00	0,00	2 523,66	0,00	23 136,34
60631	Fournitures d'entretien	14 100,00	10 543,46	0,00	0,00	3 556,54	0,00	10 543,46
60632	Fournitures de petit équipement	71 610,00	74 452,75	0,00	0,00	-2 842,75	0,00	74 452,75
60633	Fournitures de voirie	7 000,00	3 105,74	0,00	0,00	3 894,26	0,00	3 105,74
60636	Habillement et vêtements de travail	21 300,00	21 262,19	0,00	0,00	37,81	0,00	21 262,19
6064	Fournitures administratives	23 560,00	23 208,00	0,00	0,00	352,00	0,00	23 208,00
6068	Autres matières et fournitures	7 700,00	10 320,56	0,00	0,00	-2 620,56	0,00	10 320,56
611	Contrats de prestations de services	918 050,00	903 387,84	0,00	0,00	14 662,16	0,00	903 387,84
6132	Locations immobilières	450,00	450,04	0,00	0,00	-0,04	0,00	450,04
61351	Matériel roulant	500,00	4 237,20	0,00	0,00	-3 737,20	0,00	4 237,20
61358	Autres	69 950,00	68 152,35	0,00	0,00	1 797,65	0,00	68 152,35
61521	Entretien terrains	21 150,00	702,00	0,00	0,00	20 448,00	0,00	702,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	70 000,00	31 572,41	0,00	0,00	38 427,59	0,00	31 572,41
615231	Entretien, réparations voiries	74 000,00	70 793,00	0,00	0,00	3 207,00	0,00	70 793,00
61551	Entretien matériel roulant	28 000,00	20 260,07	0,00	0,00	7 739,93	0,00	20 260,07
61558	Entretien autres biens mobiliers	5 950,00	8 321,33	0,00	0,00	-2 371,33	0,00	8 321,33
6156	Maintenance	218 102,00	151 545,58	0,00	0,00	66 556,42	0,00	151 545,58
6161	Multirisques	33 465,00	33 115,69	0,00	0,00	349,31	0,00	33 115,69
6168	Autres primes d'assurance	5 600,00	12 300,44	0,00	0,00	-6 700,44	0,00	12 300,44
617	Etudes et recherches	59 708,00	32 232,00	0,00	0,00	27 476,00	0,00	32 232,00
6182	Documentation générale et technique	20 370,00	20 910,33	0,00	0,00	-540,33	0,00	20 910,33
6184	Versements à des organismes de formation	35 350,00	23 476,93	0,00	0,00	11 873,07	0,00	23 476,93
6188	Autres frais divers	154 000,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	730,00	1 080,00	0,00	0,00	-350,00	0,00	1 080,00
62268	Autres honoraires, conseils	107 900,00	37 289,39	0,00	0,00	70 610,61	0,00	37 289,39

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	424,16	0,00	0,00	5 575,84	0,00	424,16
6228	Divers	17 500,00	18 512,32	0,00	0,00	-1 012,32	0,00	18 512,32
6231	Annonces et insertions	27 800,00	11 209,86	0,00	0,00	16 590,14	0,00	11 209,86
6232	Fêtes et cérémonies	900,00	557,49	0,00	0,00	342,51	0,00	557,49
6233	Foires et expositions	26 500,00	27 335,26	0,00	0,00	-835,26	0,00	27 335,26
6234	Réceptions	10 000,00	8 789,97	0,00	0,00	1 210,03	0,00	8 789,97
6236	Catalogues et imprimés	67 792,00	35 905,40	0,00	0,00	31 886,60	0,00	35 905,40
6237	Publications	4 900,00	11 313,08	0,00	0,00	-6 413,08	0,00	11 313,08
6238	Divers	10 074,00	20 189,80	0,00	0,00	-10 115,80	0,00	20 189,80
6241	Transports de biens	2 100,00	240,00	0,00	0,00	1 860,00	0,00	240,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	140,00	0,00	0,00	-140,00	0,00	140,00
6247	Transports collectifs	210 300,00	84 866,74	4 800,00	0,00	120 633,26	0,00	89 666,74
6251	Voyages, déplacements et missions	6 850,00	7 414,66	0,00	0,00	-564,66	0,00	7 414,66
6261	Frais d'affranchissement	13 000,00	9 653,27	0,00	0,00	3 346,73	0,00	9 653,27
6262	Frais de télécommunications	50 160,00	43 817,36	0,00	0,00	6 342,64	0,00	43 817,36
627	Services bancaires et assimilés	1 230,00	670,45	0,00	0,00	559,55	0,00	670,45
6281	Concours divers (cotisations)	3 750,00	12 869,08	0,00	0,00	-9 119,08	0,00	12 869,08
6283	Frais de nettoyage des locaux	44 900,00	50 157,06	0,00	0,00	-5 257,06	0,00	50 157,06
6284	Redevances pour services rendus	0,00	132,32	0,00	0,00	-132,32	0,00	132,32
628722	Remb. frais aux régies avec ps.morale	70 000,00	55 393,90	0,00	0,00	14 606,10	0,00	55 393,90
62878	Remb. frais à des tiers	22 700,00	28 942,62	0,00	0,00	-6 242,62	0,00	28 942,62
6288	Autres services extérieurs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	30 050,00	30 882,67	0,00	0,00	-832,67	0,00	30 882,67
6358	Autres droits	1 500,00	2 075,00	0,00	0,00	-575,00	0,00	2 075,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	221 800,00	300 362,74	0,00	0,00	-78 562,74	0,00	300 362,74
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	4 452 518,00	3 855 304,98	0,00	0,00	597 213,02		3 855 304,98
62121	Personnel aff. BA/régies sans ps.morale	0,00	25 700,00	0,00	0,00	-25 700,00		25 700,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	25 700,00	0,00	0,00	0,00	25 700,00		0,00
6218	Autre personnel extérieur	0,00	266,70	0,00	0,00	-266,70		266,70
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	12 520,00	9 370,57	0,00	0,00	3 149,43		9 370,57
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	52 490,00	43 986,24	0,00	0,00	8 503,76		43 986,24
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	7 710,00	5 622,91	0,00	0,00	2 087,09		5 622,91
64111	Rémunération principale titulaires	1 528 750,00	1 393 904,01	0,00	0,00	134 845,99		1 393 904,01
64112	SFT, indemnité de résidence	19 780,00	15 049,91	0,00	0,00	4 730,09		15 049,91

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
64113	NBI	17 900,00	15 886,21	0,00	0,00	2 013,79		15 886,21
64118	Autres indemnités	521 150,00	545 691,49	0,00	0,00	-24 541,49		545 691,49
64131	Rémunérations	727 200,00	574 172,42	0,00	0,00	153 027,58		574 172,42
64132	SFT, indemnité de résidence	0,00	4 183,87	0,00	0,00	-4 183,87		4 183,87
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	0,00	418,78	0,00	0,00	-418,78		418,78
64138	Primes et autres indemnités	112 000,00	105 397,82	0,00	0,00	6 602,18		105 397,82
6414	Personnel rémunéré à la vacation	0,00	3 355,06	0,00	0,00	-3 355,06		3 355,06
6417	Rémunérations des apprentis	15 050,00	17 300,99	0,00	0,00	-2 250,99		17 300,99
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	522 900,00	429 919,25	0,00	0,00	92 980,75		429 919,25
6453	Cotisations aux caisses de retraites	487 800,00	476 275,38	0,00	0,00	11 524,62		476 275,38
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	23 150,00	18 519,54	0,00	0,00	4 630,46		18 519,54
6455	Cotisations pour assurance du personnel	85 250,00	60 760,04	0,00	0,00	24 489,96		60 760,04
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	11 275,00	6 839,32	0,00	0,00	4 435,68		6 839,32
6457	Cotis. sociales liées à l'apprentissage	100,00	74,98	0,00	0,00	25,02		74,98
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	6 450,00	0,00	0,00	0,00	6 450,00		0,00
64731	Allocations chômage versées directement	16 500,00	7 797,45	0,00	0,00	8 702,55		7 797,45
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	21 163,00	21 163,00	0,00	0,00	0,00		21 163,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	13 780,00	8 711,72	0,00	0,00	5 068,28		8 711,72
6478	Autres charges sociales diverses	72 700,00	64 937,32	0,00	0,00	7 762,68		64 937,32
6488	Autres	151 200,00	0,00	0,00	0,00	151 200,00		0,00
014	Atténuations de produits	7 598 000,00	7 508 240,17	0,00	0,00	89 759,83		7 508 240,17
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	0,00	2 820,17	0,00	0,00	-2 820,17		2 820,17
739211	Attribution de compensation	7 356 000,00	7 355 145,00	0,00	0,00	855,00		7 355 145,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	130 000,00	88 995,00	0,00	0,00	41 005,00		88 995,00
73951	Fraction compensatoire TFPB et THRP	47 500,00	47 266,00	0,00	0,00	234,00		47 266,00
73952	Fraction compensatoire de la CVAE	14 500,00	14 014,00	0,00	0,00	486,00		14 014,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	3 541 647,00	3 510 742,46	2 500,00	0,00	28 404,54	0,00	3 513 242,46
65311	Indemnités de fonction	94 000,00	90 594,02	0,00	0,00	3 405,98	0,00	90 594,02
65312	Frais de mission et de déplacement	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	9 200,00	9 776,28	0,00	0,00	-576,28	0,00	9 776,28

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	27 500,00	27 165,45	0,00	0,00	334,55	0,00	27 165,45
65315	Formation	6 855,00	0,00	0,00	0,00	6 855,00	0,00	0,00
65316	Frais de représentation du maire	4 000,00	94,40	0,00	0,00	3 905,60	0,00	94,40
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	225,00	471,57	0,00	0,00	-246,57	0,00	471,57
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00
65568	Autres contributions	242 000,00	241 327,00	0,00	0,00	673,00	0,00	241 327,00
65574	Contrib.au titre de la politique habitat	14 000,00	13 824,00	0,00	0,00	176,00	0,00	13 824,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	15 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	0,00
657358	Subv. fonct. autres groupements	244 500,00	244 498,67	0,00	0,00	1,33	0,00	244 498,67
65736221	Subv. BA/régie indus.com. sans ps.morale	638 923,00	638 923,00	0,00	0,00	0,00	0,00	638 923,00
65736222	Subv. régie indus. com. avec ps.morale	1 174 000,00	1 174 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 174 000,00
657381	Subv. fonct. autres EPL	100 000,00	101 525,00	0,00	0,00	-1 525,00	0,00	101 525,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	931 943,00	941 979,66	0,00	0,00	-10 036,66	0,00	941 979,66
65818	Autres	27 850,00	26 543,99	2 500,00	0,00	-1 193,99	0,00	29 043,99
65888	Autres	151,00	19,42	0,00	0,00	131,58	0,00	19,42
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**18 920 587,00**	**17 723 414,67**	**7 300,00**	**0,00**	**1 189 872,33**	**0,00**	**17 730 714,67**
66	Charges financières	435 520,00	379 009,21	30 852,90	0,00	25 657,89		409 862,11
66111	Intérêts réglés à l'échéance	430 520,00	412 270,14	0,00	0,00	18 249,86		412 270,14
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	5 000,00	-33 260,93	30 852,90	0,00	7 408,03		-2 408,03
67	Charges spécifiques (4)	18 400,00	1 611,36	0,00	0,00	16 788,64		1 611,36
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	18 400,00	1 611,36	0,00	0,00	16 788,64		1 611,36
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	100,00	4,37			95,63		4,37
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	100,00	4,37			95,63		4,37
Total des charges financières et spécifiques		**454 020,00**	**380 624,94**	**30 852,90**	**0,00**	**42 542,16**		**411 477,84**
Total des dépenses réelles		**19 374 607,00**	**18 104 039,61**	**38 152,90**	**0,00**	**1 232 414,49**	**0,00**	**18 142 192,51**
023	*Virement à la section d'investissement*	*3 448 200,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 751 293,00*	*1 767 319,87*			*-16 026,87*		*1 767 319,87*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*7 044,56*			*-7 044,56*		*7 044,56*

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*9 055,44*			*-9 055,44*		*9 055,44*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*1 751 293,00*	*1 751 219,87*			*73,13*		*1 751 219,87*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**5 199 493,00**	**1 767 319,87**			**3 432 173,13**		**1 767 319,87**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-2 408,03

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**20 935 944,00**	**21 255 517,65**	**0,00**	**0,00**	**-319 573,65**
013	Atténuations de charges (4)	12 000,00	56 739,70	0,00	0,00	-44 739,70
6419	Remboursements rémunérations personnel	12 000,00	56 739,70	0,00	0,00	-44 739,70
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 016 150,00	2 083 700,34	0,00	0,00	-67 550,34
7035	Locations de droits de chasse et pêche	0,00	271,72	0,00	0,00	-271,72
7065	Droits port et navigation (hors location	25 000,00	17 787,00	0,00	0,00	7 213,00
7067	Redev. services périscolaires et enseign	409 000,00	529 183,20	0,00	0,00	-120 183,20
706888	Autres	5 400,00	8 439,62	0,00	0,00	-3 039,62
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	200 100,00	205 708,00	0,00	0,00	-5 608,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	429 350,00	357 759,65	0,00	0,00	71 590,35
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	284 750,00	245 059,87	0,00	0,00	39 690,13
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	206 000,00	206 434,79	0,00	0,00	-434,79
708722	Remb. frais par régie avec ps.morale	15 000,00	10 272,00	0,00	0,00	4 728,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	18 550,00	16 724,62	0,00	0,00	1 825,38
70878	Remb. frais par des tiers	423 000,00	486 048,63	0,00	0,00	-63 048,63
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	11,24	0,00	0,00	-11,24
73	Impôts et taxes (sauf 731)	7 290 000,00	7 098 250,00	0,00	0,00	191 750,00
73211	Attribution de compensation	3 100,00	3 064,00	0,00	0,00	36,00
73221	FNGIR	57 300,00	57 294,00	0,00	0,00	6,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	5 550 000,00	5 423 254,00	0,00	0,00	126 746,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	1 679 600,00	1 614 638,00	0,00	0,00	64 962,00
731	Fiscalité locale	6 151 900,00	6 413 944,09	0,00	0,00	-262 044,09
73111	Impôts directs locaux	5 142 800,00	5 253 027,00	0,00	0,00	-110 227,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	417 900,00	450 240,00	0,00	0,00	-32 340,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	249 200,00	242 364,00	0,00	0,00	6 836,00
73118	Autres contributions directes	0,00	14 752,00	0,00	0,00	-14 752,00
73136	Taxe gest° milieux aqua, prévent° inond	100 000,00	97 471,00	0,00	0,00	2 529,00
731721	Taxe de séjour	242 000,00	356 090,09	0,00	0,00	-114 090,09

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
74	Dotations et participations (4)	4 778 422,00	4 849 681,50	0,00	0,00	-71 259,50
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	482 070,00	482 117,00	0,00	0,00	-47,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	2 255 348,00	2 255 271,00	0,00	0,00	77,00
744	FCTVA	9 064,00	7 920,38	0,00	0,00	1 143,62
74718	Autres participations Etat	55 701,00	24 000,00	0,00	0,00	31 701,00
7472	Participation régions	19 000,00	5 000,00	0,00	0,00	14 000,00
7473	Participation départements	20 900,00	12 586,00	0,00	0,00	8 314,00
747888	Autres	323 639,00	344 437,77	0,00	0,00	-20 798,77
748311	Compens. pertes bases imposition CET	1 514 300,00	1 527 153,00	0,00	0,00	-12 853,00
748312	D.C.R.T.P.	20 000,00	15 519,00	0,00	0,00	4 481,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	2 715,00	0,00	0,00	-2 715,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	78 400,00	88 608,00	0,00	0,00	-10 208,00
74836	Attrib. fonds départ. péréquat. de la TP	0,00	84 354,35	0,00	0,00	-84 354,35
75	Autres produits de gestion courante (4)	484 050,00	528 734,58	0,00	0,00	-44 684,58
752	Revenus des immeubles	93 850,00	96 212,95	0,00	0,00	-2 362,95
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	1 200,00	0,00	0,00	-1 200,00
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,60	0,00	0,00	-0,60
75888	Autres	390 200,00	431 321,03	0,00	0,00	-41 121,03
Total des recettes de gestion des services		**20 732 522,00**	**21 031 050,21**	**0,00**	**0,00**	**-298 528,21**
76	Produits financiers	33,00	48,83	0,00	0,00	-15,83
7688	Autres	33,00	48,83	0,00	0,00	-15,83
77	Produits spécifiques (4)	0,00	20 379,35	0,00	0,00	-20 379,35
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	4 279,35	0,00	0,00	-4 279,35
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	16 100,00	0,00	0,00	-16 100,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	14 000,00	14 655,26			-655,26
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	14 000,00	14 038,99			-38,99
7817	Rep. prov. dépréc. actifs circulants	0,00	616,27			-616,27
Total des recettes réelles		**20 746 555,00**	**21 066 133,65**	**0,00**	**0,00**	**-319 578,65**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*189 389,00*	*189 384,00*			*5,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*189 389,00*	*189 384,00*			*5,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre		**189 389,00**	**189 384,00**			**5,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**6 837,96**	**179 372,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 621 449,41**	**229 392,50**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	50 913,85	0,00	0,00	0,00	1 055 193,20	135 395,84	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	3 471,00	0,00	0,00	0,00	2 924,58	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 064,46	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	6 837,96	124 987,30	0,00	0,00	0,00	475 614,80	87 730,26	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 055 652,37	6 266,40	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**351 722,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 668,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	351 722,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 900,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	768,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**326 798,48**	**335 517,45**	**845,32**	**0,00**		**3 700 213,27**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	5 400,00	0,00	0,00		5 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	142 491,14	0,00	0,00		1 383 994,03
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	285 782,28	0,00	845,32	0,00		293 023,18
204	Subventions d'équipement versées	41 016,20	96 165,31	0,00	0,00		169 245,97
21	Immobilisations corporelles	0,00	89 869,80	0,00	0,00		785 040,12
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	1 591,20	0,00	0,00		1 063 509,97
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**102 617,16**	**26 800,60**	**0,00**	**0,00**		**644 808,24**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		351 722,48
13	Subventions d'investissement	102 617,16	7 777,00	0,00	0,00		273 294,16
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	795,60	0,00	0,00		1 563,60
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	18 228,00	0,00	0,00		18 228,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**-2 403,66**	**9 625 865,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 976 987,04**	**2 090 531,10**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	400 037,87	0,00	0,00	0,00	815 616,16	963 465,95	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	1 448 041,07	0,00	0,00	0,00	1 271 863,03	629 734,12	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	7 508 240,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	267 572,22	0,00	0,00	0,00	1 536 812,53	452 000,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	-2 408,03	1 974,27	0,00	0,00	0,00	352 695,32	44 231,03	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 100,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	4,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**17 519 843,00**	**540 908,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**892 128,56**	**1 287 146,80**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	9 775,30	0,00	0,00	0,00	31 320,43	15 643,97	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	405 960,82	0,00	0,00	0,00	736 387,43	529 183,20	0,00
73	Impôts et taxes	7 095 186,00	3 064,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	5 960 383,00	97 471,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	4 463 657,73	10 059,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	330 130,05	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 939,75	0,00	0,00	0,00	91 313,26	412 107,02	0,00
76	Produits financiers	0,00	48,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	8 589,35	0,00	0,00	0,00	4 107,44	82,56	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	616,27	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**54 077,00**	**1 383 293,21**	**517 072,62**	**496 769,60**		**18 142 192,51**
011	Charges à caractère général	0,00	8 994,09	496 418,56	40 480,59	128 913,84		2 853 927,06
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	30 118,91	77 535,90	30 158,88	367 853,07		3 855 304,98
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 508 240,17
65	Autres charges de gestion courante	0,00	14 964,00	795 891,02	446 000,00	2,69		3 513 242,46
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	13 369,52	0,00	0,00		409 862,11
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	78,21	433,15	0,00		1 611,36
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		4,37
RECETTES		**0,00**	**1 500,00**	**393 943,89**	**7 447,62**	**423 215,73**		**21 066 133,65**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		56 739,70
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	13 415,00	7 447,62	391 306,27		2 083 700,34
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		7 098 250,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	356 090,09	0,00	0,00		6 413 944,09
74	Dotations et participations	0,00	0,00	16 834,72	0,00	0,00		4 849 681,50
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 500,00	4,08	0,00	17 870,47		528 734,58
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		48,83
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	7 600,00	0,00	0,00		20 379,35
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	14 038,99		14 655,26

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**28 359 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					28 359 500,00									
1206	AGENCE FRANCE LOCAL	21/11/2019		28/02/2020	850 000,00	F		0,750	0,750		T	X Echéance constante		A-1
1207	AGENCE FRANCE LOCAL	21/11/2019		28/02/2020	392 000,00	F		0,750	0,750		T	X Echéance constante		A-1
2624	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	21/11/2013		01/03/2016	9 100 000,00	R		1,750	2,769		T	C		A-6
32474902	BANQUE CREDIT MUTUEL	15/07/2003		01/01/2005	330 000,00	F		3,850	3,907		T	X Echéance constante		A-1
32474906	BANQUE CCM GUEBWILLER	19/07/2005		30/09/2005	770 000,00	F		3,400	3,503		T	X Echéance constante		A-1
32474910	BANQUE CCM GUEBWILLER	01/09/2007		30/09/2015	2 335 000,00	F		4,360	4,049		T	X Echéance constante		A-1
32474916	BANQUE CCM GUEBWILLER	26/07/2006		31/03/2010	1 115 000,00	F		3,350	3,350		T	X Echéance constante		A-1
32474917	BANQUE CREDIT MUTUEL	08/07/2010		31/12/2010	568 500,00	F		3,750	3,785		T	X Echéance constante	O	A-1
32474924	BANQUE CCM GUEBWILLER	07/12/2017		31/03/2018	275 000,00	F		1,400	1,411		T	X Echéance constante		A-1
605	SA AGENCE FRANCE LOCALE	08/06/2018		20/09/2018	3 900 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
606	SA AGENCE FRANCE LOCALE	08/06/2018		20/09/2018	370 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
607	SA AGENCE FRANCE LOCALE	08/06/2018		20/09/2018	980 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
9342482	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/01/2014		30/04/2014	2 400 000,00	F		3,470	3,547		T	C		A-1
9844555	BANQUE CAISSE D EPARGNE	06/12/2016		30/04/2017	2 500 000,00	F		0,880	0,885		T	X Echéance constante		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
MON537752EUR	SA LA BANQUE POSTALE	15/02/2021		01/06/2021	2 474 000,00	F		0,520	0,520		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**28 359 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**16 021 007,07**					**1 383 994,03**	**412 270,15**	**0,00**	**30 852,90**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		16 021 007,07					1 383 994,03	412 270,15	0,00	30 852,90
1206		0,00	A-1	649 288,68	14,92	F		0,750	40 746,07	5 060,85	0,00	446,39
1207		0,00	A-1	299 436,63	14,92	F		0,750	18 791,14	2 333,94	0,00	205,86
2624		0,00	A-6	5 824 000,00	16,00	R		2,769	364 000,00	238 511,56	0,00	19 413,33
32474902		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,907	17 464,45	337,27	0,00	0,00
32474906		0,00	A-1	26 111,12	0,50	F		3,503	50 913,85	1 974,27	0,00	0,00
32474910		0,00	A-1	971 985,76	7,75	F		4,049	107 361,57	36 378,27	0,00	0,00
32474916		0,00	A-1	26 143,43	0,50	F		3,350	50 996,79	1 948,01	0,00	0,00
32474917		0,00	A-1	126 812,85	2,75	F		3,785	48 667,79	5 901,46	0,00	13,21
32474924		0,00	A-1	187 358,64	13,00	F		1,411	13 051,20	2 737,40	0,00	7,29
605		0,00	A-1	2 632 500,00	13,50	F		1,439	195 000,00	39 483,96	0,00	1 134,17
606		0,00	A-1	249 750,00	13,50	F		1,439	18 500,00	3 745,91	0,00	107,60
607		0,00	A-1	661 500,00	13,50	F		1,439	49 000,00	9 921,62	0,00	285,00
9342482		0,00	A-1	1 106 487,48	9,08	F		3,547	119 620,24	40 989,38	0,00	6 505,84
9844555		0,00	A-1	1 249 507,48	7,08	F		0,885	166 180,93	11 910,67	0,00	1 863,16
MON537752EUR		0,00	A-1	2 010 125,00	16,25	F		0,520	123 700,00	11 035,58	0,00	871,05
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**16 021 007,07**					**1 383 994,03**	**412 270,15**	**0,00**	**30 852,90**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
2624	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	9 100 000,00	5 824 000,00	6	25,00				0,00		2,769	238 511,56	0,00	36,35
TOTAL (A)		**9 100 000,00**	**5 824 000,00**						**0,00**			**238 511,56**	**0,00**	**36,35**
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**9 100 000,00**	**5 824 000,00**						**0,00**			**238 511,56**	**0,00**	**36,35**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	14	0	0	0	0	
	% de l'encours	63,65	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	10 197 007,07	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €		27-11-1996
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Agencement et aménagements des bâtiments, installations électriq	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables (maison de retraite, CSF..)	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds et voirie (aire de loisirs, camping, déchets-tri	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipement	15	01/01/2000

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**1 630 277,31**	**4,37**	**14 655,26**	**1 615 626,42**
Provisions pour litiges		**10 089,64**	**4,37**	**616,27**	**9 477,74**
Provision pour créances contentieuses	31/12/2021	10 089,64	4,37	616,27	9 477,74
Provisions pour pertes de change		**1 533 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 533 000,00**
Provision pour charges / gros investissements	28/04/2011	1 533 000,00	0,00	0,00	1 533 000,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**87 187,67**	**0,00**	**14 038,99**	**73 148,68**
Provision / départ des bûcherons	29/03/2012	87 187,67	0,00	14 038,99	73 148,68
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**1 630 277,31**	**4,37**	**14 655,26**	**1 615 626,42**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		1 630 277,31	4,37	14 655,26	1 615 626,42

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B8.1.1

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**3 270 172,30**	
Personnes de droit privé	**975 371,51**	
Associations	**932 505,31**	
ASSO ADIRA	13 933,00	
ASSO ASSOC LA MAISON DES LUTINS	292 000,00	
ASSO FITNESS GUEBWILLER	3 238,20	
Ass BOXING CLUB	1 468,00	
Ass ECOLE DE MUSIQUE	7 750,00	
Ass FLORIVAL ATHLETIC SPORTS TRIATHL	11 605,90	
Ass IEAC INSTITUT EUROP ARTS CERAMIQ	27 500,00	
Ass LA RECRE	160 400,00	
Ass LES PLONGEURS DU FLORIVAL	11 573,10	
Ass PLUMETTE	1 000,00	
Ass SASL HANDBALL	43 536,90	
Ass SCOSEG	5 489,60	
Asso. AGIIR DU FLORIVAL	14 389,58	
Asso. AIKIDO FCG 1910	1 969,50	
Asso. ASLG BASKET BALL	17 589,50	
Asso. ASSOCIATION ALSACIENNE DE GESTION DU FICHIER PARTAGE	1 140,00	
Asso. ATHLETISME FCG 1910	8 500,80	
Asso. BADMINTON CLUB FLORIVAL	61 505,26	
Asso. CARITAS	700,00	
Asso. CERCLE DES NAGEURS DU FLORIVAL	71 392,51	
Asso. EPSM-GUEBWILLER	3 957,90	
Asso. ESCRIME SG 1860	3 530,30	
Asso. FC BUHL	960,68	
Asso. FC SOULTZ	4 494,00	
Asso. FCWO	1 372,40	
Asso. FLORIVAL HANDISPORT ESCRIME	525,60	
Asso. GRS SG 1860	21 636,00	
Asso. GYMNASTIQUE SAINT LEGER	2 056,00	
Asso. GYMNASTIQUE SG1860 - SECTION GA	1 349,25	
Asso. GYMNASTIQUE SG1860 - SECTION GFL	1 349,25	
Asso. JUDO CLUB GUEBWILLER	5 042,28	
Asso. LA VOSGIENNE - GYMNASTIQUE	1 024,13	
Asso. MISSION LOCALE JEUNES	20 785,00	
Asso. PRO HUGSTEIN	1 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Asso. RESTOS DU COEUR	8 200,00	
Asso. ROUE PET	800,00	
Asso. SITES ET CITES REMARQUABLES DE FRANCE	1 772,87	
Asso. SOULTZ HANDBALL	53 323,20	
Asso. SPORT CULTRELLE ET LOISIRS - ASCL	600,00	
Asso. TENNIS DE TABLE SAINT LEGER	1 394,60	
LES DOMINICAINS DE HAUTE ALSACE	40 000,00	
SOCIETE D ARBORICULTURE DE GUEBWILLER ET ENVIRONS	650,00	
Entreprises	**20 400,48**	
ASSO LES VITRINES DE GUEBWILLER	1 250,00	
ETS CORPORATION DES INSTALLATEURS DE CHAUFFAGE DE GUEBWILLER	600,00	
M. BOUIN DORIS	744,48	
SARL SODIM ESPACE GESTION	1 640,00	
SCI CLEMENCEAU 40	1 000,00	
SCI CLEMENCEAU 40	7 666,00	
SCI GANDUS ET FILS	1 000,00	
SCI VDH	2 000,00	
SCI WPZELL	4 500,00	
Personnes physiques	**22 465,72**	
BELTZUNG Mikael	1 941,00	
BOLLINGER Peggy	1 665,00	
CREUZOT Ophelie	1 000,00	
FORSTER Francoise	609,12	
FUHRY Antoine	2 000,00	
HERTZOG Edith	209,00	
HUEBER Bernadette	1 000,00	
KIRTZ Valerie	723,00	
KIRTZ Valerie	1 556,00	
LAVANOUX Laurent	1 000,00	
LE PERF Romain	1 000,00	
MEYER Isabelle	804,60	
MULLER Jean-Yves	1 000,00	
MULLER Jean-Yves	1 608,00	
PIZZULO Anne Marie	1 000,00	
RAUSEO Rocco	2 000,00	
RIETHMULLER Alain	1 000,00	
ROUILLON Nadine	211,00	
TODARO Grazia	230,00	
UHLMANN Michel	909,00	
ZAK Nathalie	1 000,00	
Autres	**0,00**	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit public	**2 294 800,79**	
Etat	**6 198,67**	
ETS LYCEE STORCK	800,00	
FFC FEDERATION FRANCAISE CYCLISM	900,00	
PARC NATUREL REGIONAL BALLON DES VOSGES	4 498,67	
Régions	**0,00**	
Départements	**6 875,00**	
CEA - COLLECTIVITE EUROPEENNE ALSACE	6 875,00	
Communes	**261 516,24**	
MAIRIE COMMUNE DE LAUTENBACH ZELL	11 494,00	
MAIRIE COMMUNE DE ORSCHWIHR	7 500,00	
MAIRIE COMMUNE DE RAEDERSHEIM	15 000,00	
MAIRIE COMMUNE DE RAEDERSHEIM	15 000,00	
MAIRIE COMMUNE DE SOULTZMATT	22 853,46	
MAIRIE COMMUNE DE SOULTZMATT	22 000,00	
MAIRIE COMMUNE DE WUENHEIM	2 752,50	
MAIRIE COMMUNE DE WUENHEIM	1 709,28	
MAIRIE COMMUNE DE WUENHEIM	2 336,00	
MAIRIE COMMUNE DE WUENHEIM	7 500,00	
PEPINIERE DU FLORIVAL CCRG	51 846,00	
SYNDICAT MIXTE DE LA LAUCH	101 525,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**2 020 210,88**	
ASSAINISSEMENT	446 000,00	
CAMPING LE FLORIVAL	141 077,00	
NAUTILIA	1 174 000,00	
OFFICE DU TOURISME INTERCOMMUNAL	240 000,00	
PFIL COLMAR CENTRE ALSACE	5 924,35	
SYNDICAT MIXTE MARKSTEIN	13 209,53	
Autres	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	B11.1

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COLLECTIVITE

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
EPCI			
Autres organismes de regroupement			
Syndicat mixte du massif du Markstein / Grand ballon	11/02/1975	SFP	109 000,00
Syndicat mixte du pays rhin vignoble grand ballon / P.E.T.R.	22/07/2004	SFP	118 938,00
Syndicat mixte SCOT	22/11/2007	SFP	38 887,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS — B13

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	16 100,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	7 044,56

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**454 344,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**454 344,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**454 344,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**454 344,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 589 389,00**	**1 573 378,03**	**0,00**	**1 573 378,03**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**5 893 056,00**	**2 121 170,35**	**0,00**	**2 121 170,35**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**4 303 667,00**	**547 792,32**	**0,00**	**547 792,32**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**454 344,00**			**454 344,68**
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**454 344,00**			**454 344,68**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 002 137,00**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 589 389,00**	**1 573 378,03**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 400 000,00**	**1 383 994,03**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	1 400 000,00	1 383 994,03
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**189 389,00**	**189 384,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*189 389,00*	*189 384,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 893 056,00**	**III** **2 121 170,35**
Ressources propres externes de l'année (a)		**693 563,00**	**369 950,48**
10222	FCTVA	675 363,00	351 722,48
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
2745	Avances remboursables	18 200,00	18 228,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**5 199 493,00**	**1 751 219,87**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*3 505,00*	*3 504,95*
28031	*Frais d'études*	*17 322,00*	*17 321,38*
28033	*Frais d'insertion*	*1 401,00*	*1 401,34*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*218 524,00*	*212 970,34*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*1 335,00*	*1 335,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*34 116,00*	*34 116,38*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*81 026,00*	*81 765,43*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*26 305,00*	*26 305,56*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*1 380,00*	*1 380,00*
28041582	*Autres grpts - Bâtiments et installat°*	*3 645,00*	*3 645,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*956,00*	*956,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*6 530,00*	*7 193,07*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*154,00*	*154,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*34 769,00*	*34 768,91*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*13 823,00*	*13 822,66*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*0,00*	*107 904,74*
281318	*Autres bâtiments publics*	*822 088,00*	*714 201,40*
281351	*Bâtiments publics*	*222 887,00*	*224 619,60*
28138	*Autres constructions*	*25 460,00*	*26 388,28*
28151	*Réseaux de voirie*	*21,00*	*21,44*
28152	*Installations de voirie*	*29 387,00*	*29 387,01*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*136,00*	*135,60*
2815731	*Matériel roulant*	*19 549,00*	*19 549,29*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*7 149,00*	*7 149,52*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*48 492,00*	*48 591,61*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*12 834,00*	*12 907,93*
281828	*Autres matériels de transport*	*31 959,00*	*31 959,11*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*947,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*31 707,00*	*28 754,80*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*22 884,00*	*23 226,95*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*4 780,68*
28188	*Autres immo. corporelles*	*31 002,00*	*31 001,89*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*3 448 200,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	578 464,38	72 474,63	0,00	0,00	505 989,75	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	54 553,14	54 553,14	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 063 509,97	1 055 652,37	0,00	0,00	7 857,60	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**1 182 680,14**	**0,00**	**0,00**	**513 847,35**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	578 464,38	72 474,63	0,00	505 989,75	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	54 553,14	54 553,14	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 063 509,97	1 055 652,37	0,00	7 857,60	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**1 182 680,14**	**0,00**	**513 847,35**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**578 464,38**	0,00	0,00	0,00	578 464,38
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**54 553,14**	0,00	0,00	0,00	54 553,14
A155	Immobilisations corporelles en cours	**1 063 509,97**	0,00	0,00	0,00	1 063 509,97
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 696 527,49**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	578 464,38	0,00	0,00	0,00	578 464,38
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	54 553,14	0,00	0,00	0,00	54 553,14
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 063 509,97	0,00	0,00	0,00	1 063 509,97
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 696 527,49**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	578 464,38	0,00	0,00	0,00	578 464,38
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	54 553,14	0,00	0,00	0,00	54 553,14
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 063 509,97	0,00	0,00	0,00	1 063 509,97
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 696 527,49**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	578 464,38	0,00	0,00	0,00	578 464,38
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	54 553,14	0,00	0,00	0,00	54 553,14
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 063 509,97	0,00	0,00	0,00	1 063 509,97
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 696 527,49**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	578 464,38	0,00	0,00	0,00	578 464,38
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	54 553,14	0,00	0,00	0,00	54 553,14
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 063 509,97	0,00	0,00	0,00	1 063 509,97
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 696 527,49**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 696 527,49**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	104 417,06	0,00	0,00	420,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	1 471 164,03	1 071 425,12	0,00	0,00	399 738,91	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	23 177,24	0,00	0,00	0,00	23 177,24	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	0,00	90 511,20	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 689 689,53**	**1 175 842,18**	**0,00**	**0,00**	**513 847,35**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	104 417,06	0,00	420,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 471 164,03	1 071 425,12	0,00	399 738,91	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	23 177,24	0,00	0,00	23 177,24	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	90 511,20	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 689 689,53**	**1 175 842,18**	**0,00**	**513 847,35**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	0,00	0,00	0,00	104 837,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 471 164,03	0,00	0,00	0,00	1 471 164,03
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	23 177,24	0,00	0,00	0,00	23 177,24
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	0,00	90 511,20
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 689 689,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 689,53**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	0,00	0,00	0,00	104 837,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 471 164,03	0,00	0,00	0,00	1 471 164,03
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	23 177,24	0,00	0,00	0,00	23 177,24
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	0,00	90 511,20
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**1 689 689,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 689,53**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	0,00	0,00	0,00	104 837,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 471 164,03	0,00	0,00	0,00	1 471 164,03
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	23 177,24	0,00	0,00	0,00	23 177,24
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	0,00	90 511,20
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**1 689 689,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 689,53**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	0,00	0,00	0,00	104 837,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 471 164,03	0,00	0,00	0,00	1 471 164,03
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	23 177,24	0,00	0,00	0,00	23 177,24
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	0,00	90 511,20
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 689 689,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 689,53**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	104 837,06	0,00	0,00	0,00	104 837,06
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 471 164,03	0,00	0,00	0,00	1 471 164,03
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	23 177,24	0,00	0,00	0,00	23 177,24
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	90 511,20	0,00	0,00	0,00	90 511,20
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**1 689 689,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 689 689,53**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ANNEXES

D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

IV

D10

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	6 904 000,00	3 915 671,09	0,00	2 988 328,91
RECETTES	6 904 000,00	2 892 546,61	0,00	4 011 453,39
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	24 574 100,00	19 909 512,38	0,00	4 664 587,62
RECETTES	24 574 100,00	24 893 674,36	0,00	-319 574,36

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget)

BUDGET CCRG BUDGET ASSAINISSEMENT/ N°SIRET : 24680056900047

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 698 000,00	2 722 199,09	0,00	6 975 800,91
RECETTES	9 698 000,00	6 404 731,08	0,00	3 293 268,92
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	5 437 400,00	4 420 581,68	0,00	1 016 818,32
RECETTES	5 437 400,00	5 356 245,88	0,00	81 154,12

BUDGET CCRG BUDGET AIRES D ACTIVITE DU FLORIVAL/ N°SIRET : 24680056900070

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	9 911 737,00	9 510 037,84	0,00	401 699,16
RECETTES	9 911 737,00	6 575 264,24	0,00	3 336 472,76
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	7 739 442,00	7 044 638,40	0,00	694 803,60
RECETTES	7 739 442,00	7 044 638,90	0,00	694 803,10

BUDGET CCRG BUDGET PEPINIERE D'ENTREPRISES/ N°SIRET : 24680056900088

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	89 700,00	75 602,89	0,00	14 097,11
RECETTES	89 700,00	67 604,73	0,00	22 095,27
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	410 900,00	301 822,45	0,00	109 077,55
RECETTES	410 900,00	409 889,38	0,00	1 010,62

BUDGET CCRG BUDGET CAMPING LE FLORIVAL/ N°SIRET : 24680056900054				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	348 700,00	105 980,25	0,00	242 719,75
RECETTES	348 700,00	284 568,87	0,00	64 131,13
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	445 575,00	353 997,41	0,00	91 577,59
RECETTES	445 575,00	451 577,56	0,00	-6 002,56

BUDGET CCRG BUDGET ENVIRONNEMENT/ N°SIRET : 24680056900096				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 512 500,00	410 872,79	0,00	2 101 627,21
RECETTES	2 512 500,00	360 198,20	0,00	2 152 301,80
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	9 081 650,00	6 737 106,73	0,00	2 344 543,27
RECETTES	9 081 650,00	9 196 529,84	0,00	-114 879,84

BUDGET CCRG BUDGET EAU POTABLE/ N°SIRET : 24680056900104				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	3 279 800,00	991 318,32	0,00	2 288 481,68

BUDGET CCRG BUDGET EAU POTABLE/ N°SIRET : 24680056900104				
SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
RECETTES	3 279 800,00	1 132 432,16	0,00	2 147 367,84
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	4 838 400,00	2 408 018,84	0,00	2 430 381,16
RECETTES	4 838 400,00	5 011 517,62	0,00	-173 117,62

(1) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGREGEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	**Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)**	**Réalisations – mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits sans emploi**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 744 437,00	17 731 682,27	0,00	15 012 754,73
RECETTES	32 744 437,00	17 717 345,89	0,00	15 027 091,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	52 527 467,00	41 175 677,89	0,00	11 351 789,11
RECETTES	52 527 467,00	52 364 073,54	0,00	163 393,46

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
D – AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	D10

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (cf. liste des principales opérations en annexe de l'instruction budgétaire et comptable) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations – mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits sans emploi
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	32 744 437,00	17 731 682,27	0,00	15 012 754,73
RECETTES	32 744 437,00	17 717 345,89	0,00	15 027 091,11
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	52 527 467,00	41 175 677,89	0,00	11 351 789,11
RECETTES	52 527 467,00	52 364 073,54	0,00	163 393,46
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	**85 271 904,00**	**58 907 360,16**	**0,00**	**26 364 543,84**
TOTAL GENERAL DES RECETTES	**85 271 904,00**	**70 081 419,43**	**0,00**	**15 190 484,57**

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15 AVR. 2025

Présenté par Le Président (1),
A Guebwiller, le 29/04/2025



Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3),

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 12 MAI 2025, et de la publication le 12 MAI 2025
A Guebwiller, le 12 MAI 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
REGION DE GUEBWILLER

Convention constitutive d'un groupement de commande Période 2026/2031

Entre

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (ci-après dénommée la CCRG), représentée par Monsieur Marcello Rotolo, Président, spécialement habilité à cet effet par délibération du Conseil de Communauté du ……

Et

La Commune de Bergholtz, représentée par Monsieur Jean-Luc Galliath, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Bergholtz-Zell, représentée par Monsieur André Welty, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Buhl, représentée par Monsieur Yves Coquelle, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Guebwiller, représentée par Monsieur Francis Kleitz, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Hartmannswiller, représentée par Monsieur François Wurtz, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune d'Issenheim, représentée par Monsieur Marc Jung, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Jungholtz, représentée par Monsieur Guy Habecker, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Lautenbach, représentée par Monsieur Philippe Hecky, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Lautenbach-Zell, représentée par Monsieur Jean-Jacques Fischer, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Linthal, représentée par Monsieur Maurice Kech, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Merxheim, représentée par Monsieur Stéphane Ziegler, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Murbach, représentée par Madame Maud Hart, Maire, spécialement habilitée à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune d'Orschwihr, représentée par Madame Marie-Josée Staender, Maire, spécialement habilitée à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Raedersheim, représentée par Monsieur Jean-Pierre Peltier, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Rimbach, représentée par Monsieur Alain Furstenberger, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Rimbach-Zell, représentée par Madame Angélique Muller, Maire, spécialement habilitée à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Soultz, représentée par Monsieur/Madame…, …, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Soultzmatt-Wintzfelden, représentée par Monsieur Jean-Paul Diringer, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Et

La Commune de Wuenheim, représentée par Monsieur Roland Martin, Maire, spécialement habilité à cet effet à signer la présente convention par délibération du Conseil Municipal du ……

Il est convenu ce qui suit

Un groupement de commande est constitué entre la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller et les communes précitées. Il est régi par les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du code de la commande publique. Il permet de rationnaliser l'achat public, l'objectif affiché étant d'obtenir de meilleurs prix sur la commande groupée de certains services ou fournitures, tout en réduisant les frais de consultation pour l'ensemble des participants.

Article 1 – Objet du groupement de commande

Il est créé un groupement de commande en vue de la conclusion de marchés publics dans le domaine des fournitures, des services ou des travaux. La liste des marchés publics à passer en groupement de commande sont les suivants :

- ✓ fourniture et livraison de matériel de bureau (papier, stylos…)
- ✓ fourniture et livraison de produits d'entretien divers (produits nettoyants, matériel d'hygiène…)
- ✓ fourniture et livraison de panneaux de signalisation et de voirie routière
- ✓ contrôle des équipements des aires de jeux et sportifs
- ✓ contrôle des extincteurs, désenfumage et alarme incendie
- ✓ contrôle des installations de gaz
- ✓ contrôle des installations électriques
- ✓ prestation d'entretien, de remplacement et de pose de l'éclairage public
- ✓ location de nacelle avec ou sans chauffeur
- ✓ fourniture et livraison de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle
- ✓ fourniture de carburant et de services au moyen de carte accréditative
- ✓ fourniture et livraison de matériel électrique
- ✓ maintenance des installations de chauffage, ventilation et climatisation
- ✓ entretien et maintenance des portes, portails et barrières
- ✓ maintenance des ascenseurs
- ✓ entretien des bâtiments/nettoyage des locaux
- ✓ mission d'Assistance à Maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats d'assurance
- ✓ fourniture, livraison et maintenance des défibrillateurs
- ✓ impression de documents divers (papier à en-tête, enveloppes, bulletins intercommunaux, affiches…)
- ✓ contrôle de l'air pour les établissements recevant des enfants
- ✓ contrôle du radon
- ✓ suivi-animation d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – Renouvellement Urbain (RU) multi-site
- ✓ Pose et maintenances de borne de recharge de véhicule électrique
- ✓ Relevés topographiques des réseaux sensibles (réseau électrique)
- ✓ Nettoyage de vitres en hauteur
- ✓ Elagage des arbres

Article 2 – Composition du groupement de commande

Le présent groupement de commande se compose des membres suivants : la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) et les communes citées en préambule.

Chaque membre est soumis au respect de la réglementation en vigueur relative aux marchés publics.

Article 3 – Adhésion au groupement de commande

Chaque membre adhère au groupement de commande en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

La présente convention est signée par l'ensemble des représentants des collectivités membres (les membres du groupement de commande recevront, *a minima,* une copie certifiée conforme de la convention une fois celle-ci signée).

Article 4 – Sortie du groupement de commande

Lorsqu'un membre souhaite quitter le groupement de commande, il annonce son intention dans un délai de trois mois avant sa date d'effet. Si, le cas échéant, cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement de commande, elles seront prises en compte dans une convention modificative. Dans tous les cas, le retrait ne peut intervenir si le membre sortant n'a pas rempli ses obligations minimales de commande auprès du prestataire pour les marchés en cours.

Article 5 – Durée du groupement de commande

La présente convention prend effet à compter de sa date de signature et s'achève de plein droit au 31 décembre 2031.

Néanmoins, il peut être mis fin, à tout moment, au présent groupement de commande par décision de la majorité absolue des membres.

Article 6 – Désignation et mission du coordonnateur

Le coordonnateur du présent groupement de commande est la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.

Avant chaque lancement de consultation, le coordonnateur fera le recensement des besoins exprimés par chaque membre du groupement de commande. Ceux-ci seront mentionnés dans le marché sous la forme d'un minimum et d'un maximum de commande valant pour la durée de ce dernier. Conformément à la réglementation en vigueur, l'expression d'un besoin par un membre vaut engagement de sa part à signer les marchés qui en découleront pour le montant défini.

Il est ici précisé que le coordonnateur appréciera, en fonction des besoins exprimés, s'il est opportun de lancer une consultation pour un type de prestation. S'il constate une insuffisance de besoins exprimés par les membres du groupement de commande sur un type de prestation, le coordonnateur pourra décider de ne pas lancer d'appel d'offres. Il notifiera alors sa décision à l'ensemble des membres du groupement de commande ayant souscrit à la prestation.

Le coordonnateur aura à charge :

- la rédaction du Cahier des Charges et du Dossier de Consultation des Entreprises pour les marchés à conclure
- l'ensemble des dépenses relatives à la publicité
- l'organisation des opérations de sélection des candidats et l'attribution des marchés, conformément à l'article 7 de la présente convention.

La personne habilitée à représenter le coordonnateur signera le marché pour le compte du groupement de commande et le notifiera au titulaire. Le coordonnateur sera chargé de l'exécution du marché et de son paiement pour les seules prestations qui sont à sa charge.

Chaque membre du groupement de commande sera chargé de l'exécution du marché et de son paiement pour les prestations qui lui incombent.

Article 7 – Attribution des marchés

En tant que coordonnateur, la CCRG à seule compétence pour attribuer les marchés publics à l'issue de la consultation, dans le respect de la règlementation en vigueur.

S'agissant des marchés publics passés en procédure formalisée, l'attribution est décidée par la Commission d'Appel d'Offres (CAO) de la CCRG.

S'agissant des marchés publics passés en procédure adaptée, il est précisé que le Président de la CCRG dispose d'une délégation du Conseil de Communauté afin de *« prendre toute décision concernant la réparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil définit par décret (à savoir les marchés et accords-cadres passés en procédure adaptée) ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget »*. Le Président de la CCRG a donc compétence pour attribuer les marchés à procédure adaqptée.

Article 8 – Émission des bons de commande ou ordres de service

Chaque membre du groupement de commande sera destinataire, dès sa notification, d'une copie certifiée conforme du marché et, le cas échéant, du catalogue proposé par le prestataire. À compter de cette date et pour la période d'exécution du marché, chaque membre émettra un bon de commande ou un ordre de service en fonction de ses besoins.

Les marchés à bons de commande comporteront un minimum et un maximum. Chaque membre du groupement de commande veillera à ne pas dépasser le seuil maximum prévu et à commander au moins selon le seuil minimum prévu.

Article 9 – Durée du marché

Il est convenu de conclure des marchés publics d'une durée variable, appréciée par le coordonnateur en fonction de la nature des prestations.

La durée du marché ne pourra toutefois excéder celle du groupement de commande.

Le coordonnateur peut également prévoir des marchés reconductibles par chaque membre du groupement de commande. Dans cette hypothèse, si une ou plusieurs communes décident de ne pas procéder à la reconduction d'un marché jusqu'à sa durée maximale, le coordonnateur ne sera pas tenu de procéder au lancement d'une nouvelle consultation pour la ou les communes concernées.

Article 10 – Contentieux

Dans le cadre d'un litige opposant des membres du présent groupement de commande, une procédure amiable sera organisée préalablement à toute action contentieuse. Il est convenu que l'arbitre du conflit sera Monsieur le Préfet du Haut-Rhin. Toute action contentieuse relative à la présente convention sera portée devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait à Guebwiller, le ……

Pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, Le Président	**Pour la Commune de Bergholtz,**
Marcello Rotolo	**Jean-Luc Galliath**
Pour la Commune de Bergholtz-Zell	**Pour la Commune de Buhl**
André Welty	**Yves Coquelle**
Pour la Ville de Guebwiller	**Pour la Commune de Hartmannswiller**
Francis Kleitz	**François Wurtz**

Pour la Commune d'Issenheim	**Pour la Commune de Jungholtz**
Marc Jung	**Guy Habecker**
Pour la Commune de Lautenbach	**Pour la Commune de Lautenbach-Zell**
Philippe Hecky	**Jean-Jacques Fischer**
Pour la Commune de Linthal	**Pour la Commune de Merxheim**
Maurice Kech	**Stéphane Ziegler**
Pour la Commune de Murbach	**Pour la Commune d'Orschwihr**
Maud Hart	**Marie-Josée Staender**
Pour la Commune de Raedersheim	**Pour la Commune de Rimbach**
Jean-Pierre Peltier	**Alain Furstenberger**

Pour la Commune de Rimbach-Zell	Pour la Commune de Soultz
Angélique Muller	**…**

Pour la Commune de Soultzmatt-Wintzfelden	Pour la Commune de Wuenheim
Jean-Paul Diringer	**Roland Martin**

ANNEXE 3

CENTRE MAINTENANCE NANCY
Groupe Maintenance Réseau LORRAINE

Liaison aérienne à 63 kV

GUEBWILLER - MARIE-LOUISE

PLAN PARCELLAIRE
ECHELLE : 1/2500

DEPARTEMENT DU HAUT RHIN (68)

COMMUNE DE SOULTZ HAUT RHIN

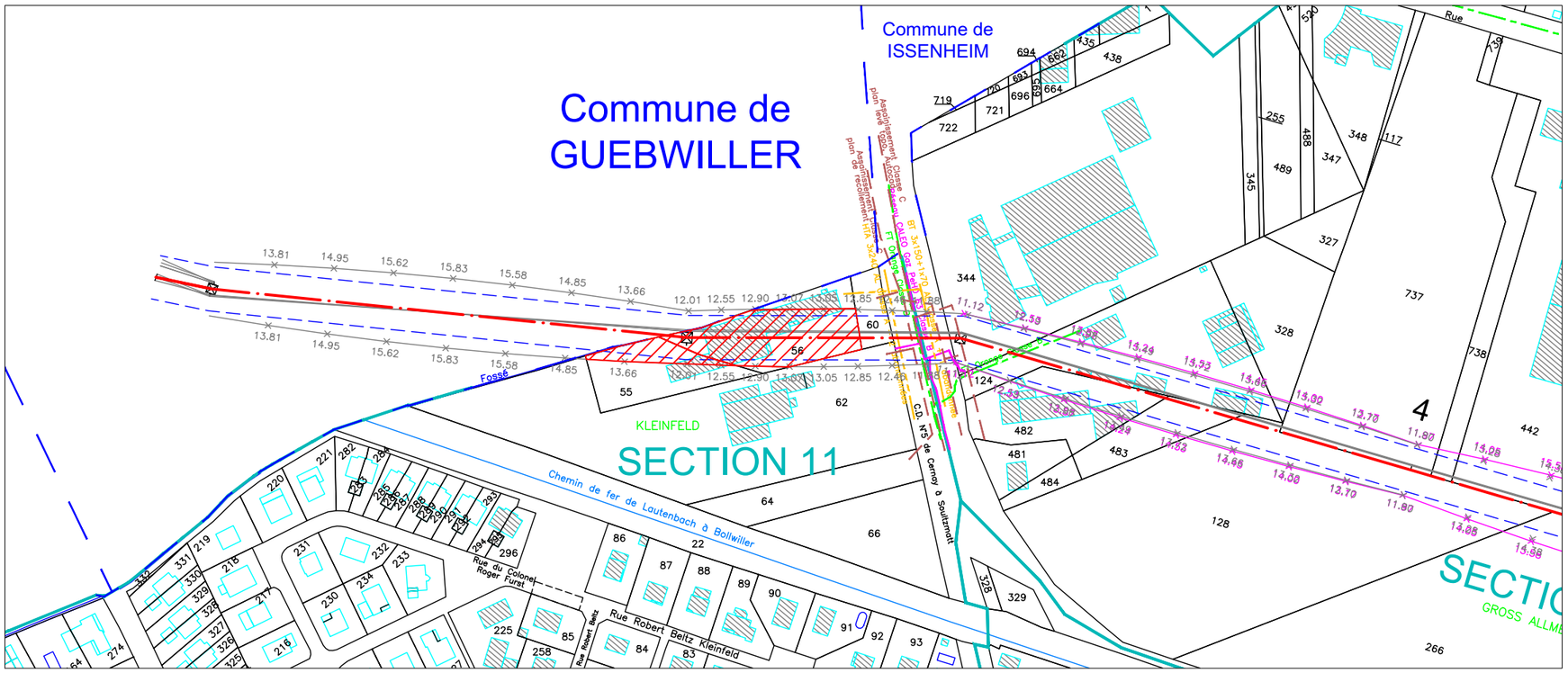
Section 11 Parcelles :55 56

En outre, en cas de travaux particuliers du propriétaires à l'intérieur du plan de zonage des ouvrages électriques déposé par RTE sur le portail internet du « Guichet Unique » (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr), le propriétaire devra remplir une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément à la réglementation en vigueur

N

Vers poste de GUEBWILLER

Vers poste de MARIE LOUISE



Légende:

Fuseau de déboisement Existant

NOM : .....
en qualité de .....
reconnaît avoir reçu un exemplaire du présent extrait du plan parcellaire

Pour accord le : .....
Signature

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à ces terrains l'existence de la convention.

Au cas où la ligne citée à l'article 1er ne serait pas réalisée, la présente convention sera nulle et non avenue et les servitudes relatives à la ligne électrique ne seront pas inscrites au service de la publicité foncière / au livre foncier ou, si elles ont déjà fait l'objet d'une inscription, en seront radiées. Dans ce cas, le propriétaire restituera à RTE l'indemnité perçue.

Article 6 - Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.

Article 7 - La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de l' ouvrage dont il est question à l'article 1er ou de tous ceux qui pourraient lui être substitué, sur l'emprise de l' ouvrage existant.

Article 8 - Dans le cadre de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 en vigueur et du Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») le propriétaire ci-dessus mentionné autorise RTE à stocker les données personnelles, issues de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques), du présent document et à en faire usage dans le strict cadre de la gestion des conventions de servitude de ses liaisons électriques.

Signature RTE
Le ……..……

Fait à ……..……, le ……..…….
En quatre exemplaires,
(Signatures précédées du nom, de la mention manuscrite « Lu et approuvé »)

CONVENTION DE SERVITUDES

Commune : Soultz-Haut-Rhin (68315)
Département : Haut-Rhin
LIAISON AERIENNE 63000 VOLTS GUEBWILLER-MARIE LOUISE N°1
Référence Rte : C16LA 2024-5546

Entre les soussignés :

RTE Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 444.619.258, dont le siège social est situé Immeuble Window - 7C, place du Dôme - 92073 Paris La Défense Cedex représentée par Bruno PENNEC, en sa qualité de Chef de Service Concertation Environnement Tiers , dûment habilité[e] à cet effet, faisant élection de domicile à Direction Développement Ingénierie Centre Développement Ingénierie Nancy, 8 RUE DE VERSIGNY, VILLERS LES NANCY 54600;

Ci-après désignée par l'appellation « **RTE** »,

D'une part,

Et

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER
par son Président Monsieur ROTOLO Vincent
1 rue Des Malgré Nous - 68500 Guebwiller

agissant en qualité de propriétaire, désigné ci-après par l'appellation "**le propriétaire**",

D'autre part.

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartiennent.

Nature de l'Emprise	Ossature concernée	Code Insee	Section	Numéro(s) Parcelle(s)
Surplomb existant	entre 1 et 3	68315	11	0055
Surplomb existant	entre 1 et 3	68315	11	0056
Supports	support 2 existant	68315	11	0056

Les Parties sont convenues de ce qui suit :

Article 1er - Après avoir pris connaissance du tracé de la LIAISON AERIENNE 63000 VOLTS GUEBWILLER-MARIE LOUISE N°1 sur les parcelles ci-dessus désignées le propriétaire reconnaît à RTE, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1° Maintenir à demeure 1 support existant pour conducteurs aériens d'électricité dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de :

Quantité	Longueur	Largeur	Unité	Support(s)	Tranche d'indemnisation
1	5,75	5,75	m	support n°2 existant	25 m2 à 35 m2

2° Maintenir les conducteurs aériens existants, et liaison de télé-information liée à l'exploitation de l'ouvrage électrique, au-dessus des dites parcelles sur une longueur totale d'environ 160 mètres, se décomposant ainsi :

Quantité	Unité	Description/Portée
70	m	entre 1 et 3
90	m	entre 1 et 3

3° Couper les arbres et branches qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des supports et conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Par voie de conséquence, RTE pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Avertissement en sera donné aux intéressés par voie d'affichage en mairie et/ou d'avis publié dans la presse, et sauf cas d'urgence, préalablement aux travaux.

Article 2 - Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander, pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de la ligne électrique, telle qu'elle est désignée à l'article 1er, sauf si la ligne venait à être abandonnée par RTE. Rte prendra à sa charge les frais de remise en état si nécessaire en cas de dégâts réalisés lors de ladite intervention.

RTE s'engage à informer le propriétaire et les éventuels locataires en amont de tous travaux.

Le propriétaire s'engage en outre à ne faire aucune plantation, aucune culture et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages ou à la sécurité.
Il pourra toutefois :
- élever des constructions à condition de respecter entre lesdites constructions et les conducteurs d'électricité les distances minimales de protection prescrites par les règlements en vigueur ;
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs, à condition que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance supérieure à 5 mètres des conducteurs les plus proches.

En outre, en cas de travaux particuliers du propriétaire concernés par les zones d'implantation des ouvrages électriques déposées par RTE sur le portail Internet du « Guichet Unique » ([1]), le propriétaire devra remplir une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément à la réglementation en vigueur.

Article 3 - A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article premier, RTE s'engage à verser, lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire, qui accepte, une indemnité de **1 594,00 € (mille-cinq-cent-quatre-vingt-quatorze euros)**,

se décomposant de la façon suivante :

- implantation du (des) support(s) : 1594,00 euros ;
- surplomb : 0,00 euros ;
- coupe et abattages d'arbres : 0,00 euros au titre de l'article 1er 3° selon décompte joint ;

Toute nouvelle plantation réalisée par le propriétaire postérieurement à la signature de la présente convention sur les surfaces indiquées sur le décompte joint ne saurait faire l'objet d'une nouvelle indemnisation de la part de RTE en cas de nécessité de coupe ou d'abattage au regard des distances de sécurité par rapport aux ouvrages de RTE.

Toutefois, les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres dont l'indemnisation est assurée en vertu du présent article) feront l'objet d'une indemnité supplémentaire versée au propriétaire et fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Article 4 - Le propriétaire sera dégagé de toute responsabilité à l'égard de RTE pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant de l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance. La responsabilité du propriétaire ne pourrait être retenue par des faits commis par des tiers.

En outre, si l'atteinte portée à la ligne résulte d'une cause autre que l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, RTE garantit le propriétaire contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers.
En cas de recours exercé par un tiers du fait du voisinage du support N°2, RTE garantit le propriétaire de toute condamnation.

Article 5 - La présente convention ayant pour objet de conférer à RTE des droits plus étendus que ceux prévus aux articles L. 323-4 et suivants du code de l'énergie sera réitérée par acte authentique par devant Maître Estelle MANN notaire 2 rue Robert Schuman 57340 MORHANGE dans un délai raisonnable, à la demande de la partie la plus diligente, les frais dudit acte restant à la charge de RTE.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

[1] www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr

CONVENTION DE TRAVAUX
RESORPTION PROXIMITE ELECTRIQUE

Commune de SOULTZ HAUT RHIN
Ligne 63kV Guebwiller – Marie-Louise n° 1
Pylône(s) n°2

Les soussignés :

RTE, Réseau de transport d'électricité, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2 132 285 690 euros, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 619 258, dont le siège social est situé Immeuble Window, 7C, place du Dôme, 92073 Paris La Défense Cedex, représenté par M. Bruno Pennec en sa qualité de Chef de Service Concertation Environnement Tiers, faisant élection de domicile Centre Développement Ingénierie 8 rue de Versigny 54600 Villers-Lès-Nancy, dûment habilité à cet effet,

ci-après dénommée « **RTE** »,
d'une part,

et la Communauté de communes de la région de Guebwiller- 1 rue des Malgré Nous - 68500 GUEBWILLER, représentée par Monsieur Marcello ROTOLO en qualité de président, propriétaire des parcelles cadastrées section 11 n°55 et 56, et ci-après désignée « les Parcelles »

ci-après « **le propriétaire** »
d'autre part,

Les parties étant ci-dessous désignées collectivement les « Parties » et individuellement la « Partie ».

Il est préalablement exposé ce qui suit :

RTE est le gestionnaire du Réseau Public de Transport d'électricité (RPT), conformément aux dispositions des articles L 111-40 et suivants et L 321-2 et suivants du code de l'énergie.
Les parcelles supportent un pylône du RTE. Or, la proximité immédiate de ce pylône peut générer des effets indirects et indésirables liés notamment aux aléas météorologiques.
La présente convention a pour objet de préciser la consistance des aménagements à réaliser et leurs modalités financières.

La signature de la présente convention vaut ordre d'exécution des travaux aux conditions des présentes.

Ceci exposé, les parties conviennent de ce qui suit :

ARTICLE 1 – CONSISTANCE DES TRAVAUX

RTE réalisera, sous sa maitrise d'ouvrage, les opérations suivantes :
- installation d'une clôture isolante de type caillebotis maille 100*50*25 de hauteur 2mètre

La société RTE tiendra le propriétaire informé des difficultés qu'elle pourrait rencontrer dans l'exécution de ces derniers.

ARTICLE 2 - FINANCEMENT DES TRAVAUX

Le financement de l'ensemble des prestations détaillées à l'article 1, soit la totalité des études et des travaux est supporté par RTE.

ARTICLE 3 – REGIME JURIDIQUE DES AMENAGEMENTS REALISES

Conformément au plan joint en annexe, la clôture implantée autour du pylône constitue un accessoire du pylône et donc du réseau public de transport d'électricité.
RTE en est propriétaire et en assurera l'entretien et la responsabilité.

Le propriétaire ne doit pas intervenir sur ces installations.

Le propriétaire consent un droit de passage à RTE de façon qu'il puisse procéder à l'entretien de ces aménagements.

ARTICLE 4 – RAPPEL DES REGLES RELATIVES AUX TRAVAUX REALISES A PROXIMITE D'UN OUVRAGE ELECTRIQUE

Si le propriétaire souhaite réaliser des travaux à proximité du pylône, il respectera les dispositions du décret 2011-1241 du 5 octobre 2011 et de l'arrêté du 15 février 2012, codifiées aux articles R.554-1 à R.554-38 du Code de l'environnement, stipulant qu'avant d'effectuer des travaux à proximité de réseaux existants, qu'ils soient publics, privés, aériens, souterrains ou subaquatiques :

- Le responsable du projet de travaux (maître d'ouvrage) ou son délégué doit vérifier la compatibilité de son projet avec les réseaux existants et s'informer sur les

recommandations techniques de sécurité, en remplissant une Déclaration de projet de travaux (DT) ;

- Toute entreprise chargée de l'exécution de travaux situés dans une zone où sont implantés de tels ouvrages ou tout particulier qui a l'intention de les effectuer, doit indiquer aux exploitants de réseaux (RTE), la localisation précise des travaux projetés et les techniques de travaux qui seront employées, en remplissant une Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT).

ARTICLE 5 – RESPONSABILITES

5.1 Dommages causés à l'autre Partie

Les Parties sont responsables l'une vis-à-vis de l'autre de l'ensemble des dommages directs et matériels causés à l'autre dans le cadre de l'exécution de la présente convention, par elles-mêmes, par leur personnel respectif ou par leurs prestataires ou sous-traitants.
Chacune des Parties qui estime avoir subi un dommage en informe l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 30 jours suivant sa découverte.

5.2 Dommages aux tiers

Les Parties sont responsables, dans les conditions du droit commun, de tous les dommages qu'elles causent à tous tiers.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DES TRAVAUX

La consistance des travaux prévue aux présentes a été établie sur la base des données entrantes fournies par le propriétaire. Les conditions financières et les délais d'exécution prévus aux présentes sont établis sur la base de ces données.
Toute modification par le propriétaire de ces données entrantes pourra rendre nécessaire une modification de la consistance des travaux, et par voie de conséquence des coûts et des délais de leur exécution, voire la reprise des études.
En cas de modification de la consistance technique des travaux, et le cas échéant des conditions financières et des délais d'exécution, les Parties signeront un avenant à la présente convention.
Dans l'hypothèse de contraintes réglementaires nouvelles s'imposant aux Parties, ou d'un événement imprévisible par les Parties au jour de la signature de la présente convention et rendant nécessaire sa modification, les Parties se réuniront pour en déterminer toutes les conséquences et pourront, en cas de commun accord, signer un avenant aux présentes.

ARTICLE 7 : RESILIATION

7.1. Résiliation en cas d'évolution des contraintes réglementaires et d'événement imprévisible

Dans l'hypothèse de contraintes réglementaires nouvelles s'imposant aux Parties, ou d'un événement imprévisible par les Parties au jour de la signature de convention ne donnant pas lieu à un accord entre les Parties en application du dernier alinéa de l'article 6 de la présente, les Parties auront la possibilité de résilier la convention par lettre recommandée avec accusé de réception et moyennant un préavis de 10 (dix) jours, en vue de mettre fin à l'exécution de la présente convention.

7.2. Résiliation du fait de la non-obtention par RTE d'une autorisation administrative ou de passage

En cas de non-obtention par RTE de l'ensemble des autorisations administratives ou de passage nécessaires à la réalisation des travaux, et sauf faute de RTE dûment prouvée par le propriétaire, la présente convention sera résiliée de plein droit sans indemnité de part ni d'autre.

7.3 Résiliation à l'initiative du propriétaire

En cas de résiliation anticipée de la présente convention à la demande du propriétaire, et sauf faute de RTE, le propriétaire sera tenu de rembourser l'intégralité des dépenses réelles exposées par RTE au jour où la résiliation est effective, sur présentation d'une facture détaillée.
Pour l'application du présent article, il est précisé que les événements mentionnés aux paragraphes 7.1 et 7.2 ci-dessus ne peuvent être observés comme constituant une faute de RTE. De même, aucune faute ne peut être caractérisée lorsque l'impossibilité, pour RTE, de tenir ses engagements résulte d'informations obsolètes, erronées, incomplètes ou manquantes de la part du propriétaire ou d'éléments qu'il ne maîtrise pas, telle que la fourniture du matériel nécessaire aux travaux.

ARTICLE 8 : OPPOSABILITE DE LA CONVENTION

Le propriétaire s'engage à porter à la connaissance des propriétaires successifs les dispositions de ladite convention, à défaut de quoi leur responsabilité personnelle pourrait être engagée.
La présente convention fera l'objet d'une réitération par acte authentique (aux frais de RTE) et sera ensuite, publiée au service de la publicité foncière.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation de la présente convention sont, avant toute demande en justice, soumises à une tentative de règlement amiable entre les

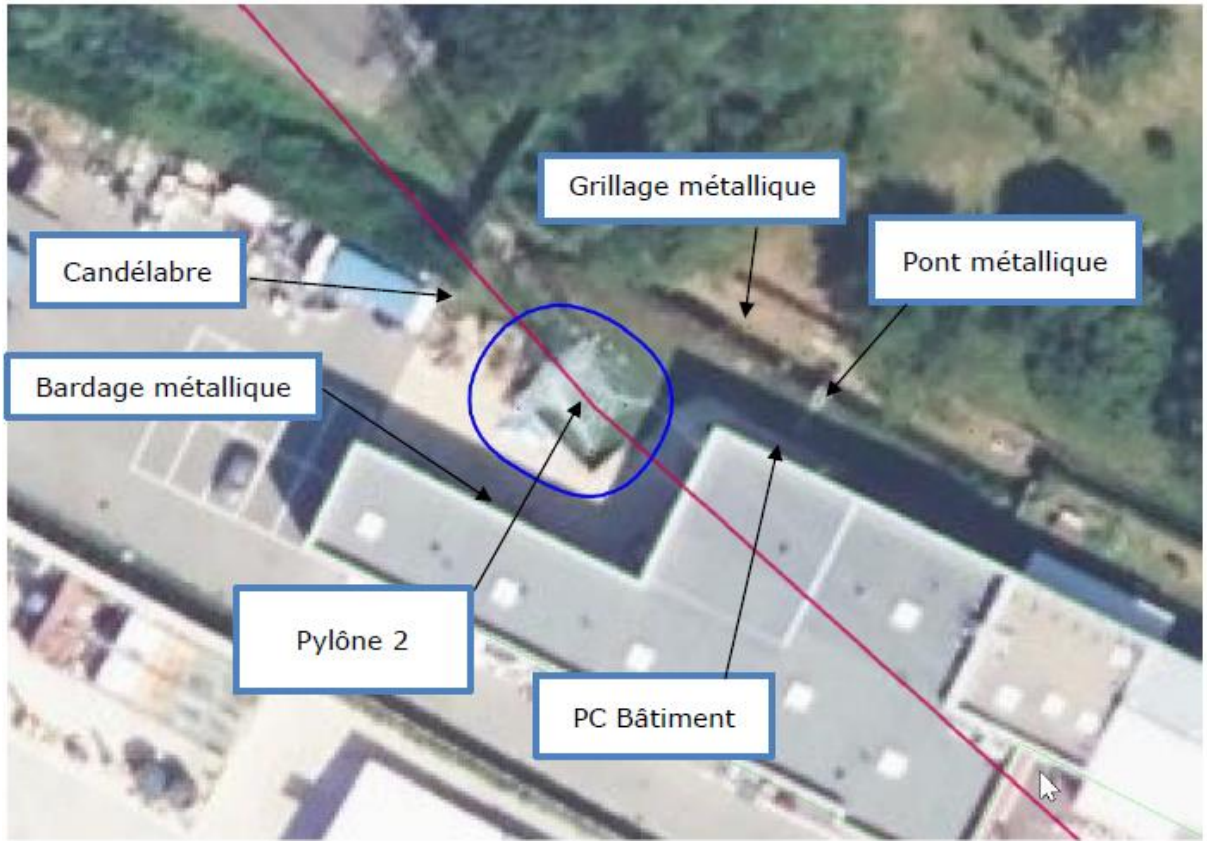
parties. A défaut d'accord amiable dans un délai de 30j à compter de la survenance du différend constaté par écrit, les Parties pourront alors soumettre ce litige au tribunal compétent, à savoir celui du siège social de RTE.

Fait à en deux exemplaires à …

Le

Pour Communauté de communes de la région de Guebwiller,
le président

Pour RTE,


Grillage métallique
Candélabre
Pont métallique
Bardage métallique
Pylône 2
PC Bâtiment

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900047	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : CCRG BUDGET ASSAINISSEMENT (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 26
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 29
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 30
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 31
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 32
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 33
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers 34
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 38
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 39

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 4 420 581,68	G 4 948 815,83	G-A 528 234,15
	Section d'investissement	B 2 722 199,09	H 1 756 412,95	H-B -965 786,14
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 407 430,05 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 4 648 318,13 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 7 142 780,77	Q= G+H+I+J 11 760 976,96	=Q-P 4 618 196,19

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 4 420 581,68	= G+I+K 5 356 245,88	935 664,20
	Section d'investissement	= B+D+F 2 722 199,09	= H+J+L 6 404 731,08	3 682 531,99
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 7 142 780,77	= G+H+I+J+K+L 11 760 976,96	4 618 196,19

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00
458123	Opération pour compte de tiers n° 23 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (3)	0,00	0,00
458124	Opération pour compte de tiers n° 24 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024 (3)	0,00	0,00
458223	Opération pour compte de tiers n° 23 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (3)	0,00	0,00
458224	Opération pour compte de tiers n° 24 - OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024 (3)	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 149 248,00	2 099 799,63	18 200,00	0,00	31 248,37
012	Charges de personnel, frais assimilés	920 368,00	821 514,56	0,00	0,00	98 853,44
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	68 950,00	16 395,01	0,00	0,00	52 554,99
Total des dépenses de gestion courante		**3 138 566,00**	**2 937 709,20**	**18 200,00**	**0,00**	**182 656,80**
66	Charges financières	120 000,00	105 033,60	5 179,45	0,00	9 786,95
67	Charges exceptionnelles	178 000,00	168 147,26	0,00	0,00	9 852,74
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	60 500,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 497 066,00**	**3 210 890,06**	**23 379,45**	**0,00**	**262 796,49**
023	*Virement à la section d'investissement*	*753 900,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*1 186 434,00*	*1 186 312,17*			*121,83*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 940 334,00***	***1 186 312,17***			***754 021,83***
TOTAL		**5 437 400,00**	**4 397 202,23**	**23 379,45**	**0,00**	**1 016 818,32**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	33 740,03	0,00	0,00	-33 740,03
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 363 550,00	3 863 424,55	367 500,00	0,00	132 625,45
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	10 003,00	23 403,79	0,00	0,00	-13 400,79
Total des recettes de gestion courante		**4 373 553,00**	**3 920 568,37**	**367 500,00**	**0,00**	**85 484,63**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	446 000,00	450 209,28	0,00	0,00	-4 209,28
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	122,18			-122,18
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 819 553,00**	**4 370 899,83**	**367 500,00**	**0,00**	**81 153,17**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*210 417,00*	210 416,00			1,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***210 417,00***	***210 416,00***			***1,00***
TOTAL		**5 029 970,00**	**4 581 315,83**	**367 500,00**	**0,00**	**81 154,17**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**407 430,05**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	537 087,00	35 460,00	0,00	501 627,00
21	Immobilisations corporelles	160 800,00	106 529,41	0,00	54 270,59
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	7 291 696,00	1 901 968,90	0,00	5 389 727,10
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**7 989 583,00**	**2 043 958,31**	**0,00**	**5 945 624,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	390 000,00	374 106,73	0,00	15 893,27
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	40 000,00			
Total des dépenses financières		**430 000,00**	**374 106,73**	**0,00**	**55 893,27**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**1 028 000,00**	**93 718,05**	**0,00**	**934 281,95**
Total des dépenses réelles d'investissement		**9 447 583,00**	**2 511 783,09**	**0,00**	**6 935 799,91**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*210 417,00*	*210 416,00*		*1,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***250 417,00***	***210 416,00***		***40 001,00***
TOTAL		**9 698 000,00**	**2 722 199,09**	**0,00**	**6 975 800,91**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	833 500,00	176 698,92	0,00	656 801,08
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 178,83	0,00	-2 178,83
Total des recettes d'équipement		**833 500,00**	**178 877,75**	**0,00**	**654 622,25**
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 207 848,00	297 504,98	0,00	910 343,02
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 207 848,00**	**297 504,98**	**0,00**	**910 343,02**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**1 028 000,00**	**93 718,05**	**0,00**	**934 281,95**
Total des recettes réelles d'investissement		**3 069 348,00**	**570 100,78**	**0,00**	**2 499 247,22**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*753 900,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 186 434,00*	*1 186 312,17*		*121,83*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 980 334,00***	***1 186 312,17***		***794 021,83***
TOTAL		**5 049 682,00**	**1 756 412,95**	**0,00**	**3 293 269,05**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**4 648 318,13**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 117 999,63		2 117 999,63
012	Charges de personnel, frais assimilés	821 514,56		821 514,56
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	16 395,01		16 395,01
66	Charges financières	110 213,05	*0,00*	110 213,05
67	Charges exceptionnelles	168 147,26	*0,00*	168 147,26
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 186 312,17*	1 186 312,17
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		**3 234 269,51**	***1 186 312,17***	**4 420 581,68**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 420 581,68**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*210 416,00*	210 416,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	374 106,73	*0,00*	374 106,73
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	35 460,00	0,00	35 460,00
21	Immobilisations corporelles (6)	106 529,41	0,00	106 529,41
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 901 968,90	0,00	1 901 968,90
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	93 718,05	*0,00*	93 718,05
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement –Total		**2 511 783,09**	***210 416,00***	**2 722 199,09**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**2 722 199,09**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	33 740,03		33 740,03
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 230 924,55		4 230 924,55
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	23 403,79		23 403,79
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	450 209,28	*210 416,00*	660 625,28
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	122,18	*0,00*	122,18
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**4 738 399,83**	***210 416,00***	**4 948 815,83**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**407 430,05**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 356 245,88**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	297 504,98	0,00	297 504,98
13	Subventions d'investissement	176 698,92	0,00	176 698,92
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	2 178,83	*0,00*	2 178,83
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 186 312,17*	*1 186 312,17*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	93 718,05	0,00	93 718,05
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**570 100,78**	***1 186 312,17***	**1 756 412,95**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**4 648 318,13**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**6 404 731,08**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**2 149 248,00**	**2 099 799,63**	**18 200,00**	**0,00**	**31 248,37**
604	Achats d'études, prestations de services	295 000,00	425 282,07	17 000,00	0,00	-147 282,07
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	901 500,00	748 329,63	0,00	0,00	153 170,37
6062	Produits de traitement	165 000,00	119 832,24	0,00	0,00	45 167,76
6063	Fournitures entretien et petit équipt	20 000,00	28 251,43	0,00	0,00	-8 251,43
6064	Fournitures administratives	1 000,00	591,64	0,00	0,00	408,36
6066	Carburants	20 000,00	15 805,14	0,00	0,00	4 194,86
6068	Autres matières et fournitures	37 825,00	45 514,89	0,00	0,00	-7 689,89
6071	Compteurs	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
6135	Locations mobilières	22 850,00	35 168,35	0,00	0,00	-12 318,35
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	7 500,00	27 612,65	0,00	0,00	-20 112,65
61523	Entretien, réparations réseaux	70 000,00	99 282,92	0,00	0,00	-29 282,92
61551	Entretien matériel roulant	15 000,00	41 380,18	0,00	0,00	-26 380,18
61558	Entretien autres biens mobiliers	65 000,00	77 231,21	0,00	0,00	-12 231,21
6156	Maintenance	15 000,00	34 269,08	0,00	0,00	-19 269,08
6161	Multirisques	15 800,00	17 984,30	0,00	0,00	-2 184,30
6168	Autres	4 840,00	5 387,47	0,00	0,00	-547,47
617	Etudes et recherches	43 333,00	43 599,60	0,00	0,00	-266,60
618	Divers	25 000,00	23 796,63	0,00	0,00	1 203,37
6222	Commissions recouvrement redevance	13 000,00	12 588,11	0,00	0,00	411,89
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
6228	Divers	70 900,00	51 804,00	0,00	0,00	19 096,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	2 400,02	0,00	0,00	599,98
6232	Echantillons	0,00	29,92	0,00	0,00	-29,92
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	344,40	0,00	0,00	655,60
6241	Transports sur achats	1 000,00	2 814,99	0,00	0,00	-1 814,99
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6256	Missions	1 000,00	725,13	0,00	0,00	274,87
6257	Réceptions	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	15 000,00	12 666,86	0,00	0,00	2 333,14
627	Services bancaires et assimilés	0,00	28,82	0,00	0,00	-28,82
6281	Concours divers (cotisations)	10 000,00	5 004,50	0,00	0,00	4 995,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	13 000,00	13 266,50	1 200,00	0,00	-1 466,50
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	187 400,00	206 434,79	0,00	0,00	-19 034,79
6288	Autres	700,00	703,16	0,00	0,00	-3,16
63512	Taxes foncières	1 600,00	1 669,00	0,00	0,00	-69,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**920 368,00**	**821 514,56**	**0,00**	**0,00**	**98 853,44**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	85 100,00	86 372,00	0,00	0,00	-1 272,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 650,00	2 083,50	0,00	0,00	566,50
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	11 200,00	9 500,09	0,00	0,00	1 699,91
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	2 050,00	1 249,29	0,00	0,00	800,71
6411	Salaires, appointements, commissions	448 100,00	408 024,75	0,00	0,00	40 075,25
6413	Primes et gratifications	110 950,00	97 902,29	0,00	0,00	13 047,71
6414	Indemnités et avantages divers	2 850,00	2 542,14	0,00	0,00	307,86
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	104 450,00	78 638,02	0,00	0,00	25 811,98
6453	Cotisations aux caisses de retraites	98 300,00	94 324,03	0,00	0,00	3 975,97
6454	Cotisations au Pôle emploi	8 050,00	5 457,15	0,00	0,00	2 592,85
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	3 500,00	1 649,95	0,00	0,00	1 850,05
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	4 718,00	4 718,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	3 150,00	3 234,85	0,00	0,00	-84,85
6478	Autres charges sociales diverses	14 900,00	11 629,66	0,00	0,00	3 270,34
648	Autres charges de personnel	20 400,00	14 188,84	0,00	0,00	6 211,16
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**68 950,00**	**16 395,01**	**0,00**	**0,00**	**52 554,99**
6531	Indemnités élus	12 900,00	12 201,16	0,00	0,00	698,84
6533	Cotisations de retraite élus	1 700,00	512,28	0,00	0,00	1 187,72
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	4 350,00	3 671,64	0,00	0,00	678,36

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6541	Créances admises en non-valeur	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	9,93	0,00	0,00	-9,93
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**3 138 566,00**	**2 937 709,20**	**18 200,00**	**0,00**	**182 656,80**
66	**Charges financières (b) (5)**	**120 000,00**	**105 033,60**	**5 179,45**	**0,00**	**9 786,95**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	100 000,00	91 728,09	0,00	0,00	8 271,91
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-5 654,49	5 179,45	0,00	475,04
6688	Autre	20 000,00	18 960,00	0,00	0,00	1 040,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**178 000,00**	**168 147,26**	**0,00**	**0,00**	**9 852,74**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	12 387,44	0,00	0,00	-2 387,44
678	Autres charges exceptionnelles	168 000,00	155 759,82	0,00	0,00	12 240,18
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**60 500,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**3 497 066,00**	**3 210 890,06**	**23 379,45**	**0,00**	**262 796,49**
023	***Virement à la section d'investissement***	***753 900,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***1 186 434,00***	***1 186 312,17***			***121,83***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 186 434,00*	*1 186 312,17*			*121,83*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***1 940 334,00***	***1 186 312,17***			***754 021,83***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***1 940 334,00***	***1 186 312,17***			***754 021,83***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 437 400,00**	**4 397 202,23**	**23 379,45**	**0,00**	**1 016 818,32**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-475,04

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**33 740,03**	**0,00**	**0,00**	**-33 740,03**
64198	Autres remboursements	0,00	33 740,03	0,00	0,00	-33 740,03
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***4 363 550,00***	***3 863 424,55***	***367 500,00***	***0,00***	***132 625,45***
704	Travaux	*431 000,00*	*514 927,75*	*0,00*	*0,00*	*-83 927,75*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*3 758 800,00*	*3 133 360,66*	*367 500,00*	*0,00*	*257 939,34*
7065	Produits commissions recouvrt assainist	*12 500,00*	*12 580,79*	*0,00*	*0,00*	*-80,79*
7068	Autres prestations de services	*30 000,00*	*70 804,42*	*0,00*	*0,00*	*-40 804,42*
7084	Mise à disposition de personnel facturée	*27 250,00*	*30 012,00*	*0,00*	*0,00*	*-2 762,00*
70878	Remb. frais par des tiers	*4 000,00*	*5 037,89*	*0,00*	*0,00*	*-1 037,89*
7088	Autres produits activités annexes	*100 000,00*	*96 701,04*	*0,00*	*0,00*	*3 298,96*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**10 003,00**	**23 403,79**	**0,00**	**0,00**	**-13 400,79**
7581	FCTVA	10 003,00	23 402,70	0,00	0,00	-13 399,70
7588	Autres	0,00	1,09	0,00	0,00	-1,09
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**4 373 553,00**	**3 920 568,37**	**367 500,00**	**0,00**	**85 484,63**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**446 000,00**	**450 209,28**	**0,00**	**0,00**	**-4 209,28**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	1 944,72	0,00	0,00	-1 944,72
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	43,70	0,00	0,00	-43,70
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	446 000,00	446 000,00	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	0,00	2 220,86	0,00	0,00	-2 220,86
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**122,18**			**-122,18**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	0,00	122,18			-122,18
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**4 819 553,00**	**4 370 899,83**	**367 500,00**	**0,00**	**81 153,17**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***210 417,00***	***210 416,00***			***1,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*210 417,00*	*210 416,00*			*1,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***210 417,00***	***210 416,00***			***1,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 029 970,00**	**4 581 315,83**	**367 500,00**	**0,00**	**81 154,17**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**407 430,05**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**537 087,00**	**35 460,00**	**0,00**	**501 627,00**
2031	Frais d'études	98 500,00	16 260,00	0,00	82 240,00
2032	Frais de recherche et de développement	410 000,00	19 200,00	0,00	390 800,00
2033	Frais d'insertion	1 587,00	0,00	0,00	1 587,00
2051	Concessions et droits assimilés	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**160 800,00**	**106 529,41**	**0,00**	**54 270,59**
2111	Terrains nus	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
2154	Matériel industriel	125 000,00	100 336,81	0,00	24 663,19
2158	Autres	1 800,00	0,00	0,00	1 800,00
2182	Matériel de transport	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 500,00	1 913,59	0,00	-413,59
2184	Mobilier	1 500,00	4 279,01	0,00	-2 779,01
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**7 291 696,00**	**1 901 968,90**	**0,00**	**5 389 727,10**
2313	Constructions	1 007 800,00	178 574,13	0,00	829 225,87
2315	Installat°, matériel et outillage techni	6 283 896,00	1 723 394,77	0,00	4 560 501,23
	Total des dépenses d'équipement	**7 989 583,00**	**2 043 958,31**	**0,00**	**5 945 624,69**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**390 000,00**	**374 106,73**	**0,00**	**15 893,27**
1641	Emprunts en euros	372 500,00	356 802,28	0,00	15 697,72
1687	Autres dettes	17 500,00	17 304,45	0,00	195,55
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**40 000,00**			
	Total des dépenses financières	**430 000,00**	**374 106,73**	**0,00**	**55 893,27**
458124	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024 (4)	1 000 000,00	66 303,62	0,00	933 696,38
458223	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (4)	28 000,00	27 414,43	0,00	585,57
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**1 028 000,00**	**93 718,05**	**0,00**	**934 281,95**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**9 447 583,00**	**2 511 783,09**	**0,00**	**6 935 799,91**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***210 417,00***	***210 416,00***		***1,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***210 417,00***	***210 416,00***		***1,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*82 906,00*	*82 905,00*		*1,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*4 287,00*	*4 287,00*		*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*172,00*	*172,00*		*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*96 437,00*	*96 437,00*		*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*16 359,00*	*16 359,00*		*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*417,00*	*417,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*9 839,00*	*9 839,00*		*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***40 000,00***	***0,00***		***40 000,00***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*40 000,00*	*0,00*		*40 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***250 417,00***	***210 416,00***		***40 001,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**9 698 000,00**	**2 722 199,09**	**0,00**	**6 975 800,91**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**833 500,00**	**176 698,92**	**0,00**	**656 801,08**
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	15 000,00	17 525,92	0,00	-2 525,92
1318	Autres subventions d'équipement	818 500,00	159 173,00	0,00	659 327,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**2 178,83**	**0,00**	**-2 178,83**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	2 178,83	0,00	-2 178,83
	Total des recettes d'équipement	**833 500,00**	**178 877,75**	**0,00**	**654 622,25**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**1 207 848,00**	**297 504,98**	**0,00**	**910 343,02**
10222	FCTVA	1 207 848,00	297 504,98	0,00	910 343,02
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**1 207 848,00**	**297 504,98**	**0,00**	**910 343,02**
458123	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (3)	10 000,00	8 809,15	0,00	1 190,85
458223	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023 (3)	18 000,00	18 605,28	0,00	-605,28
458224	OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024 (3)	1 000 000,00	66 303,62	0,00	933 696,38
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**1 028 000,00**	**93 718,05**	**0,00**	**934 281,95**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**3 069 348,00**	**570 100,78**	**0,00**	**2 499 247,22**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***753 900,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***1 186 434,00***	***1 186 312,17***		***121,83***
28031	*Frais d'études*	*47 633,00*	*47 632,81*		*0,19*
28033	*Frais d'insertion*	*57,00*	*57,05*		*-0,05*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 355,00*	*6 354,77*		*0,23*
28131	*Bâtiments*	*251 487,00*	*253 256,65*		*-1 769,65*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*79 399,00*	*79 398,94*		*0,06*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 521,00*	*3 521,00*		*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*719 868,00*	*717 977,11*		*1 890,89*
28154	*Matériel industriel*	*45 527,00*	*45 527,16*		*-0,16*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*18 582,00*	*18 581,74*		*0,26*
28158	*Autres*	*177,00*	*176,78*		*0,22*
28182	*Matériel de transport*	*7 980,00*	*7 980,00*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 055,00*	*4 055,16*		*-0,16*
28184	*Mobilier*	*222,00*	*222,00*		*0,00*
28188	*Autres*	*1 571,00*	*1 571,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***1 940 334,00***	***1 186 312,17***		***754 021,83***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***40 000,00***	***0,00***		***40 000,00***
2031	*Frais d'études*	*20 000,00*	*0,00*		*20 000,00*
2033	*Frais d'insertion*	*20 000,00*	*0,00*		*20 000,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 980 334,00***	***1 186 312,17***		***794 021,83***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**5 049 682,00**	**1 756 412,95**	**0,00**	**3 293 269,05**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**4 648 318,13**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.

(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**6 883 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					6 883 000,00									
1059	AGENCE FRANCE LOCAL	10/07/2019		18/10/2019	620 000,00	F		0,800	0,805		T	X Echéance constante		A-1
20445203	BANQUE CREDIT MUTUEL	15/10/2009		31/12/2009	25 000,00	F		4,157	4,222		T	X Echéance constante		A-1
20445204	BANQUE CREDIT MUTUEL	02/08/2011		30/09/2011	143 000,00	F		4,300	4,373		T	X Echéance constante		A-1
20445205	BANQUE CREDIT MUTUEL	14/05/2012		31/12/2012	190 000,00	V		1,000	1,035		T	C		A-1
32474901	BANQUE CCM GUEBWILLER	11/08/2004		01/01/2005	259 000,00	F		3,850	3,850		T	X Echéance constante		A-1
32474903	BANQUE CCM GUEBWILLER	11/08/2004		01/01/2005	460 000,00	F		3,850	3,850		T	X Echéance constante		A-1
32474904	BANQUE CCM GUEBWILLER	11/08/2004		01/01/2005	211 000,00	F		3,850	3,850		T	X Echéance constante		A-1
32474909	BANQUE CCM GUEBWILLER	02/10/2007		30/09/2015	500 000,00	F		4,210	3,791		T	X Echéance constante		A-1
32474918	BANQUE CCM GUEBWILLER	30/06/2010		31/10/2012	275 000,00	F		3,750	2,999		T	X Echéance constante		A-1
32474919	BANQUE CCM GUEBWILLER	30/06/2010		31/01/2013	440 000,00	F		3,750	3,068		T	X Echéance constante		A-1
32474921	BANQUE CCM GUEBWILLER	29/11/2011		30/09/2015	250 000,00	F		4,500	4,241		T	X Echéance constante		A-1
5122277	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	16/12/2015		01/07/2016	215 000,00	R		1,500	2,098		T	X Echéance constante		A-1
5122278	BANQUE BANQUE CDC CAISSE DEPOTS CONSIGNAT	16/12/2015		01/07/2016	215 000,00	F		1,590	1,556		T	X Echéance constante		A-1
9023391	BANQUE CAISSE D EPARGNE	20/04/2012		30/07/2012	300 000,00	F		4,800	4,897		T	C		A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
9215539	BANQUE CAISSE D EPARGNE	25/05/2013		30/09/2013	1 200 000,00	F		3,710	3,766		T	C		A-1
9216797	BANQUE CAISSE D EPARGNE	27/05/2013		30/06/2013	530 000,00	F		3,710	3,710		T	C		A-1
9342405	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/01/2014		30/04/2014	450 000,00	F		3,470	3,470		T	C		A-1
9342482	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/01/2014		31/07/2014	600 000,00	F		3,470	3,453		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**6 883 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 729 103,51**					**356 797,90**	**91 728,09**	**0,00**	**5 455,51**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 729 103,51					356 797,90	91 728,09	0,00	5 455,51
1059		0,00	A-1	466 717,35	14,58	F		0,805	29 694,68	3 882,36	0,00	740,66
20445203		0,00	A-1	0,00	0,00	F		4,222	1 647,45	34,45	0,00	0,00
20445204		0,00	A-1	60 372,49	6,50	F		4,373	7 886,81	2 809,11	0,00	7,21
20445205		0,00	A-1	34 833,17	2,75	V		1,035	12 666,68	427,50	0,00	0,97
32474901		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,850	13 706,77	264,70	0,00	0,00
32474903		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,850	24 343,80	470,11	0,00	0,00
32474904		0,00	A-1	0,00	0,00	F		3,850	11 166,59	215,65	0,00	0,00
32474909		0,00	A-1	108 851,45	3,25	F		3,791	31 087,13	4 492,79	0,00	0,00
32474918		0,00	A-1	131 331,13	7,58	F		2,999	14 343,58	5 262,66	0,00	0,00
32474919		0,00	A-1	210 129,59	7,67	F		3,068	22 949,74	8 420,26	0,00	0,00
32474921		0,00	A-1	114 626,92	7,25	F		4,241	13 399,61	4 860,19	0,00	0,00
5122277		0,00	A-1	133 522,44	11,33	R		2,098	9 152,15	5 148,49	0,00	1 233,99
5122278		0,00	A-1	131 831,45	11,33	F		1,556	10 373,15	2 186,41	0,00	520,93
9023391		0,00	A-1	112 500,00	7,33	F		4,897	15 000,00	5 850,00	0,00	0,00
9215539		0,00	A-1	510 000,00	8,50	F		3,766	60 000,00	20 312,26	0,00	52,56
9216797		0,00	A-1	225 250,00	8,50	F		3,710	26 500,00	8 971,24	0,00	23,21
9342405		0,00	A-1	208 125,00	9,08	F		3,470	22 500,00	7 709,91	0,00	1 223,71
9342482		0,00	A-1	281 012,52	9,33	F		3,453	30 379,76	10 410,00	0,00	1 652,27
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**2 729 103,51**					**356 797,90**	**91 728,09**	**0,00**	**5 455,51**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	18	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	2 729 103,51	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	27-11-1996

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriq	20	01/01/2000
L	Appareils de laboratoire, bureau, outillage	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Organes de régulation (électroniques, capteurs etc)	8	01/01/2000
L	Pompes, appareils électro-mécaniques, installations de chauffage	15	01/01/2000
L	Réseaux d'assainissement	60	01/01/2000
L	Station d'épuration, ouvrages lourds	30	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**4 746,04**	**4 746,04**	**122,18**	**4 623,86**
Provision pour créances contentieuses	0,00	31/12/2021	4 746,04	4 746,04	122,18	4 623,86
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**4 746,04**	**4 746,04**	**122,18**	**4 623,86**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**4 648 318,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**4 648 318,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**4 648 318,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**4 648 318,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**640 417,00**	**584 522,73**	**0,00**	**584 522,73**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**3 148 182,00**	**1 483 817,15**	**0,00**	**1 483 817,15**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 507 765,00**	**899 294,42**	**0,00**	**899 294,42**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**4 648 318,00**			**4 648 318,13**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**4 648 318,00**			**4 648 318,13**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**5 547 612,55**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**640 417,00**	**I**	**584 522,73**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**390 000,00**		**374 106,73**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	372 500,00		356 802,28
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	17 500,00		17 304,45
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**250 417,00**		**210 416,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*210 417,00*		*210 416,00*
020	Dépenses imprévues	40 000,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**3 148 182,00**	**III 1 483 817,15**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 207 848,00**	**297 504,98**
10222	FCTVA	1 207 848,00	297 504,98
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 940 334,00**	**1 186 312,17**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*47 633,00*	*47 632,81*
28033	*Frais d'insertion*	*57,00*	*57,05*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 355,00*	*6 354,77*
28131	*Bâtiments*	*251 487,00*	*253 256,65*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*79 399,00*	*79 398,94*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*3 521,00*	*3 521,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*719 868,00*	*717 977,11*
28154	*Matériel industriel*	*45 527,00*	*45 527,16*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*18 582,00*	*18 581,74*
28158	*Autres*	*177,00*	*176,78*
28182	*Matériel de transport*	*7 980,00*	*7 980,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 055,00*	*4 055,16*
28184	*Mobilier*	*222,00*	*222,00*
28188	*Autres*	*1 571,00*	*1 571,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*753 900,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

A7 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 45801	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers n°01					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**6 852 254,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 852 254,35**
458101 Dépenses nouvelles (2)	6 543 501,11	0,00	0,00	0,00	0,00	6 543 501,11
458101 Mouvements réels dépenses (2)	308 753,24	0,00	0,00	0,00	0,00	308 753,24
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**6 852 254,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 852 254,35**
RECETTES (b)	**6 852 254,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 852 254,35**
458201 Financement par le tiers (4)	6 631 030,54	0,00	0,00	0,00	0,00	6 631 030,54
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	221 223,81	0,00	0,00	0,00	0,00	221 223,81
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**6 852 254,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 852 254,35**

N° opération : 45802	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers n°02					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**493 487,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**493 487,25**
458102 Dépenses nouvelles (2)	488 592,22	0,00	0,00	0,00	0,00	488 592,22
458102 Mouvements réels dépenses (2)	4 895,03	0,00	0,00	0,00	0,00	4 895,03
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45802	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers n°02					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
Dépenses nettes (a – c)	**493 487,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**493 487,25**
RECETTES (b)	**493 487,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**493 487,25**
458202 Financement par le tiers (4)	488 646,04	0,00	0,00	0,00	0,00	488 646,04
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	4 841,21	0,00	0,00	0,00	0,00	4 841,21
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**493 487,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**493 487,25**

N° opération : 45803	Intitulé de l'opération : Opération pour compte de tiers n°03					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
DEPENSES (a)	**238 568,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 568,77**
458103 Dépenses nouvelles (2)	238 568,77	0,00	0,00	0,00	0,00	238 568,77
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458103 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**238 568,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 568,77**
RECETTES (b)	**238 568,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 568,77**
458203 Financement par le tiers (4)	238 568,77	0,00	0,00	0,00	0,00	238 568,77
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458203 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**238 568,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 568,77**

N° opération : 45823	Intitulé de l'opération : OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2023					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	

DEPENSES (a)	**348 973,73**	**28 000,00**	**27 414,43**	**0,00**	**585,57**	**376 388,16**
458123 Dépenses nouvelles (2)	348 973,73	0,00	0,00	0,00	0,00	348 973,73
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458223 Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	28 000,00	27 414,43	0,00	585,57	27 414,43
Dépenses nettes (a – c)	**348 973,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**348 973,73**
RECETTES (b)	**348 973,73**	**28 000,00**	**27 414,43**	**0,00**	**585,57**	**376 388,16**
458223 Financement par le tiers (4)	348 973,73	0,00	18 605,28	0,00	-18 605,28	367 579,01
458123 Financement par d'autres tiers (4)	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458223 Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	18 000,00	8 809,15	0,00	9 190,85	8 809,15
Recettes nettes (b - d)	**348 973,73**	**10 000,00**	**18 605,28**	**0,00**	**-8 605,28**	**367 579,01**

N° opération : 45824 **Intitulé de l'opération : OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024** **Date de la délibération :**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	**Sur l'exercice**				**Cumul des réalisations au 31/12/N**
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	**Réalisations**	**Restes à réaliser**	**Op. à annuler**	
DEPENSES (a)	**0,00**	**1 000 000,00**	**66 303,62**	**0,00**	**933 696,38**	**66 303,62**
458124 Dépenses nouvelles (2)	0,00	1 000 000,00	66 303,62	0,00	933 696,38	66 303,62
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**1 000 000,00**	**66 303,62**	**0,00**	**933 696,38**	**66 303,62**
RECETTES (b)	**0,00**	**1 000 000,00**	**66 303,62**	**0,00**	**933 696,38**	**66 303,62**
458224 Financement par le tiers (4)	0,00	1 000 000,00	66 303,62	0,00	933 696,38	66 303,62
Financement par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 45824	Intitulé de l'opération : OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS 2024					Date de la délibération :
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 000 000,00**	**66 303,62**	**0,00**	**933 696,38**	**66 303,62**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP			
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de l'exercice N (3)	CP réalisés durant l'exercice N
Réhabilitation station	40 540 800,00	0,00	40 540 800,00	0,00	0,00	40 540 800,00	0,00

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 38
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15 AVR. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 29/04/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le : 12 MAI 2025
A Guebwiller,le : 12 MAI 2025 , et de la publication le 12 MAI 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900104	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : CCRG BUDGET EAU POTABLE (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 20
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 21
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 27
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 28
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 29
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 30
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 31
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 32
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 33

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 2 408 018,84	G 3 213 838,42	G-A 805 819,58
	Section d'investissement	B 966 300,23	H 1 132 432,16	H-B 166 131,93
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 1 797 679,20 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 25 018,09 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 3 399 337,16	Q= G+H+I+J 6 143 949,78	=Q-P 2 744 612,62

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 2 408 018,84	= G+I+K 5 011 517,62	2 603 498,78
	Section d'investissement	= B+D+F 991 318,32	= H+J+L 1 132 432,16	141 113,84
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 3 399 337,16	= G+H+I+J+K+L 6 143 949,78	2 744 612,62

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		**E 0,00**	**K 0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**F 0,00**	**L 0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 058 166,00	454 731,15	0,00	0,00	603 434,85
012	Charges de personnel, frais assimilés	771 314,00	717 545,47	0,00	0,00	53 768,53
014	Atténuations de produits	293 778,00	293 486,00	0,00	0,00	292,00
65	Autres charges de gestion courante	22 000,00	7 918,11	0,00	0,00	14 081,89
Total des dépenses de gestion courante		**2 145 258,00**	**1 473 680,73**	**0,00**	**0,00**	**671 577,27**
66	Charges financières	45 000,00	28 438,88	2 746,11	0,00	13 815,01
67	Charges exceptionnelles	71 000,00	34 958,70	0,00	0,00	36 041,30
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	2 000,00	1 543,08			456,92
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	44 000,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 307 258,00**	**1 538 621,39**	**2 746,11**	**0,00**	**765 890,50**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 664 400,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*866 742,00*	*866 651,34*			*90,66*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 531 142,00***	***866 651,34***			***1 664 490,66***
TOTAL		**4 838 400,00**	**2 405 272,73**	**2 746,11**	**0,00**	**2 430 381,16**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	19 705,88	0,00	0,00	-19 705,88
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 678 100,00	1 612 007,88	0,00	0,00	66 092,12
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	221 740,00	82 346,25	0,00	0,00	139 393,75
75	Autres produits de gestion courante	1 079 000,00	1 436 205,98	0,00	0,00	-357 205,98
Total des recettes de gestion courante		**2 978 840,00**	**3 150 265,99**	**0,00**	**0,00**	**-171 425,99**
76	Produits financiers	24 527,00	24 527,11	0,00	0,00	-0,11
77	Produits exceptionnels	0,00	1 692,37	0,00	0,00	-1 692,37
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**3 003 367,00**	**3 176 485,47**	**0,00**	**0,00**	**-173 118,47**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*37 354,00*	37 352,95			1,05
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***37 354,00***	***37 352,95***			***1,05***
TOTAL		**3 040 721,00**	**3 213 838,42**	**0,00**	**0,00**	**-173 117,42**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**1 797 679,20**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	382 500,00	35 825,26	0,00	346 674,74
21	Immobilisations corporelles	2 587 927,00	705 473,78	0,00	1 882 453,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 970 427,00**	**741 299,04**	**0,00**	**2 229 127,96**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	197 000,00	186 572,62	0,00	10 427,38
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**197 000,00**	**186 572,62**	**0,00**	**10 427,38**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 167 427,00**	**927 871,66**	**0,00**	**2 239 555,34**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*37 354,00*	*37 352,95*		*1,05*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*50 000,00*	*1 075,62*		*48 924,38*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***87 354,00***	***38 428,57***		***48 925,43***
TOTAL		**3 254 781,00**	**966 300,23**	**0,00**	**2 288 480,77**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**25 018,09**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	648 658,00	187 149,20	0,00	461 508,80
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	27 556,00	0,00	-27 556,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**648 658,00**	**214 705,20**	**0,00**	**433 952,80**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**50 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**698 658,00**	**264 705,20**	**0,00**	**433 952,80**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*1 664 400,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*866 742,00*	*866 651,34*		*90,66*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*50 000,00*	*1 075,62*		*48 924,38*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 581 142,00***	***867 726,96***		***1 713 415,04***
TOTAL		**3 279 800,00**	**1 132 432,16**	**0,00**	**2 147 367,84**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information	**R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	454 731,15		454 731,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	717 545,47		717 545,47
014	Atténuations de produits	293 486,00		293 486,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	7 918,11		7 918,11
66	Charges financières	31 184,99	*0,00*	31 184,99
67	Charges exceptionnelles	34 958,70	*0,00*	34 958,70
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	1 543,08	*866 651,34*	868 194,42
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 541 367,50**	***866 651,34***	**2 408 018,84**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 408 018,84**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*37 352,95*	37 352,95
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	186 572,62	*0,00*	186 572,62
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	35 825,26	0,00	35 825,26
21	Immobilisations corporelles (6)	705 473,78	1 075,62	706 549,40
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**927 871,66**	***38 428,57***	**966 300,23**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**25 018,09**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**991 318,32**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	19 705,88		19 705,88
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	1 612 007,88		1 612 007,88
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	82 346,25		82 346,25
75	Autres produits de gestion courante	1 436 205,98		1 436 205,98
76	Produits financiers	24 527,11	*0,00*	24 527,11
77	Produits exceptionnels	1 692,37	*37 352,95*	39 045,32
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes d'exploitation – Total		**3 176 485,47**	***37 352,95***	**3 213 838,42**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**1 797 679,20**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**5 011 517,62**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	187 149,20	0,00	187 149,20
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*1 075,62*	1 075,62
21	Immobilisations corporelles(5)	27 556,00	*0,00*	27 556,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*866 651,34*	*866 651,34*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**214 705,20**	***867 726,96***	**1 082 432,16**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**50 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 132 432,16**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**1 058 166,00**	**454 731,15**	**0,00**	**0,00**	**603 434,85**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	39 237,63	0,00	0,00	-39 237,63
605	Achats d'eau	190 000,00	44 010,69	0,00	0,00	145 989,31
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	90 000,00	46 770,02	0,00	0,00	43 229,98
6062	Produits de traitement	40 000,00	10 446,76	0,00	0,00	29 553,24
6063	Fournitures entretien et petit équipt	91 025,00	66 617,27	0,00	0,00	24 407,73
6064	Fournitures administratives	2 700,00	1 232,45	0,00	0,00	1 467,55
6066	Carburants	12 000,00	6 749,55	0,00	0,00	5 250,45
6068	Autres matières et fournitures	15 000,00	12 370,40	0,00	0,00	2 629,60
6071	Compteurs	70 000,00	64 709,41	0,00	0,00	5 290,59
6132	Locations immobilières	20 000,00	16 563,00	0,00	0,00	3 437,00
6135	Locations mobilières	900,00	2 120,24	0,00	0,00	-1 220,24
614	Charges locatives et de copropriété	10 000,00	3 350,94	0,00	0,00	6 649,06
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	10 000,00	2 930,43	0,00	0,00	7 069,57
61523	Entretien, réparations réseaux	88 000,00	6 890,99	0,00	0,00	81 109,01
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
61551	Entretien matériel roulant	12 000,00	6 600,90	0,00	0,00	5 399,10
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 000,00	742,39	0,00	0,00	2 257,61
6156	Maintenance	65 000,00	30 041,09	0,00	0,00	34 958,91
6161	Multirisques	10 000,00	9 103,62	0,00	0,00	896,38
6168	Autres	3 500,00	3 147,18	0,00	0,00	352,82
617	Etudes et recherches	233 000,00	50 651,92	0,00	0,00	182 348,08
618	Divers	15 500,00	8 144,09	0,00	0,00	7 355,91
6226	Honoraires	2 000,00	540,00	0,00	0,00	1 460,00
6228	Divers	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	1 142,78	0,00	0,00	1 857,22
6236	Catalogues et imprimés	1 000,00	923,18	0,00	0,00	76,82
6237	Publications	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
6251	Voyages et déplacements	3 500,00	77,08	0,00	0,00	3 422,92
6256	Missions	500,00	847,56	0,00	0,00	-347,56
6257	Réceptions	2 300,00	218,01	0,00	0,00	2 081,99
6261	Frais d'affranchissement	3 100,00	41,99	0,00	0,00	3 058,01
6262	Frais de télécommunications	12 241,00	8 692,63	0,00	0,00	3 548,37
627	Services bancaires et assimilés	800,00	624,73	0,00	0,00	175,27
6282	Frais de gardiennage	5 300,00	0,00	0,00	0,00	5 300,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 000,00	4 524,00	0,00	0,00	-524,00
62871	Remb. frais à la coll. de rattachement	9 800,00	3 420,00	0,00	0,00	6 380,00
6288	Autres	0,00	1 248,22	0,00	0,00	-1 248,22
63512	Taxes foncières	9 000,00	0,00	0,00	0,00	9 000,00
6378	Autres taxes et redevances	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**771 314,00**	**717 545,47**	**0,00**	**0,00**	**53 768,53**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	64 250,00	64 666,00	0,00	0,00	-416,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 560,00	1 853,17	0,00	0,00	706,83
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	10 480,00	8 705,96	0,00	0,00	1 774,04
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 710,00	1 111,40	0,00	0,00	598,60
6411	Salaires, appointements, commissions	405 000,00	368 495,64	0,00	0,00	36 504,36
6413	Primes et gratifications	69 800,00	83 315,23	0,00	0,00	-13 515,23
6414	Indemnités et avantages divers	8 300,00	4 653,29	0,00	0,00	3 646,71
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	76 000,00	80 656,02	0,00	0,00	-4 656,02
6453	Cotisations aux caisses de retraites	79 850,00	70 456,53	0,00	0,00	9 393,47
6454	Cotisations au Pôle emploi	6 600,00	7 178,41	0,00	0,00	-578,41
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 820,00	2 190,85	0,00	0,00	629,15
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	3 174,00	3 174,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 070,00	1 397,62	0,00	0,00	672,38
6478	Autres charges sociales diverses	11 700,00	9 659,15	0,00	0,00	2 040,85
648	Autres charges de personnel	27 000,00	10 032,20	0,00	0,00	16 967,80
014	**Atténuations de produits (4)**	**293 778,00**	**293 486,00**	**0,00**	**0,00**	**292,00**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
701249	Reversement redevance agence de l'eau	148 053,00	150 221,00	0,00	0,00	-2 168,00
701259	Reversement - redevance agence de l'eau	45 000,00	41 197,00	0,00	0,00	3 803,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	100 725,00	102 068,00	0,00	0,00	-1 343,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**22 000,00**	**7 918,11**	**0,00**	**0,00**	**14 081,89**
6518	Autres	0,00	944,30	0,00	0,00	-944,30
6541	Créances admises en non-valeur	20 000,00	6 971,51	0,00	0,00	13 028,49
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	2 000,00	2,30	0,00	0,00	1 997,70
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**2 145 258,00**	**1 473 680,73**	**0,00**	**0,00**	**671 577,27**
66	**Charges financières (b) (5)**	**45 000,00**	**28 438,88**	**2 746,11**	**0,00**	**13 815,01**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	45 000,00	31 150,27	0,00	0,00	13 849,73
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-3 309,18	2 746,11	0,00	563,07
6688	Autre	0,00	597,79	0,00	0,00	-597,79
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**71 000,00**	**34 958,70**	**0,00**	**0,00**	**36 041,30**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	3 590,14	0,00	0,00	6 409,86
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	46 000,00	24 337,42	0,00	0,00	21 662,58
678	Autres charges exceptionnelles	15 000,00	7 031,14	0,00	0,00	7 968,86
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**2 000,00**	**1 543,08**			**456,92**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	2 000,00	1 543,08			456,92
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**44 000,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**2 307 258,00**	**1 538 621,39**	**2 746,11**	**0,00**	**765 890,50**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 664 400,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***866 742,00***	***866 651,34***			***90,66***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*866 742,00*	*866 651,34*			*90,66*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 531 142,00***	***866 651,34***			***1 664 490,66***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 531 142,00***	***866 651,34***			***1 664 490,66***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 838 400,00**	**2 405 272,73**	**2 746,11**	**0,00**	**2 430 381,16**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-563,07

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**19 705,88**	**0,00**	**0,00**	**-19 705,88**
64198	Autres remboursements	0,00	19 705,88	0,00	0,00	-19 705,88
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***1 678 100,00***	***1 612 007,88***	***0,00***	***0,00***	***66 092,12***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*1 329 400,00*	*1 244 701,58*	*0,00*	*0,00*	*84 698,42*
701241	Redevance pollution d'origine domestique	*129 000,00*	*145 049,80*	*0,00*	*0,00*	*-16 049,80*
701251	Redevance prélèvement ressource en eau	*32 000,00*	*51 302,71*	*0,00*	*0,00*	*-19 302,71*
70128	Autres taxes et redevances	*0,00*	*367,95*	*0,00*	*0,00*	*-367,95*
703	Ventes de produits résiduels	*300,00*	*763,28*	*0,00*	*0,00*	*-463,28*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*83 000,00*	*94 015,78*	*0,00*	*0,00*	*-11 015,78*
7084	Mise à disposition de personnel facturée	*38 800,00*	*38 800,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70878	Remb. frais par des tiers	*600,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*600,00*
7088	Autres produits activités annexes	*65 000,00*	*37 006,78*	*0,00*	*0,00*	*27 993,22*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**221 740,00**	**82 346,25**	**0,00**	**0,00**	**139 393,75**
747	Subv. et participat° collectivités	4 522,00	82 346,25	0,00	0,00	-77 824,25
748	Autres subventions d'exploitation	217 218,00	0,00	0,00	0,00	217 218,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**1 079 000,00**	**1 436 205,98**	**0,00**	**0,00**	**-357 205,98**
757	Redevances des fermiers, concession..	1 079 000,00	1 436 205,33	0,00	0,00	-357 205,33
7588	Autres	0,00	0,65	0,00	0,00	-0,65
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 978 840,00**	**3 150 265,99**	**0,00**	**0,00**	**-171 425,99**
76	**Produits financiers (b)**	**24 527,00**	**24 527,11**	**0,00**	**0,00**	**-0,11**
7681	Fonds soutien-Sortie emprunts à risque	24 527,00	24 527,11	0,00	0,00	-0,11
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**1 692,37**	**0,00**	**0,00**	**-1 692,37**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	1 615,11	0,00	0,00	-1 615,11
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	21,98	0,00	0,00	-21,98
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	55,28	0,00	0,00	-55,28
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**3 003 367,00**	**3 176 485,47**	**0,00**	**0,00**	**-173 118,47**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***37 354,00***	***37 352,95***			***1,05***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*37 354,00*	*37 352,95*			*1,05*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***37 354,00***	***37 352,95***			***1,05***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 040 721,00**	**3 213 838,42**	**0,00**	**0,00**	**-173 117,42**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**1 797 679,20**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**382 500,00**	**35 825,26**	**0,00**	**346 674,74**
2031	Frais d'études	365 000,00	33 228,50	0,00	331 771,50
2051	Concessions et droits assimilés	17 500,00	2 596,76	0,00	14 903,24
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 587 927,00**	**705 473,78**	**0,00**	**1 882 453,22**
2128	Aménagement Autres terrains	1 053,00	253,50	0,00	799,50
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	110 000,00	63 176,41	0,00	46 823,59
2151	Installations complexes spécialisées	133 000,00	50 418,00	0,00	82 582,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	2 294 874,00	578 197,58	0,00	1 716 676,42
21561	Service de distribution d'eau	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
2158	Autres	0,00	951,62	0,00	-951,62
2182	Matériel de transport	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	6 000,00	1 224,68	0,00	4 775,32
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	11 251,99	0,00	-11 251,99
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 970 427,00**	**741 299,04**	**0,00**	**2 229 127,96**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**197 000,00**	**186 572,62**	**0,00**	**10 427,38**
1641	Emprunts en euros	185 000,00	174 584,35	0,00	10 415,65
1687	Autres dettes	12 000,00	11 988,27	0,00	11,73
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**197 000,00**	**186 572,62**	**0,00**	**10 427,38**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 167 427,00**	**927 871,66**	**0,00**	**2 239 555,34**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***37 354,00***	***37 352,95***		***1,05***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***37 354,00***	***37 352,95***		***1,05***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*3 606,00*	*3 606,66*		*-0,66*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*32 242,00*	*32 240,79*		*1,21*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*1 142,00*	*1 142,26*		*-0,26*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*364,00*	*363,24*		*0,76*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***50 000,00***	***1 075,62***		***48 924,38***
21351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*20 000,00*	*1 075,62*		*18 924,38*
2151	*Installations complexes spécialisées*	*20 000,00*	*0,00*		*20 000,00*
21561	*Service de distribution d'eau*	*10 000,00*	*0,00*		*10 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***87 354,00***	***38 428,57***		***48 925,43***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 254 781,00**	**966 300,23**	**0,00**	**2 288 480,77**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**25 018,09**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**648 658,00**	**187 149,20**	**0,00**	**461 508,80**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	633 500,00	187 149,20	0,00	446 350,80
1314	Subv. équipt Communes	15 158,00	0,00	0,00	15 158,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**27 556,00**	**0,00**	**-27 556,00**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	27 556,00	0,00	-27 556,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**648 658,00**	**214 705,20**	**0,00**	**433 952,80**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**50 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	50 000,00	50 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**50 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**698 658,00**	**264 705,20**	**0,00**	**433 952,80**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 664 400,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***866 742,00***	***866 651,34***		***90,66***
28031	*Frais d'études*	*37 900,00*	*45 883,67*		*-7 983,67*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 637,00*	*5 637,98*		*-0,98*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 548,00*	*1 548,00*		*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*9 904,00*	*12 772,86*		*-2 868,86*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*11 343,00*	*14 027,34*		*-2 684,34*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*68 240,00*	*69 465,89*		*-1 225,89*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 798,00*	*1 798,01*		*-0,01*
28158	*Autres*	*74,00*	*73,66*		*0,34*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 507,00*	*1 506,66*		*0,34*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*57 555,00*	*57 554,21*		*0,79*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*659 040,00*	*644 116,54*		*14 923,46*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*298,00*	*297,49*		*0,51*
28182	*Matériel de transport*	*6 215,00*	*6 215,47*		*-0,47*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 714,00*	*4 785,03*		*-71,03*
28188	*Autres*	*969,00*	*968,53*		*0,47*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***2 531 142,00***	***866 651,34***		***1 664 490,66***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***50 000,00***	***1 075,62***		***48 924,38***
2031	*Frais d'études*	*25 000,00*	*1 075,62*		*23 924,38*
2033	*Frais d'insertion*	*25 000,00*	*0,00*		*25 000,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***2 581 142,00***	***867 726,96***		***1 713 415,04***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 279 800,00**	**1 132 432,16**	**0,00**	**2 147 367,84**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
9623513583	10/10/2023	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**400 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**2 945 895,60**									
1641 Emprunts en euros (total)					2 945 895,60									
00099967203 003	BANQUE CREDIT MUTUEL	28/12/2006		31/03/2007	130 000,00	F		3,850	3,854		A	X Echéance constante		A-1
0677 334 G	BANQUE CREDIT FONCIER DE FRANCE	28/12/2004		30/06/2005	220 000,00	V	EURIBOR	2,310	1,705		T	P		A-1
20055405	CCM PORTE AERIENNE	29/03/2017		30/09/2017	44 000,00	F		1,350	1,359		T	X Echéance constante		A-1
20809701	BANQUE CREDIT MUTUEL	22/05/2013		31/08/2013	200 000,00	F		3,750	3,804		T	X Echéance constante		A-1
608	SA AGENCE FRANCE LOCALE	01/06/2018		20/09/2018	580 000,00	F		1,410	1,439		T	C		A-1
984	SA AGENCE FRANCE LOCALE	27/05/2019		20/09/2019	930 000,00	F		1,167	1,205		T	X Echéance constante		A-1
999672-001-01	BANQUE CREDIT MUTUEL	29/12/2003		31/12/2004	170 000,00	F		4,300	4,600		T	X Echéance constante		A-1
MON283118EUR	BANQUE DEXIA CREDIT LOCAL	29/04/2014		01/09/2014	76 672,97	F		1,990	2,005		T	X Echéance constante		A-1
MON519355EUR001	CAISSE FRANCAISE DE FINANCEMENT LOCAL	04/01/2016		01/02/2018	595 222,63	F		3,210	3,287		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**2 945 895,60**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 489 562,87**					**174 584,35**	**29 725,49**	**0,00**	**2 782,17**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 489 562,87					174 584,35	29 725,49	0,00	2 782,17
00099967203 003		0,00	A-1	17 345,04	1,25	F		3,854	8 193,35	983,23	0,00	502,69
0677 334 G		0,00	A-1	3 384,39	0,25	V	EURIBOR	1,705	13 413,15	465,87	0,00	0,12
20055405		0,00	A-1	12 437,76	2,50	F		1,359	4 858,98	208,98	0,00	0,47
20809701		0,00	A-1	57 130,39	3,42	F		3,804	14 998,29	2 495,55	0,00	188,68
608		0,00	A-1	391 500,00	13,50	F		1,439	29 000,00	5 871,97	0,00	168,67
984		0,00	A-1	695 460,15	14,50	F		1,205	43 769,23	8 435,73	0,00	247,99
999672-001-01		0,00	A-1	0,00	0,00	F		4,600	9 335,35	201,43	0,00	0,00
MON283118EUR		0,00	A-1	9 032,20	1,25	F		2,005	7 066,27	267,85	0,00	14,98
MON519355EUR001		0,00	A-1	303 272,94	9,17	F		3,287	43 949,73	10 794,88	0,00	1 658,57
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 489 562,87**					**174 584,35**	**29 725,49**	**0,00**	**2 782,17**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	9	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 489 562,87	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	25-10-2018

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements, aménagements de bâtiments et terrains	20	01/01/2000
L	Bâtiments durables	100	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Frais d'études de recherche et de développement et frais d'inser	5	01/01/2000
L	Installations de traitement de l'eau potable	15	01/01/2000
L	Logiciels	2	01/01/2000
L	Matériel de bureau et matériel informatique	5	01/01/2000
L	Matériet de transport, véhicules	8	01/01/2000
L	Mobilier, appareils de laboratoire, outillage	10	01/01/2000
L	Organes de régulation (électronique, capteurs, etc...)	8	01/01/2000
L	Ouvrages de génie civil pour le captage, le transport et le trai	70	01/01/2000
L	Pompes, appareils électromécaniques, installations de chauffage	10	01/01/2000
L	Réservoirs enterrés, château d'eau, station de pompage, forages	60	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**1 543,08**		**5 000,00**	**6 543,08**	**0,00**	**6 543,08**
Créances douteuses	1 543,08	10/02/2022	5 000,00	6 543,08	0,00	6 543,08
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**1 543,08**		**5 000,00**	**6 543,08**	**0,00**	**6 543,08**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-25 019,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-25 019,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**50 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-25 019,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**24 981,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**234 354,00**	**223 925,57**	**0,00**	**223 925,57**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 531 142,00**	**866 651,34**	**0,00**	**866 651,34**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 296 788,00**	**642 725,77**	**0,00**	**642 725,77**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-25 019,00**			**-25 018,09**
Affectation au 106 (C)	**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**24 981,00**			**24 981,91**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**667 707,68**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**234 354,00**	**I**	**223 925,57**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**197 000,00**		**186 572,62**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	185 000,00		174 584,35
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	12 000,00		11 988,27
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**37 354,00**		**37 352,95**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*37 354,00*		*37 352,95*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 531 142,00**	**III 866 651,34**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 531 142,00**	**866 651,34**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28031	*Frais d'études*	*37 900,00*	*45 883,67*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*5 637,00*	*5 637,98*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 548,00*	*1 548,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*9 904,00*	*12 772,86*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*11 343,00*	*14 027,34*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*68 240,00*	*69 465,89*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 798,00*	*1 798,01*
28158	*Autres*	*74,00*	*73,66*
28172	*Aménagements de terrains (mise à dispo)*	*1 507,00*	*1 506,66*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*57 555,00*	*57 554,21*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*659 040,00*	*644 116,54*
28178	*Autres immos corporelles (mad)*	*298,00*	*297,49*
28182	*Matériel de transport*	*6 215,00*	*6 215,47*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*4 714,00*	*4 785,03*
28188	*Autres*	*969,00*	*968,53*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 664 400,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : : 15 AVR. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 29/04/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 12 MAI 2025, et de la publication le 12 MAI 2025
A Guebwiller,le 12 MAI 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Société Travaux Publics MADER

S.T.P.M. S.à.r.l. SCOP à capital variable
Siège Social : 7 rue de la Plaine - B.P. 69 - 68502 GUEBWILLER
Lieu de Juridiction COLMAR - N° SIRET 401 137 336 00012 -RC Colmar B 401 137 336 - N° Id. TVA FR 47 401 137 336 - Code APE 4312 A

Tél : 03 89 74 93 12
Fax : 03 89 62 11 17
E-mail : info@stpmader.fr

LAUREAT DU PALMARES DES ENTREPRISES 2005
LAUREAT DU PALMARES DES ENTREPRISES 2006
LAUREAT DU PALMARES DES ENTREPRISES 2008
LAUREAT DU PALMARES DES ENTREPRISES 2009

Affaire T24706
Dévoiement du réseau AEP

Maitre d'Oeuvre

COMMUNE DE WUENHEIM

61, rue Principale

68500 WUENHEIM

Chargé d'affaire : Toni PACHECO
Devis : TP24330B
Commande : BPA sur devis

N° Avt :

Date 28/11/2024

Facture F24601

N°	Désignation	U	Quantité	P.U.	Montant H.T.
1	PRÉPARATION DU CHANTIER ET SIGNALISATION				
1.1	Installation et repli pour un chantier concernant une longueur de conduite égale ou supérieure à 50 ml	F	1,00	350,00	350,00
1.2	Préparation de l'exécution des travaux concernant une longueur de conduite comprise entre 0 et 50 ml	F	1,00	200,00	200,00
	Sous-total PRÉPARATION DU CHANTIER ET SIGNALISATION				**550,00**
2	DÉMOLITIONS ET RÉFECTIONS COMMUNES AUX RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT				
2.1	DÉMOLITIONS ET RÉFECTIONS				
2.1.1	Démolition d'enrobés de 0 à 100 m2	M2	30,00	10,00	300,00
2.1.2	Réfection d'enrobés de 0 à 100 m2	M2	30,00	25,00	750,00
2.1.3	Démolition de maçonnerie	M3	2,00	50,00	100,00
	Sous-total DÉMOLITIONS ET RÉFECTIONS				**1 150,00**
	Sous-total DÉMOLITIONS ET RÉFECTIONS COMMUNES AUX RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT				**1 150,00**
3	TRAVAUX D'EAU POTABLE				
3.1	TERRASSEMENTS AEP				
3.1.2	recherche de conduite d'eau	U	3,00	140,00	420,00
3.1.3	Terrassement à la main	M3	3,50	100,00	350,00
3.1.4	Remblaiement en gravier 0/60	M3	6,00	30,00	180,00
3.1.6	Longement d'ouvrage	Ml	16,00	9,00	144,00
3.1.7	Fouilles en tranchée pour canalisation de DN 126mm à 200mm, profondeur de 0,90m à 1,50m	ML	16,00	30,00	480,00
3.1.9	Évacuation et traitement des déblais graveleux	M3	6,00	15,00	90,00
	Sous-total TERRASSEMENTS AEP				**1 664,00**

N°	Désignation	U	Quantité	P.U.	Montant H.T.
3.2	CANALISATIONS ET ACCESSOIRES AEP				
3.2.1	Fonte DN 100	Ml	16,00	85,00	1 360,00
3.2.1 3.3	Cône fonte BB d 100/80	U	2,00	130,00	260,00
3.2.2	F&P Bride emboîtement diam 100mm	U	4,00	215,00	860,00
3.2.3	Joint Std verrouillé DN 100mm	U	2,00	68,00	136,00
3.2.4	Manchette BB DN 100	U	2,00	404,00	808,00
3.2.5	Sectionnement conduite DN 100mm	U	2,00	185,00	370,00
3.2.6	Raccordement sur réseau existant cond DN 100	OP	2,00	150,00	300,00
	Sous-total CANALISATIONS ET ACCESSOIRES AEP				**4 094,00**
3.3	PRESTATIONS DIVERSES AEP				
3.3.1	Essais de pression	U	1,00	250,00	250,00
3.3.2	Désinfection du réseau	U	1,00	450,00	450,00
3.3.3	INTERVENTION SUR LES OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE				
3.3.3. 1	Intervention sur conduite en amiante-ciment sous section 4	Fft	1,00	1 000,00	1 000,00
3.3.3. 2	Démolition de canalisation amiante-ciment	Ml	16,00	50,00	800,00
3.3.3. 3	Mise à niveau chambre	U	1,00	250,00	250,00
	Sous-total INTERVENTION SUR LES OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE				**2 050,00**
	Sous-total PRESTATIONS DIVERSES AEP				**2 750,00**
	Sous-total TRAVAUX D'EAU POTABLE				**8 508,00**

	Récapitulatif	Montant H.T.
1	PRÉPARATION DU CHANTIER ET SIGNALISATION	550,00
2	DÉMOLITIONS ET RÉFECTIONS COMMUNES AUX RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET D'ASS	1 150,00
2.1	DÉMOLITIONS ET RÉFECTIONS	1 150,00
3	TRAVAUX D'EAU POTABLE	8 508,00
3.1	TERRASSEMENTS AEP	1 664,00
3.2	CANALISATIONS ET ACCESSOIRES AEP	4 094,00
3.3	PRESTATIONS DIVERSES AEP	2 750,00
3.3.3	INTERVENTION SUR LES OUVRAGES CONTENANT DE L'AMIANTE	2 050,00

Société Travaux Publics MADER

Total H.T.	**10 208,00**
TVA $_4$: 20,00 %	**2 041,60**
Total T.T.C.	**12 249,60**
Net à payer (Euros)	**12 249,60**

Règlement **:** *Paiement à 30 j*

Coordonnées bancaires **:**
FR76 1027 8033 0000 0278 4814 551 - Code BIC : CMCIFR2A
FR76 3025 8100 0008 0004 6421 261 - Code BIC : BATIFRP1XXX

---

loi n° 92-1482 du 31 décembre 1992, intérêts de retard 10% l'an. Pour les commerçants et professionnels : article L441-6 du Code du commerce taux BCE majoré de 10 points. Les débiteurs commerçants et professionnels des sommes objet de la présente facture qui ne seraient pas réglées à bonne date sont redevables de plein droit d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ (art.D441-5 du Code de Commerce). Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnité complémentaire (art. L441-6 al 12 du Code de Commerce).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900088	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CCRG BUDGET PEPINIERE D'ENTREPRISES (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 27
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 29
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 30
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 31

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 301 822,45	G 248 549,93	G-A -53 272,52
	Section d'investissement	B 75 602,89	H 66 398,68	H-B -9 204,21
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 161 339,45 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 1 206,05 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 377 425,34	Q= G+H+I+J 477 494,11	=Q-P 100 068,77

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 301 822,45	= G+I+K 409 889,38	108 066,93
	Section d'investissement	= B+D+F 75 602,89	= H+J+L 67 604,73	-7 998,16
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 377 425,34	= G+H+I+J+K+L 477 494,11	100 068,77

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		**E 0,00**	**K 0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**F 0,00**	**L 0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	161 074,00	103 483,42	0,00	0,00	57 590,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	124 982,00	122 031,77	0,00	0,00	2 950,23
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	10 000,00	6 060,16	0,00	0,00	3 939,84
Total des dépenses de gestion courante		**296 056,00**	**231 575,35**	**0,00**	**0,00**	**64 480,65**
66	Charges financières	5 533,00	5 223,95	12,92	0,00	296,13
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	20 000,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**323 589,00**	**236 799,30**	**12,92**	**0,00**	**86 776,78**
023	*Virement à la section d'investissement*	*22 300,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*65 011,00*	*65 010,23*			*0,77*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***87 311,00***	***65 010,23***			***22 300,77***
TOTAL		**410 900,00**	**301 809,53**	**12,92**	**0,00**	**109 077,55**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	157 600,00	156 588,44	0,00	0,00	1 011,56
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,49	0,00	0,00	-0,49
Total des recettes de gestion courante		**157 600,00**	**156 588,93**	**0,00**	**0,00**	**1 011,07**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	51 846,00	51 846,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**209 446,00**	**208 434,93**	**0,00**	**0,00**	**1 011,07**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*40 115,00*	40 115,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***40 115,00***	***40 115,00***			***0,00***
TOTAL		**249 561,00**	**248 549,93**	**0,00**	**0,00**	**1 011,07**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**161 339,45**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	20 000,00	5 977,59	0,00	14 022,41
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**20 000,00**	**5 977,59**	**0,00**	**14 022,41**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	29 585,00	29 510,30	0,00	74,70
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**29 585,00**	**29 510,30**	**0,00**	**74,70**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**49 585,00**	**35 487,89**	**0,00**	**14 097,11**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*40 115,00*	*40 115,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***40 115,00***	***40 115,00***		***0,00***
TOTAL		**89 700,00**	**75 602,89**	**0,00**	**14 097,11**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 183,00	1 388,45	0,00	-205,45
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**1 183,00**	**1 388,45**	**0,00**	**-205,45**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 183,00**	**1 388,45**	**0,00**	**-205,45**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*22 300,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*65 011,00*	*65 010,23*		*0,77*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***87 311,00***	***65 010,23***		***22 300,77***
TOTAL		**88 494,00**	**66 398,68**	**0,00**	**22 095,32**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information	**R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**1 206,05**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	103 483,42		103 483,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	122 031,77		122 031,77
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	6 060,16		6 060,16
66	Charges financières	5 236,87	*0,00*	5 236,87
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*65 010,23*	65 010,23
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**236 812,22**	***65 010,23***	**301 822,45**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**301 822,45**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*40 115,00*	40 115,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	29 510,30	*0,00*	29 510,30
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	5 977,59	0,00	5 977,59
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**35 487,89**	***40 115,00***	**75 602,89**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**75 602,89**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	156 588,44		156 588,44
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,49		0,49
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	51 846,00	*40 115,00*	91 961,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**208 434,93**	***40 115,00***	**248 549,93**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**161 339,45**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**409 889,38**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 388,45	0,00	1 388,45
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*65 010,23*	*65 010,23*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 388,45**	***65 010,23***	**66 398,68**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**1 206,05**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**67 604,73**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**161 074,00**	**103 483,42**	**0,00**	**0,00**	**57 590,58**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	62 500,00	34 983,00	0,00	0,00	27 517,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	5 500,00	3 401,30	0,00	0,00	2 098,70
6064	Fournitures administratives	1 224,00	349,65	0,00	0,00	874,35
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	435,00	0,00	0,00	1 065,00
6135	Locations mobilières	2 000,00	1 351,59	0,00	0,00	648,41
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	16 000,00	13 123,18	0,00	0,00	2 876,82
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	500,00	1 778,15	0,00	0,00	-1 278,15
61551	Entretien matériel roulant	750,00	738,18	0,00	0,00	11,82
6156	Maintenance	12 500,00	6 635,62	0,00	0,00	5 864,38
6161	Multirisques	3 500,00	3 392,82	0,00	0,00	107,18
6168	Autres	400,00	158,50	0,00	0,00	241,50
618	Divers	4 200,00	816,29	0,00	0,00	3 383,71
6226	Honoraires	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6231	Annonces et insertions	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6233	Foires et expositions	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6236	Catalogues et imprimés	1 500,00	52,00	0,00	0,00	1 448,00
6237	Publications	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6238	Divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6251	Voyages et déplacements	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6256	Missions	500,00	175,54	0,00	0,00	324,46
6257	Réceptions	2 000,00	430,46	0,00	0,00	1 569,54
6261	Frais d'affranchissement	5 000,00	2 871,96	0,00	0,00	2 128,04
6262	Frais de télécommunications	13 000,00	10 046,95	0,00	0,00	2 953,05
627	Services bancaires et assimilés	0,00	2,30	0,00	0,00	-2,30
6281	Concours divers (cotisations)	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	12 000,00	9 771,02	0,00	0,00	2 228,98
6288	Autres	1 600,00	1 210,91	0,00	0,00	389,09
63512	Taxes foncières	11 000,00	11 759,00	0,00	0,00	-759,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**124 982,00**	**122 031,77**	**0,00**	**0,00**	**2 950,23**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	29 500,00	33 530,00	0,00	0,00	-4 030,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	300,00	271,31	0,00	0,00	28,69
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 150,00	1 282,56	0,00	0,00	-132,56
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	200,00	163,73	0,00	0,00	36,27
6411	Salaires, appointements, commissions	53 000,00	49 251,32	0,00	0,00	3 748,68
6413	Primes et gratifications	6 200,00	5 152,97	0,00	0,00	1 047,03
6414	Indemnités et avantages divers	6 200,00	4 780,32	0,00	0,00	1 419,68
6415	Supplément familial	950,00	932,52	0,00	0,00	17,48
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	12 000,00	12 777,90	0,00	0,00	-777,90
6453	Cotisations aux caisses de retraites	9 300,00	8 788,00	0,00	0,00	512,00
6454	Cotisations au Pôle emploi	1 550,00	1 284,79	0,00	0,00	265,21
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	500,00	368,97	0,00	0,00	131,03
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	622,00	622,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	410,00	193,75	0,00	0,00	216,25
6478	Autres charges sociales diverses	1 700,00	1 666,15	0,00	0,00	33,85
648	Autres charges de personnel	1 400,00	965,48	0,00	0,00	434,52
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**10 000,00**	**6 060,16**	**0,00**	**0,00**	**3 939,84**
6541	Créances admises en non-valeur	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
6542	Créances éteintes	0,00	6 059,72	0,00	0,00	-6 059,72
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	0,00	0,44	0,00	0,00	-0,44
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**296 056,00**	**231 575,35**	**0,00**	**0,00**	**64 480,65**
66	**Charges financières (b) (5)**	**5 533,00**	**5 223,95**	**12,92**	**0,00**	**296,13**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 533,00	5 239,47	0,00	0,00	293,53
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-15,52	12,92	0,00	2,60
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 000,00**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**20 000,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**323 589,00**	**236 799,30**	**12,92**	**0,00**	**86 776,78**
023	***Virement à la section d'investissement***	***22 300,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***65 011,00***	***65 010,23***			***0,77***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*65 011,00*	*65 010,23*			*0,77*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***87 311,00***	***65 010,23***			***22 300,77***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***87 311,00***	***65 010,23***			***22 300,77***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**410 900,00**	**301 809,53**	**12,92**	**0,00**	**109 077,55**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-2,60

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***157 600,00***	***156 588,44***	***0,00***	***0,00***	***1 011,56***
7083	Locations diverses	*108 700,00*	*104 216,98*	*0,00*	*0,00*	*4 483,02*
7084	Mise à disposition de personnel facturée	*11 500,00*	*11 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7085	Ports et frais accessoires facturés	*17 400,00*	*19 727,08*	*0,00*	*0,00*	*-2 327,08*
70878	Remb. frais par des tiers	*0,00*	*4 684,48*	*0,00*	*0,00*	*-4 684,48*
7088	Autres produits activités annexes	*20 000,00*	*16 459,90*	*0,00*	*0,00*	*3 540,10*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,49**	**0,00**	**0,00**	**-0,49**
7588	Autres	0,00	0,49	0,00	0,00	-0,49
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**157 600,00**	**156 588,93**	**0,00**	**0,00**	**1 011,07**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**51 846,00**	**51 846,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	51 846,00	51 846,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**209 446,00**	**208 434,93**	**0,00**	**0,00**	**1 011,07**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***40 115,00***	***40 115,00***			***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*40 115,00*	*40 115,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***40 115,00***	***40 115,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**249 561,00**	**248 549,93**	**0,00**	**0,00**	**1 011,07**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**161 339,45**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**20 000,00**	**5 977,59**	**0,00**	**14 022,41**
2135	Installations générales, agencements	10 000,00	4 360,50	0,00	5 639,50
2183	Matériel de bureau et informatique	3 000,00	1 617,09	0,00	1 382,91
2184	Mobilier	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**20 000,00**	**5 977,59**	**0,00**	**14 022,41**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**29 585,00**	**29 510,30**	**0,00**	**74,70**
1641	Emprunts en euros	27 000,00	26 803,13	0,00	196,87
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 585,00	2 707,17	0,00	-122,17
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**29 585,00**	**29 510,30**	**0,00**	**74,70**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**49 585,00**	**35 487,89**	**0,00**	**14 097,11**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***40 115,00***	***40 115,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***40 115,00***	***40 115,00***		***0,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*5 667,00*	*5 667,00*		*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*16 628,00*	*16 628,00*		*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*8 498,00*	*8 498,00*		*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*9 252,00*	*9 252,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*70,00*	*70,00*		*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***40 115,00***	***40 115,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**89 700,00**	**75 602,89**	**0,00**	**14 097,11**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	1 183,00	1 388,45	0,00	-205,45
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	1 183,00	1 388,45	0,00	-205,45
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	1 183,00	1 388,45	0,00	-205,45
021	*Virement de la section d'exploitation*	*22 300,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*65 011,00*	*65 010,23*		*0,77*
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28,00*	*28,00*		*0,00*
28131	*Bâtiments*	*54 756,00*	*54 756,00*		*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*3 106,00*	*3 106,20*		*-0,20*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 921,00*	*3 920,72*		*0,28*
28184	*Mobilier*	*2 656,00*	*2 655,84*		*0,16*
28188	*Autres*	*544,00*	*543,47*		*0,53*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*87 311,00*	*65 010,23*		*22 300,77*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*87 311,00*	*65 010,23*		*22 300,77*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	88 494,00	66 398,68	0,00	22 095,32
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	1 206,05			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**450 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					450 000,00									
32474914	BANQUE CCM GUEBWILLER	25/06/2009		30/09/2015	450 000,00	F		4,400	4,055		T	X Echéance constante		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**450 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**132 874,09**					**26 803,13**	**5 239,47**	**0,00**	**12,92**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		132 874,09					26 803,13	5 239,47	0,00	12,92
32474914		0,00	A-1	132 874,09	4,50	F		4,055	26 803,13	5 239,47	0,00	12,92
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**132 874,09**					**26 803,13**	**5 239,47**	**0,00**	**12,92**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) **(1)**	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	132 874,09	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	25-03-2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations elec	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds et voirie	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipement	15	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**121,44**	**121,44**	**0,00**	**121,44**
Provision pour créance douteuse	0,00	31/12/2021	121,44	121,44	0,00	121,44
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**121,44**	**121,44**	**0,00**	**121,44**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 206,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 206,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**1 206,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**1 206,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**67 115,00**	**66 918,13**	**0,00**	**66 918,13**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**87 311,00**	**65 010,23**	**0,00**	**65 010,23**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**20 196,00**	**-1 907,90**	**0,00**	**-1 907,90**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**1 206,00**			**1 206,05**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**1 206,00**			**1 206,05**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-701,85**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**67 115,00**	**I**	**66 918,13**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**27 000,00**		**26 803,13**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	27 000,00		26 803,13
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**40 115,00**		**40 115,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*40 115,00*		*40 115,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**87 311,00**	**III 65 010,23**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**87 311,00**	**65 010,23**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28121	*Aménagement Terrains nus*	*28,00*	*28,00*
28131	*Bâtiments*	*54 756,00*	*54 756,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*3 106,00*	*3 106,20*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 921,00*	*3 920,72*
28184	*Mobilier*	*2 656,00*	*2 655,84*
28188	*Autres*	*544,00*	*543,47*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*22 300,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15 AVR. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 29/04/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 12 MAI 2025, et de la publication le 12 MAI 2025
A Guebwiller,le 12 MAI 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

ANNEXE 10

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Communauté de commune à FPU : CC REGION DE GUEBWILLER (1)

(2) AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE CCRG BUDGET GENERAL

Numéro SIRET : 24680056900070

POSTE COMPTABLE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

M. 57

Compte administratif

Voté par nature

BUDGET : CCRG BUDGET AIRES D ACTIVITE DU FLORIVAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 5
B - Pour mémoire : Modalités de vote du budget 6
C1 - Exécution du budget - Résultats 7
C2 - Exécution du budget - RAR Dépenses 8
C3 - Exécution du budget - RAR Recettes 9

II - Présentation générale

A - Vue d'ensemble - Exécution du budget 10
B1 - Equilibre financier - Investissement 11
B2 - Equilibre financier - Fonctionnement 12
C1 - Balance générale - Dépenses 13
C2 - Balance générale - Recettes 15

III - Adoption du CA

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 17
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 21
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 23
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 24
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 25
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 26
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 28
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 32
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 34

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 36
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 38
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 40
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 41
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux 45
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 47
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers Sans Objet
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus Sans Objet
B8.1.1 - Concours attribués à des tiers Sans Objet
B8.1.2 - Liste des subventions versées aux communes Sans Objet
B9 - Etat du personnel Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
B12.1 - Variation du patrimoine - Entrées Sans Objet
B12.2 - Variation du patrimoine - Sorties Sans Objet
B13 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
B14 - Etat des travaux en régie Sans Objet
B15.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B15.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire 48
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses 50
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes 51
C2.1 - Situation des AP Sans Objet
C2.2 - Situation des AE Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature 53
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction 59

D - Autres éléments d'information

D1.1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D1.2.1 - Services assujettis à la TVA - Vue d'ensemble Sans Objet
D1.2.2 - Services assujettis à la TVA - Détail investissement Sans Objet
D1.2.3 - Services assujettis à la TVA - Détail fonctionnement Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation Sans Objet
D2.3 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 3 : Patrimoine Sans Objet
D3.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Entrées Sans Objet
D3.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 CU) - Sorties Sans Objet
D4 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D5 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
D6 - Actions de formation des élus Sans Objet
D7 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D8 - Compte d'emploi du fonds commun des services d'hébergement Sans Objet
D9 - Identification des flux croisés Sans Objet
D10 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
D11 - Décisions en matière de taux Sans Objet
D12.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D12.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D13.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
D13.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
D14.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D14.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet

V - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également pour les collectivités de moins de 3500 habitants qui opteraient pour le régime des AP-AE de l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9 et avant l'adoption de son budget primitif. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.3 et C2.4 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

I

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	39 721

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	398,42

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	11,70
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	4,80
3	Dépenses d'équipement brut / population	0,00
4	Encours de dette / population (2) (3)	77,04
5	DGF / population	0,00
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	0,00 %
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	243,62 %
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	0,00 %
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	1 604,50 %
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	-143,62 %

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
POUR MEMOIRE : MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;

- budgétaire par délibération N°… du ...

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RESULTATS	C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)		Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	13 886 281,56	13 619 903,14	-2 668 394,68		A1	-2 934 773,10
Investissement	6 841 643,16	6 575 264,24	(2)	-2 668 394,68	A2	-2 934 773,60
Dont 1068		7 522,98				
Fonctionnement	7 044 638,40	7 044 638,90	(3)	0,00	A3	0,50

	RESTES A REALISER (4)					
	Dépenses		Recettes		Solde (B) (5)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (6)
TOTAL	**A1 + B1**	-2 934 773,10
Investissement	**A2 + B2**	-2 934 773,60
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,50

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 du compte administratif N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) A reporter au budget primitif ou au budget supplémentaire N+1.

(5) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(6) Indiquer le signe : – si déficit ou besoin de financement, + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

VUE D'ENSEMBLE – EXECUTION DU BUDGET — A

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	7 044 638,40	G	7 044 638,90
	Section d'investissement	B	6 841 643,16	H	6 575 264,24
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	2 668 394,68 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL EXERCICE (réalisations + reports N-1)	= A + B + C + D	16 554 676,24	= G + H + I + J	13 619 903,14
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E + F	0,00	= K + L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A + C + E	7 044 638,40	= G + I + K	7 044 638,90
	Section d'investissement	= B + D + F	9 510 037,84	= H + J + L	6 575 264,24
	TOTAL CUMULE	= A + B + C + D + E + F	16 554 676,24	= G + H + I + J + K + L	13 619 903,14

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – INVESTISSEMENT	B1

SECTION D'INVESTISSEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser N-1)

Chap.	Libellé	Mandats	Titres
018	RSA	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (1)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (2)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (1) (11)	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (1) (3)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (1)	0,00	0,00
Total des réalisations d'équipement		**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (4)	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (1) (5)	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (1)	0,00	0,00
Total des réalisations financières		**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00
Total des réalisations réelles en investissement		I **0,00**	II **0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8) (9)*	*6 841 643,16*	*6 567 741,26*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*
Total des réalisations d'ordre en investissement		*III* ***6 841 643,16***	*IV* ***6 567 741,26***

TOTAL DES OPERATIONS D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE

TOTAL	I + III	**6 841 643,16**	II + IV	**6 567 741,26**

RESULTATS ANTERIEURS

001 Solde d'exécution de la section d'investissement N-1 reporté	V	**2 668 394,68**	VI	**0,00**
1068 Excédents de fonctionnement capitalisés			VII	**7 522,98**

TOTAL CUMULE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

TOTAL DE LA SECTION	I + III + V	**9 510 037,84**	II + IV + VI + VII	**6 575 264,24**
SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (10)	**-2 934 773,60**			

(1) Hors dépenses et recettes imputées au chapitre 018.

(2) Sauf 165, 166 et 16449.

(3) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(4) En recettes, sauf 1068.

(5) En recettes, détail du 138.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(10) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE	II
EQUILIBRE FINANCIER – FONCTIONNEMENT	B2

SECTION DE FONCTIONNEMENT – REALISATIONS

(y compris les restes à réaliser et rattachements N-1)

MANDATS EMIS			TITRES EMIS		
OPERATIONS REELLES ET MIXTES					
011 Charges à caractère général (1)		452 332,36	70 Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
012 Charges de personnel et frais assimilés (1)		0,00	73 Impôts et taxes (sauf 731)		0,00
			731 Fiscalité locale		0,00
			74 Dotations et participations (1)		190 713,35
65 Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (1)		0,00	75 Autres produits de gestion courante (1)		0,00
6586 Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00			
014 Atténuations de produits		0,00	013 Atténuations de charges (1)		0,00
016 APA		0,00	016 APA		0,00
017 RSA / Régularisations de RMI		0,00	017 RSA / Régularisations de RMI		0,00
Total dépenses de gestion des services		452 332,36	Total recettes de gestion des services		190 713,35
66 Charges financières		12 282,39	76 Produits financiers		0,00
67 Charges spécifiques (1)		0,00	77 Produits spécifiques (1)		0,00
68 Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (1)		0,00	78 Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (1)		0,00
TOTAL DEPENSES REELLES ET MIXTES	I	**464 614,75**	**TOTAL RECETTES REELLES ET MIXTES**	II	**190 713,35**
OPERATIONS D'ORDRE (2)					
042 Opérations ordre transf. entre sections (3)		*6 567 741,26*	*042 Opérations ordre transf. entre sections (3)*		*6 841 643,16*
043 Opérations ordre intérieur de la section		*12 282,39*	*043 Opérations ordre intérieur de la section*		*12 282,39*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*III*	***6 580 023,65***	***TOTAL RECETTES D'ORDRE***	*IV*	***6 853 925,55***
TOTAL DES DEPENSES DE l'EXERCICE	I + III	**7 044 638,40**	**TOTAL DES RECETTES DE L'EXERCICE**	II + IV	**7 044 638,90**
RESULTAT REPORTE DE N-1					
002 Résultat de fonctionnement reporté	V	0,00	002 Résultat de fonctionnement reporté	VI	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	I + III + V	**7 044 638,40**	**TOTAL DES RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT**	II + IV + VI	**7 044 638,90**

SOLDE D'EXECUTION (recettes – dépenses) (4)	0,50

(1) Hors dépenses et recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(2) *DF 042 = RI 040 ; RF 042 = DI 040 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les comptes 68 et 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(4) Mettre le signe (-) en cas de déficit ou (+) en cas d'excédent.

II – PRESENTATION GENERALE — II
BALANCE GENERALE – DEPENSES — C1

MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*6 841 643,16*	6 841 643,16
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***6 841 643,16***	**6 841 643,16**

Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté	**2 668 394,68**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
011	Charges à caractère général (9)	452 332,36		452 332,36
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*12 282,39*	12 282,39
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	12 282,39	*0,00*	12 282,39
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*6 567 741,26*	6 567 741,26
	Dépenses de fonctionnement – Total	**464 614,75**	***6 580 023,65***	**7 044 638,40**

Pour information D 002 Résultat négatif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — C2

TITRES EMIS (y compris les restes à réaliser sur N-1)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
19	Neutral. et régul. d'opérations			0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	0,00
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*6 567 741,26*	6 567 741,26
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***6 567 741,26***	**6 567 741,26**

1068 Excédent de fonctionnement capitalisé N-1	**7 522,98**

Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté	**0,00**

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL Réalisé
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*6 841 643,16*	6 841 643,16
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	190 713,35		190 713,35
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*12 282,39*	12 282,39
	Recettes de fonctionnement – Total	**190 713,35**	***6 853 925,55***	**7 044 638,90**

Pour information R002 Résultat positif reporté	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**7 243 342,00**	**6 841 643,16**	**0,00**	**401 698,84**	**0,00**	**6 841 643,16**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*		*401 698,84*		*6 841 643,16*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 243 342,00**	**6 841 643,16**		**401 698,84**		**6 841 643,16**
Pour information : D001 Solde d'exécution négatif reporté		**2 668 395,00**					
Total des dépenses d'investissement cumulées		**9 911 737,00**	**9 510 037,84**	**0,00**	**401 699,16**	**0,00**	**6 841 643,16**

(1) Dépenses engagées non mandatées.
(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.
(3) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).
(7) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — A

Chapitre		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**9 911 737,00**	**6 575 264,24**	**0,00**	**3 336 472,76**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	3 336 473,00	0,00	0,00	3 336 473,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 336 473,00**	**0,00**	**0,00**	**3 336 473,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 522,00	7 522,98	0,00	-0,98
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**7 522,00**	**7 522,98**	**0,00**	**-0,98**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 343 995,00**	**7 522,98**	**0,00**	**3 336 472,02**
021	*Virement de la section de fonctionnement (4)*	*0,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*6 567 742,00*	*6 567 741,26*		*0,74*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 567 742,00***	***6 567 741,26***		***0,74***
Pour information : R001 Solde d'exécution positif reporté		***0,00***			
Total des recettes d'investissement cumulées		**9 911 737,00**	**6 575 264,24**	**0,00**	**3 336 472,76**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts - réalisations - RAR au 31/12.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(5) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(6) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL		**7 243 342,00**	**6 841 643,16**	**0,00**	**401 698,84**	**0,00**	**6 841 643,16**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6)*	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*		*401 698,84*		*6 841 643,16*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (7)	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*		*401 698,84*		*6 841 643,16*
3555	*Terrains aménagés*	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*		*401 698,84*		*6 841 643,16*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**7 243 342,00**	**6 841 643,16**		**401 698,84**		**6 841 643,16**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.
(2) Dépenses engagées non mandatées.
(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.
(4) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.
(5) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.
(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).
(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).
(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).
(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT

A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Cumul des réalisations	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, réalisations gérées hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – ADOPTION DU CA

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE

III

A3

Chap. / art. (1)		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**9 911 737,00**	**6 575 264,24**	**0,00**	**3 336 472,76**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	3 336 473,00	0,00	0,00	3 336 473,00
1641	Emprunts en euros	3 336 473,00	0,00	0,00	3 336 473,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**3 336 473,00**	**0,00**	**0,00**	**3 336 473,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 522,00	7 522,98	0,00	-0,98
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	7 522,00	7 522,98	0,00	-0,98
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**7 522,00**	**7 522,98**	**0,00**	**-0,98**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**3 343 995,00**	**7 522,98**	**0,00**	**3 336 472,02**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*		
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*6 567 742,00*	*6 567 741,26*		*0,74*
3555	*Terrains aménagés*	*6 567 742,00*	*6 567 741,26*		*0,74*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre		***6 567 742,00***	***6 567 741,26***		***0,74***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

III

B

DEPENSES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**7 739 442,00**	**7 044 327,41**	**310,99**	**0,00**	**694 803,60**	**0,00**	**7 044 638,40**
011	Charges à caractère général (3)	1 060 500,00	452 332,36	0,00	0,00	608 167,64	0,00	452 332,36
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 060 500,00**	**452 332,36**	**0,00**	**0,00**	**608 167,64**	**0,00**	**452 332,36**
66	Charges financières	55 600,00	11 971,40	310,99	0,00	43 317,61		12 282,39
67	Charges spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des dépenses financières		**55 600,00**	**11 971,40**	**310,99**	**0,00**	**43 317,61**		**12 282,39**
Total des dépenses réelles		**1 116 100,00**	**464 303,76**	**310,99**	**0,00**	**651 485,25**	**0,00**	**464 614,75**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*6 567 742,00*	*6 567 741,26*			*0,74*		*6 567 741,26*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*55 600,00*	*12 282,39*			*43 317,61*		*12 282,39*
Total des dépenses d'ordre		**6 623 342,00**	**6 580 023,65**			**43 318,35**		**6 580 023,65**

Pour information : 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**							

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**7 739 442,00**	**7 044 327,41**	**310,99**	**0,00**	**694 803,60**	**0,00**	**7 044 638,40**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — B

RECETTES

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (1)	Crédits sans emploi (2)
TOTAL		**7 739 442,00**	**7 044 638,90**	**0,00**	**0,00**	**694 803,10**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	185 000,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	255 500,00	190 713,35	0,00	0,00	64 786,65
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**440 500,00**	**190 713,35**	**0,00**	**0,00**	**249 786,65**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**440 500,00**	**190 713,35**	**0,00**	**0,00**	**249 786,65**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5)*	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*			*401 698,84*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (6)*	*55 600,00*	*12 282,39*			*43 317,61*
Total des recettes d'ordre		**7 298 942,00**	**6 853 925,55**			**445 016,45**

Pour information : 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**				

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**7 739 442,00**	**7 044 638,90**	**0,00**	**0,00**	**694 803,10**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – ADOPTION DU CA

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE

III

B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
TOTAL		**7 739 442,00**	**7 044 327,41**	**310,99**	**0,00**	**694 803,60**	**0,00**	**7 044 638,40**
011	Charges à caractère général (4)	1 060 500,00	452 332,36	0,00	0,00	608 167,64	0,00	452 332,36
6015	Terrains à aménager	170 000,00	79 116,53	0,00	0,00	90 883,47	0,00	79 116,53
6045	Achats études et prestations de services	289 500,00	229 096,07	0,00	0,00	60 403,93	0,00	229 096,07
605	Achats de matériel, équip. et travaux	601 000,00	144 119,76	0,00	0,00	456 880,24	0,00	144 119,76
012	Charges de personnel et frais assimilés (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 060 500,00**	**452 332,36**	**0,00**	**0,00**	**608 167,64**	**0,00**	**452 332,36**
66	Charges financières	55 600,00	11 971,40	310,99	0,00	43 317,61		12 282,39
66111	Intérêts réglés à l'échéance	55 600,00	10 577,40	0,00	0,00	45 022,60		10 577,40
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-311,00	310,99	0,00	0,01		-0,01
6688	Autres	0,00	1 705,00	0,00	0,00	-1 705,00		1 705,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00		0,00
Total des charges financières et spécifiques		**55 600,00**	**11 971,40**	**310,99**	**0,00**	**43 317,61**		**12 282,39**
Total des dépenses réelles		**1 116 100,00**	**464 303,76**	**310,99**	**0,00**	**651 485,25**	**0,00**	**464 614,75**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*						
042	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*6 567 742,00*	*6 567 741,26*			*0,74*		*6 567 741,26*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*6 567 742,00*	*6 567 741,26*			*0,74*		*6 567 741,26*

Chap. / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)	Pour information, réalisations gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, réalisations gérées hors AE
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7) (8)*	*55 600,00*	*12 282,39*			*43 317,61*		*12 282,39*
608	*Frais sur terrains en cours aménagement*	*55 600,00*	*12 282,39*			*43 317,61*		*12 282,39*
Total des dépenses d'ordre		**6 623 342,00**	**6 580 023,65**			**43 318,35**		**6 580 023,65**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-0,01

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Dépenses engagées non mandatées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – ADOPTION DU CA	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12 (2)	Crédits sans emploi (3)
TOTAL		**7 739 442,00**	**7 044 638,90**	**0,00**	**0,00**	**694 803,10**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	185 000,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
7015	Ventes de terrains aménagés	185 000,00	0,00	0,00	0,00	185 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	255 500,00	190 713,35	0,00	0,00	64 786,65
74718	Autres participations Etat	234 000,00	134 428,00	0,00	0,00	99 572,00
7473	Participation départements	0,00	3 007,00	0,00	0,00	-3 007,00
74741	Participation communes membres du GFP	21 500,00	23 578,35	0,00	0,00	-2 078,35
748371	DETR	0,00	29 700,00	0,00	0,00	-29 700,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**440 500,00**	**190 713,35**	**0,00**	**0,00**	**249 786,65**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles		**440 500,00**	**190 713,35**	**0,00**	**0,00**	**249 786,65**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*			*401 698,84*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*7 243 342,00*	*6 841 643,16*			*401 698,84*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (7)*	*55 600,00*	*12 282,39*			*43 317,61*
796	*Transferts charges financières*	*55 600,00*	*12 282,39*			*43 317,61*
Total des recettes d'ordre		**7 298 942,00**	**6 853 925,55**			**445 016,45**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (8)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00

Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (9)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Recettes justifiées non titrées.

(3) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – RAR au 31/12.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(8) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(9) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**7 522,98**	**0,00**	**0,00**		**7 522,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	7 522,98	0,00	0,00		7 522,98
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV

A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**-0,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	-0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite) — A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**464 614,76**	**0,00**	**0,00**		**464 614,75**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	452 332,36	0,00	0,00		452 332,36
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	12 282,40	0,00	0,00		12 282,39
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**190 713,35**	**0,00**	**0,00**		**190 713,35**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	190 713,35	0,00	0,00		190 713,35
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00

IV – ANNEXES	IV
B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	B1.1

DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
3014	10/10/2023	1 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3807	03/10/2024	800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**2 600 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article M. 4221-5 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**3 060 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 060 000,00									
1355	SA AGENCE FRANCE LOCALE	18/02/2020		22/06/2020	3 060 000,00	F		0,340	0,345		A	F		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total) (9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 060 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**3 060 000,00**					**0,00**	**10 577,40**	**0,00**	**310,99**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		3 060 000,00					0,00	10 577,40	0,00	310,99
1355		0,00	A-1	3 060 000,00	2,25	F		0,345	0,00	10 577,40	0,00	310,99
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
Total général		**0,00**		**3 060 000,00**					**0,00**	**10 577,40**	**0,00**	**310,99**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX — B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES — IV

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS — B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 060 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 668 395,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 668 395,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 (C)	**7 522,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-2 668 395,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-2 660 873,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-2 668 395,00**			**-2 668 394,68**
Affectation au 1068 (C)	**7 522,00**	**7 522,98**		**7 522,98**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-2 660 873,00**			**-2 660 871,70**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**-2 660 871,70**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**0,00**	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
C – ANNEXES BUDGETAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**0,00**	**III** **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (2)	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**0,00**	**0,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C3.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,

- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

IV – ÉTATS ANNEXÉS — IV

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :

Axe 1° atténuation du changement climatique ;

Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;

Axe 3° gestion des ressources en eau ;

Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;

Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;

Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.

La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,

- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».

La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 38
Contre : 0
Abstentions : 1

Date de convocation : 15 AVR. 2025

Présenté par Le Président (1),
A Guebwiller, le 29/04/2025

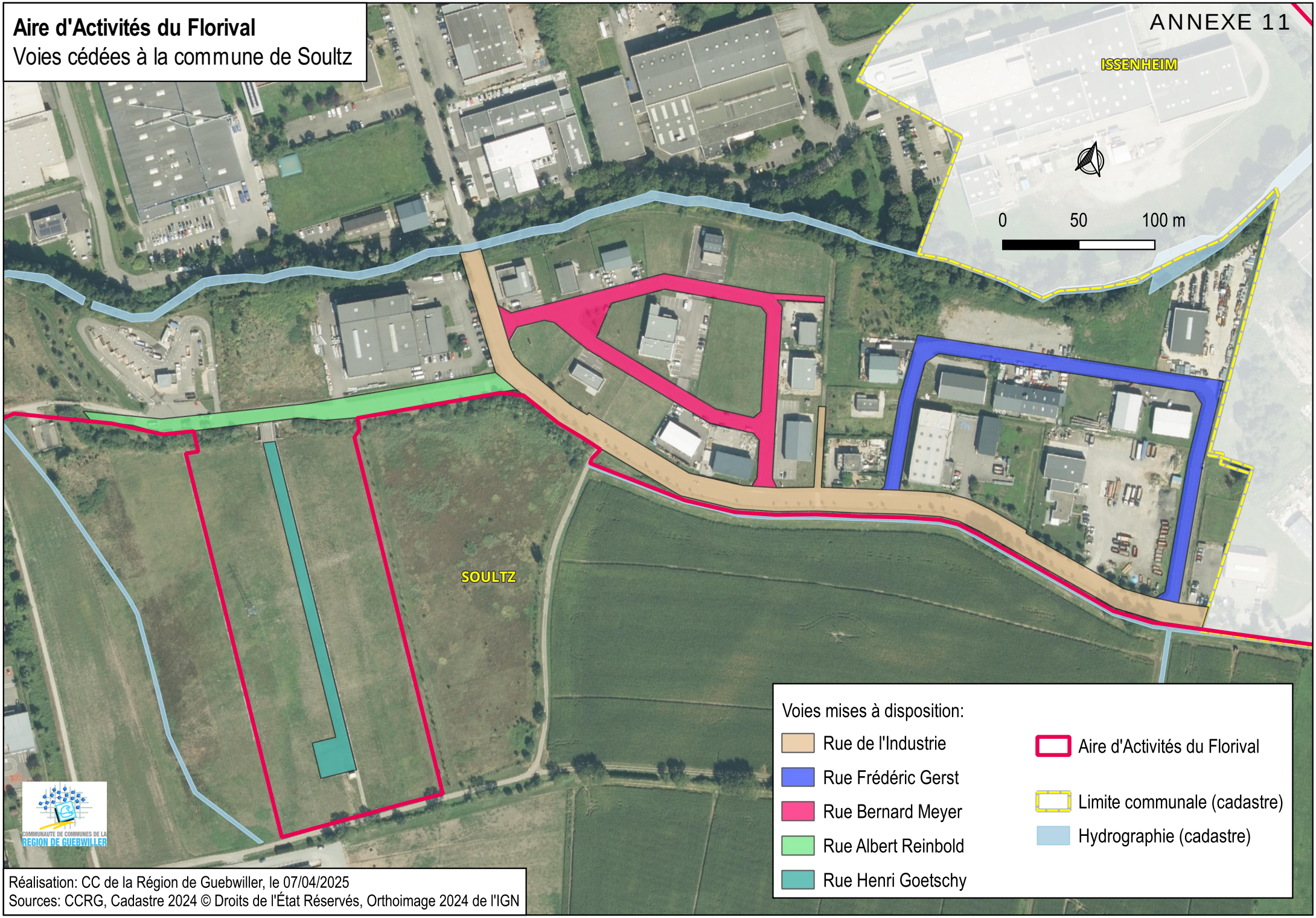
Délibéré par l'assemblée le Conseil Communautaire (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante le Conseil Communautaire (2),(3),

Certifié exécutoire par Le Président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le 12 MAI 2025, et de la publication le 12 MAI 2025
A Guebwiller, le : 12 MAI 2025

(1) Indiquer « la présidente » ou « le président ».
(2) Indiquer la nature de l'assemblée délibérante : du conseil régional de ..., de la Collectivité territoriale unique de ..., de la métropole de ..., du Conseil syndical de ...
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

Aire d'Activités du Florival
Voies cédées à la commune de Soltz

ANNEXE 11



COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER

Réalisation: CC de la Région de Guebwiller, le 07/04/2025
Sources: CCRG, Cadastre 2024 © Droits de l'État Réservés, Orthoimage 2024 de l'IGN

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
REGION DE GUEBWILLER
www.cc-guebwiller.fr

PROCES-VERBAL
Mise à disposition à la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller de la voirie routière de la Ville de Soultz sise dans le périmètre de l'Aire d'Activité du Florival

AVENANT N° 2

Entre :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, dont le siège est situé 1 rue des Malgré-Nous – BP 114 - 68500 Guebwiller, représentée par son Vice-Président du ressort, Monsieur André SCHLEGEL, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de Communauté en date du 29/04/2025, ci-après dénommée « la CCRG »

ET

La Ville de Soultz, dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville, BP 21 68360 SOULTZ, représenté par son Maire en exercice, Monsieur Marcello ROTOLO, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du ……., ci-après dénommée « la Ville »

PREAMBULE

La CCRG gère, depuis le 1er janvier 2008, l'Aire d'Activité du Florival (AAF) situé sur le ban des communes de Guebwiller, Issenheim et Soultz. Conformément à la règlementation en vigueur, un procès-verbal de mise à disposition des équipements a été formalisé le 8 janvier 2008. Ce dernier transfère la gestion de la voirie routière et de ses accessoires indispensables à la CCRG. La présent avenant a pour objet de mettre à jour l'état des voirie mises à disposition par la Ville de Soultz suite aux travaux d'extension et d'aménagement de l'AAF.

Un avenant n° 1 à ce procès-verbal a été signé le 8 avril 2019 afin mettre à jour l'état des voiries mises à disposition et intégrer ainsi les rues suivantes :

- Rue Albert Reinbold
- Rue Henri Seiller
- Rue Frédéric Gerst
- Rue Bernard Meyer

Il a été convenu ce qui suit

Article 1 - Objet de l'avenant

L'article 2 du procès verbal signé le 8 janvier 2008 est modifié afin de transférer à la CCRG, en plus de celles déjà mises à disposition, la gestion de la voie suivante (cf. plan en annexe) :

- Rue Henri Goetschy

Le procès-verbal signé le 8 janvier 2008 n'est pas autrement modifié.

Annexe : plan de l'extension de l'Aire d'Activité du Florival - ban de Soultz

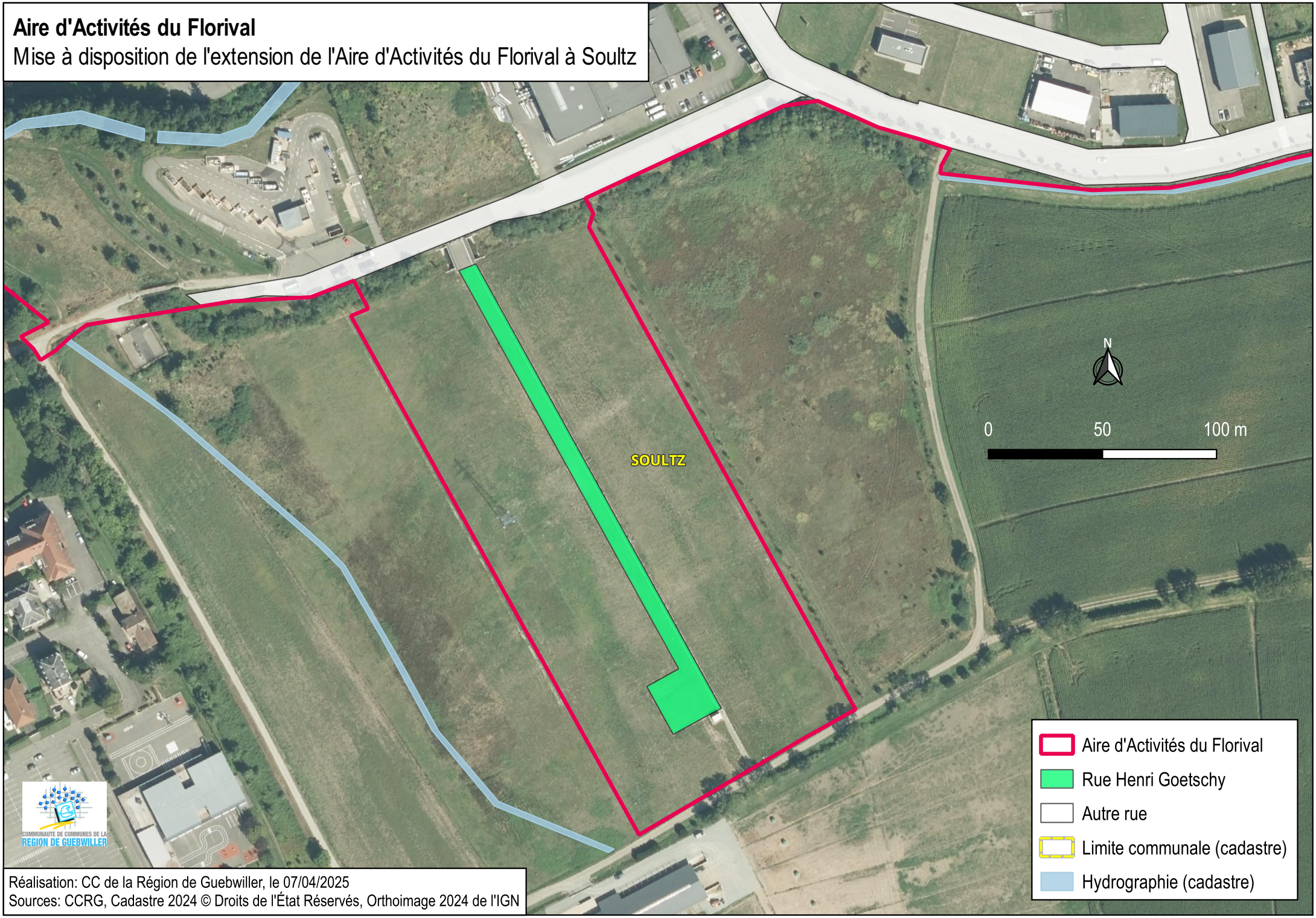
Fait en deux exemplaires originaux

A Guebwiller, le …….

Pour la Ville de SOULTZ **Le Maire**	**Pour la CCRG** **Le Vice-Président**
Marcello ROTOLO	**André SCHLEGEL**

Aire d'Activités du Florival

Mise à disposition de l'extension de l'Aire d'Activités du Florival à Soultz



Réalisation: CC de la Région de Guebwiller, le 07/04/2025

Sources: CCRG, Cadastre 2024 © Droits de l'État Réservés, Orthoimage 2024 de l'IGN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900096	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CCRG BUDGET ENVIRONNEMENT (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 30
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 31
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 35
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 37
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 38
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 39
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 40
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 41
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 42
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 43

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 6 737 106,73	G 6 995 212,40	G-A 258 105,67
	Section d'investissement	B 355 614,49	H 360 198,20	H-B 4 583,71
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 2 201 317,44 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 55 258,30 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 7 147 979,52	Q= G+H+I+J 9 556 728,04	=Q-P 2 408 748,52

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 6 737 106,73	= G+I+K 9 196 529,84	2 459 423,11
	Section d'investissement	= B+D+F 410 872,79	= H+J+L 360 198,20	-50 674,59
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 7 147 979,52	= G+H+I+J+K+L 9 556 728,04	2 408 748,52

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
1202	Opération d'équipement n° 1202	0,00	
1203	Opération d'équipement n° 1203	0,00	
1205	Opération d'équipement n° 1205	0,00	
1401	Opération d'équipement n° 1401	0,00	
1501	Opération d'équipement n° 1501	0,00	
1701	Opération d'équipement n° 1701	0,00	
2001	Opération d'équipement n° 2001	0,00	
2002	Opération d'équipement n° 2002	0,00	
2003	Opération d'équipement n° 2003	0,00	
2101	Opération d'équipement n° 2101	0,00	
701	Opération d'équipement n° 701	0,00	
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	4 989 150,00	4 683 220,42	0,00	0,00	305 929,58
012	Charges de personnel, frais assimilés	534 196,00	458 208,60	0,00	0,00	75 987,40
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 324 650,00	1 269 556,73	0,00	0,00	55 093,27
Total des dépenses de gestion courante		**6 847 996,00**	**6 410 985,75**	**0,00**	**0,00**	**437 010,25**
66	Charges financières	120 000,00	52 204,21	2 775,43	0,00	65 020,36
67	Charges exceptionnelles	60 850,00	47 238,06	0,00	0,00	13 611,94
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	23 700,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**7 052 546,00**	**6 510 428,02**	**2 775,43**	**0,00**	**539 342,55**
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 805 200,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*223 904,00*	*223 903,28*			*0,72*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 029 104,00***	***223 903,28***			***1 805 200,72***
TOTAL		**9 081 650,00**	**6 734 331,30**	**2 775,43**	**0,00**	**2 344 543,27**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	15 450,00	7 662,04	0,00	0,00	7 787,96
70	Ventes produits fabriqués, prestations	6 058 674,00	5 940 198,99	0,00	0,00	118 475,01
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	607 250,00	836 996,68	0,00	0,00	-229 746,68
75	Autres produits de gestion courante	139 191,00	138 073,09	0,00	0,00	1 117,91
Total des recettes de gestion courante		**6 820 565,00**	**6 922 930,80**	**0,00**	**0,00**	**-102 365,80**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	21 000,00	33 513,60	0,00	0,00	-12 513,60
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**6 841 565,00**	**6 956 444,40**	**0,00**	**0,00**	**-114 879,40**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*38 768,00*	38 768,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***38 768,00***	***38 768,00***			***0,00***
TOTAL		**6 880 333,00**	**6 995 212,40**	**0,00**	**0,00**	**-114 879,40**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 201 317,44**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	2 200 300,00	126 131,56	0,00	2 074 168,44
Total des dépenses d'équipement		**2 200 300,00**	**126 131,56**	**0,00**	**2 074 168,44**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	185 000,00	178 700,53	0,00	6 299,47
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	20 173,00			
Total des dépenses financières		**205 173,00**	**178 700,53**	**0,00**	**26 472,47**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 405 473,00**	**304 832,09**	**0,00**	**2 100 640,91**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*38 768,00*	*38 768,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*13 000,00*	*12 014,40*		*985,60*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***51 768,00***	***50 782,40***		***985,60***
TOTAL		**2 457 241,00**	**355 614,49**	**0,00**	**2 101 626,51**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**55 258,30**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	9 400,00	0,00	0,00	9 400,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**9 400,00**	**0,00**	**0,00**	**9 400,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	360 996,00	24 280,52	0,00	336 715,48
106	Réserves (5)	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**460 996,00**	**124 280,52**	**0,00**	**336 715,48**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**470 396,00**	**124 280,52**	**0,00**	**346 115,48**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*1 805 200,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*223 904,00*	*223 903,28*		*0,72*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*13 000,00*	*12 014,40*		*985,60*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 042 104,00***	***235 917,68***		***1 806 186,32***
TOTAL		**2 512 500,00**	**360 198,20**	**0,00**	**2 152 301,80**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information	**R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	4 683 220,42		4 683 220,42
012	Charges de personnel, frais assimilés	458 208,60		458 208,60
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 269 556,73		1 269 556,73
66	Charges financières	54 979,64	*0,00*	54 979,64
67	Charges exceptionnelles	47 238,06	*0,00*	47 238,06
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*223 903,28*	223 903,28
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
Dépenses d'exploitation – Total		**6 513 203,45**	***223 903,28***	**6 737 106,73**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 737 106,73**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*38 768,00*	38 768,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	178 700,53	*0,00*	178 700,53
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	126 131,56		126 131,56
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	12 014,40	12 014,40
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement –Total		**304 832,09**	***50 782,40***	**355 614,49**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**55 258,30**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**410 872,79**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	7 662,04		7 662,04
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	5 940 198,99		5 940 198,99
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	836 996,68		836 996,68
75	Autres produits de gestion courante	138 073,09		138 073,09
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	33 513,60	*38 768,00*	72 281,60
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes d'exploitation – Total		**6 956 444,40**	***38 768,00***	**6 995 212,40**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**2 201 317,44**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**9 196 529,84**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	24 280,52	0,00	24 280,52
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*12 014,40*	12 014,40
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*223 903,28*	*223 903,28*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**24 280,52**	***235 917,68***	**260 198,20**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**100 000,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**360 198,20**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**4 989 150,00**	**4 683 220,42**	**0,00**	**0,00**	**305 929,58**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	11 700,00	10 075,45	0,00	0,00	1 624,55
6063	Fournitures entretien et petit équipt	6 500,00	11 386,59	0,00	0,00	-4 886,59
6064	Fournitures administratives	4 300,00	2 300,31	0,00	0,00	1 999,69
6066	Carburants	3 600,00	729,59	0,00	0,00	2 870,41
6068	Autres matières et fournitures	39 000,00	29 694,24	0,00	0,00	9 305,76
611	Sous-traitance générale	4 683 000,00	4 455 695,63	0,00	0,00	227 304,37
6135	Locations mobilières	30 000,00	13 649,62	0,00	0,00	16 350,38
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	5 000,00	1 449,89	0,00	0,00	3 550,11
61523	Entretien, réparations réseaux	4 000,00	1 558,80	0,00	0,00	2 441,20
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	1 000,00	1 722,00	0,00	0,00	-722,00
61551	Entretien matériel roulant	1 500,00	285,63	0,00	0,00	1 214,37
61558	Entretien autres biens mobiliers	20 000,00	5 663,88	0,00	0,00	14 336,12
6156	Maintenance	58 525,00	60 932,28	0,00	0,00	-2 407,28
6161	Multirisques	2 600,00	2 660,91	0,00	0,00	-60,91
6168	Autres	1 100,00	1 242,78	0,00	0,00	-142,78
617	Etudes et recherches	6 125,00	1 224,00	0,00	0,00	4 901,00
618	Divers	3 300,00	2 691,95	0,00	0,00	608,05
6226	Honoraires	2 000,00	600,00	0,00	0,00	1 400,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6228	Divers	2 000,00	426,00	0,00	0,00	1 574,00
6231	Annonces et insertions	500,00	1 284,98	0,00	0,00	-784,98
6236	Catalogues et imprimés	12 000,00	3 247,20	0,00	0,00	8 752,80
6237	Publications	20 000,00	8 668,92	0,00	0,00	11 331,08
6238	Divers	0,00	17,10	0,00	0,00	-17,10
6241	Transports sur achats	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6248	Divers	3 000,00	1 329,32	0,00	0,00	1 670,68
6256	Missions	1 000,00	331,20	0,00	0,00	668,80
6261	Frais d'affranchissement	26 000,00	29 869,46	0,00	0,00	-3 869,46
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	14 050,75	0,00	0,00	5 949,25
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	1 544,47	0,00	0,00	-544,47
6283	Frais de nettoyage des locaux	5 000,00	5 535,00	0,00	0,00	-535,00
6288	Autres	400,00	695,47	0,00	0,00	-295,47
63512	Taxes foncières	12 500,00	12 657,00	0,00	0,00	-157,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**534 196,00**	**458 208,60**	**0,00**	**0,00**	**75 987,40**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	30 000,00	39 904,00	0,00	0,00	-9 904,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 950,00	1 292,88	0,00	0,00	657,12
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 350,00	5 626,09	0,00	0,00	723,91
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	1 200,00	776,18	0,00	0,00	423,82
6411	Salaires, appointements, commissions	277 150,00	246 438,58	0,00	0,00	30 711,42
6413	Primes et gratifications	61 300,00	37 544,39	0,00	0,00	23 755,61
6415	Supplément familial	1 750,00	1 224,21	0,00	0,00	525,79
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	51 500,00	50 777,27	0,00	0,00	722,73
6453	Cotisations aux caisses de retraites	65 600,00	47 405,97	0,00	0,00	18 194,03
6454	Cotisations au Pôle emploi	4 300,00	4 047,05	0,00	0,00	252,95
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 450,00	1 584,07	0,00	0,00	865,93
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	3 946,00	3 946,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 150,00	1 301,29	0,00	0,00	848,71
6478	Autres charges sociales diverses	12 400,00	10 396,17	0,00	0,00	2 003,83
648	Autres charges de personnel	12 150,00	5 944,45	0,00	0,00	6 205,55
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 324 650,00**	**1 269 556,73**	**0,00**	**0,00**	**55 093,27**
6531	Indemnités élus	12 900,00	12 199,68	0,00	0,00	700,32
6533	Cotisations de retraite élus	1 700,00	1 488,12	0,00	0,00	211,88
6534	Cotis. sécurité sociale élus - part pat.	4 350,00	3 866,76	0,00	0,00	483,24
6541	Créances admises en non-valeur	100 000,00	90 505,00	0,00	0,00	9 495,00
6542	Créances éteintes	0,00	3 919,95	0,00	0,00	-3 919,95

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 205 700,00	1 157 577,22	0,00	0,00	48 122,78
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**6 847 996,00**	**6 410 985,75**	**0,00**	**0,00**	**437 010,25**
66	**Charges financières (b) (5)**	**120 000,00**	**52 204,21**	**2 775,43**	**0,00**	**65 020,36**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	120 000,00	52 015,43	0,00	0,00	67 984,57
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-3 053,91	2 775,43	0,00	278,48
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	0,00	781,85	0,00	0,00	-781,85
6688	Autre	0,00	2 460,84	0,00	0,00	-2 460,84
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**60 850,00**	**47 238,06**	**0,00**	**0,00**	**13 611,94**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	350,00	218,55	0,00	0,00	131,45
678	Autres charges exceptionnelles	60 000,00	47 019,51	0,00	0,00	12 980,49
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**23 700,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**7 052 546,00**	**6 510 428,02**	**2 775,43**	**0,00**	**539 342,55**
023	***Virement à la section d'investissement***	***1 805 200,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***223 904,00***	***223 903,28***			***0,72***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*223 904,00*	*223 903,28*			*0,72*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***2 029 104,00***	***223 903,28***			***1 805 200,72***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***2 029 104,00***	***223 903,28***			***1 805 200,72***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**9 081 650,00**	**6 734 331,30**	**2 775,43**	**0,00**	**2 344 543,27**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-278,48

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**15 450,00**	**7 662,04**	**0,00**	**0,00**	**7 787,96**
64198	Autres remboursements	15 450,00	7 631,56	0,00	0,00	7 818,44
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	30,48	0,00	0,00	-30,48
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***6 058 674,00***	***5 940 198,99***	***0,00***	***0,00***	***118 475,01***
706	Prestations de services	*5 600 000,00*	*5 625 564,26*	*0,00*	*0,00*	*-25 564,26*
707	Ventes de marchandises	*174,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*174,00*
7083	Locations diverses	*15 000,00*	*4 037,80*	*0,00*	*0,00*	*10 962,20*
70871	Remb. frais par coll. de rattachement	*8 500,00*	*8 500,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
7088	Autres produits activités annexes	*435 000,00*	*302 096,93*	*0,00*	*0,00*	*132 903,07*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**607 250,00**	**836 996,68**	**0,00**	**0,00**	**-229 746,68**
74	Subventions d'exploitation	607 250,00	836 996,68	0,00	0,00	-229 746,68
75	**Autres produits de gestion courante**	**139 191,00**	**138 073,09**	**0,00**	**0,00**	**1 117,91**
7581	FCTVA	200,00	473,87	0,00	0,00	-273,87
7588	Autres	138 991,00	137 599,22	0,00	0,00	1 391,78
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**6 820 565,00**	**6 922 930,80**	**0,00**	**0,00**	**-102 365,80**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**21 000,00**	**33 513,60**	**0,00**	**0,00**	**-12 513,60**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 000,00	2 766,88	0,00	0,00	-1 766,88
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	4 165,48	0,00	0,00	-4 165,48
778	Autres produits exceptionnels	20 000,00	26 581,24	0,00	0,00	-6 581,24
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**6 841 565,00**	**6 956 444,40**	**0,00**	**0,00**	**-114 879,40**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***38 768,00***	***38 768,00***			***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*38 768,00*	*38 768,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***38 768,00***	***38 768,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**6 880 333,00**	**6 995 212,40**	**0,00**	**0,00**	**-114 879,40**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**2 201 317,44**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1202	**Opération d'équipement n° 1202 (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1203	**Opération d'équipement n° 1203 (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1205	**Opération d'équipement n° 1205 (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1401	**Opération d'équipement n° 1401 (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1501	**Opération d'équipement n° 1501 (3)**	**104 300,00**	**50 464,04**	**0,00**	**53 835,96**
1701	**Opération d'équipement n° 1701 (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2001	**Opération d'équipement n° 2001 (3)**	**117 500,00**	**7 543,23**	**0,00**	**109 956,77**
2002	**Opération d'équipement n° 2002 (3)**	**81 500,00**	**43 387,45**	**0,00**	**38 112,55**
2003	**Opération d'équipement n° 2003 (3)**	**0,00**	**5 413,84**	**0,00**	**-5 413,84**
2101	**Opération d'équipement n° 2101 (3)**	**1 897 000,00**	**19 323,00**	**0,00**	**1 877 677,00**
701	**Opération d'équipement n° 701 (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**2 200 300,00**	**126 131,56**	**0,00**	**2 074 168,44**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**185 000,00**	**178 700,53**	**0,00**	**6 299,47**
1641	Emprunts en euros	185 000,00	178 700,53	0,00	6 299,47
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**20 173,00**			
	Total des dépenses financières	**205 173,00**	**178 700,53**	**0,00**	**26 472,47**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 405 473,00**	**304 832,09**	**0,00**	**2 100 640,91**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***38 768,00***	***38 768,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***38 768,00***	***38 768,00***		***0,00***
13911	*Sub. équipt cpte résult. Etat*	*788,00*	*788,00*		*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*10 812,00*	*10 812,00*		*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 419,00*	*10 419,00*		*0,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*633,00*	*633,00*		*0,00*
13917	*Sub. équipt cpte résult.Budget communaut*	*2 164,00*	*2 164,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*13 952,00*	*13 952,00*		*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***13 000,00***	***12 014,40***		***985,60***
2135	*Installations générales, agencements*	*2 000,00*	*0,00*		*2 000,00*
2313	*Constructions*	*11 000,00*	*12 014,40*		*-1 014,40*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***51 768,00***	***50 782,40***		***985,60***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**2 457 241,00**	**355 614,49**	**0,00**	**2 101 626,51**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**55 258,30**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**9 400,00**	**0,00**	**0,00**	**9 400,00**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00	0,00
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00	0,00
1314	Subv. équipt Communes	9 400,00	0,00	0,00	9 400,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**9 400,00**	**0,00**	**0,00**	**9 400,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**460 996,00**	**124 280,52**	**0,00**	**336 715,48**
10222	FCTVA	360 996,00	24 280,52	0,00	336 715,48
1068	Autres réserves	100 000,00	100 000,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**460 996,00**	**124 280,52**	**0,00**	**336 715,48**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**470 396,00**	**124 280,52**	**0,00**	**346 115,48**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 805 200,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***223 904,00***	***223 903,28***		***0,72***
28033	*Frais d'insertion*	*23,00*	*23,12*		*-0,12*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*869,00*	*868,80*		*0,20*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*24 483,00*	*24 483,30*		*-0,30*
28131	*Bâtiments*	*127 225,00*	*127 224,49*		*0,51*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*13 738,00*	*13 738,49*		*-0,49*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*2 821,00*	*2 820,54*		*0,46*
28154	*Matériel industriel*	*49 273,00*	*49 273,35*		*-0,35*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*373,00*	*373,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 588,00*	*2 587,84*		*0,16*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 257,00*	*2 256,69*		*0,31*
28184	*Mobilier*	*199,00*	*198,69*		*0,31*
28188	*Autres*	*55,00*	*54,97*		*0,03*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***2 029 104,00***	***223 903,28***		***1 805 200,72***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***13 000,00***	***12 014,40***		***985,60***
2031	*Frais d'études*	*11 000,00*	*12 014,40*		*-1 014,40*
2033	*Frais d'insertion*	*2 000,00*	*0,00*		*2 000,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***2 042 104,00***	***235 917,68***		***1 806 186,32***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 512 500,00**	**360 198,20**	**0,00**	**2 152 301,80**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1202 (1)
LIBELLE : Abri de stockage pour bacs de collecte

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 923,41**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 923,41**
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 923,41
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A 0,00	D-B -1 923,41

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1203 (1)
LIBELLE : Construction du bâtiment SPL FLORIOM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	A **0,00**	**0,00**	**0,00**	B **1 867 816,51**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 491,11**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	2 491,11
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 865 325,40**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 841 494,92
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	23 830,48

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	C **0,00**	**0,00**	**0,00**	D **1 583 217,50**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 217,50**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 217,50
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 580 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	1 580 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A 0,00	D-B -284 599,01

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1205 (1)
LIBELLE : Recyclerie

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 1 719 822,20**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 719 822,20**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700 094,04
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 728,16

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 1 659 716,35**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**989 988,19**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	372 727,48
1313	Subv. équipt Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	159 000,00
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	458 260,71
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**650 000,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	650 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 728,16**
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	19 728,16

Solde du financement (4)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C-A	0,00	D-B	-60 105,85

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1401 (1)
LIBELLE : Equipement du service environnement

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 4 789,93**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 789,93**
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 021,20
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	2 168,76
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	599,97
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A 0,00	D-B -4 789,93

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1501 (1)
LIBELLE : Equipements du service Environnement

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**104 300,00**	**A 50 464,04**	**0,00**	**53 835,96**	**B 402 216,75**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**6 049,52**
2051	Concessions et droits assimilés	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	6 049,52
21	**Immobilisations corporelles**	**103 300,00**	**50 464,04**	**0,00**	**52 835,96**	**396 167,23**
2135	Installations générales, agencements	4 600,00	0,00	0,00	4 600,00	22 447,06
2154	Matériel industriel	92 200,00	46 088,32	0,00	46 111,68	281 872,27
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	46 402,04
2183	Matériel de bureau et informatique	5 000,00	3 234,17	0,00	1 765,83	39 527,15
2184	Mobilier	1 500,00	1 141,55	0,00	358,45	5 918,71
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 49 560,87**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**49 560,87**
1311	Subv. équipt Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	6 300,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	0,00	0,00	0,00	15 370,87
1318	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	27 890,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -50 464,04	D-B -352 655,88

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 1701 (1)
LIBELLE : Installations en déchèteries

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 50 628,45**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 628,45**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	23 466,79
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00	15 634,81
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00	0,00	10 560,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	966,85
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A 0,00	D-B -50 628,45

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2001 (1)
LIBELLE : Aménagement des déchèteries de Buhl et Soultz

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**117 500,00**	**A 7 543,23**	**0,00**	**109 956,77**	**B 362 926,72**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 000,00**	**0,00**	**0,00**	**1 000,00**	**602,54**
2033	Frais d'insertion	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00	602,54
21	**Immobilisations corporelles**	**116 500,00**	**7 543,23**	**0,00**	**108 956,77**	**362 324,18**
2135	Installations générales, agencements	101 500,00	0,00	0,00	101 500,00	345 594,99
2153	Installations à caractère spécifique	10 000,00	5 863,85	0,00	4 136,15	12 166,05
2154	Matériel industriel	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00
21783	Matériel bureau, info. (mise à dispo)	0,00	333,00	0,00	-333,00	333,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 000,00	1 346,38	0,00	-346,38	4 230,14
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 88 787,67**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 787,67**
1312	Subv. équipt Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	88 787,67
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -7 543,23	D-B -274 139,05

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2002 (1)
LIBELLE : Aménagement des bornes à verre

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**81 500,00**	**A 43 387,45**	**0,00**	**38 112,55**	**B 116 101,83**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**627,98**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	627,98
21	**Immobilisations corporelles**	**81 500,00**	**43 387,45**	**0,00**	**38 112,55**	**115 473,85**
2135	Installations générales, agencements	47 500,00	24 200,00	0,00	23 300,00	62 000,00
2154	Matériel industriel	34 000,00	19 187,45	0,00	14 812,55	53 473,85
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**9 400,00**	**C 0,00**	**0,00**	**9 400,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**9 400,00**	**0,00**	**0,00**	**9 400,00**	**0,00**
1314	Subv. équipt Communes	9 400,00	0,00	0,00	9 400,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -43 387,45	D-B -116 101,83

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2003 (1)
LIBELLE : Bâtiment FloRIOM

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	**A 5 413,84**	**0,00**	**-5 413,84**	**B 186 576,15**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 014,40**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	12 014,40
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**5 413,84**	**0,00**	**-5 413,84**	**174 561,75**
2313	Constructions	0,00	5 413,84	0,00	-5 413,84	174 561,75

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -5 413,84	D-B -186 576,15

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2101 (1)
LIBELLE : Bâtiment des services techniques

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**1 897 000,00**	**A 19 323,00**	**0,00**	**1 877 677,00**	**B 25 701,89**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**464,63**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	464,63
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 474,26**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 474,26
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 897 000,00**	**19 323,00**	**0,00**	**1 877 677,00**	**20 763,00**
2313	Constructions	1 897 000,00	19 323,00	0,00	1 877 677,00	20 763,00

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -19 323,00	D-B -25 701,89

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 701 (1)
LIBELLE : Installations déchèteries

Pour vote

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
DEPENSES		**0,00**	**A 0,00**	**0,00**	**0,00**	**B 30 304,01**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 304,01**
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	4 380,28
2154	Matériel industriel	0,00	0,00	0,00	0,00	25 923,73
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

RECETTES (répartition) (Pour information)		Eléments afférents à l'exercice				Pour mémoire
		Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Cumul des réalisations (3)
RECETTES		**0,00**	**C 0,00**	**0,00**	**0,00**	**D 0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Solde du financement (4)	Pour l'exercice		En cumulé	
Recettes – Dépenses	C-A	0,00	D-B	-30 304,01

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement..

(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.

(4) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
3013	10/10/2023	2 500 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00	0,00
3806	03/10/2024	1 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**4 000 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**3 744 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					3 744 500,00									
32474917	BANQUE CCM GUEBWILLER	08/07/2010		31/03/2020	384 500,00	F		3,750	2,529		T	X Echéance constante	O	A-1
32474922	BANQUE CCM GUEBWILLER	12/03/2014		30/09/2014	980 000,00	F		3,650	3,703		T	C		A-1
86290166417	BANQUE CRCAM	31/12/2015		31/03/2016	650 000,00	F		1,890	1,902		T	X Echéance constante		A-1
9216486	BANQUE CAISSE D EPARGNE	27/05/2013		30/09/2013	360 000,00	F		3,710	3,710		T	C		A-1
9455779	BANQUE CAISSE D EPARGNE	14/10/2014		31/01/2015	1 200 000,00	F		2,640	2,669		T	C		A-1
9749546	BANQUE CAISSE D EPARGNE	07/06/2016		31/12/2016	170 000,00	F		1,620	1,643		T	C		A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**3 744 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**1 740 725,01**					**178 700,53**	**52 015,43**	**0,00**	**2 775,43**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		1 740 725,01					178 700,53	52 015,43	0,00	2 775,43
32474917		0,00	A-1	34 794,61	2,75	F		2,529	11 792,84	1 582,48	0,00	3,62
32474922		0,00	A-1	465 500,00	9,50	F		3,703	49 000,00	18 108,56	0,00	47,20
86290166417		0,00	A-1	387 555,40	11,00	F		1,902	31 407,69	7 696,67	0,00	20,35
9216486		0,00	A-1	153 000,00	8,50	F		3,710	18 000,00	6 093,68	0,00	15,77
9455779		0,00	A-1	600 000,00	9,83	F		2,669	60 000,00	16 830,00	0,00	2 684,00
9749546		0,00	A-1	99 875,00	11,75	F		1,643	8 500,00	1 704,04	0,00	4,49
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**1 740 725,01**					**178 700,53**	**52 015,43**	**0,00**	**2 775,43**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	6	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 740 725,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations elec.	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers, abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds et voirie	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipements	15	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**630 000,00**	**630 000,00**	**0,00**	**630 000,00**
Provision pour créances irrécouvrables	0,00	31/12/2021	630 000,00	630 000,00	0,00	630 000,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**630 000,00**	**630 000,00**	**0,00**	**630 000,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès … ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-55 259,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-55 259,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**100 000,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-55 259,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**44 741,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**243 941,00**	**217 468,53**	**0,00**	**217 468,53**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**2 390 100,00**	**248 183,80**	**0,00**	**248 183,80**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**2 146 159,00**	**30 715,27**	**0,00**	**30 715,27**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-55 259,00**			**-55 258,30**
Affectation au 106 (C)	**100 000,00**	**100 000,00**		**100 000,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**44 741,00**			**44 741,70**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**75 456,97**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**243 941,00**	**I**	**217 468,53**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**185 000,00**		**178 700,53**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	185 000,00		178 700,53
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**58 941,00**		**38 768,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*38 768,00*		*38 768,00*
020	Dépenses imprévues	20 173,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 390 100,00**	**III 248 183,80**
Ressources propres externes de l'année (a)		**360 996,00**	**24 280,52**
10222	FCTVA	360 996,00	24 280,52
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 029 104,00**	**223 903,28**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28033	*Frais d'insertion*	*23,00*	*23,12*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*869,00*	*868,80*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*24 483,00*	*24 483,30*
28131	*Bâtiments*	*127 225,00*	*127 224,49*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*13 738,00*	*13 738,49*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*2 821,00*	*2 820,54*
28154	*Matériel industriel*	*49 273,00*	*49 273,35*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*373,00*	*373,00*
28182	*Matériel de transport*	*2 588,00*	*2 587,84*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*2 257,00*	*2 256,69*
28184	*Mobilier*	*199,00*	*198,69*
28188	*Autres*	*55,00*	*54,97*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 805 200,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre . 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15 AVR. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 29/04/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 12 MAI 2025
A Guebwiller,le : 12 MAI 2025 , et de la publication le 12 MAI 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA
REGION DE GUEBWILLER
www.cc-guebwiller.fr

CONFÉDÉRATION RÉGIONALE DES APICULTEURS D'ALSACE
Inscrite au Registre des Associations du Tribunal d'Instance de Schiltigheim
Siège : Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin - 67000 SCHILTIGHEIM

CONVENTION DE SUBVENTIONNEMENT ET D'OBJECTIFS POUR LE PLAN DE LUTTE CONTRE LE FRELON ASIATIQUE – ANNÉE 2025

ENTRE
LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE LA RÉGION DE GUEBWILLER

ET

LA CONFÉDÉRATION RÉGIONALE DES APICULTEURS D'ALSACE

Entre les soussignés :

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, représentée par son Président en exercice, Monsieur Marcello ROTOLO, dûment habilité par délibération du Conseil de Communauté du 29 avril 2025, sise 1 rue des Malgré-Nous – 68500 Guebwiller, ci-après dénommée « la CCRG »,

Et

La Confédération Régionale des Apiculteurs d'Alsace, représentée par son Président en exercice, Monsieur Daniel BEMBENEK, sise à la Chambre d'Agriculture du Bas-Rhin – 2 rue de Rome - 67000 Schiltigheim, ci-après dénommée « la Confédération »,

PRÉAMBULE

Le Frelon Asiatique, dit « à pattes jaunes », est observé en France depuis près de 20 ans. Jusqu'en 2023, sa présence n'avait pas été relevée dans le Haut-Rhin, jusqu'alors dernier département français dont aucun signalement n'a été réalisé.

Il est considéré comme étant une Espèce Exotique Envahissante (EEE) au niveau européen depuis 2016 et français depuis 2018.

Cette espèce engendre plusieurs problématiques :
- Baisse de la biodiversité : le frelon à pattes jaunes se nourrit d'une quantité non négligeable d'insectes, dont 30 % d'abeilles (1 nid consomme chaque année près de 12 kg d'insectes)
- Impact sur l'activité apicole : il entraîne la mort de nombreux ruchers en mettant un stress sur les abeilles jusqu'à entraîner leur mort (elles ne sortent plus pour se nourrir)
- Risque pour la population : il s'implante majoritairement dans des zones urbaines, lieux de vie et de loisirs.

Il n'est pas menacé compte-tenu du fait qu'il ne dispose pas de prédateur naturel.

Dans le cadre de sa compétence *Protection et Mise en valeur de l'Environnement* et des actions qu'elle porte en matière de préservation de l'Environnement et de la biodiversité sur son territoire, la CCRG souhaite participer au plan de lutte national adopté le 14 mars 2025 par la loi n° 2025-237 visant à endiguer la prolifération du frelon asiatique et à préserver la filière apicole. Cette loi prévoit que le plan de lutte national soit décliné à l'échelle locale, par un plan départemental élaboré par le représentant de l'Etat dans le Département, à savoir le Préfet, en concertation avec les élus locaux (communes et groupements), les acteurs socio-économiques liés à la problématique, les associations environnementales, l'Office Français de la biodiversité et les usagers de la nature. A la date d'élaboration de la présente convention, le plan de lutte départemental n'est pas encore adopté.

Toutefois, à l'échelle locale, la Confédération, en lien étroit avec les Fédérations des Syndicats des Apiculteurs du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, ainsi que le Groupement Sanitaire de Défense Apicole du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, décline d'ores et déjà des actions à mettre en œuvre pour lutter contre cette espèce en Alsace. Dans ce cadre, la CCRG et la Confédération s'unissent par le biais de la présente convention.

Le versement de cette subvention correspond à un intérêt général à la fois local et national.

Article 1 - OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités de participation financière de la CCRG pour la lutte contre le frelon asiatique dit « à pattes jaunes », sur son territoire, auprès de la Confédération.

Article 2 - DURÉE

La présente convention prend effet à la date de sa signature et prend fin à la date du versement de la subvention au titre de l'année 2025. Elle ne peut être reconduite compte-tenu de la déclinaison à venir du plan de lutte à l'échelle départementale.

Article 3 - LIEU D'EXÉCUTION

La subvention allouée à la Confédération permet de participer à la destruction des nids de frelon asiatique sur le territoire de la CCRG exclusivement, à savoir sur les bans des 19 communes qui la composent.

Les communes de la CCRG sont les suivantes : Bergholtz, Bergholtz-Zell, Buhl, Guebwiller, Hartmannswiller, Issenheim, Jungholtz, Lautenbach, Lautenbach-Zell, Linthal, Merxheim, Murbach, Orschwihr, Raedersheim, Rimbach-près-Guebwiller, Rimbach-Zell, Soultz-Haut-Rhin, Soultzmatt, Wuenheim.

Article 4 - ENGAGEMENTS DES PARTIES

La Confédération s'engage à :
- Assurer la destruction des nids secondaires de frelons asiatiques signalés via la plateforme lefrelon.com, sur le ban des 19 communes qui composent le territoire de la CCRG
- Faire intervenir uniquement les désinsectiseurs agréés par ses soins pour la destruction de nids secondaires ; les désinsectiseurs agréés ayant adhéré à la charte des bonnes pratiques portée par le Comité de pilotage de la lutte contre le frelon asiatique du Haut-Rhin, garantissant le respect des règles de sécurité, l'utilisation de méthodes respectueuses de l'environnement et la traçabilité des interventions
- Communiquer à la CCRG toute information relative à l'évolution du Plan de lutte décliné à l'échelle départementale ou régionale.

La CCRG s'engage à :
- Promouvoir le signalement de la présence de nids de frelons à pattes jaunes sur le site lefrelon.com, auprès de ses habitants et de ses communes (mairies, élus)
- Communiquer sur la lutte contre le frelon asiatique (articles dans bulletins et sur les réseaux sociaux, courriels, mise à disposition de la plaquette d'information de la Confédération, etc.)
- Soutenir le plan de lutte national et départemental via le subventionnement, objet de la présente convention.

Il est à noter que les nids primaires ne sont pas concernés par cette convention, étant donné qu'ils sont destructibles par tout un chacun et sans frais spécifique, de par leur petite taille et leur accessibilité.

Article 5 - CONDITIONS FINANCIÈRES

La subvention de la CCRG pour le financement des actions de lutte contre le frelon à pattes jaunes, pour l'année 2025, s'élève à 50 % des frais (en euros TTC) liés à la destruction de nids secondaires avec un plafond d'aide de :
- 80 € par nid détruit
- 5 000 € par an.

Avant le 15 décembre 2025, la Confédération Régionale enverra un état récapitulatif du nombre de nids secondaires de frelons à pattes jaunes (uniquement) détruits sur le territoire de la CCRG exclusivement, avec l'ensemble des justificatifs nécessaires :
- Facture du désinsectiseur adhérant à la charte
- Preuve de signalement sur lefrelon.com.

Une attention particulière sera portée sur les prestations ; uniquement les destructions de nids de frelons à pattes jaunes sont concernées. Les destructions de nids de frelons européens ne sont pas concernées.

Le versement par la CCRG à la Confédération se fera au courant de l'année 2026, après le vote du Budget 2026, sur la base du nombre de nids détruits et des dépenses de destruction engagées par la Confédération. Pour cela, la CCRG émettra un mandat de paiement.

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget Général 2026, *chapitre 65 – Autres charges de gestion courante, compte 6574 - Subventions de fonctionnement aux associations*.

Article 6 - RÉSILIATION

La présente convention peut être résiliée par l'une des parties en cas de non-respect d'une des clauses de la présente convention ou en cas d'évolution du plan de lutte départemental, et ceci à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours. D'un commun accord, la durée de préavis peut être réduite par les parties. Cette décision fait l'objet d'une notification par lettre recommandée avec avis de réception postal.

En cas de résiliation anticipée, la subvention de la Confédération par la CCRG se fera en fonction du nombre de nids détruits avant la date effective de résiliation.

Article 7 - LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Fait à ……, le ……

en deux exemplaires originaux.

Pour la CCRG,	**Pour la Confédération,**
Le Président	**Le Président**
Marcello ROTOLO	**Daniel BEMBENEK**

ANNEXE 15

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 24680056900054	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT Communauté de commune à FPU CC REGION DE GUEBWILLER

POSTE COMPTABLE DE : SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE GUEBWILLER

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CCRG BUDGET CAMPING LE FLORIVAL (2)

ANNEE 2024

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières 27
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C5 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature	Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures	30

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ……. du …….).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 353 997,41	G 368 118,15	G-A 14 120,74
	Section d'investissement	B 105 980,25	H 68 940,32	H-B -37 039,93
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 83 459,41 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 215 628,55 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 459 977,66	Q= G+H+I+J 736 146,43	=Q-P 276 168,77

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 0,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 0,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 353 997,41	= G+I+K 451 577,56	97 580,15
	Section d'investissement	= B+D+F 105 980,25	= H+J+L 284 568,87	178 588,62
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 459 977,66	= G+H+I+J+K+L 736 146,43	276 168,77

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		**E 0,00**	**K 0,00**
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		**F 0,00**	**L 0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES — A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	126 617,00	123 854,37	0,00	0,00	2 762,63
012	Charges de personnel, frais assimilés	198 886,00	173 820,87	0,00	0,00	25 065,13
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 500,00	902,82	0,00	0,00	597,18
Total des dépenses de gestion courante		**327 003,00**	**298 578,06**	**0,00**	**0,00**	**28 424,94**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	2 500,00	1 926,70	0,00	0,00	573,30
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	3 000,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**332 503,00**	**300 504,76**	**0,00**	**0,00**	**31 998,24**
023	*Virement à la section d'investissement*	*59 579,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*53 493,00*	*53 492,65*			*0,35*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***113 072,00***	***53 492,65***			***59 579,35***
TOTAL		**445 575,00**	**353 997,41**	**0,00**	**0,00**	**91 577,59**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	210 000,00	215 949,20	0,00	0,00	-5 949,20
73	Produits issus de la fiscalité(4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	2,95	0,00	0,00	-2,95
Total des recettes de gestion courante		**210 000,00**	**215 952,15**	**0,00**	**0,00**	**-5 952,15**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	141 077,00	141 127,00	0,00	0,00	-50,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**351 077,00**	**357 079,15**	**0,00**	**0,00**	**-6 002,15**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*11 039,00*	11 039,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***11 039,00***	***11 039,00***			***0,00***
TOTAL		**362 116,00**	**368 118,15**	**0,00**	**0,00**	**-6 002,15**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**83 459,41**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) Ce chapitre existe uniquement en M4, M41 et M43.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	6 000,00	4 762,50	0,00	1 237,50
21	Immobilisations corporelles	331 661,00	90 178,75	0,00	241 482,25
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**337 661,00**	**94 941,25**	**0,00**	**242 719,75**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**337 661,00**	**94 941,25**	**0,00**	**242 719,75**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*11 039,00*	*11 039,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***11 039,00***	***11 039,00***		***0,00***
TOTAL		**348 700,00**	**105 980,25**	**0,00**	**242 719,75**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	20 000,00	15 447,67	0,00	4 552,33
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**20 000,00**	**15 447,67**	**0,00**	**4 552,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**20 000,00**	**15 447,67**	**0,00**	**4 552,33**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*59 579,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*53 493,00*	*53 492,65*		*0,35*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***113 072,00***	***53 492,65***		***59 579,35***
TOTAL		**133 072,00**	**68 940,32**	**0,00**	**64 131,68**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information	**R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	**215 628,55**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	123 854,37		123 854,37
012	Charges de personnel, frais assimilés	173 820,87		173 820,87
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	902,82		902,82
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 926,70	*0,00*	1 926,70
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*53 492,65*	53 492,65
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**300 504,76**	***53 492,65***	**353 997,41**

\+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**353 997,41**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*11 039,00*	11 039,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	4 762,50	0,00	4 762,50
21	Immobilisations corporelles (6)	90 178,75	0,00	90 178,75
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**94 941,25**	***11 039,00***	**105 980,25**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	**105 980,25**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	215 949,20		215 949,20
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	2,95		2,95
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	141 127,00	*11 039,00*	152 166,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**357 079,15**	***11 039,00***	**368 118,15**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**83 459,41**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**451 577,56**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	15 447,67	0,00	15 447,67
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*53 492,65*	*53 492,65*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3…	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**15 447,67**	***53 492,65***	**68 940,32**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**215 628,55**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**284 568,87**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**126 617,00**	**123 854,37**	**0,00**	**0,00**	**2 762,63**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	34 000,00	33 755,55	0,00	0,00	244,45
6063	Fournitures entretien et petit équipt	13 000,00	8 237,19	0,00	0,00	4 762,81
6064	Fournitures administratives	117,00	84,00	0,00	0,00	33,00
607	Achats de marchandises	9 500,00	8 255,74	0,00	0,00	1 244,26
6135	Locations mobilières	1 500,00	2 212,00	0,00	0,00	-712,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	4 000,00	4 408,60	0,00	0,00	-408,60
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	3 000,00	6 083,12	0,00	0,00	-3 083,12
61558	Entretien autres biens mobiliers	4 000,00	5 817,74	0,00	0,00	-1 817,74
6156	Maintenance	7 000,00	8 262,68	0,00	0,00	-1 262,68
6161	Multirisques	940,00	924,24	0,00	0,00	15,76
617	Etudes et recherches	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
618	Divers	9 500,00	8 969,15	0,00	0,00	530,85
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	160,00	0,00	0,00	0,00	160,00
6233	Foires et expositions	3 000,00	2 942,50	0,00	0,00	57,50
6237	Publications	5 000,00	1 801,00	0,00	0,00	3 199,00
6256	Missions	500,00	153,20	0,00	0,00	346,80
6257	Réceptions	0,00	23,92	0,00	0,00	-23,92
6262	Frais de télécommunications	2 100,00	1 889,86	0,00	0,00	210,14
627	Services bancaires et assimilés	600,00	607,09	0,00	0,00	-7,09
6282	Frais de gardiennage	12 000,00	11 548,01	0,00	0,00	451,99
6288	Autres	1 500,00	3 234,36	0,00	0,00	-1 734,36
63512	Taxes foncières	5 700,00	6 226,00	0,00	0,00	-526,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	8 500,00	8 418,42	0,00	0,00	81,58
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**198 886,00**	**173 820,87**	**0,00**	**0,00**	**25 065,13**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	59 600,00	54 720,00	0,00	0,00	4 880,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	650,00	392,25	0,00	0,00	257,75
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 150,00	1 834,25	0,00	0,00	315,75
6338	Autres impôts, taxes sur rémunérations	450,00	234,11	0,00	0,00	215,89
6411	Salaires, appointements, commissions	88 000,00	74 157,91	0,00	0,00	13 842,09
6413	Primes et gratifications	13 000,00	7 916,14	0,00	0,00	5 083,86
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	19 900,00	20 611,01	0,00	0,00	-711,01
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 800,00	8 408,49	0,00	0,00	391,51
6454	Cotisations au Pôle emploi	2 100,00	1 794,64	0,00	0,00	305,36
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	100,00	72,00	0,00	0,00	28,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	386,00	386,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	600,00	400,62	0,00	0,00	199,38
6478	Autres charges sociales diverses	2 200,00	2 083,35	0,00	0,00	116,65
648	Autres charges de personnel	950,00	810,10	0,00	0,00	139,90
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 500,00**	**902,82**	**0,00**	**0,00**	**597,18**
6518	Autres	0,00	47,00	0,00	0,00	-47,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	1 500,00	855,82	0,00	0,00	644,18
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**327 003,00**	**298 578,06**	**0,00**	**0,00**	**28 424,94**
66	**Charges financières (b) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**2 500,00**	**1 926,70**	**0,00**	**0,00**	**573,30**
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	2 500,00	1 926,70	0,00	0,00	573,30
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**3 000,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f		**332 503,00**	**300 504,76**	**0,00**	**0,00**	**31 998,24**
023	***Virement à la section d'investissement***	***59 579,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***53 493,00***	***53 492,65***			***0,35***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*53 493,00*	*53 492,65*			*0,35*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***113 072,00***	***53 492,65***			***59 579,35***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***113 072,00***	***53 492,65***			***59 579,35***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**445 575,00**	**353 997,41**	**0,00**	**0,00**	**91 577,59**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 4 et en M. 43.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***210 000,00***	***215 949,20***	***0,00***	***0,00***	***-5 949,20***
707	Ventes de marchandises	*10 000,00*	*11 704,72*	*0,00*	*0,00*	*-1 704,72*
7083	Locations diverses	*200 000,00*	*204 244,48*	*0,00*	*0,00*	*-4 244,48*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**2,95**	**0,00**	**0,00**	**-2,95**
7588	Autres	0,00	2,95	0,00	0,00	-2,95
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**210 000,00**	**215 952,15**	**0,00**	**0,00**	**-5 952,15**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**141 077,00**	**141 127,00**	**0,00**	**0,00**	**-50,00**
7741	Subvent° excep. coll. de rattachement	141 077,00	141 077,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits cessions d'éléments d'actif	0,00	50,00	0,00	0,00	-50,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**351 077,00**	**357 079,15**	**0,00**	**0,00**	**-6 002,15**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***11 039,00***	***11 039,00***			***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*11 039,00*	*11 039,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***11 039,00***	***11 039,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**362 116,00**	**368 118,15**	**0,00**	**0,00**	**-6 002,15**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**83 459,41**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 4, M. 41 et M. 43.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**6 000,00**	**4 762,50**	**0,00**	**1 237,50**
2051	Concessions et droits assimilés	6 000,00	4 762,50	0,00	1 237,50
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**331 661,00**	**90 178,75**	**0,00**	**241 482,25**
2121	Aménagement Terrains nus	60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
2135	Installations générales, agencements	260 161,00	78 674,63	0,00	181 486,37
2183	Matériel de bureau et informatique	1 500,00	416,42	0,00	1 083,58
2184	Mobilier	10 000,00	4 941,39	0,00	5 058,61
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	6 146,31	0,00	-6 146,31
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**337 661,00**	**94 941,25**	**0,00**	**242 719,75**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**337 661,00**	**94 941,25**	**0,00**	**242 719,75**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***11 039,00***	***11 039,00***		***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***11 039,00***	***11 039,00***		***0,00***
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*382,00*	*382,00*		*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*10 587,00*	*10 587,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*70,00*	*70,00*		*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***11 039,00***	***11 039,00***		***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**348 700,00**	**105 980,25**	**0,00**	**242 719,75**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**20 000,00**	**15 447,67**	**0,00**	**4 552,33**
1312	Subv. équipt Régions	10 000,00	15 447,67	0,00	-5 447,67
1318	Autres subventions d'équipement	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**20 000,00**	**15 447,67**	**0,00**	**4 552,33**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**20 000,00**	**15 447,67**	**0,00**	**4 552,33**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***59 579,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***53 493,00***	***53 492,65***		***0,35***
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 961,00*	*1 960,95*		*0,05*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*47 536,00*	*47 535,94*		*0,06*
28138	*Autres constructions*	*353,00*	*353,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*360,00*	*360,00*		*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,54*		*-0,54*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*774,00*	*773,72*		*0,28*
28184	*Mobilier*	*1 799,00*	*1 798,50*		*0,50*
28188	*Autres*	*710,00*	*710,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***113 072,00***	***53 492,65***		***59 579,35***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***113 072,00***	***53 492,65***		***59 579,35***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**133 072,00**	**68 940,32**	**0,00**	**64 131,68**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**215 628,55**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	25-03-2010

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Agencements et aménagements	20	01/01/2000
L	Appareillage, matériel de bureau, outillage, conteneurs	10	01/01/2000
L	Bâtiments durables	60	01/01/2000
L	Bâtiments légers et abris	15	01/01/2000
L	Engins de travaux publics, véhicules	8	01/01/2000
L	Informatique	5	01/01/2000
L	Mobilier de bureau	15	01/01/2000
L	Ouvrages lourds de voirie	30	01/01/2000
L	Subventions d'équipement	15	01/01/2000

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**215 628,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**215 628,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 106 (C)	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**215 628,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**215 628,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**11 039,00**	**11 039,00**	**0,00**	**11 039,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**113 072,00**	**53 492,65**	**0,00**	**53 492,65**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**102 033,00**	**42 453,65**	**0,00**	**42 453,65**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**215 628,00**			**215 628,55**
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**215 628,00**			**215 628,55**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**258 082,20**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**11 039,00**	**I**	**11 039,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**11 039,00**		**11 039,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*11 039,00*		*11 039,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**113 072,00**	**III 53 492,65**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**113 072,00**	**53 492,65**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
28121	*Aménagement Terrains nus*	*1 961,00*	*1 960,95*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*47 536,00*	*47 535,94*
28138	*Autres constructions*	*353,00*	*353,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*360,00*	*360,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*0,54*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*774,00*	*773,72*
28184	*Mobilier*	*1 799,00*	*1 798,50*
28188	*Autres*	*710,00*	*710,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*		
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*		
021	*Virement de la section d'exploitation*	*59 579,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 41
Nombre de membres présents : 33
Nombre de suffrages exprimés : 39
VOTES :
Pour : 39
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 15 AVR. 2025

Présenté par (1) Le Président,
A Guebwiller le 29/04/2025
(1) Le Président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Guebwiller, le 29/04/2025
Les membres de l'assemblée délibérante (2),(3),

Certifié exécutoire par (1) Le Président, compte tenu de la transmission en préfecture, le 12 MAI 2025
A Guebwiller,le : 12 MAI 2025 , et de la publication le : 12 MAI 2025

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : le Conseil Communautaire.
(3) L'ajout des signataires est désormais facultatif.

CONVENTION DE PARTENARIAT FINANCIER ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DE LA REGION DE GUEBWILLER ET L'AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT DU HAUT-RHIN

ANNÉES 2025 à 2028

Entre d'une part

La Communauté de communes de la région de Guebwiller (CCRG), dont le siège est situé 1, rue des Malgré- Nous - BP 80814 - 68502 GUEBWILLER
Représentée par son Président M. Marcello ROTOLO ;

Et

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Haut-Rhin (ADIL 68), dont le siège est situé 16a, avenue de la Liberté, 68000 COLMAR,
représentée par son Président, Monsieur Pierre BIHL ;

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Constituée sous la forme d'une association, l'ADIL 68 a pour vocation d'offrir au grand public un conseil personnalisé juridique, financier et fiscal sur toutes les questions relatives au logement et à l'urbanisme. L'ADIL 68 peut également intervenir comme appui aux acteurs du logement (études, animation de dispositifs, formations…)

Les ressources de l'ADIL 68 sont constituées par les subventions et cotisations de ses membres et toutes autres ressources qui ne sont pas interdites par la législation en vigueur. Son budget est alimenté par une diversité de partenaires financiers : Etat, CeA, CAF, Action Logement, organismes HLM, collectivités locales, associations….

La CCRG est impliquée dans le domaine de l'habitat et souhaite la mise en place d'un partenariat avec l'ADIL 68. Elle se prononce annuellement sur l'opportunité et le montant d'une subvention de fonctionnement à l'ADIL 68 au vu du bilan d'activités de l'année en cours de cette dernière ainsi que de son budget prévisionnel.

Paraphes :

I – OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

ARTICLE 2 : MONTANT DE L'AIDE DE LA CCRG

Une subvention de fonctionnement de 13 824.35 € est accordée annuellement à l'ADIL 68

Ce montant se compose :
- d'une subvention au titre de la mission d'information du grand public à hauteur de 5 824.35 €
- d'une subvention au titre de deux permanences mensuelles à hauteur de 3 000 €
- d'une subvention au titre de l'observatoire de l'habitat à hauteur de 5 000 €.

ARTICLE 3 : VERSEMENT DE L'AIDE

Le paiement de la subvention est effectué au bénéfice de l'association chaque année au 01 juin de l'année en cours.

II – OBLIGATIONS DE L'ADIL 68

ARTICLE 4 : MISSIONS DE L'ADIL 68

Dans le cadre de sa mission d'information juridique, fiscale et financière dans le domaine du logement et de l'urbanisme, l'ADIL 68 s'engage à :

- Renseigner, conseiller et orienter les ménages originaires des communes de la CCRG, mais également les collectivités locales et professionnels de l'immobilier du territoire sur toute question juridique, fiscale et financière liée au logement et à l'urbanisme ;

- Assurer deux permanences mensuelles sur le territoire de la CCRG (Guebwiller et Soultz) ;

- Contribuer à faire connaître aux habitants de la CCRG l'ensemble des dispositifs Habitat en vigueur sur le territoire communautaire (aides de l'Opah-Ru, Aide spécifiques Action Cœur de Ville…) ;

- Apporter un appui juridique régulier aux services de la Communauté de communes dans le domaine de l'habitat et contribuer à la mise en œuvre de ses interventions dans ce domaine.

- Participer, à la demande de la CCRG, aux manifestations et événements portant sur l'habitat (réunions d'information, salons…)

Dans le cadre de sa mission d'observation et d'appui aux territoires dans le domaine de l'habitat, l'ADIL 68 s'engage à :

- Réaliser conjointement avec l'EPCI les bilans triennaux obligatoires du PLH : en concertation avec les services de la CCRG, l'ADIL 68 produira les éléments statistiques et cartographiques en fonction des dernières données disponibles (démographie, évolution du parc de logements, construction neuve, offre et demande locative sociale, amélioration de l'habitat, vacance, etc.) tandis que l'EPCI apportera les éléments qualitatifs relatifs à la mise en œuvre de ses actions.

- Produire et mettre à disposition de la CCRG un tableau de bord sur l'évolution récente de la situation du logement sur son territoire (disponible via un accès dédié à notre observatoire en ligne Geoclip). Ces éléments pourront notamment servir de support à la délibération annuelle sur l'avancement du PLH. Ces éléments seront confrontés aux différentes orientations et actions du PLH, dont la mise en œuvre est assurée par la CCRG. Ainsi, la collectivité pourra éventuellement opérer un réajustement des objectifs de son PLH. L'ADIL se tient à la disposition de la CCRG pour une présentation annuelle de ces éléments.

- Apporter un appui à la mise en œuvre et au suivi des actions du PLH (présentations, participation à des actions de communications, participation à l'organisation de manifestations, approches spécifiques, …).

Approche synthétique de la répartition des missions entre la CCRG et l'ADIL 68		
Missions	**Ce qui relève de l'ADIL68**	**Ce qui relève de la CCRG**
Information du grand public	• Information, conseil et orientation de la population • Diffusion de l'information sur les dispositifs Habitat en vigueur • Tenue des permanences	Communication sur les services de l'ADIL68 et la tenue des permanences dans les supports de communication du territoire
Appui juridique	• Appui et expertise juridique de l'ADIL à disposition de la CCRG et de ses communes membres	
Appui à la mise en œuvre des actions du PLH	• Contribution juridique et technique à la mise en œuvre du PLH • Mise en réseau avec les principaux acteurs du logement • Participation aux réunions de travail et instances locales • Participation aux actions de communication en direction du grand public (salons, réunions d'information…) • Participation aux actions de communication sur les dispositifs du logement (Bail Réel Solidaire, conventionnement…)	L'EPCI, en tant que maître d'ouvrage du PLH, conduit la mise en œuvre opérationnelle des actions
Réalisation des bilans triennaux *(à mi-parcours et final)*	• Production des éléments statistiques et cartographiques • Analyses • Appui à la mise en forme du document final	Transmission de tout élément qualitatif permettant à l'ADIL 68 d'évaluer les actions du PLH *(actions réalisées, actions restantes à réaliser, remarques et informations venant des communes…)*
Observation locale des marchés immobiliers et réalisation des bilans annuels	• Mise à disposition de la CCRG d'un accès dédié à notre observatoire en ligne • Alimentation de cet observatoire en continu avec les dernières données disponibles (parc de logements, production neuve, logement social, rénovation, vacance… • Présentation éventuelle des résultats selon les souhaits du territoire	Réalisation de la délibération annuelle faisant le bilan et l'état d'avancement des actions du PLH

Paraphes :

ARTICLE 5 : REDDITION DES COMPTES, PRESENTATION DES DOCUMENTS FINANCIERS

L'ADIL 68 s'engage à :

a) Communiquer à la CCRG, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultat détaillés du dernier exercice,
b) Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes privés subventionnés par des fonds publics,
c) Aviser la CCRG de toute modification concernant ses statuts, sa présidence, ses coordonnées (postales, bancaires…).
d) Utiliser systématiquement les formulaires CERFA de « demande de subvention » et de « compte-rendu financier de subvention » comportant les obligations règlementaires d'informations devant être transmises à une collectivité octroyant une subvention à une association.

III- CLAUSES GENERALES

ARTICLE 6 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est valable pour les années 2025 à 2028.

ARTICLE 7 : RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée par avenant, à l'initiative de l'une des parties signataires. Elle peut également être dénoncée avec un préavis de 6 mois, permettant de solder d'éventuelles opérations en cours. Toute dénonciation devra être signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception.

La CCRG se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité, en cas de non-respect par l'ADIL 68 de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception, l'ADIL 68 n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas d'impossibilité pour l'Association d'achever sa mission.

ARTICLE 8 : CADUCITE DE LA CONVENTION

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'Association.

ARTICLE 9 : REMBOURSEMENT DE LA SUBVENTION

Dans les cas visés aux articles 7 et 8, la CCRG pourra suspendre le versement de la subvention, voire l'annuler et demander le remboursement des acomptes déjà versés.

ARTICLE 10 : COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort de la CCRG.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Guebwiller, le

Le Président de l'ADIL 68, **Le … de la CC de la région de Guebwiller,**

Pierre BIHL **…**

Paraphes :

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

Arrêté n°XX

Création d'une zone à faibles émissions sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération

Le Président,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2213-4-1 et R.2213-1-0-1 ;

Vu le code de la route, notamment son article R311-1 et R433-1 ;

Vu l'arrêté du 9 février 2009 modifié relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules ;

Vu l'arrêté du 21 juin 2016 modifié établissant la nomenclature des véhicules classés en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques en application de l'article R.318-2 du code de la route.

Vu la délibération XX de Mulhouse Alsace Agglomération en date du XX 2025 relative à l'approbation du projet de zone faibles émissions (ZFE) ;

Arrête

Article 1 – Durée de création de la Zone à faibles émissions mobilité

Une zone à faibles émissions mobilité (ZFE-m), au sens de l'article L. 2213-4-1 du code général des collectivités territoriales, est créée pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 31 décembre 2029.

Article 2 – Périmètre géographique

Les restrictions de circulation s'appliquent sur les axes routiers situés à l'intérieur du périmètre de Mulhouse Alsace Agglomération, délimité par les limites communales extérieures des communes situées dans m2A.

Le périmètre sous format cartographique est présent en annexe.

Les restrictions de circulation ne s'appliquent pas sur les itinéraires de déviation qui sont mis en place par l'autorité de police de circulation en cas de travaux, évènements particuliers ou situation de gestion de crise routière, lorsque le trafic routier circulant à l'extérieur du périmètre de la ZFE-m se retrouve dévié sur des axes concernés par la ZFE-m, pendant la durée de l'événement justifiant cette déviation.

Article 3 – Jours et heures d'application

Sur les voies ouvertes à la circulation publique incluses dans le périmètre de la ZFE-m, la circulation est interdite, tous les jours, 24h/24.

PROJET

Article 4 – Catégories de véhicules concernés

Sont concernées par les restrictions de circulation les véhicules « non classés », au sens de l'article R.311-1 du code de la route, relevant des catégories suivantes :

- Les véhicules utilitaires légers (N1) de plus de 28 ans au 1er janvier 2025 (EURO 1 et avant, jusqu'au 30 septembre 1997)
- Les poids lourds dont autobus et autocars (N2, N3, M2, M3) de plus de 24 ans au 1er janvier 2025 (EURO 1, 2 et avant, jusqu'au 30 septembre 2001)

L'interdiction ne s'applique pas aux véhicules bénéficiant d'une exemption prévue à l'article 5 ou d'une dérogation prévue à l'article 6 du présent arrêté.

Le certificat qualité de l'air Crit'Air (vignette sécurisée) doit être obligatoirement affiché sur les véhicules des catégories susmentionnées afin de circuler dans la zone à faibles émissions mobilité instaurée.

Ce certificat peut être obtenu sur le site officiel de délivrance des vignettes Crit'Air : www.certificatair.gouv.fr.

Article 5 – Exemptions nationales

La mesure instaurée à l'article 1er ne s'applique pas aux véhicules pour lesquels l'accès à la zone à faibles émissions ne peut être interdit, tels que listés à l'article R. 2213-1-0-1 du code général des collectivités territoriales :

- Véhicules d'intérêt général au sens de l'article R. 311-1 du code de la route ;
- Véhicules du ministère de la défense.
- Véhicules portant une carte « mobilité inclusion » comportant la mention « stationnement pour personnes handicapées ».
- Véhicules de transport en commun de personnes à faibles émissions au sens de l'article L. 224-8-2 du code de l'environnement.
- Aux véhicules de transport en commun, au sens de l'article R. 311-1 du code de la route.

La liste est donnée à titre indicatif et sera automatiquement adaptée en fonction des évolutions nationales des exemptions décidées par voie législative ou réglementaire.

Article 6 – Dérogations locales

Conformément aux articles L.2213-4-1 et R.2213-1-0-1 précités du CGCT, des dérogations individuelles s'appliquent aux véhicules mentionnés dans le présent article. Les documents justificatifs mentionnés et soulignés doivent être tenus à la disposition des agents en cas de contrôle.

1. Aux véhicules portant l'une des mentions suivantes sur la carte grise : tracteurs agricole (TRA), machines automotrices genre agricole (MAGA), véhicules agricole remorqué (REA).

2. Aux véhicules dont le certificat d'immatriculation porte la mention "collection".

Article 7 – Publicité et respect de l'arrêté

Le présent arrêté sera publié par voie électronique sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération et affiché au siège de l'Agglomération, conformément à la règlementation en vigueur.

Article 8 – Entrée en vigueur de l'arrêté

Les dispositions du présent arrêté prendront effet à compter de sa date de publication sur le site internet de m2A.

Article 9 – Recours contre l'arrêté

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Strasbourg, qui peut être saisi notamment par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé par écrit devant le Président de Mulhouse Alsace Agglomération. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux.

Article 10 – Exécution de l'arrêté

Le Directeur Général des Services de Mulhouse Alsace Agglomération, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

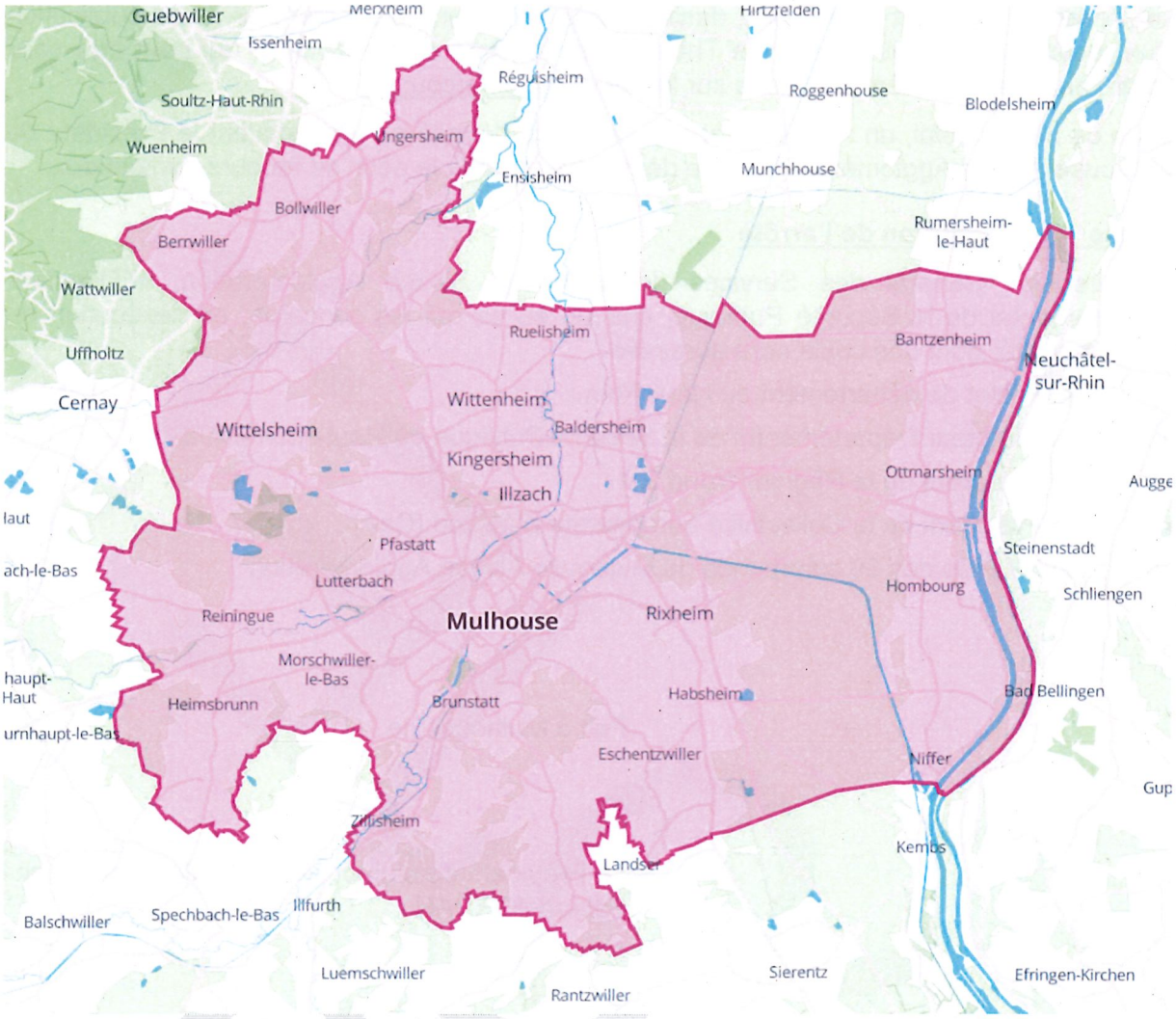
- Au Préfet de département du Haut-Rhin ;
- Au Directeur Départemental de la Sécurité Publique du Haut-Rhin (DDSP) ;
- Au Président de la Région Grand Est ;
- Au Président de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) ;
- Aux Maires des 39 communes de Mulhouse Alsace Agglomération

Fait à Mulhouse, le

Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération
Fabian JORDAN

PROJET

Annexe 1 - Carte du périmètre de la Zone à Faibles Émissions mobilité (ZFE-m)



MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

ARCADIS Algoé consultants WELCOME BYZANCE.

Étude stratégique, plan d'actions et déclinaisons opérationnelles pour la création d'une ZFE-m

Dossier réglementaire
Mulhouse Alsace Agglomération

3 octobre 2024

Sommaire

1 Sigles et acronymes 5

2 Résumé non technique 6

2.1 Les raisons d'être de la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions à l'échelle de Mulhouse Alsace Agglomération 6

2.1.1 Un contexte européen et national en alerte croissante sur la question de la pollution de l'air extérieur 6

2.1.2 La nécessaire réponse à l'obligation réglementaire de création d'une Zone à Faibles Émissions pour une collectivité « territoire de vigilance » 6

2.1.3 Une qualité de l'air moyenne à dégradée et une exposition croissante des habitants à des dépassements de valeurs limites réglementaires à anticiper 7

2.1.4 Le trafic routier, un secteur responsable des émissions de polluants atmosphériques portant atteinte à la santé des populations 9

2.1.5 La nécessité d'une approche globale pour améliorer la qualité de l'air 9

2.1.6 Caractéristiques retenues pour la ZFE et mesures d'accompagnement 10

2.2 La Zone à faibles émissions mise en place sur le territoire de m2A à partir du 1er janvier 2025 11

2.2.1 Le périmètre 11

2.2.2 Des restrictions de circulation pour les poids lourds (PL) et véhicules utilitaires légers (VUL) Non Classés 11

2.2.3 Des restrictions de circulation permanentes 11

2.3 Un système de dérogations nationales et locales 12

2.4 Évaluation du dispositif en 2028 13

2.5 Projet d'arrêté de création de la ZFE 13

3 Étude d'impacts de la ZFE 14

3.1 État des lieux de la qualité de l'air sur le territoire de m2A avec l'analyse des émissions de polluants 14

3.1.1 Les oxydes d'azote (NO_X) 14

3.1.2 Les particules PM_{10} 16

3.1.3 Les particules fines $PM_{2,5}$ 20

3.2 Etat des lieux de la qualité de l'air sur le territoire de m2A avec l'analyse des niveaux de concentrations des polluants et d'exposition des populations 22

3.2.1 Des épisodes de pollution liés à l'ozone et aux particules 22

3.2.2 Concentrations modélisées et mesurées 24

3.2.2.1 Modélisations des concentrations moyennes annuelles 24

3.2.2.2 Modélisations des concentrations moyennes annuelles en 2033 au fil de l'eau (sans ZFE) 26

3.2.2.3 Mesures en station 28

3.3 La carte stratégique air de l'agglomération de Mulhouse 30

3.4 Modélisation des impacts environnementaux et sanitaires attendus du scénario retenu de la Zone à Faibles Emissions mobilité de m2A 32
3.4.1 Méthodologie mise en œuvre pour l'étude des impacts 32
3.4.1.1 Projections des volumes de trafic en circulation et du parc immatriculé sur l'agglomération concernées par la ZFE au 1er janvier 2025 37
3.4.1.2 Evaluation des impacts de la future ZFE sur les émissions 37
3.4.2 Impact sur les parcs roulants 38
3.4.2.1 Impacts sur les parcs de véhicules utilitaires légers 38
3.4.2.2 Impacts sur les parcs de poids lourds 38
3.4.2.3 Impacts sur les trafics 38
3.4.3 Impact de la future ZFE sur les émissions routières 38
3.4.3.1 Oxydes d'azote (NO_X) 38
3.4.3.2 Particules 39
3.5 Impacts socio-économiques 40
3.5.1 Un contexte socio-économique fragile pour m2A 40
3.5.2 Les impacts sur les activités économiques du territoire 41
3.5.2.1 Impacts sur les filières économiques 42

Tableaux

Tableau 1.Indicateurs de pollution de l'air dans la m2A en 2022 selon les différents seuils – Données Atmo Grand Est 8
Tableau 2. Valeurs limites et procédures d'alerte – source ATMO Grand Est 23
Tableau 3. Nombre de jours de procédures dans le Haut-Rhin (d'après ATMO Grand Est) 23
Tableau 4. Populations exposées à des dépassements des valeurs limites (VL), valeurs recommandées par l'OMS (OMS_2021), valeurs cibles (VC) et objectifs de qualité de l'air (OQA) en 2022 sur Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est 2022 26
Tableau 5.: Typologie et nom des stations d'Atmo Grand Est à Muhouse, Source : Atmo Grand Est 2022 29
Tableau 6. : Évolution en % des concentrations en NO_2 mesurées en station par rapport à 2010– Source : Atmo Grand Est 30
Tableau 8.: Résultats des concentrations des principaux polluants réglementés (données échelle Haut-Rhin produites par ATMO Grand-Est) 36
Tableau 9. Nombre et part des véhicules non classés dans le parc immatriculé dans le Haut-Rhin et le parc immatriculé pour m2A en 2023. 41

Liste des figures

Figure 1 : Bilan des indices de pollution de l'air en 2022 sur Mulhouse et dans le Haut-Rhin - Source Atmo Grand Est 8
Figure 2 : Contribution des différents secteurs aux émissions de polluants atmosphériques en 2021 dans m2A (source : ATMO Grand-Est Invent'air v2022) 9
Figure 3 : Périmètre de la ZFE : ensemble des communes et voirie dans l'intercommunalité m2A 11
Figure 4 : Répartition annuelle des émissions de NOx sur Mulhouse Alsace Agglomération - Source : ATMO Grand Est - Invent'Air V2021 14
Figure 5 : Position du territoire en 2020 par rapport aux objectifs du SRADDET (Source : ATMO Grand Est, « Les chiffres-clés en un clin d'œil – Édition 2022 – Mulhouse Alsace Agglomération 15

Figure 6. Répartition du trafic et des émissions de NO_X du secteur routier par catégories de véhicules et par vignette Crit'Air - Source : ATMO Grand Est, 2019 15

Figure 7 : Émissions unitaires de Nox par Vignettes Crit'Air Poids-lourd en g/km – Source : Données Atmo Grand est16

Figure 8 : Emissions unitaires de NO_X par Vignettes Crit'Air Véhicules utilitaires légers en g/km – Source : Données Atmo Grand est 16

Figure 9 : Contribution des différents secteurs dans les émissions de PM10 dans le territoire de la m2A en 2021 – source : ATMO Grand-Est Invent'air V2022 17

Figure 10 : Évolution des émissions de PM_{10} sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération depuis 1990 - Source : ATMO Grand Est - Invent'Air V2022 17

Figure 11 : Émissions unitaires de PM_{10} par vignettes Crit'Air Poids-lourd en g/km – Source : données Atmo Grand est18

Figure 7 : Émissions unitaires de PM_{10} par vignette Crit'Air véhicules utilitaires en g/km – Source : Données Atmo Grand est 19

Figure 13. Répartition des émissions de PM_{10} et $PM_{2,5}$ par types de véhicules et postes d'émissions – Source : ATMO Grand Est, 2019 20

Figure 14. Contribution des différents secteurs aux émissions de $PM_{2,5}$ sur le territoire de m2A et du Haut Rhin en 2020 - Source : ATMO Grand Est Invent'air v2022 21

Figure 15 : Evolution des émissions de $PM_{2,5}$ sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération depuis 1990 - Source : ATMO Grand Est- Invent'Air V2022 21

Figure 16 : Répartition des indices de qualité de l'air sur Mulhouse et sur le Haut-Rhin en 2022 – Source : ATMO Grand Est 22

Figure 17 : Concentrations moyennes annuelles en NO_2 en 2022 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2022 24

Figure 18 : Concentrations moyennes annuelles en PM_{10} en 2022 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2022 25

Figure 19 : Concentrations moyennes annuelles en $PM_{2,5}$ en 2022 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2022 25

Figure 20 : Concentrations moyennes annuelles en NO_2 en 2033 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2023 26

Figure 19 : Concentrations moyennes annuelles en PM 2,5 en 2033 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2023 27

Figure 19 : Concentrations moyennes annuelles en PM 10 en 2033 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2023 28

Figure 23 : Localisation des 5 stations d'Atmo Grand Est à Mulhouse source : Site Internet Atmo Grand-Est 29

Figure 24 : Evolution des concentrations moyennes annuelles en NO_2 entre 2010 et 2023mesurées au droit des stations fixes Source : Atmo Grand Est 29

Figure 25 : Carte stratégique Air Mulhouse Alsace Agglomération, période 2017-2021 - Source : Atmo Grand Est, 2022 31

Figure 26 : Résultats Atmo Grand est – Scénario tendanciel et scénarios ZFE à 2030 sur les émissions d'oxydes d'azote (NO_X) à l'échelle du Haut-Rhin - Échappement + Hors échappement (hors remise en suspension) 33

Figure 27 : Résultats Atmo Grand est – Scénario tendanciel et scénarios ZFE à 2030 sur les émissions de PM10 à l'échelle du Haut-Rhin - Echappement + Hors échappement (hors remise en suspension) 33

Figure 28 : Résultats Atmo Grand est – Scénario tendanciel et scénarios ZFE à 2030 sur les émissions de PM 2,5 à l'échelle du Haut-Rhin - Echappement + Hors échappement (hors remise en suspension) 34

Figure 29 : Résultats des impacts sur les émissions polluantes recalculées selon 2 scénarios à l'horizon 2033. Échappement + Hors échappement (hors remise en suspension) - Réalisé à partir des données Atmo Grand est 35

Figure 30 : Résultats sur les dioxydes d'azote (NO_2) - Zoom sur la m2A - source : Atmo Grand Est 36

Figure 31 : Evolution de la population dans les communes de la m2A de 2008 à 2020 Source : Afut Avril 2024 - L'observation sociale comme aide à la décision : Analyser la socio-démographie du territoire : quelles finalités? Comment? Quelles données utiliser ? 41

Figure 32 : Carte de hiérarchisation du réseau routier de m2A – source m2A Rapport de présentation du SCOT de la région mulhousienne 42

Figure 14 : Trafic moyen journalier annuel tous véhicules - Année 2023 - Moyennes journalières annuelles et estivales (deux sens de circulation cumulés) dans l'agglomération de m2A (source : CeA) 43

Sigles et acronymes

AASQA	Association agréée de surveillance de la qualité de l'air
AODE	Autorités organisatrices de la distribution d'énergie
AOM	Autorité organisatrice de la mobilité
CA	Communauté d'agglomération
CC	Communauté de communes
CDU	Centre de Distribution Urbaine
CEE	Certificats d'économies d'énergie
CGCT	Code général de collectivités territoriales
CQA	Certificat Qualité de l'Air (vignette Crit'Air)
EPCI	Etablissement public de coopération intercommunale
GES	Gaz à Effet de Serre
GNC	Gaz Naturel Comprimé
GNL	Gaz Naturel Liquéfié
GNV	Gaz Naturel pour Véhicules
INSEE	Institut national de la statistique et des études économiques
LCR	LOI n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets
LOM	Loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités
LTECV	Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte
m2A	Mulhouse Alsace Agglomération
NO_2	Dioxyde d'azote
NO_X	Oxydes d'Azote
O_3	Ozone
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
PCAET	Plan climat-air-énergie territorial
PDM	Plan de mobilité
PDU	Plan de déplacements urbains
PL	Poids Lourd
PLU	Plan local d'urbanisme
PM	Particules en suspension
PM_{10}	Particules en suspension de diamètre aérodynamique inférieur à 10 µm
$PM_{2,5}$	Particules en suspension de diamètre aérodynamique inférieur à 2,5 µm
PMR	Personne à mobilité réduite
PPA	Plan de Protection de l'Atmosphère
PREPA	Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques
AFUT	Agence de fabrique urbaine et territoriale (EX AURM)
SDES	Service des données et études statistiques
TC	Transports en commun
VAE	Vélo à Assistance Électrique
VHR	Véhicule hybride rechargeable
VP	Véhicule particulier
VUL	Véhicule Utilitaire Léger
ZFE-m	Zone à Faibles Emissions mobilité

1 Résumé non technique

1.1 Les raisons d'être de la mise en place d'une Zone à Faibles Emissions à l'échelle de Mulhouse Alsace Agglomération

1.1.1 Un contexte européen et national en alerte croissante sur la question de la pollution de l'air extérieur

« La pollution de l'air constitue le plus grand risque environnemental pour la santé en Europe, provoquant des maladies cardiovasculaires et respiratoires qui entraînent la perte d'années de vie en bonne santé et, dans le pire des cas, des décès évitables. » **(European Environment Agency)**

La pollution atmosphérique est une cause majeure de décès prématurés et de maladies. À l'échelle européenne, en 2021, le bilan était ainsi de 253 000 décès prématurés, dont 40 000 en France. Les données de l'Agence européenne pour l'environnement, publiées en avril 2023, montrent que **malgré des améliorations constantes, les dépassements des normes de qualité de l'air sont courants dans toute l'Union européenne, avec des concentrations bien supérieures aux dernières recommandations de l'OMS datant de 2021**.

L'Organisation Mondiale de la Santé a en effet publié de **nouvelles valeurs guides en septembre 2021** allant dans le sens d'un abaissement des valeurs guides, ce qui a conduit à des recommandations plus exigeantes concernant la qualité de l'air.

Pour répondre à cette urgence sanitaire, **la Commission européenne** a depuis engagé un processus de révision de la Directive Qualité de l'air ambiant, aboutissant récemment à la **fixation de nouveaux seuils pour 2030**, à mi-chemin entre les valeurs limites actuelles et les valeurs guides de l'OMS. Mulhouse Alsace Agglomération guide sa politique sur la qualité de l'air selon les dernières recommandations de l'OMS (voir tableau 1 page 9).

À l'instar des 315 *Low Emission zones* déjà été mis en œuvre dans 14 pays de l'Union européenne[1], **le législateur a introduit l'outil « Zone à faibles émissions » en France** dès 2010 (alors nommées Zones d'actions prioritaires pour l'air ou ZAPA), afin d'accélérer l'effort d'amélioration de la qualité de l'air.

Au fil des évolutions législatives, ces zones ont concerné un nombre croissant de territoires, l'État français étant régulièrement condamné pour non-respect des valeurs limites par la Cour de justice de l'Union européenne et la Commission européenne. Depuis le Comité ministériel de juillet 2023, il existe trois types de territoires : les territoires ZFE, les territoires de vigilance et les territoires non concernés. Mulhouse Alsace Agglomération fait partie des territoires de vigilance et doit donc répondre à l'obligation réglementaire de mise en place d'une ZFE-m avant début 2025.

1.1.2 La nécessaire réponse à l'obligation réglementaire de création d'une Zone à Faibles Émissions pour une collectivité « territoire de vigilance »

Afin d'améliorer la qualité de l'air et la protection de la santé publique, l'État a imposé l'instauration de Zones à Faibles aux collectivités de plus de 150 000 habitants avant le 31 décembre 2024 (loi Climat et Résilience, 2021, modifiant l'article L2213-4-1 Code général des collectivités territoriales). Selon l'ADEME, **les ZFE-m** sont des « territoires dans lesquels est instaurée une interdiction d'accès sur les plages horaires déterminées pour certaines catégories de véhicules polluants qui ne répondent pas à certaines normes d'émissions et qui ont donc un impact nocif sur la santé

[1] Benchmark des Zones à Faibles Emissions à travers l'Europe - Synthèse. Mise à jour 2022 de l'état de l'art. Cet ouvrage est disponible en ligne www.ademe.fr/mediatheque

de l'ensemble des résidents du territoire. Elles reposent sur le système des vignettes Crit'Air ».

Aujourd'hui, 36 agglomérations sont ainsi concernées par cette obligation de créer une ZFE au 1er janvier 2025, dont Mulhouse Alsace Agglomération (m2A). Le comité ministériel de juillet 2023 les a nommés « **territoires de vigilance** ». Est un territoire de vigilance, une collectivité de plus de 150 000 habitants qui ne connait pas de dépassement régulier des normes de qualité de l'air, mais qui a une qualité de l'air qui ne respecte pas les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé.

Cette catégorie est à distinguer des « **territoires ZFE** » qui eux connaissent des dépassements réguliers des normes de qualité de l'air (plus de 3 ans sur les 5 dernières années pour les polluants réglementés que sont le dioxyde d'azote et les particules grossières et fines). Actuellement, cette catégorie ne comprend plus que les métropoles du Grand Paris et du Grand Lyon.
Mulhouse Alsace Agglomération est donc un territoire de vigilance concerné par les obligations suivantes (à droite).

Collectivités en dépassement régulier des valeurs limites « Territoires ZFE effectifs »	**Collectivités de plus de 150 000 habitants qui respectent les seuils de qualité de l'air, dont m2A « Territoires de vigilance »**
Les ZFE doivent *(Loi d'Orientation des Mobilités, 2019)* : • Couvrir un périmètre intégrant au moins 50% de la population • Concerner au moins les automobiles et les véhicules utilitaires légers • Fixer pour les automobiles le calendrier minimal de restrictions suivant : o Automobiles Crit'Air 4 interdites au 1er janvier 2024 o Automobiles Crit'Air 3 interdites au 1er janvier 2025	Les ZFE doivent *(Loi Climat et Résilience, 2021)* : • Couvrir un périmètre intégrant au moins 50% de la population • Interdire *a minima* les voitures et/ou les utilitaires et/ou les poids-lourds non classés au 1er janvier 2025

En outre, depuis l'entrée en vigueur, le 25 août 2021, de la loi Climat et résilience, les présidents d'EPCI à fiscalité propre sont titulaires d'un pouvoir de police spéciale en matière de ZFE-m. **Le Président de Mulhouse Alsace Agglomération est ainsi compétent pour créer une ZFE-m, en établir le périmètre et en fixer les restrictions de circulation et de stationnement** (article L. 5211-9-2 I. CGCT). L'arrêté de création d'une ZFE-m définit les mesures de restriction de la circulation et détermine les classes de véhicules concernés, sous réserve des exemptions nationales et des dérogations locales.

1.1.3 Une qualité de l'air moyenne à dégradée et une exposition croissante des habitants à des dépassements de valeurs limites réglementaires à anticiper

L'état général de la qualité de l'air sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération peut être qualifié de moyen à dégradé en 2022. En effet, d'après les données d'ATMO Grand Est pour l'année 2022, on dénombre à Mulhouse 2% de journées ayant un indice « Bon », **56% des journées ayant un indice « Moyen » et 28 % des journées un indice « dégradé »**. Enfin, **14 % des journées ont un indice « Mauvais »**.

Lorsque la qualité de l'air a été « mauvaise » à « très mauvaise », les $PM_{2,5}$ sont responsables à hauteur de 42% du temps. L'ozone est quant à lui responsable de 36% des jours de mauvaise qualité de l'air, les PM_{10} étant responsables à hauteur de 20% du temps.



Figure 1 : Bilan des indices de pollution de l'air en 2022 sur Mulhouse et dans le Haut-Rhin - Source Atmo Grand Est

De façon plus décomposée, le tableau ci-dessous présente **le nombre d'habitants de m2A exposés au dioxyde d'azote (NO_2), aux particules PM_{10} et $PM_{2,5}$ et à l'ozone selon trois types de valeurs limite en moyenne annuelle**, à savoir : les valeurs limites réglementaires en vigueur en France en 2022, les valeurs limites adoptées dans la législation européenne révisée pour 2030 (qui seront transposées en droit français) et les valeurs guides OMS de 2021 qui orientent les caractéristiques de la ZFE mulhousienne et ses mesures d'accompagnement.

Si en moyenne, les valeurs limites réglementaires actuelles sont respectées, **l'évolution du droit français à prévoir en application de l'évolution du droit européen** montre alors une exposition de 3 300 habitants de Mulhouse Alsace Agglomération à des dépassements de valeur limite pour le dioxyde d'azote et une exposition de 5 100 habitants à des dépassements de valeur limite pour les particules fines $PM_{2,5}$.

Enfin, si **l'évaluation de la qualité de l'air se fait cette fois à l'aune des valeurs guides OMS (2021)**, c'est alors 75% de la population de l'agglomération m2A qui est exposée à des concentrations dépassant les recommandations pour le NO_2, 95% de la population exposée pour les PM_{10}, et 100% de la population qui est exposée pour les $PM_{2,5}$.

Comparaison de l'exposition aux quatre polluants réglementés (NO_2, PM_{10}, $PM_{2,5}$, O_3) des habitants de Mulhouse Alsace Agglomération selon les différentes valeurs limites prises en compte

Moyenne	Valeur limite VL 2022	Valeur limite VL UE 2030	Valeur guide OMS 2021
		NO_2	
VL Annuelle	40 µg/m³	20 µg/m³	10 µg/m³
Population exposée M2A	**<100 habitants**	**3 300 habitants (1%)**	**206 500 habitants (75%)**
		PM_{10}	
VL Annuelle	40 µg/m³	20 µg/m³	15 µg/m³
Population exposée M2A	**0**	**100 habitants**	**261 300 habitants (95%)**
		$PM_{2,5}$	
VL Annuelle	25 µg/m³	10 µg/m³	5 µg/m³
Population exposée M2A	**0**	**5 100 habitants (2%)**	**274 100 habitants (100%)**
		Ozone	
VL Annuelle	120 µg/m³ 25x/an	120 µg/m³ 18x/an	120 µg/m³ 3x/an
Population exposée M2A	**81 100 habitants**	**274 100 habitants**	**274 100 habitants (100%)**

Tableau 1.Indicateurs de pollution de l'air dans la m2A en 2022 selon les différents seuils – Données Atmo Grand Est

1.1.4 Le trafic routier, un secteur responsable des émissions de polluants atmosphériques portant atteinte à la santé des populations

Les oxydes d'azote (NO_x), composés de dioxyde d'azote (NO_2) et de monoxyde d'azote (NO), sont un marqueur du trafic routier. Selon les données d'ATMO Grand Est, **34% des NO_x émis sur le territoire de m2A en 2021 sont issus du transport routier**.

Le **dioxyde d'azote est reconnu comme ayant des effets néfastes sur la santé humaine**. Une exposition de long terme peut en effet altérer la fonction pulmonaire et augmenter les risques de troubles respiratoires.

Le trafic routier est également une **source d'émissions de particules** (respectivement PM_{10} et $PM_{2,5}$), polluants particulièrement toxiques en raison de leur petite taille qui leur permet de pénétrer profondément dans l'organisme. Le contributeur le plus significatif de ces polluants est le secteur résidentiel (notamment le chauffage à bois).

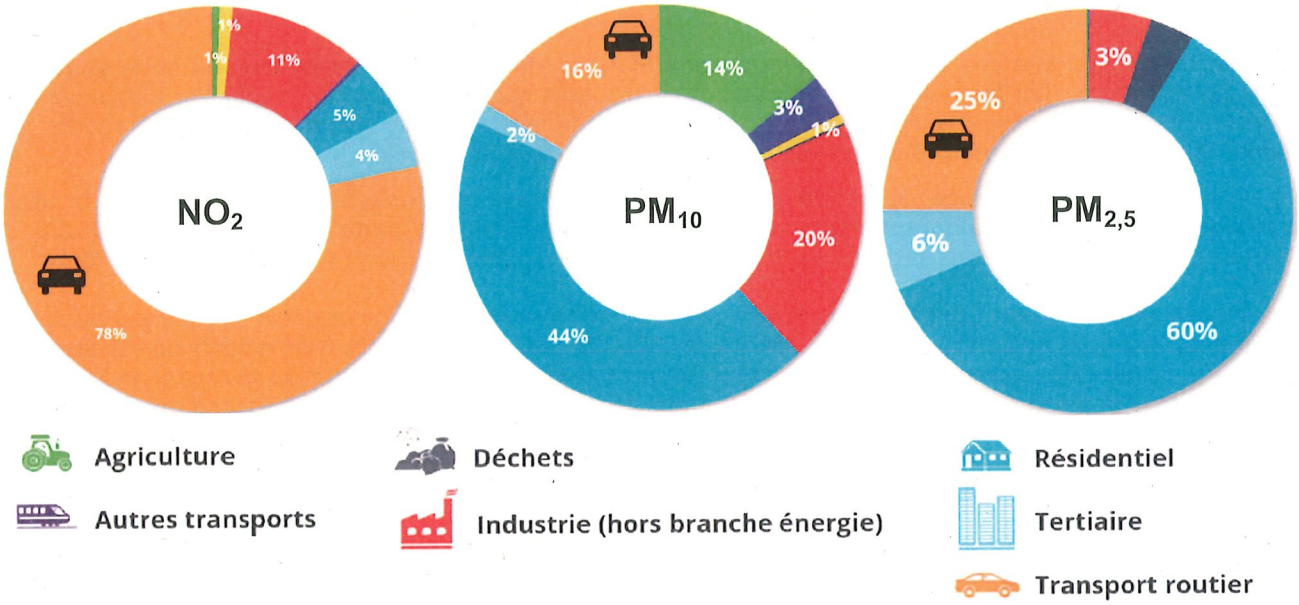


Figure 2 : Contribution des différents secteurs aux émissions de polluants atmosphériques en 2021 dans m2A (source : ATMO Grand-Est Invent'air v2022)

1.1.5 La nécessité d'une approche globale pour améliorer la qualité de l'air

La diversité des différents secteurs aux émissions de polluants atmosphériques conduit à souligner la nécessité d'une action d'ensemble, sur tous les secteurs émetteurs. Pour le secteur des transports, le sujet ZFE renforce la **question plus globale des mobilités au-delà du seul renouvellement du parc** : comment se déplace-t-on aujourd'hui ? Quelles sont nos options ? Comment se déplacera-t-on demain ?

La plus efficace des solutions pour réduire les émissions de polluants consiste à se déplacer autrement qu'en voiture. Quand cela est possible, il s'agit donc de mobiliser les modes alternatifs disponibles et de mettre en œuvre des stratégies de déploiement dans les centres urbains denses (transports en commun, réseaux de voies pour les mobilités actives, place de la marche en ville). Quand la voiture est nécessaire, il s'agit de réinterroger son usage et d'inciter aux usages partagés (covoiturage et autopartage) et avec des véhicules légers, moins consommateurs d'énergie.

m2A portera donc une approche d'ensemble du sujet de la qualité de l'air, **sans la réduire au seul dispositif de ZFE. Elle a été renforcée par les résultats des études menées par ATMO Grand Est** sur les effets de la mise en place d'une ZFE.

1.1.6 Caractéristiques retenues pour la ZFE et mesures d'accompagnement

Alors que 75 % de la population de l'agglomération était exposée en 2022 à des niveaux de concentration en dioxyde d'azote supérieurs aux valeurs guides de l'OMS, une ZFE qui interdirait tous les véhicules Crit'Air 2 et plus sur l'ensemble du territoire réduirait ce pourcentage à 0 % en 2033. Toutefois, en l'absence de mesures d'interdictions, ce pourcentage serait ramené à 3 % au même horizon, compte tenu du renouvellement tendanciel du parc et des mesures engagées pour le développement des mobilités alternatives.

Par ailleurs, les scénarios fil de l'eau et ZFE C2 et plus ne font pas apparaître de différences concernant le nombre de personnes de l'agglomération exposées aux futures concentrations de PM_{10} et $PM_{2,5}$: les premières sont appelées à être réduites de manière significative, les secondes continueront à impacter l'ensemble de la population de l'agglomération au-delà du seuil recommandé par l'OMS.

De ce fait, m2A considère ces écarts comme trop peu significatifs en matière d'amélioration de la qualité de l'air en comparaison des impacts socio-économiques majeurs qui toucheraient les habitants (notamment les populations les plus modestes) et professionnels du territoire. Elle privilégie des mesures ciblées en réponse aux habitants qui continueront à être exposés aux seuils de pollution en dioxyde d'azote.

C'est pourquoi **la mise en place de la ZFE-m de Mulhouse Alsace Agglomération sera limitée à la seule interdiction des véhicules utilitaires légers et poids-lourds non-classés à partir du 1er janvier 2025**, afin de répondre à l'obligation légale, sans impacter de façon disproportionnée ceux qui vivent et travaillent sur le territoire.

Cette ZFE est appelée à être complétée localement par des mesures efficientes qui agissent directement au niveau des zones où les concentrations continueront à dépasser les seuils préconisés par l'OMS en matière de concentration de dioxyde d'azote. Ces poches résiduelles de pollutions sont localisées dans le centre de Mulhouse (trafic routier soutenu et faible dispersion des polluants) et le long des autoroutes (trafic important et vitesse élevée générant davantage de polluants).

De telles actions locales, en cours de réalisation ou rapidement applicables en réaction à ces poches résiduelles de pollution sont :

- **Action en cours : Le projet Développement des Mobilités Douces, porté par la ville de Mulhouse**, qui diminue considérablement la place de la voiture dans les zones densément peuplées, où la dispersion des polluants est entravée. En outre, le trafic automobile restant sera reporté vers le « ring », voies de circulation majoritairement éloignées des zones d'habitations ;
- **Action proposée par m2A : La réduction des vitesses sur l'autoroute A36, sollicité auprès de la Collectivité Européenne d'Alsace et de la Préfecture du Haut-Rhin**. Les prévisions du CEREMA pour le parc automobile de 2030 estiment qu'une réduction des vitesses de 110 km/h à 90 km/h entraînerait une diminution des émissions d'oxydes d'azote de 25 %.

D'autres mesures d'accompagnement sont portées par m2A et sont actuellement en cours en faveur de la qualité de l'air :

- la mise en place en 2025 à l'échelle intercommunale du vélo en libre-service avec des vélos à assistance électrique, projet soutenu par le Fonds vert ZFE-m ;
- la mise en place depuis fin 2024 du réseau de bornes électriques facilitant l'acquisition par les ménages de véhicules électriques ;
- le développement de l'offre de transports urbains dès 2025 avec davantage de tramways en soirée et le week-end, de nouveaux services en périphérie et un projet d'extension du tramway dans le nord de l'agglomération ;
- la charte pour l'amélioration de la qualité de l'air dans le Haut-Rhin qui mobilise les collectivités et les professionnels, y compris sur d'autres secteurs que celui des transports ;
- le projet « Joseph » qui vise à récupérer les particules fines issues du freinage des bus, projet lauréat du programme Propulse organisé par l'Agence de l'Innovation pour les Transports, déployé dans le cadre de la DSP démarrant en 2025 ;
- la réactualisation du Plan de Mobilité, une fois acquises les données de l'enquête mobilité EMC2 ;
- la mise en place, dès 2025, dans le cadre du Programme d'Intérêt Général signé avec l'ANAH d'une aide à la rénovation énergétique visant à remplacer les foyers au bois ouverts par des foyers fermés ou autres sources d'énergie.

Ces mesures, permettent notamment d'agir sur les autres polluants, telles les particules fines (respectivement PM_{10} et $PM_{2,5}$), sur lesquelles la ZFE avait peu d'impact, au motif que ces dernières dépendent - en matière de mobilité - assez marginalement de la motorisation, mais plutôt de l'usure des freins et des pneus, de l'abrasion de la chaussée et de la remise en suspension des particules déjà présentes.

1.2 La Zone à faibles émissions mise en place sur le territoire de m2A à partir du 1er janvier 2025

1.2.1 Le périmètre

Les restrictions de circulation s'appliqueront à tous les axes routiers situés à l'intérieur du périmètre délimité par les communes membres de Mulhouse Alsace Agglomération. Ce périmètre permet ainsi de satisfaire à l'obligation légale de couvrir un périmètre intégrant au moins 50 % de la population de l'agglomération. Il vise avant tout la lisibilité afin de permettre une compréhension aisée des limites géographiques du dispositif.

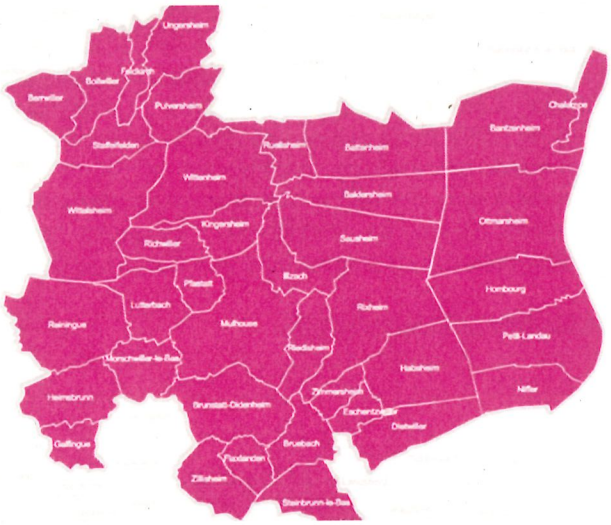


Figure 3 : Périmètre de la ZFE : ensemble des communes et voirie dans l'intercommunalité m2A

1.2.2 Des restrictions de circulation pour les poids lourds (PL) et véhicules utilitaires légers (VUL) Non Classés

Seuls les véhicules les plus anciens de type poids lourds (PL) et véhicules utilitaires légers (VUL) qui relèvent des normes antipollution les moins strictes et ne sont pas éligibles à une vignette (**véhicules non classés**) seront concernés par l'interdiction de circulation dans le périmètre ZFE aux horaires de fonctionnement définis.

Les **véhicules concernés** sont donc :

- Les **véhicules utilitaires légers** (N1) de plus de 28 ans au 1er janvier 2025 (EURO 1 et avant, jusqu'au 30 septembre 1997)
- Les **poids lourds** (N2, N3) de plus de 24 ans au 1er janvier 2025 (EURO 1, 2 et avant, jusqu'au 30 septembre 2001)

Les véhicules utilitaires légers et poids lourds devront donc s'équiper de vignettes Crit'Air afin de permettre la distinction entre les véhicules non classés (sans vignette) interdits de circulation, et les autres autorisés (Crit'Air 5 et suivants). A contrario, les véhicules légers (voitures) ne sont pas concernés par le dispositif ZFE et ne sont pas dans l'obligation de s'équiper de vignettes Crit'Air pour circuler dans le ZFE de Mulhouse Alsace Agglomération.

1.2.3 Des restrictions de circulation permanentes

Les restrictions seront en vigueur du lundi au dimanche (7j/7) et 24h/24. En effet, m2A a fait le choix de cette application permanente pour répondre à un objectif de clarté.

1.3 Un système de dérogations nationales et locales

La mise en place de la ZFE-m s'accompagne de la possibilité d'octroyer des dérogations à certains véhicules en raison de l'existence d'un intérêt général.

Certaines dérogations sont obligatoires et font l'objet d'exemptions nationales. D'autres peuvent être attribuées de manière temporaire et locales par la collectivité.

Les **exemptions nationales permanentes**[2] sont les suivantes :

- Véhicules d'intérêt général au sens de l'article R. 311-1 du code de la route ;
- Véhicules du ministère de la défense ;
- Véhicules portant une carte « mobilité inclusion » comportant la mention « stationnement pour personnes handicapées » ;
- Véhicules de transport en commun de personnes à faibles émission » ;
- Aux véhicules de transport en commun, au sens de l'article R. 311-1 du code de la route.

Afin de garantir à chacun son droit à la mobilité et sa capacité à adapter ses pratiques, m2A propose d'instaurer des **dérogations locales complémentaires**. Ces dérogations recherchent le meilleur équilibre entre la simplicité, la lisibilité de la politique, la nécessité de répondre aux besoins spécifiques du territoire et le maintien de la capacité de se déplacer pour ceux qui ne disposent pas d'alternatives crédibles à court terme. Des dérogations locales sont ainsi proposées pour une **durée maximum de 3 ans**, correspondant à la durée maximale permise par la réglementation. Les justificatifs à avoir en sa possession en cas de contrôle sont soulignés pour chaque cas dérogatoire. Ces dérogations sont automatiques et ne nécessitent donc pas de faire une démarche de demande particulière.

La liste des dérogations locales proposées est la suivante :

Pour des raisons économiques

Pour les professionnels :

1. Aux véhicules utilisés dans le cadre d'événements ou de manifestations de voie publique de type festif, économique, sportif, culturel ou tournage, y compris le transport d'animaux vivants, à condition qu'ils soient munis d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente.

2. Aux véhicules des commerçants ambulants non sédentaires titulaires d'une carte de commerçant non-sédentaire valide ou d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente. Cela inclut les véhicules des producteurs de denrées alimentaires qui viennent livrer leur production ou approvisionner des marchés à l'intérieur du périmètre de la ZFE, afin de ne pas limiter le commerce local de denrées alimentaires qui nécessitent des véhicules adaptés.

3. Aux véhicules affectés à la distribution des denrées en circuit court dont la production et la distribution s'effectuent localement et qui sont munis d'une autorisation délivrée par l'autorité compétente. L'objectif est de ne pas limiter le commerce local de denrées alimentaires et d'encourager l'alimentation responsable.

5. Aux véhicules suivants : camions-citernes portant mention CIT et CARB sur la carte grise, aux véhicules frigorifiques (FG TD) ou tractant une semie-remorque (PR SREM), bétonnières (CAM BETON), camions benne (CAM BENNE), camionnettes benne (CTTE BENNE), camions benne amovible (CAM BEN AMO), camionnettes benne amovible (CTTE BEN AMO), camions porte-engins (CAM PTE ENG), camionnettes porte-engins (CTTE PTE ENG), camions-citernes eau (CAM CTE EAU), camionnettes citerne à eau (CTTE CIT EAU), tracteurs agricole (TRA), machines automotrices genre agricole (MAGA), véhicules agricole remorqué (REA) afin de permettre un renouvellement progressif de la flotte.

6. Aux véhicules utilisés par les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAD), pour l'exercice de leur fonction, munis d'une attestation de l'employeur.

[2] Décret n° 2016-847 du 28 juin 2016 ; Décret n° 2019-663 du 28 juin 2019.

7. Aux véhicules professionnels dont le remplacement est prévu par un véhicule autorisé dans la ZFE, dont l'acquisition (achat ou location longue durée) a été effectuée et une date prévisionnelle de livraison est annoncée sur le bon de commande, afin de prendre en compte les délais de fabrication ou de mise à disposition des véhicules adaptés et la démarche engagée par l'utilisateur du véhicule ;

8. Aux véhicules dont le certificat d'immatriculation porte la mention "collection", afin de faciliter la préservation du patrimoine roulant.

Pour des raisons sociales

Pour les professionnels :

10. Véhicules affectés aux associations agréées de sécurité civile, dans le cadre de leurs missions, munis d'une copie de l'agrément ESUS, afin de garantir l'action de ces associations.

11. Véhicules des associations à but non lucratif dont les statuts précisent le lien avec l'amélioration des conditions de vie des personnes en situation précaire ou difficile, munis de l'attestation de reconnaissance de la qualité de l'association délivrée par l'autorité compétente, afin de garantir leur action.

Pour des raisons techniques

Pour les professionnels :

14. Aux convois exceptionnels au sens de l'article R433-1 du code de la route munis d'une autorisation préfectorale, afin de prendre en compte les besoins et modalités spécifiques pour ces convois.

15. Aux véhicules automoteurs spécialisés tels que définis à l'annexe 5 de l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules portant la mention "VASP" (véhicule automoteur spécialement aménagé) ou "VTSU" (véhicule transformé sortie d'usine) sur le certificat d'immatriculation et aux véhicules spécialisés, afin de permettre un renouvellement progressif de la flotte spécialisée.

1.4 Évaluation du dispositif en 2028

Les ZFE constituent un dispositif relativement récent. Une évaluation du dispositif et de ses effets est planifiée en 2028, après trois ans de mise en œuvre de la ZFE, tel que prévu dans l'article L. 2213-4-1 du Code général des collectivités territoriales.

1.5 Projet d'arrêté de création de la ZFE

La mise en œuvre de la ZFE est assurée par la prise d'un arrêté fixant le périmètre, les véhicules concernés, le calendrier, les dérogations locales. Le projet d'arrêté, soumis à l'avis du public et des personnes publiques, est présenté en annexe.

2 Étude d'impacts de la ZFE

2.1 État des lieux de la qualité de l'air sur le territoire de m2A avec l'analyse des émissions de polluants

2.1.1 Les oxydes d'azote (NO_X)

Le terme « oxydes d'azotes » (NO_X) caractérise les émissions de polluants correspondant à la somme des quantités de monoxyde d'azote NO et de dioxyde d'azote NO_2. Le dioxyde d'azote (NO_2) est un gaz nocif, irritant pour les bronches et favorisant les crises d'asthme et les infections pulmonaires.

Les rejets d'oxydes d'azote proviennent essentiellement de la combustion de combustibles de tous types (gazole, essence, charbon, fioul gaz...). Ils se forment par combinaison de l'azote (atmosphérique et contenu dans les combustibles) et de l'oxygène de l'air à haute température. Tous les secteurs utilisateurs de combustibles sont concernés, en particulier les transports routiers.

En 2021, le secteur routier est le second secteur émetteur de NO_X sur le territoire, responsable de près 34% des émissions derrière l'industrie (46%). ATMO Grand-Est Invent'air v2022

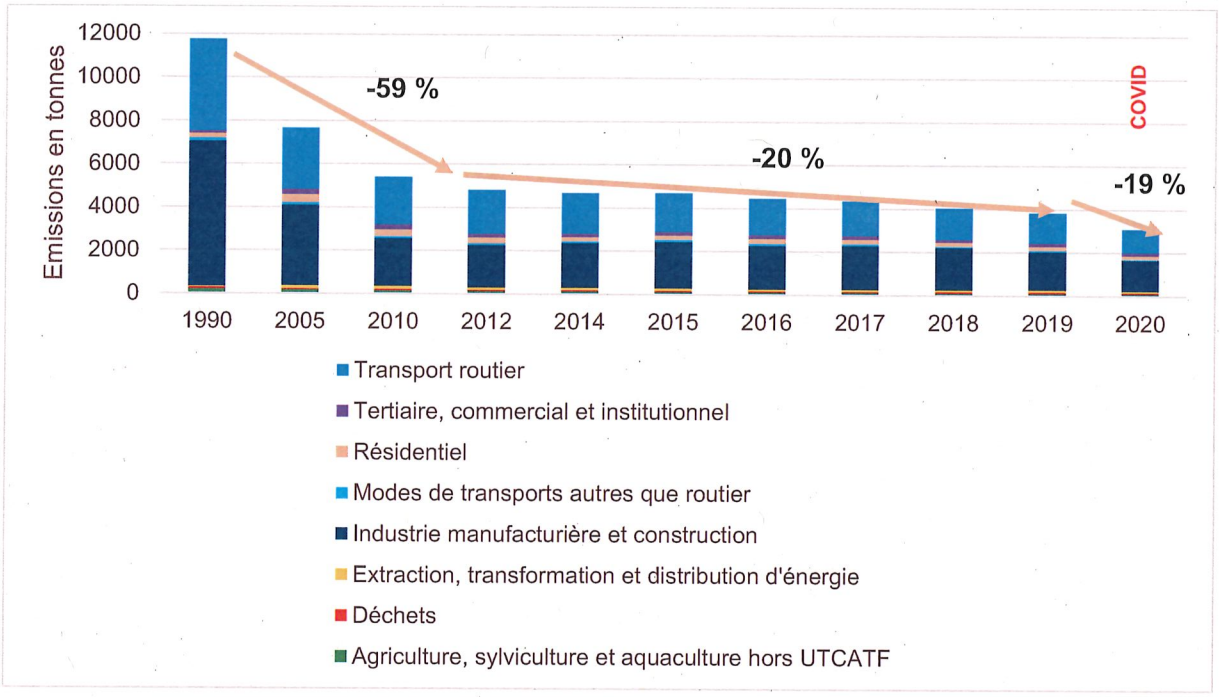


Figure 4 : Répartition annuelle des émissions de NOx sur Mulhouse Alsace Agglomération - Source : ATMO Grand Est - Invent'Air V2021

Les émissions de NO_x ont connu une diminution de 59 % sur le territoire entre 1990 et 2012, et sont depuis en baisse plus légère, mais continue entre 2012 et 2019 (-20%). Cette baisse s'explique par la généralisation des pots catalytiques et des systèmes SCR (selective catalytic reduction) ou DeNOx* pour la réduction des émissions d'oxydes d'azote installés sur les poids lourds depuis 2010 et sur les véhicules légers diesels de moyenne et grosses cylindrées à partir de 2016.

** Ensemble des traitements mis en œuvre pour éliminer tout ou partie des oxydes d'azote (NOx) contenus dans les effluents gazeux issus d'une combustion*

L'année 2020 constitue une année particulière qui marque une diminution des émissions de NO_x de 19 % par rapport à 2019, en raison de la crise sanitaire qui a ralenti voire stoppé les activités pendant plusieurs mois.

La diminution des émissions d'oxydes d'azote n'atteint pas encore les objectifs régionaux du SRADDET pour 2030. Le SRADDET prévoit en effet la diminution de 72% des émissions de NO_x et de 56 % des émissions de $PM_{2,5}$ en 2030.

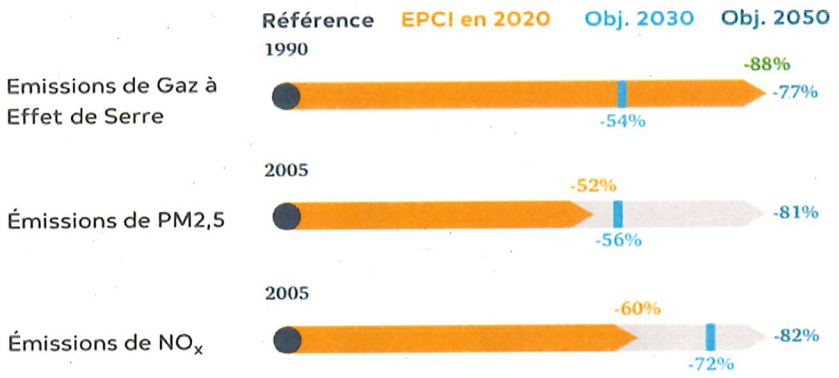


Figure 5 : Position du territoire en 2020 par rapport aux objectifs du SRADDET (Source : ATMO Grand Est, « Les chiffres-clés en un clin d'œil – Édition 2022 – Mulhouse Alsace Agglomération

Les données suivantes sont issues de l'outil de calcul Circul'Air V5 d'ATMO Grand Est et concerne le trafic 2019 avec le parc automobile prospectif de l'année 2023.

Au sein du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, en 2023, les véhicules particuliers représentent 72% du trafic, à savoir le nombre de véhicules couplés aux kilomètres qu'ils parcourent. Cette part est portée à 17 % pour les véhicules utilitaires légers et 9 % pour les poids lourds-bus et cars. Les deux roues motorisées représentent 2% du trafic.

Malgré leur poids dans le trafic, les véhicules particuliers ont émis 55% de la totalité des émissions de NO_x du secteur routier sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération en 2019, Les poids lourds et les VUL ne représentent respectivement que 9 et 17 % du trafic sur le territoire, mais comptent pour plus de 40 % des émissions d'oxyde d'azote.

Les vignettes Crit'Air les plus anciennes ont un poids prépondérant dans les émissions de NO_X.

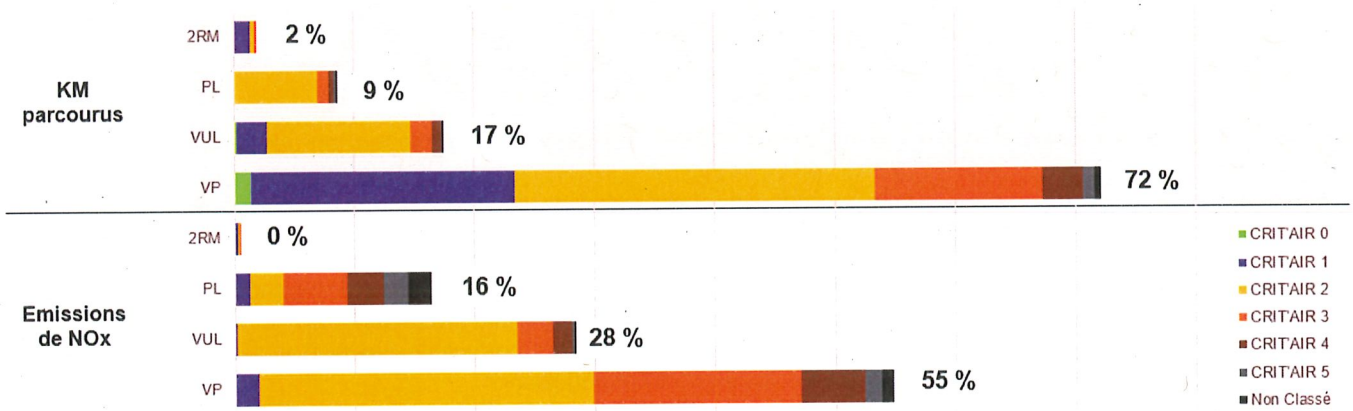


Figure 6. Répartition du trafic et des émissions de NO_X du secteur routier par catégories de véhicules et par vignette Crit'Air - Source : ATMO Grand Est, 2019

Les seuils réglementaires Euro IV, V puis VI (Crit'Air 4, Crit'Air 3 et Crit'Air 2 pour les diesels – 98% du parc) ont conduit à l'installation de systèmes de post-traitement des NOx permettant une réduction des émissions de NOx de l'ordre de 70 % par rapport aux véhicules de la génération précédente Euro III (Crit'air 5 pour les véhicules diesel)

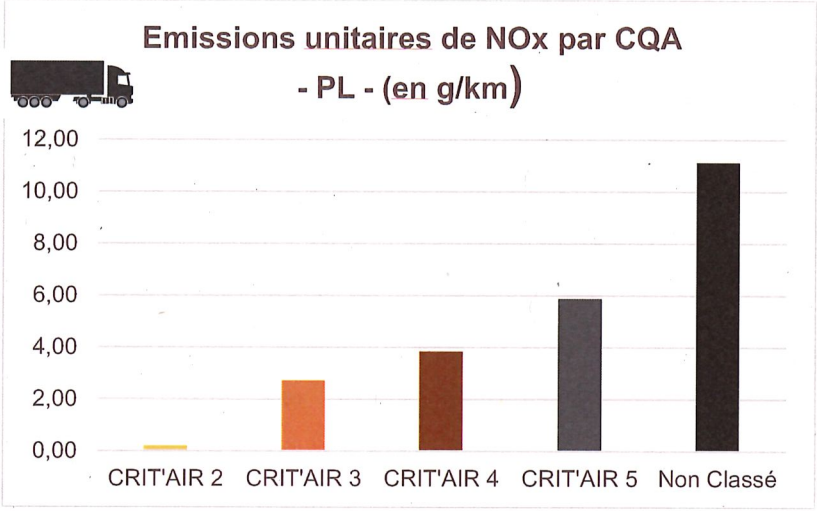


Figure 7 : Émissions unitaires de Nox par Vignettes Crit'Air Poids-lourd en g/km – Source : Données Atmo Grand est

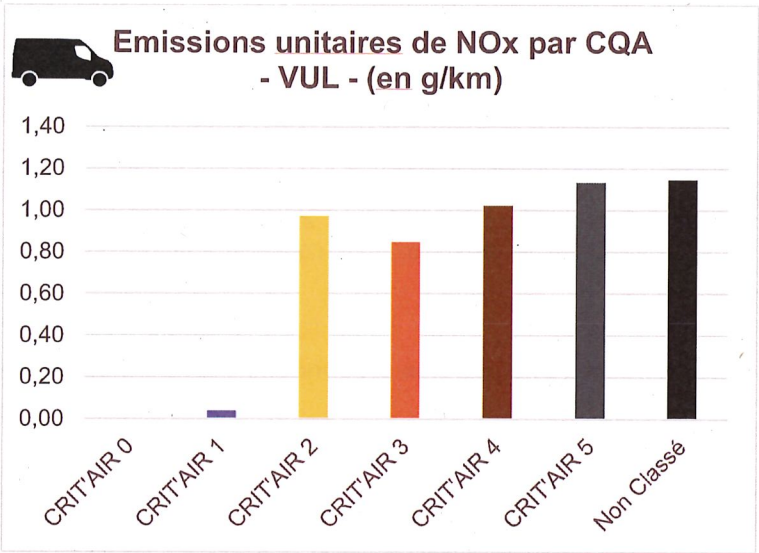


Figure 8 : Emissions unitaires de NO_X par Vignettes Crit'Air Véhicules utilitaires légers en g/km – Source : Données Atmo Grand est

2.1.2 Les particules PM_{10}

Les particules en suspension sont des aérosols, des cendres, des fumées. Les PM_{10} correspondent aux particules de diamètre aérodynamique inférieur à 10 micromètres. Les émissions de PM_{10} proviennent de nombreuses sources, en particulier de la combustion de biomasse et de combustibles fossiles comme le charbon et les fiouls, de certains procédés industriels, de l'agriculture (élevage et culture), du transport routier…

En 2021, le secteur routier est le troisième secteur émetteur de particules PM_{10} sur le territoire derrière le résidentiel et l'industrie.

Les émissions de PM_{10} sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération s'élèvent à **690 tonnes en 2022.**

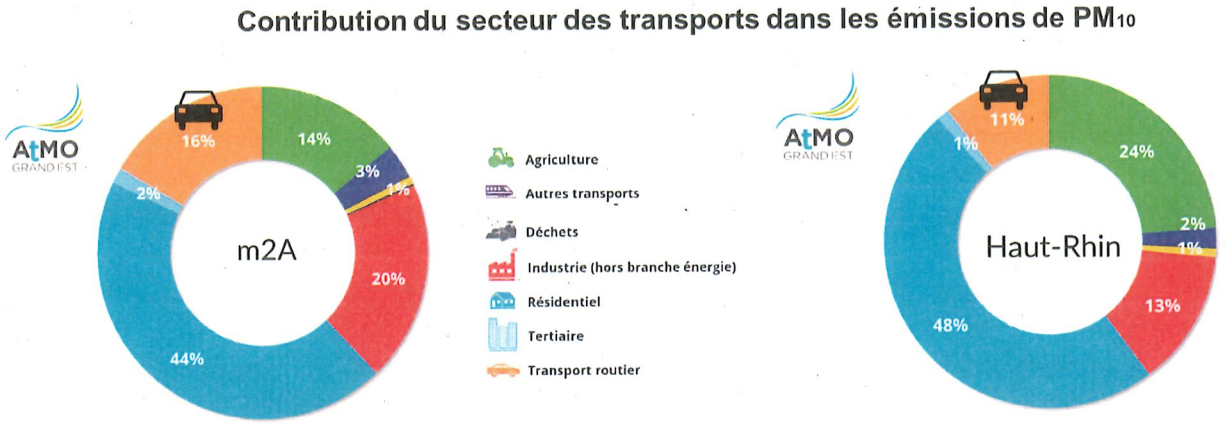


Figure 9 : *Contribution des différents secteurs dans les émissions de PM10 dans le territoire de la m2A en 2021 – source : ATMO Grand-Est Invent'air V2022*

Les sources de particules en suspension sont diverses. Le secteur résidentiel est le premier secteur émetteur de PM_{10}, en lien avec le chauffage au bois, particulièrement dans les foyers induisant des combustions incomplètes. L'industrie contribue à hauteur de 1/5ème des émissions. Le secteur du transport routier contribue quant à lui à hauteur de 16 % des émissions de PM_{10} sur le territoire, *ex aequo* avec le secteur agricole (travail du sol, récolte, gestion des résidus et bâtiment d'élevage).

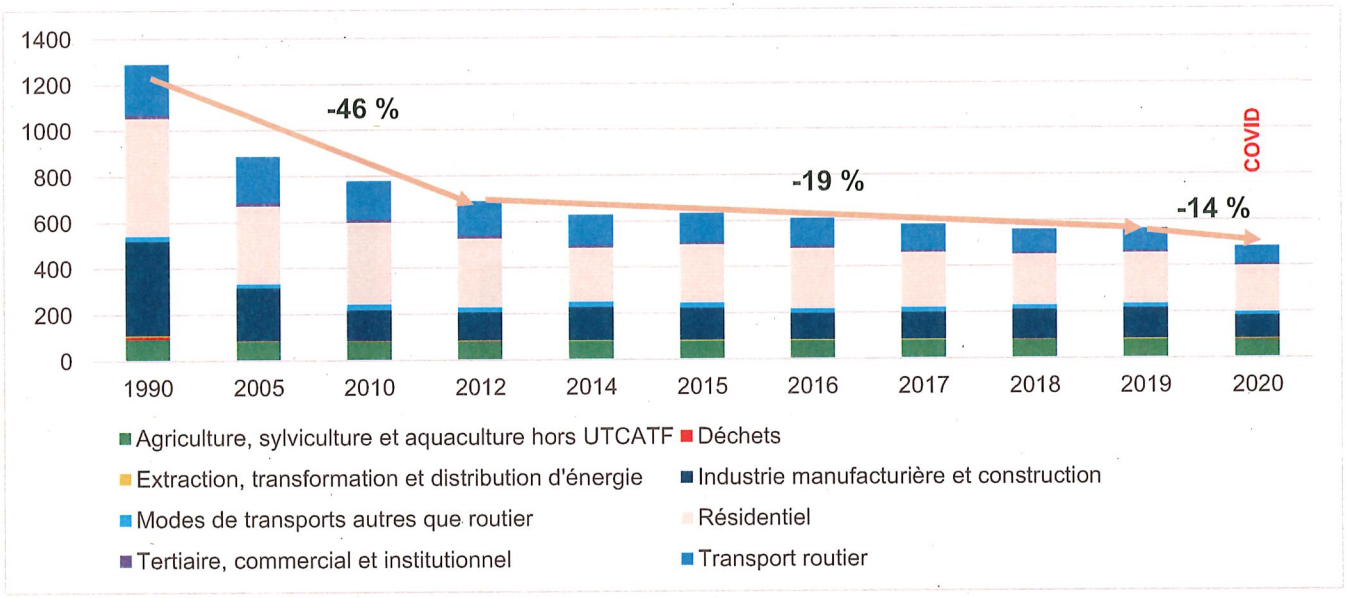


Figure 10 : Évolution des émissions de PM_{10} sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération depuis 1990 - Source : ATMO Grand Est - Invent'Air V2022

Les émissions de PM_{10} ont diminué de 46 % entre 1990 et 2012 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, puis de 19 % entre 2012 et 2019. L'augmentation du niveau d'exigence des normes Euro a imposé la généralisation des filtres à particules et donc une importante diminution des émissions de particules primaires. Le filtre à particules, apparu progressivement sur les véhicules mis sur le marché entre 2006 et 2010 (norme Euro4), est devenu systématique à partir de 2011 sur les véhicules neufs (norme Euro 5).

En ce qui concerne le secteur des transports, les émissions de particules générées par les véhicules proviennent de différentes sources :

- **Les pots d'échappement des véhicules thermiques (32% des émissions de PM_{10} du secteur routier en 2019)**
  - Ces émissions sont en baisse constante depuis 2007, en lien avec la généralisation du filtre à particules
- **Le système de freinage et l'abrasion des pneus sur la chaussée (68% des émissions de PM_{10} du secteur routier en 2019)**
  - Tous les véhicules (thermiques, électriques ou hybrides) émettent ces particules. Ces émissions sont corrélées au poids des véhicules.
  - Ces émissions ne sont pour l'heure pas règlementées (elles ne sont pas prises en compte dans les normes EURO), et très peu de solutions technologiques sont actuellement proposées par les constructeurs automobiles pour les réduire[3]. La situation pourrait évoluer avec la future norme Euro 7 (voir encadré). **Leur part devient prépondérante dans les émissions totales de particules.**

Les particules primaires issues des transports routiers sont principalement émises par les moteurs Diesel non équipés de filtre à particules. Le niveau des émissions est très dépendant de l'âge et de la technologie du véhicule.

Le filtre à particules, apparu progressivement sur les véhicules mis sur le marché entre 2006 et 2010 (norme Euro 4), est devenu systématique à partir de 2011 sur les véhicules neufs (norme Euro 5 – Crit'Air 2 pour les véhicules diesel).

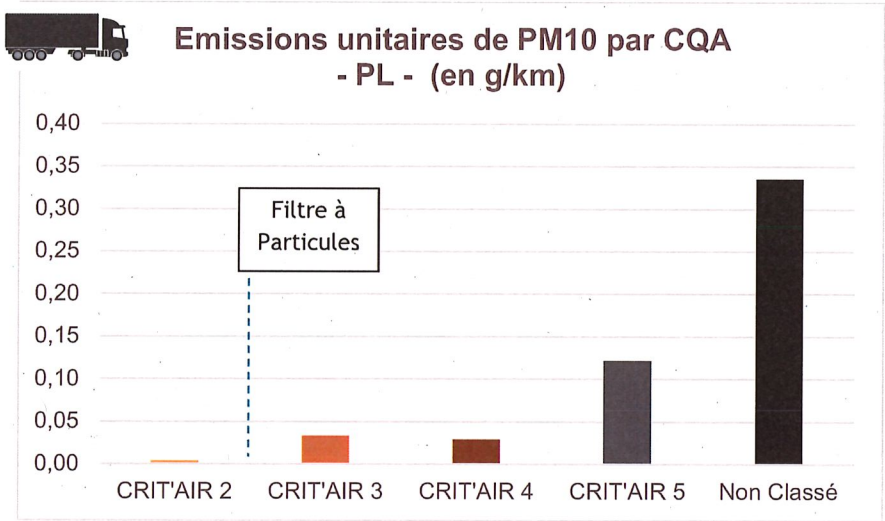


Figure 11 : Émissions unitaires de PM_{10} par vignettes Crit'Air Poids-lourd en g/km – Source : données Atmo Grand est

PL (Normes Euro I à VI) :

La part des émissions hors échappement (usure des pneus, des freins et de la route) est particulièrement importante pour les poids-lourds, en lien avec le poids des véhicules en circulation (elle représente 87 % du total des émissions de PM10 pour les poids-lourds).

- Les normes Euro successives ont fortement réduit les plafonds d'émission des véhicules
- Entre la norme Euro III (Crit'Air 5) et Euro IV (Crit'Air 4), la valeur limite a été divisée par 6

[3] ADEME, 2022. Emissions des Véhicules routiers - Les particules hors échappement

- L'introduction de la norme EURO VI (Crit'Air 2) a encore divisé par 2 la valeur limite, ce qui s'est traduit par l'apparition du filtre à particules (FaP)

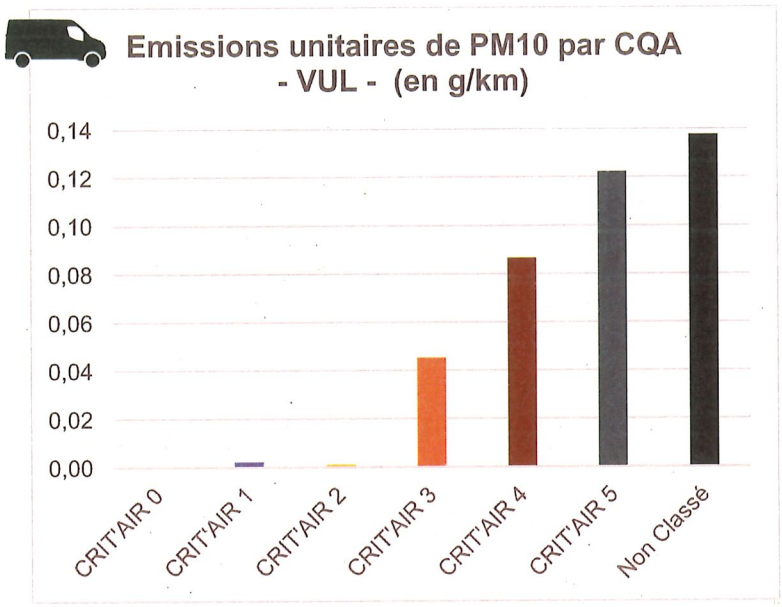


Figure 12 : Émissions unitaires de PM_{10} par vignette Crit'Air véhicules utilitaires en g/km – Source : Données Atmo Grand est

Future réglementation Euro 7 / VII

La réglementation Euro 7 / VII va très certainement inclure un volet sur les émissions de particules de frein avec une première étape en phase de test et contrôle puis une deuxième étape avec des seuils d'émissions à ne pas dépasser.

Une réglementation sur les particules de pneu est peu probable pour Euro 7 / VII. En effet, des études sur la caractérisation et la distribution en taille de ces particules sont encore nécessaires de même que la définition d'une méthodologie de mesure robuste qui sera étudiée dans le projet H2020 LEON-T (2021 – 2024)[4].

La part des émissions hors échappement (usure des pneus, des freins et de la route) est particulièrement importante pour les poids-lourds, en lien avec le poids des véhicules en circulation (elle représente 88% du total des émissions de PM_{10} pour les poids-lourds). Toutefois pour les PL non classés elle ne représente que 18%

[4] https://librairie.ademe.fr/air-et-bruit/5384-emissions-des-vehicules-routiers-les-particules-hors-echappement.html

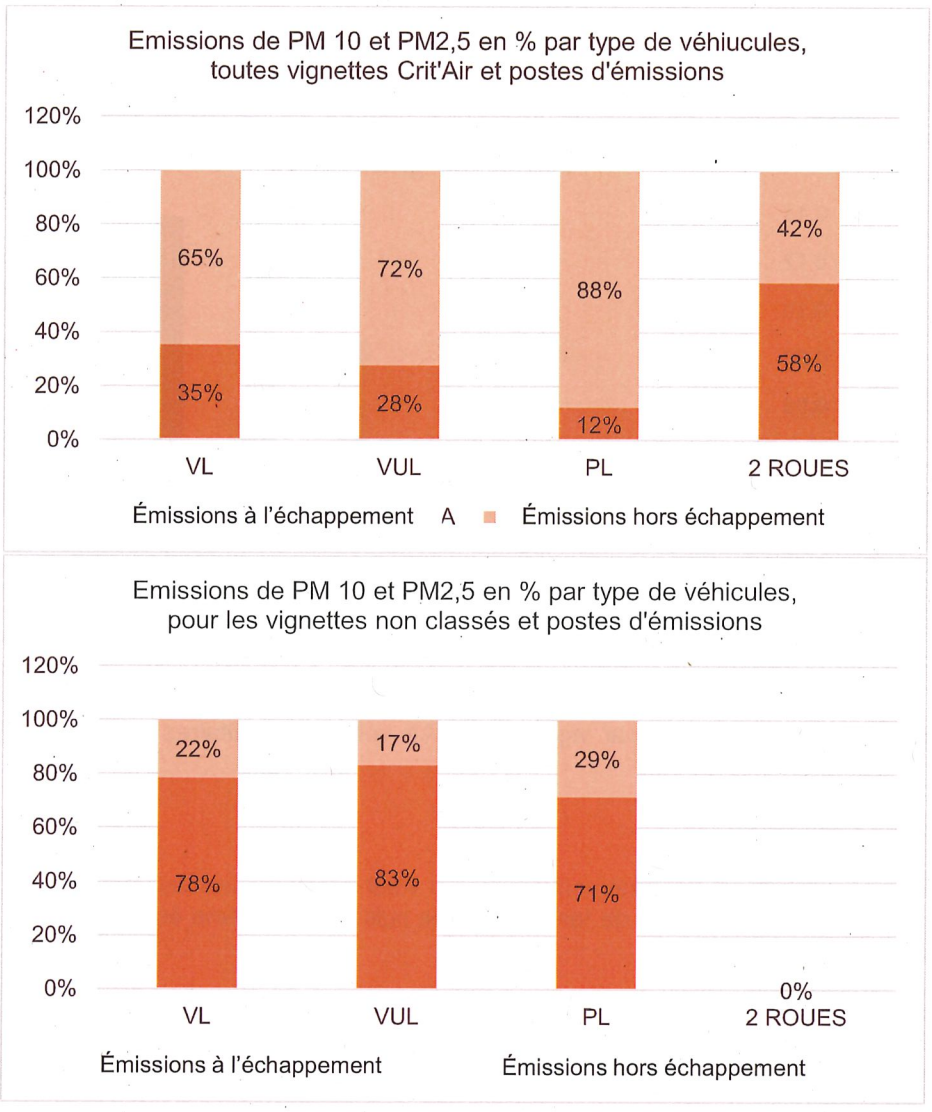


Figure 13. Répartition des émissions de PM_{10} et $PM_{2,5}$ par types de véhicules et postes d'émissions – Source : ATMO Grand Est, 2019

2.1.3 Les particules fines $PM_{2,5}$

Les particules fines $PM_{2,5}$ correspondent aux particules fines de diamètre aérodynamique inférieur à 2,5 micromètres. Les émissions de $PM_{2,5}$ proviennent de nombreuses sources, en particulier du chauffage au bois dans le secteur résidentiel (appareils peu performants), de combustibles fossiles comme le fioul, de certains procédés industriels, du transport routier... Ces particules, du fait de leur taille, pénètrent profondément dans l'organisme - jusqu'au système cardiovasculaire - ce qui les rend particulièrement toxiques.

En 2020, le secteur routier est le second secteur émetteur de particules $PM_{2,5}$ sur le territoire derrière le résidentiel.

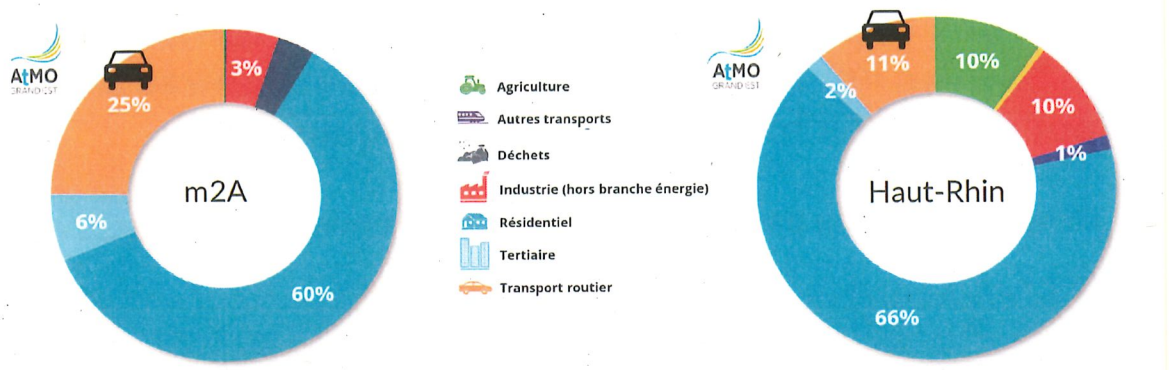


Figure 14. Contribution des différents secteurs aux émissions de $PM_{2,5}$ sur le territoire de m2A et du Haut Rhin en 2020 - Source : ATMO Grand Est Invent'air v2022

Les émissions de $PM_{2,5}$ s'élèvent à **404 tonnes en 2020** sur le territoire de la m2A.

Les sources de particules $PM_{2,5}$ sont diverses. Comme pour les PM_{10}, le **secteur résidentiel** est le premier secteur émetteur de $PM_{2,5}$, en lien avec la **combustion énergétique** pour satisfaire **les besoins de chauffage (chauffage au bois)**.

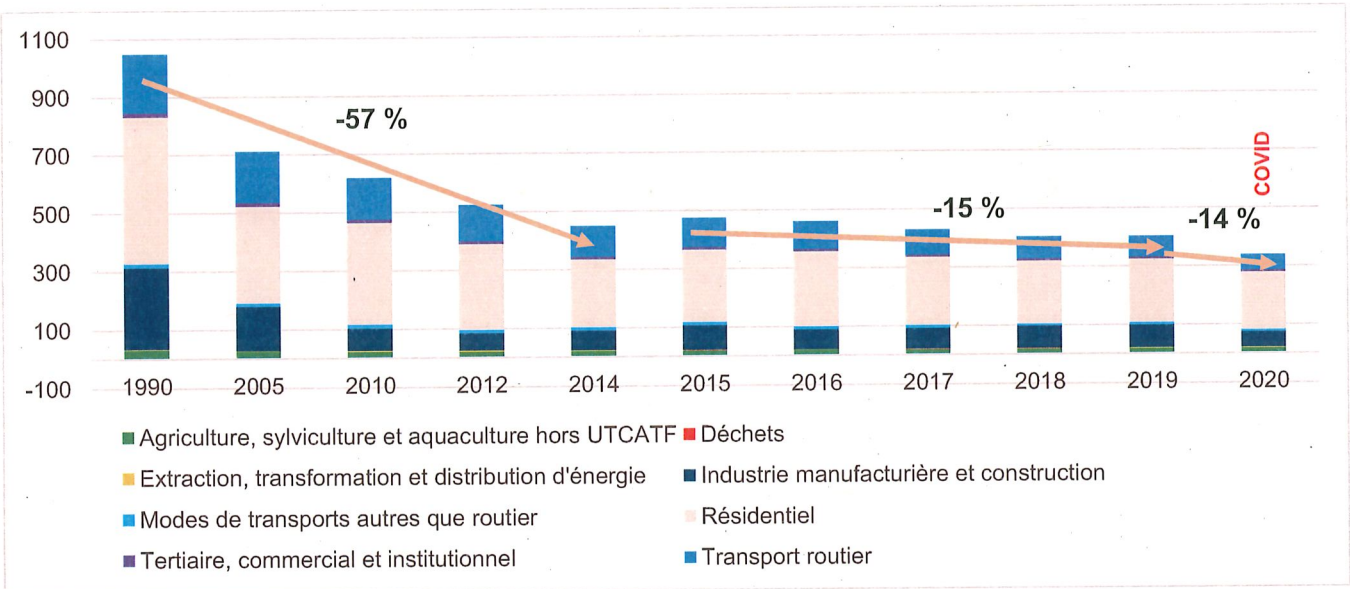


Figure 15 : Evolution des émissions de $PM_{2,5}$ sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération depuis 1990 - Source : ATMO Grand Est- Invent'Air V2022

Enjeux pour les VUL et véhicules lourds
Les véhicules utilitaires légers et les véhicules lourds (PL, bus et autocars) représentent ensemble 26% des distances parcourues en véhicule par kilomètre sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Ils représentent par ailleurs 44% des émissions à échappement de NOx et 28% des émissions à l'échappement de PM10. Pour les VUL, 69% des distances parcourues le sont par des Crit'air 2 qui sont à l'origine de 82% des émissions de NOx, suivis par les Crit'Air 1 qui représentent la majorité des émissions restantes (15%).

Pour les véhicules lourds, 80% des distances parcourues le sont par des Crit'air 2, lesquels représentent 17% des émissions de NOx. Les Crit'air 3 et plus anciens représentent 19% des distances parcourues, mais sont à l'origine de 76% des émissions de NOx à l'échappement (33 % pour les Crit'air 3, 19 % pour les Crit'air 4, 12 % pour les Crit'Air 5 et non classés chacun).

2.2 Etat des lieux de la qualité de l'air sur le territoire de m2A avec l'analyse des niveaux de concentrations des polluants et d'exposition des populations

2.2.1 Des épisodes de pollution liés à l'ozone et aux particules

L'indice qualité de l'air d'ATMO Grand Est /
L'indice ATMO est un indicateur journalier de la qualité de l'air calculé à partir des concentrations dans l'air de polluants réglementés : le dioxyde de soufre (SO_2), le dioxyde d'azote (NO_2), l'ozone (O_3) et les particules grossières et fines (PM_{10} et $PM_{2,5}$). Il qualifie la qualité de l'air sur une échelle de 1 à 6 pour informer les citoyens et les pouvoirs publics.
Depuis 2021, les seuils ont évolué et s'alignent désormais sur les recommandations européennes (Agence européenne pour l'environnement). Les $PM_{2,5}$ ont en outre été introduits dans le calcul de l'indice.

L'état général de la qualité de l'air sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération peut être qualifié de moyen à dégradé en 2022. En effet, d'après les données d'ATMO Grand Est pour l'année 2022, on dénombre à Mulhouse 2% de journées ayant un indice « Bon », 56% ayant un indice « Moyen » et 28 % un indice « dégradé ». Enfin, 14 % des indices ont été classés « Mauvais ». Lorsque la qualité de l'air a été « mauvaise » à « très mauvaise », les $PM_{2,5}$ sont responsables à hauteur de 42% du temps. L'ozone est quant à lui responsable de 36% des jours de mauvaise qualité de l'air, les PM_{10} étant responsables à hauteur de 20% du temps.

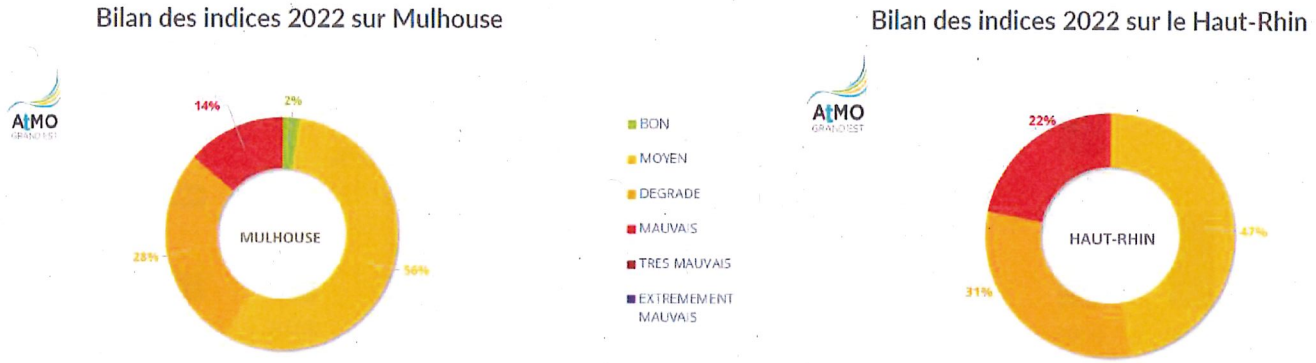


Figure 16 : Répartition des indices de qualité de l'air sur Mulhouse et sur le Haut-Rhin en 2022 – Source : ATMO Grand Est

Au-delà de certains seuils de concentration pour les différents polluants, une **procédure d'information** est activée par ATMO Grand Est qui concerne les personnes sensibles (jeunes enfants, femmes enceintes, personnes âgées, personnes souffrant de problèmes respiratoires), assortie de recommandations. Des seuils impliquent d'entrer en **procédure d'alerte**

Il existe deux façons de passer en procédure d'alerte :

- Dépassement du seuil d'alerte dès le premier jour (seuils plus hauts que le niveau d'information et de recommandation)
- À partir d'un deuxième jour d'une procédure d'information et de recommandation

POLLUANTS	VALEURS LIMITES	OBJECTIFS DE QUALITÉ (moyennes annuelles)	VALEURS CIBLES (moyennes annuelles)	SEUIL INFORMATION / RECOMMANDATIONS	SEUILS D'ALERTE	NIVEAUX CRITIQUES
Dioxyde d'azote (NO_2)	En moyenne annuelle : 40 µg/m³ En moyenne horaire : 200 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 18h par an	40 µg/m³		En moyenne horaire : 200 µg/m³	En moyenne horaire : 400 µg/m³ dépassé sur 3h consécutives. 200 µg/m³ si dépassement de ce seuil la veille, et risque de dépassement de ce seuil le lendemain	
Oxydes d'azote (NO_x)						En moyenne annuelle (équivalent NO_2) : 30 µg/m³ (protection de la végétation)
Dioxyde de soufre (SO_2)	En moyenne journalière : 125 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 3 jours par an En moyenne horaire : 350 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 24h par an	50 µg/m³		En moyenne horaire : 300 µg/m³	En moyenne horaire sur 3h consécutives : 500 µg/m³	En moyenne annuelle et hivernale : 20 µg/m³ (protection de la végétation)
Plomb (Pb)	En moyenne annuelle : 0,5 µg/m³	0,25 µg/m³				
Particules de diamètre ≤ à 10 micromètres (PM10)	En moyenne annuelle : 40 µg/m³ En moyenne journalière : 50 µg/m³ à ne pas dépasser plus de 35 jours par an	30 µg/m³		En moyenne journalière : 50 µg/m³	En moyenne journalière : 80 µg/m³	
Monoxyde de carbone (CO)	Maximum journalier de la moyenne glissante sur 8h : 10 mg/m³					
Benzène (C_6H_6)	En moyenne annuelle : 5 µg/m³	2 µg/m³				
Arsenic (As)			6 ng/m³			
Cadmium (Cd)			5 ng/m³			
Nickel (Ni)			20 ng/m³			
Benzo(a)pyrène (B(a)P)			1 ng/m³			

POLLUANT	OBJECTIFS DE QUALITÉ	SEUIL INFORMATION / RECOMMANDATIONS	SEUILS D'ALERTE	VALEURS CIBLES
Ozone (O_3)	Seuil de protection de la santé, pour le maximum journalier de la moyenne sur 8 heures : 120 µg/m³ pendant une année civile. Seuil de protection de la végétation, AOT 40 de mai à juillet de 8h à 20h : 6 000 µg/m³.h	En moyenne horaire : 180 µg/m³	Seuil d'alerte pour une protection sanitaire pour toute la population, en moyenne horaire : 240 µg/m³ sur 1h. Seuils d'alerte pour la mise en œuvre progressive de mesures d'urgence, en moyenne horaire : 1er seuil : 240 µg/m³ dépassé 3h consécutives 2e seuil : 300 µg/m³ dépassé 3h consécutives 3e seuil : 360 µg/m³	Seuil de protection de la santé : 120 µg/m³ pour le max journalier de la moyenne sur 8h à ne pas dépasser plus de 25 jours par année civile en moyenne calculée sur 3 ans. Seuil de protection de la végétation : AOT 40 de mai à juillet de 8h à 20h : 18 000 µg/m³.h en moyenne calculée sur 5 ans.

Tableau 2. Valeurs limites et procédures d'alerte – source ATMO Grand Est

Toute la population est alors concernée, et des mesures réglementaires automatiques entrent en vigueur : la vitesse autorisée est réduite de 20 km/h sur autoroutes et deux voies et les usines ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) ont des actions spécifiques à mettre en place.

Ces dernières années, tous les épisodes de pollution ont été dus à des concentrations trop élevées soit de particules PM_{10} soit d'ozone (O_3), Les épisodes de pollution hivernaux étaient exclusivement dus aux particules, et les épisodes estivaux dus à l'ozone. Au printemps et à l'automne, ces épisodes peuvent être mixtes.

Nombre de jours avec procédures réglementaire dans le Haut-Rhin					
PM_{10}			**O_3**		
2019	**2020**	**2021**	**2019**	**2020**	**2021**
2	3	4	103	3	1

Tableau 3. Nombre de jours de procédures dans le Haut-Rhin (d'après ATMO Grand Est)

2.2.2 Concentrations modélisées et mesurées

2.2.2.1 Modélisations des concentrations moyennes annuelles

Les modélisations de la dispersion des polluants dans l'air réalisées par ATMO Grand Est permettent d'établir les cartes des concentrations moyennes annuelles sur le périmètre de Mulhouse Alsace Agglomération.
Les concentrations moyennes annuelles en NO_2, PM_{10} et $PM_{2,5}$ pour l'année 2022 sont représentées sur les figures suivantes :

Les échelles de couleurs sur les cartes sanitaires suivantes sont calées sur la valeur OMS.

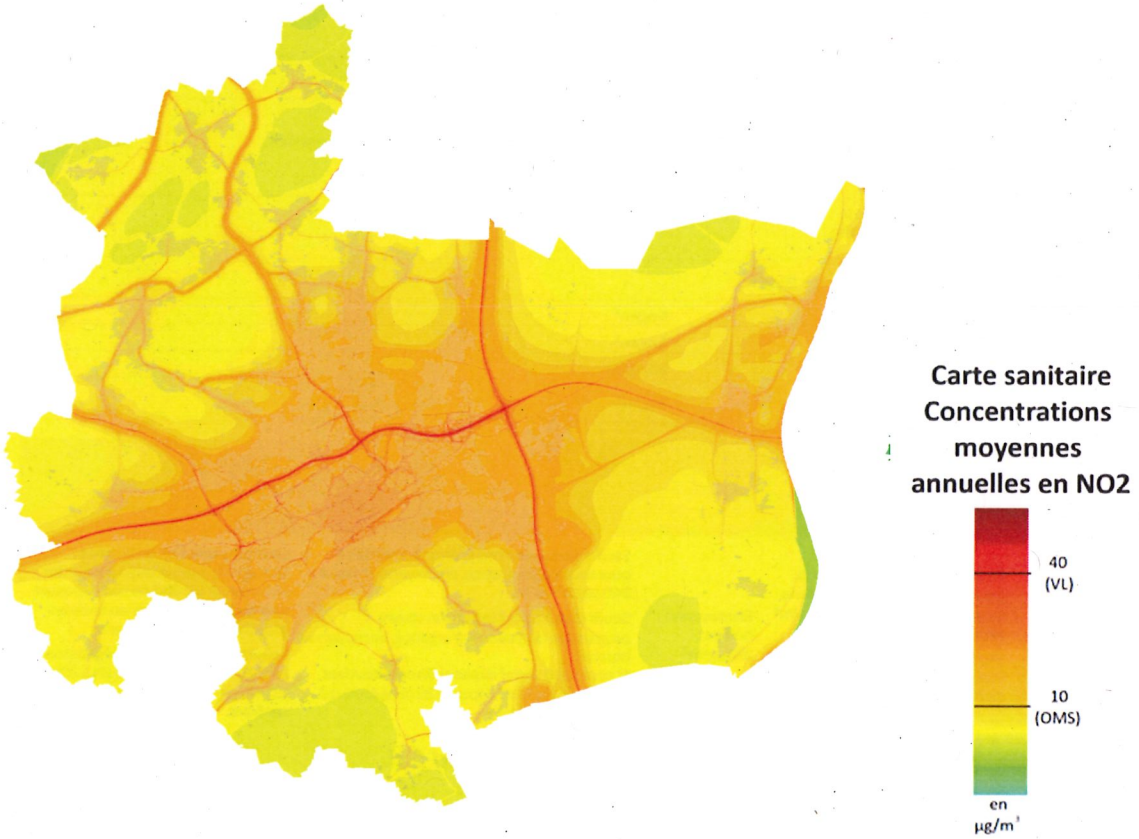


Figure 17 : Concentrations moyennes annuelles en NO_2 en 2022 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2022

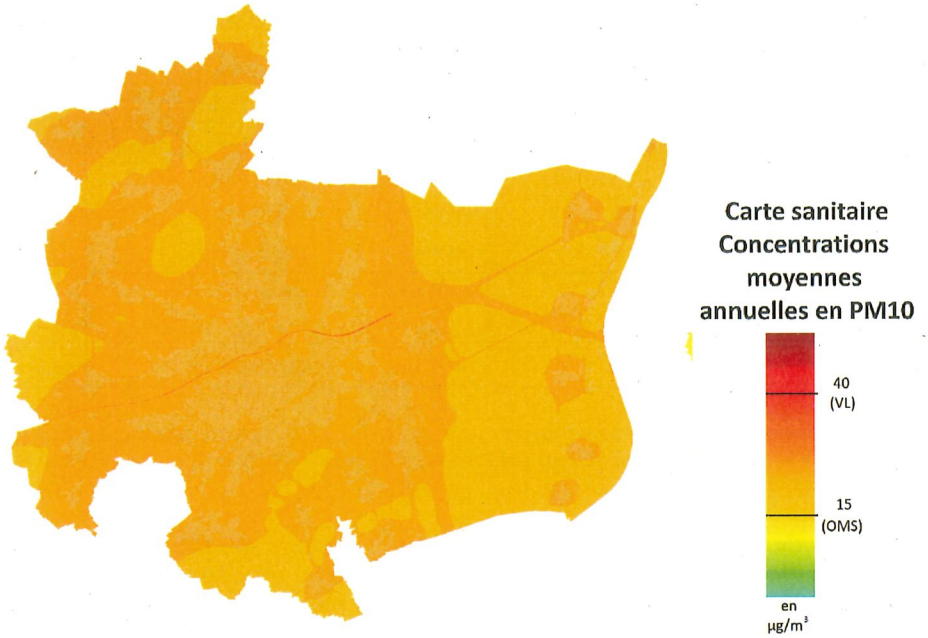


Figure 18 : Concentrations moyennes annuelles en PM_{10} en 2022 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2022

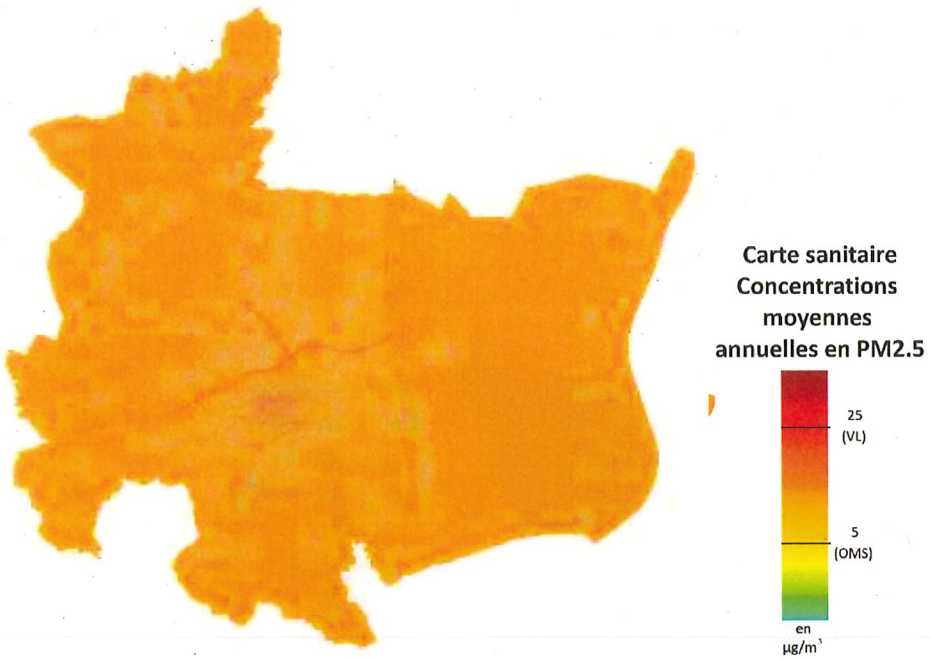


Figure 19 : Concentrations moyennes annuelles en $PM_{2,5}$ en 2022 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2022

En 2022, les dépassements de la valeur limite pour le NO_2 sont localisés autour des principaux axes routiers du territoire ; ainsi, moins de 100 personnes sont exposées à un dépassement de la valeur limite actuelle (40 µg/m³). Concernant les particules PM_{10} et $PM_{2,5}$, l'ensemble du territoire respecte les valeurs limites.
Le tableau suivant récapitule les données d'exposition en 2022 aux valeurs limites réglementaires, les futures valeurs limites proposées par la commission européenne pour 2030 et aux valeurs cibles de l'OMS de 2021 pour le NO_2, les PM_{10} et $PM_{2,5}$.

			Données d'exposition 2022		
Polluant		Norme µg/m³	Superficie exposée	Population exposée (pop LCSQA 2018)	Soit poucentage de la population
NO_2	VL	40	0.6 km²	< 100 hab	<0.03 %
	VL2030	20	6,6 km²	3 300 hab	1.2 %
	OMS_2021	10	105 km²	206 500 hab	75 %
PM_{10}	VL	40	0.000 km²	0 hab	0%
	VL2030	20	0.8 km²	100 hab	0 %
	OMS_2021	15	147,7 km²	261 300 hab	95 %

Tableau 4. Populations exposées à des dépassements des valeurs limites (VL), valeurs recommandées par l'OMS (OMS_2021), valeurs cibles (VC) et objectifs de qualité de l'air (OQA) en 2022 sur Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est 2022

En 2022, sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération, moins de 100 personnes sont exposées à un dépassement de la valeur limite pour le NO_2, 3 300 sont exposées à un dépassement de la future valeur limite proposée par la commission européenne pour 2030 et 206 500 habitants sont exposées à un dépassement de la valeur cible 2021 de l'OMS.

Ainsi, ce tableau illustre un enjeu de vigilance sur la qualité de l'air sur l'agglomération au regard des enjeux sanitaires.

2.2.2.2 Modélisations des concentrations moyennes annuelles en 2033 au fil de l'eau (sans ZFE)

Dans le cadre des études de préfiguration de la ZFE et du rapport réalisé par ATMO Grand-Est, un scénario fil de l'eau (sans ZFE) de l'évolution des concentrations a été réalisé à l'horizon 2033. Les résultats de ces modélisations sont présentés ci-dessous.

Dioxyde d'azote

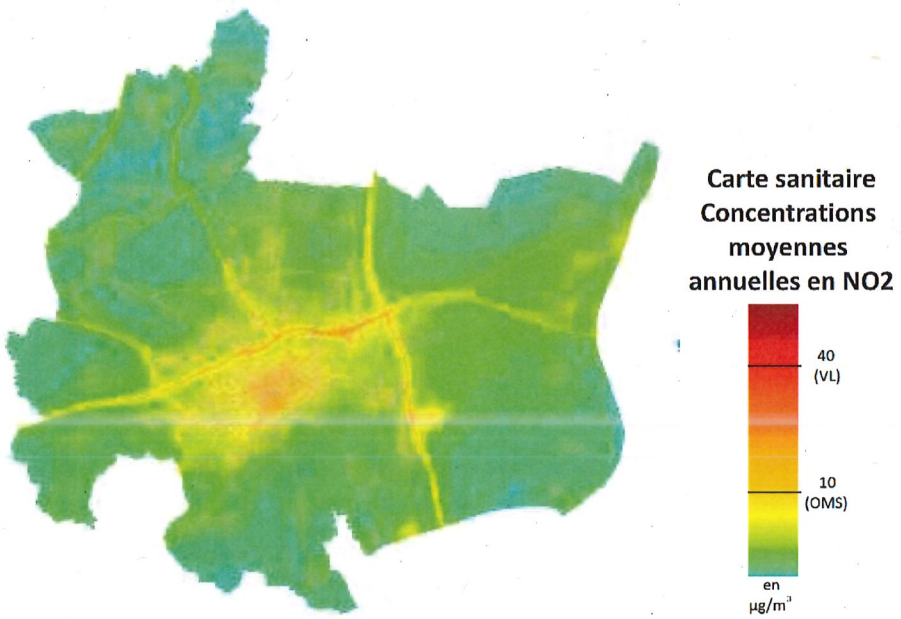


Figure 20 : Concentrations moyennes annuelles en NO_2 en 2033 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2023

En 2033, le renouvellement du parc automobile et l'ensemble des mesures nationales et locales prévues à cette échéance permettent une diminution des niveaux de NO_2 de 51% sur l'ensemble du Haut-Rhin. Les niveaux maximums marquent une baisse plus importante de 63%. À cet horizon, il n'y a plus de dépassement de la valeur limite simulé et une baisse de plus de 95% des superficies et populations exposées à des dépassements de la valeur limite en projet pour 2030 et de la valeur guide OMS est modélisée. Il reste 8 400 habitants exposés à un dépassement de la valeur guide OMS dont 6 900 résidents dans m2A.

PM 2,5

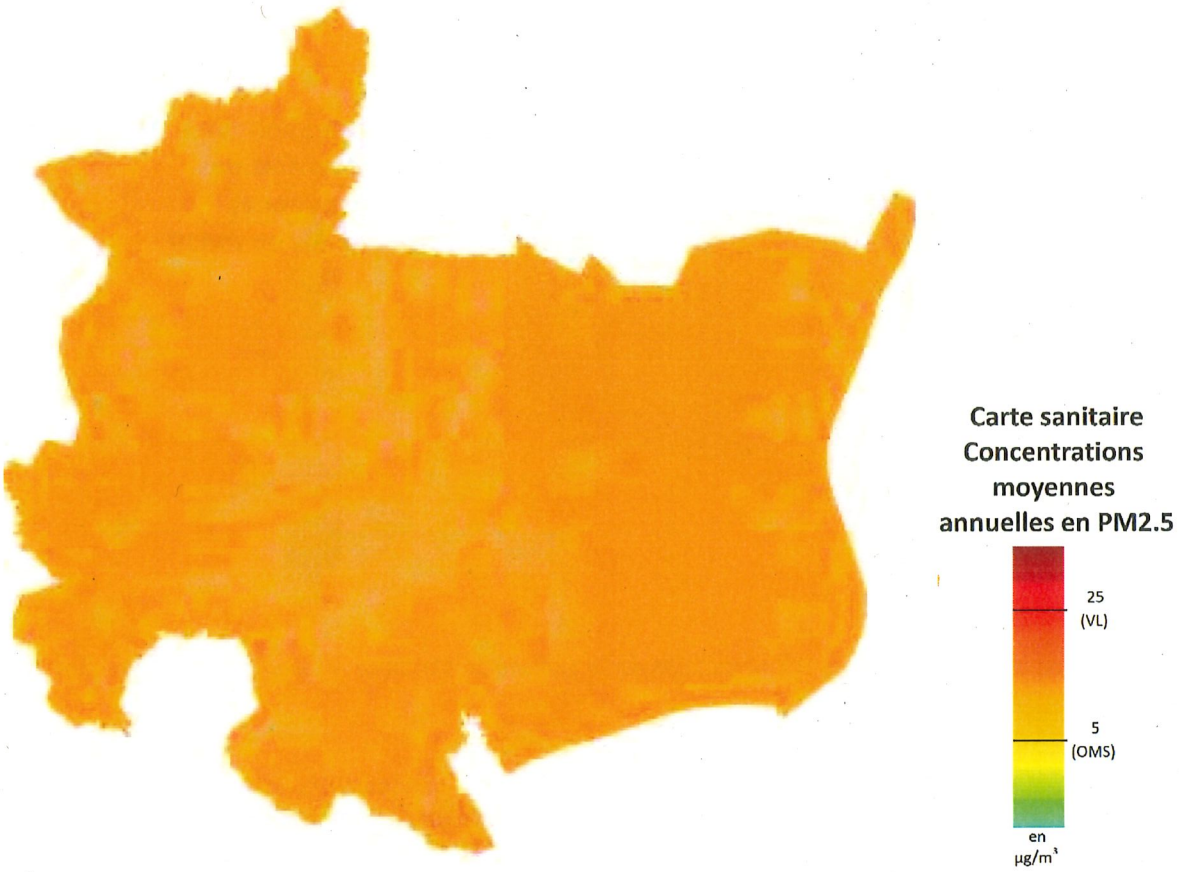


Figure 21 : Concentrations moyennes annuelles en PM 2,5 en 2033 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2023

En 2033, le renouvellement du parc automobile et l'ensemble des mesures nationales et locales prévus à cette échéance permettent une diminution des niveaux de particules $PM_{2,5}$ de **34% sur l'ensemble du Haut-Rhin**. Les niveaux maximums marquent une baisse plus faible de 27%. À cet horizon, il n'y a quasiment plus de dépassement de la valeur limite en projet pour 2030 simulé. La valeur guide OMS reste dépassée sur la majeure partie des zones habitées du Haut-Rhin. Il y a 679 100 habitants exposés à un dépassement de la valeur guide OMS dont 274 000 résidents dans m2A.

PM 10

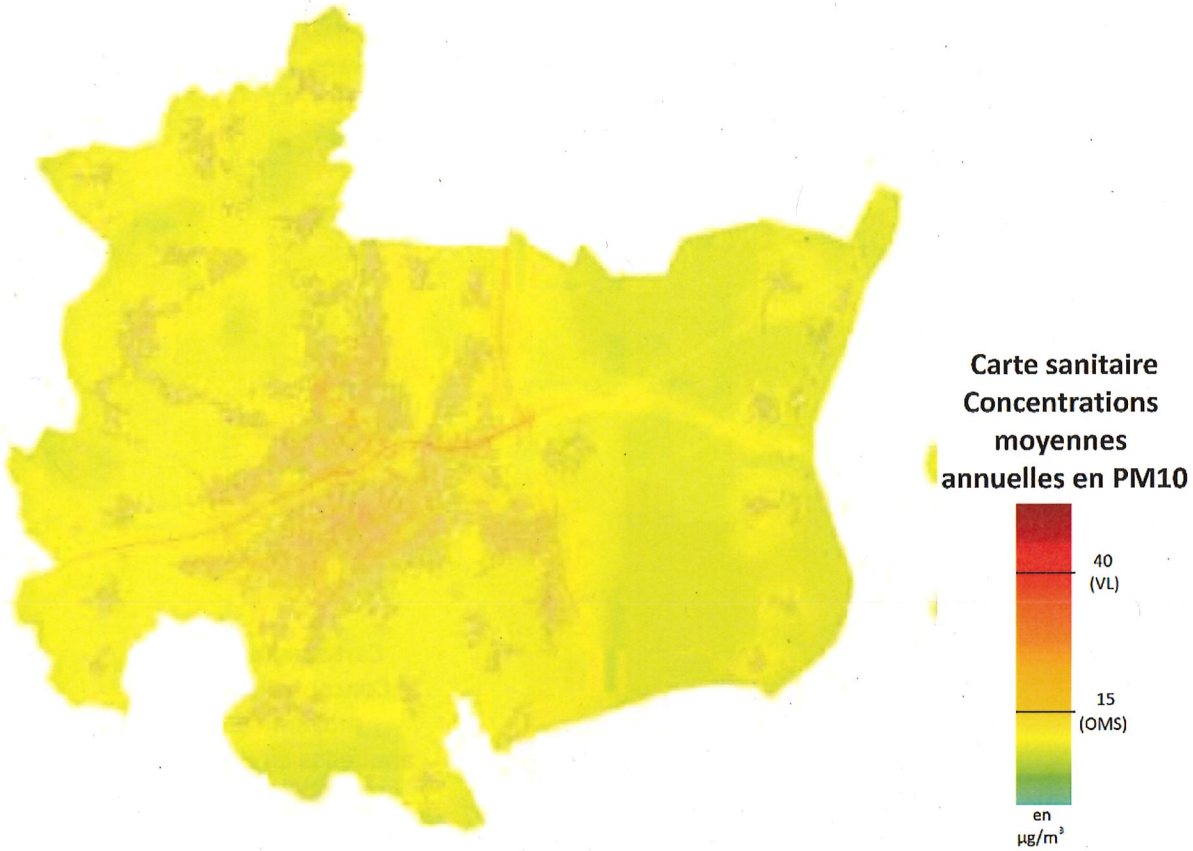


Figure 22 : Concentrations moyennes annuelles en PM 10 en 2033 sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération – Source : Atmo Grand Est – 2023

En 2033, le renouvellement du parc automobile et l'ensemble des mesures nationales et locales prévues à cette échéance permettent une diminution des niveaux de particules PM_{10} de 25% sur le Haut-Rhin et 23% sur m2A. Les niveaux maximums marquent une baisse de 24%. À cet horizon, il n'y a plus de dépassement de la valeur limite en projet pour 2030 simulé, et une baisse de plus de 99% des superficies et populations exposées à des dépassements de la valeur guide OMS est modélisée. Il reste 700 habitants exposés à un dépassement de la valeur guide OMS dont 400 résidents dans m2A.

2.2.2.3 Mesures en station

En 2022, Mulhouse Alsace Agglomération dispose de 5 stations de mesures fixes placées dans des environnements variés :

- 3 stations urbaines de fond ;
- 1 station dite « trafic », de proximité automobile ;
- 1 station industrielle.

Station	Influence/Typologie
Mulhouse Nord	Fond urbaine
Mulhouse Est	Fond périurbaine
Mulhouse Sud 2	Fond urbaine
Mulhouse Briand	Trafic urbaine
Chalampé	Rurale industrielle

Tableau 5.: Typologie et nom des stations d'Atmo Grand Est à Muhouse, Source : Atmo Grand Est 2022

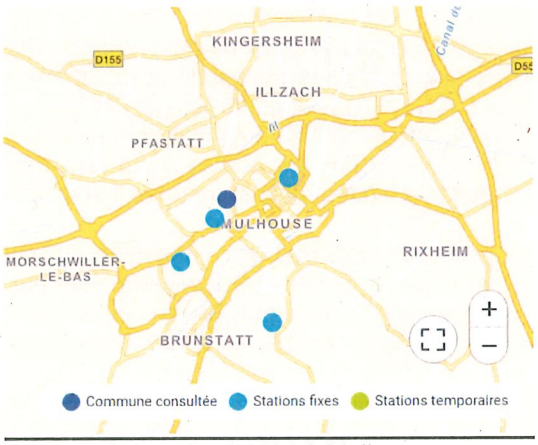


Figure 23 : Localisation des 5 stations d'Atmo Grand Est à Mulhouse source : Site Internet Atmo Grand-Est

Moyennes annuelles

Les concentrations moyennes annuelles de NO_2, PM_{10} et $PM_{2,5}$ mesurées au niveau des stations de surveillance d'Atmo Grand Est sur la métropole de Mulhouse sont fournies ci-après.

Les concentrations sont mises en regard des valeurs limites annuelles définies actuellement et de la valeur guide de l'OMS_{2021}.

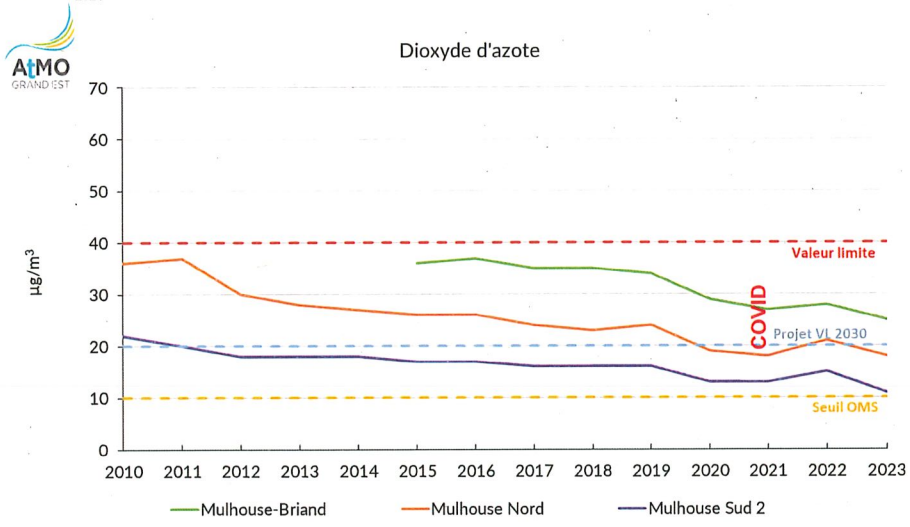


Figure 24 : Evolution des concentrations moyennes annuelles en NO_2 entre 2010 et 2023mesurées au droit des stations fixes Source : Atmo Grand Est

Evolution en % depuis 2010	Mulhouse Briand	Mulhouse Sud 2	Mulhouse Nord
NO_2	-31%	-50%	-50%

Tableau 6. : Évolution en % des concentrations en NO_2 mesurées en station par rapport à 2010– Source : Atmo Grand Est

La valeur limite pour le NO_2 est respectée sur chaque station pour l'ensemble de la période 2010-2023. En outre, on observe une diminution des concentrations en NO_2 depuis 2010 comprise entre 22 et 42 %, mais les concentrations restent au-delà du seuil recommandé par l'OMS.

2.3 La carte stratégique air de l'agglomération de Mulhouse

Il existe un lien évident entre production de polluants et concentration en polluants, mais leur relation n'est pas linéaire et dépend de nombreux paramètres liés aux conditions atmosphériques et aux réactions chimiques avec les autres polluants de l'air. Les Cartes Stratégiques Air (CSA) sont générées par les Associations agréées de surveillance de la qualité de l'air (AASQA). Ces cartes constituent un outil de diagnostic qui permet de hiérarchiser rapidement les zones du territoire en fonction de la qualité de l'air. La carte est établie sur 5 ans, permettant de moyenner les conditions météorologiques et de s'affranchir de l'effet d'épisodes météorologiques exceptionnels sur les niveaux de polluants.

Elle prend aussi en compte plusieurs polluants ainsi que leur dispersion en fonction des vents dominants. Elle fait apparaître les zones non touchées par un dépassement du seuil recommandé par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), les zones en dépassement du seuil OMS, ainsi que les zones en dépassement réglementaire potentiel et effectif. Ceci permet de repérer les zones de vigilance et les zones où l'enjeu relatif à la qualité de l'air est fort.

La carte stratégique Air de Mulhouse Alsace Agglomération sur la période 2017-2021 mise à jour en 2022 est présentée ci-après.

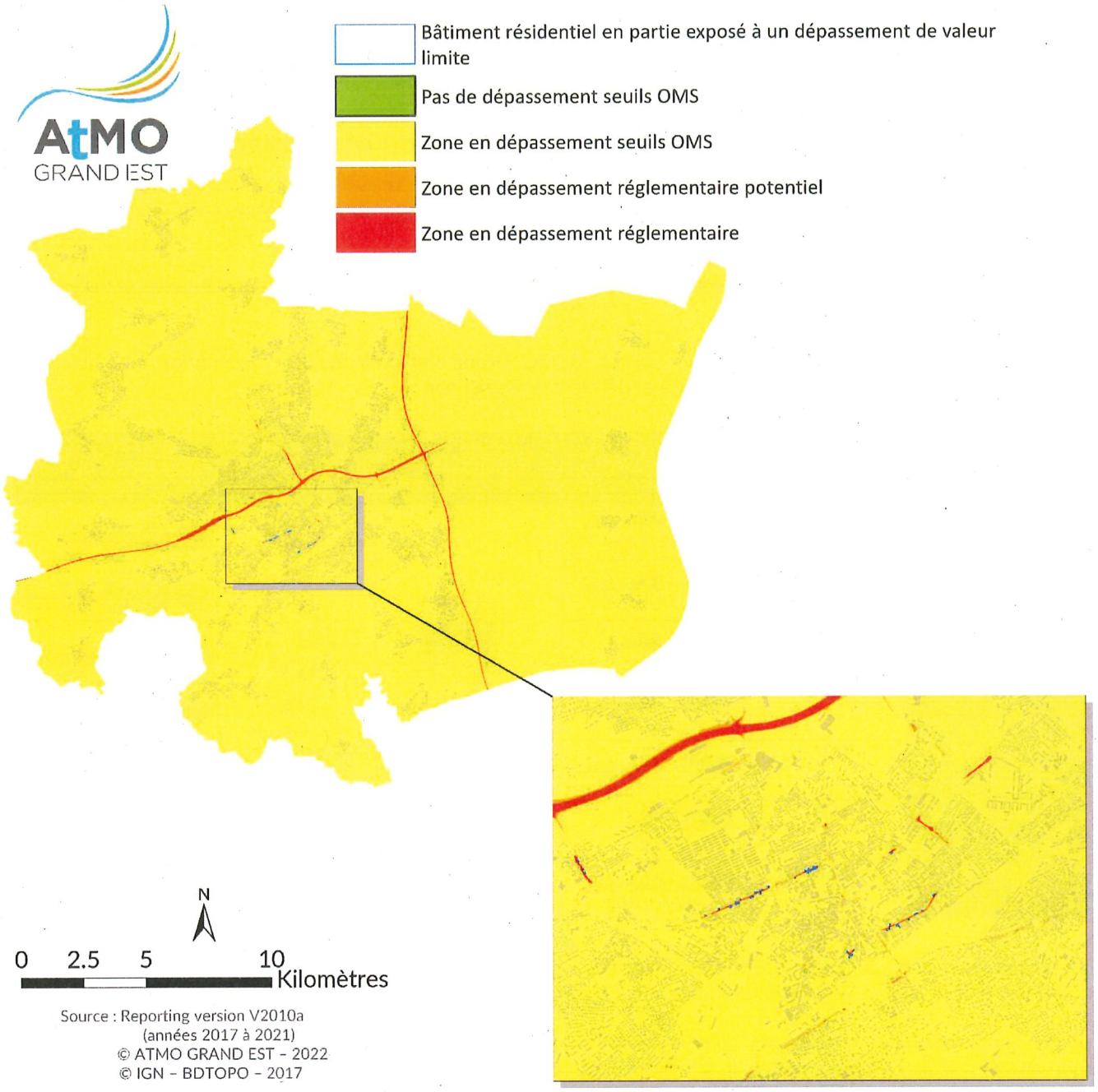


Figure 25 : Carte stratégique Air Mulhouse Alsace Agglomération, période 2017-2021 - Source : Atmo Grand Est, 2022

Le territoire de l'agglomération est en dépassement des seuils recommandés par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). En revanche, les concentrations dépassent les valeurs réglementaires au droit des axes à fort trafic tels que l'A36, l'A35 et la D430. Le zoom réalisé sur le centre de Mulhouse montre que des bâtiments résidentiels sont en partie exposés à un dépassement de la valeur limite sur l'avenue Aristide Briand, la rue de Bâle et l'Avenue Alphonse Juin.

2.4 Modélisation des impacts environnementaux et sanitaires attendus du scénario retenu de la Zone à Faibles Emissions mobilité de m2A

2.4.1 Méthodologie mise en œuvre pour l'étude des impacts

À partir d'un diagnostic du territoire, une étude de préfiguration a été menée, permettant de tester différents scénarios de ZFE et leurs implications en termes d'évolution de trafic, de qualité de l'air et d'impacts socio-économiques afin d'alimenter la réflexion de l'agglomération.

Avant le choix final du scénario visant à n'interdire que les PL et VUL non-classés, plusieurs scénarios ont été étudiés sur le territoire.

Pour cette première phase d'étude, m2A a sollicité ATMO Grand Est pour étudier 7 scénarios de ZFE-m pour différents périmètres d'application de la mesure et différentes restrictions :

7 scénarios tests proposés	Périmètre	Véhicules concernés	Nombre de jours/sem	Nombre d'heure/jour	Vignettes Crit'Air interdites à horizon 2030
Scénario 1	Département 68	PL/VUL/VP	ZFE Permanente 7j/7	ZFE Permanente 24h/24	NC 5 4 3
Scénario 2	Département 68	PL/VUL/VP			NC 5 4 3 2
Scénario 3	Département 68	PL/VUL			NC 5 4 3
Scénario 4	M2A	PL/VUL/VP			NC 5 4 3
Scénario 5	M2A	PL/VUL/VP			NC 5 4 3 2
Scénario 6	M2A	PL/VUL			NC 5 4 3
Scénario 7	Mulhouse et Illzach	PL/VUL/VP			NC 5 4 3

Les émissions des 7 scénarios ZFE-m sont évaluées sur 2 périmètres (Haut-Rhin et m2A) pour l'année 2030, et comparées aux émissions de l'année de référence 2019 ainsi qu'à celles du scénario fil de l'eau 2030 sans ZFE-m.

Les principaux résultats en émissions sont présentés ci-après. Pour avoir plus de précision sur les résultats de cette étude ATMO a rédigé un rapport d'étude sur l'impact de la ZFE-m de m2A sur la qualité de l'air, qui est disponible en open data sur le site d'Atmo Grand est : https://www.atmo-grandest.eu/sites/grandest/files/medias/documents/2024-04/Evaluation_impact_Zone_Faibles_Emissions_mobilite_m2A.pdf

Les données suivantes représentent les émissions de polluants, à savoir les quantités rejetées dans l'atmosphère. Elles s'expriment en masse (kg, tonne, etc.) et ne concernent que le secteur des transports routiers. Elles diffèrent des informations de concentrations, présentées précédemment, qui caractérisent la qualité de l'air que l'on respire selon la quantité de polluants par unité de volume (usuellement exprimées en $\mu g/m^3$). Les concentrations dépendent d'une part des quantités d'émissions de polluants (de toutes origines) et d'autre part d'une série de phénomènes physiques et chimiques liée à la météorologie et à l'action des polluants entre eux.

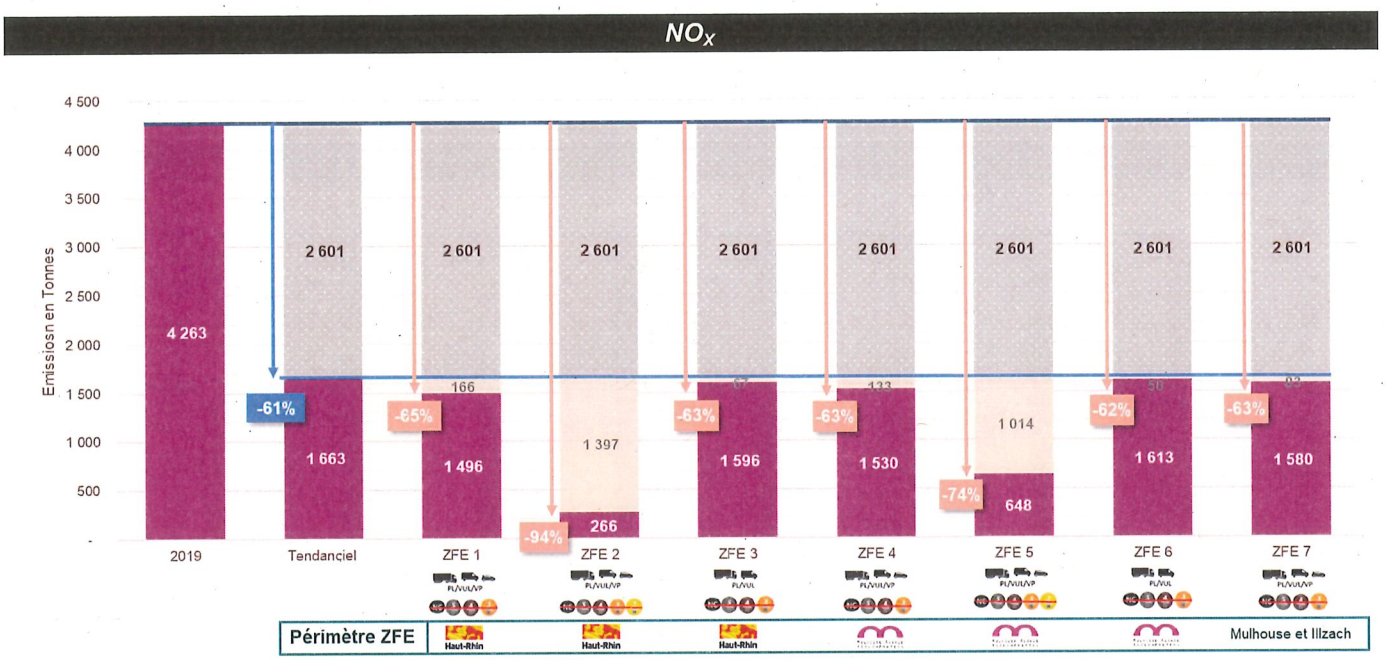


Figure 26 : Résultats Atmo Grand est – Scénario tendanciel et scénarios ZFE à 2030 sur les émissions d'oxydes d'azote (NO_X) à l'échelle du Haut-Rhin - Échappement + Hors échappement (hors remise en suspension)

L'**évolution tendancielle du parc et des conditions de trafic** permettent de faire baisser les émissions du transport routier de **- 61%** par rapport à la situation de référence 2019. Les scénarios ZFE sont très contrastés avec des gains supplémentaires de **3% à 84%** par rapport au tendanciel 2030.

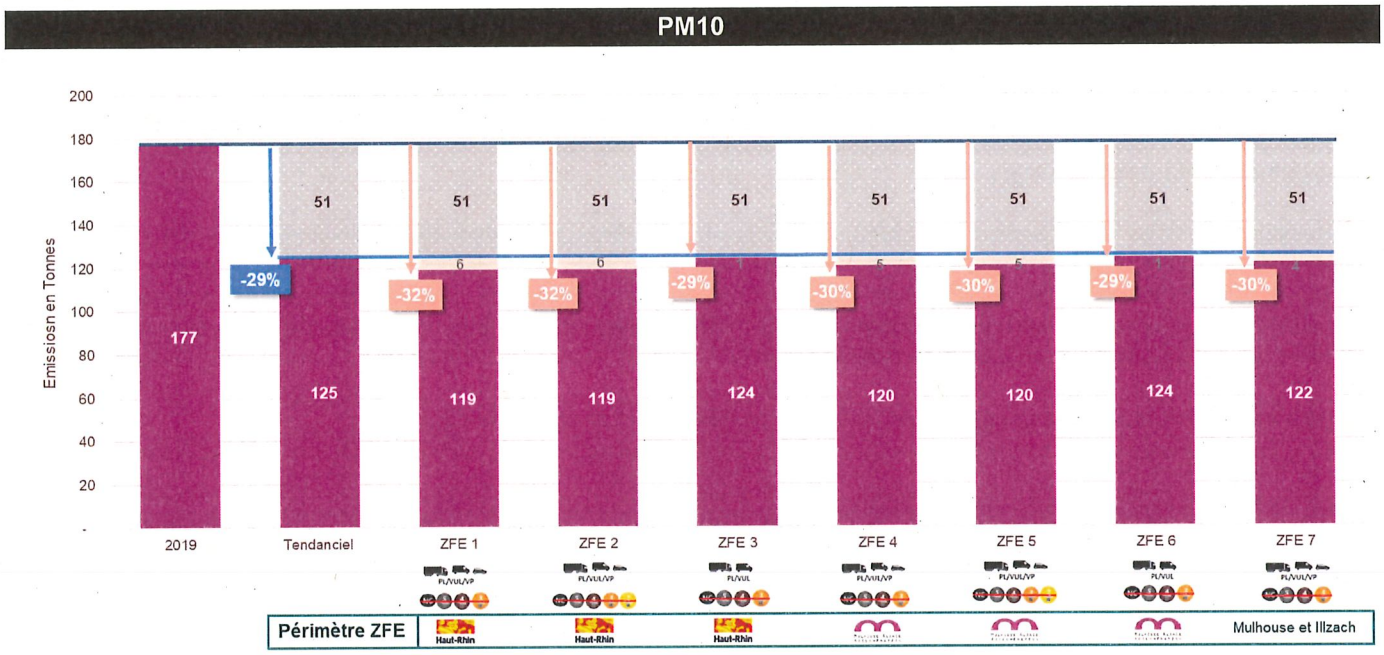


Figure 27 : Résultats Atmo Grand est – Scénario tendanciel et scénarios ZFE à 2030 sur les émissions de PM10 à l'échelle du Haut-Rhin - Echappement + Hors échappement (hors remise en suspension)

L'impact direct des scénarios ZFE sur les émissions de PM_{10} est faible. Alors que les émissions de particules à l'échappement des transports routiers ont très nettement baissé avec la généralisation des filtres à particules, celles

hors échappement provenant de l'abrasion des freins, des pneumatiques et des chaussées **deviennent prépondérantes**. Les émissions hors échappement sont équivalentes pour les véhicules d'une même gamme (poids, gabarit), et ne dépendent pas de la motorisation.

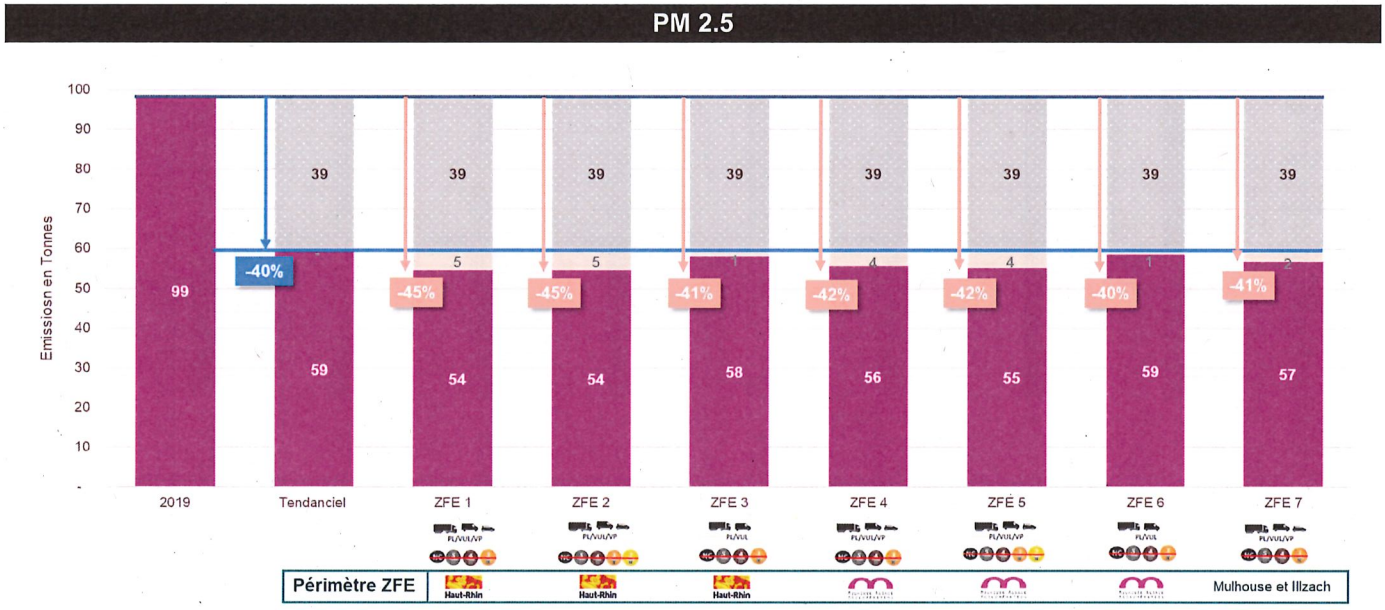


Figure 28 : Résultats Atmo Grand est – Scénario tendanciel et scénarios ZFE à 2030 sur les émissions de PM 2,5 à l'échelle du Haut-Rhin - Echappement + Hors échappement (hors remise en suspension)

Constat que l'impact des scénarios ZFE sur les émissions de $PM_{2,5}$ totales est faible. **Pour baisser significativement les particules émises par les transports, il faut agir sur le report modal (baisse du nombre de déplacements en voiture et de leur distance).**

À la suite de la première phase de l'étude, m2A a sollicité ATMO Grand Est pour modéliser en concentrations les scénarios 2 et 5, consistant en une ZFE-m interdisant l'accès à tous les véhicules non classés et Crit'Air 5,4, 3 et 2 sur les périmètres Haut-Rhin et m2A.

Au préalable à cette modélisation, quelques sont apporté. En effet, pour cette deuxième phase, les deux scénarios sont modélisés afin d'évaluer l'impact de la mise en place d'une ZFE-m sur les concentrations polluantes à l'horizon 2033 (et non 2030 pour être plus réaliste sur les véhicules professionnels propres qui seront disponibles sur le marché). Ces deux scénarios sont comparés pour la partie émissions à l'année de référence 2019 et pour la partie concentrations de polluants à l'année de référence 2022.

À cette phase de l'étude, les axes routiers **A35, A36 et RD83** sont exclus de la ZFE.

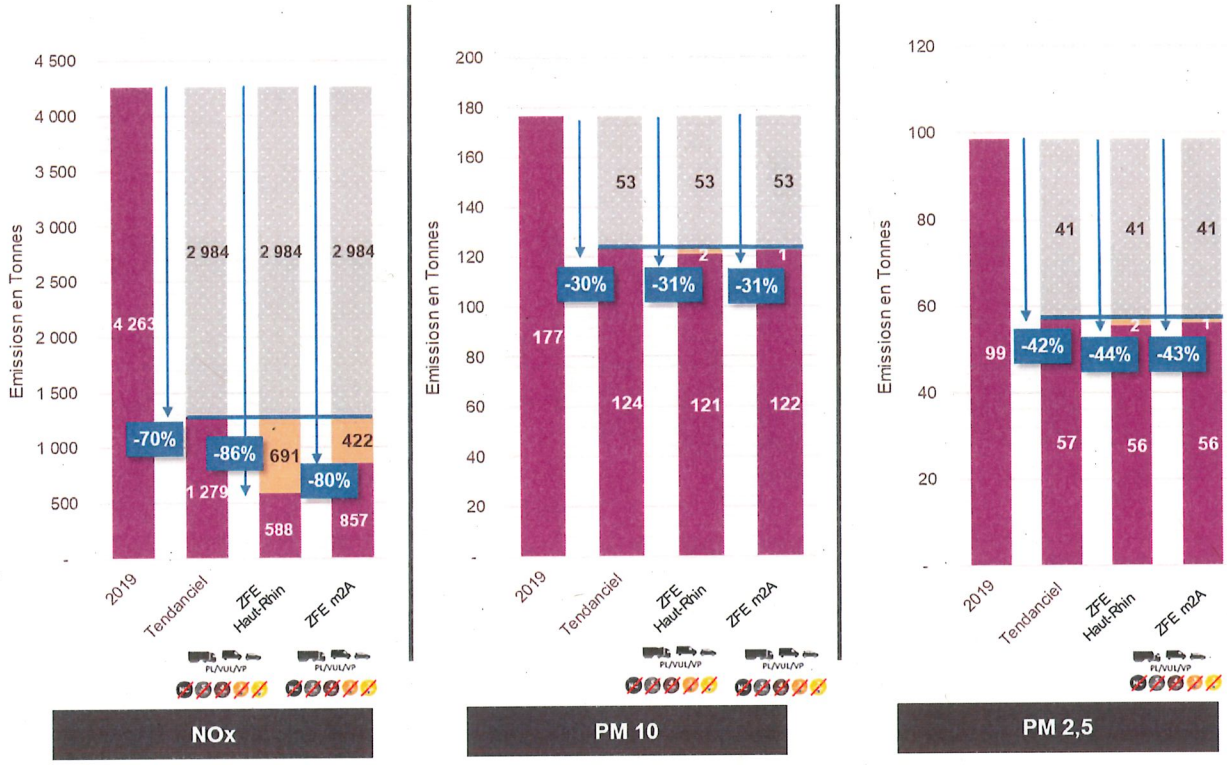
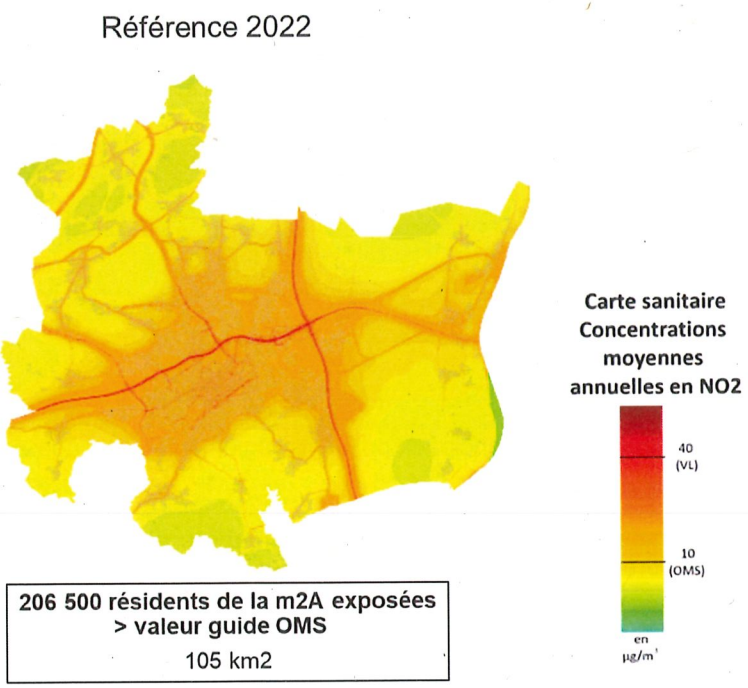


Figure 29 : Résultats des impacts sur les émissions polluantes recalculées selon 2 scénarios à l'horizon 2033. Échappement + Hors échappement (hors remise en suspension) - Réalisé à partir des données Atmo Grand est

Résultats en concentration des 2 scénarios par Atmo Grand est :



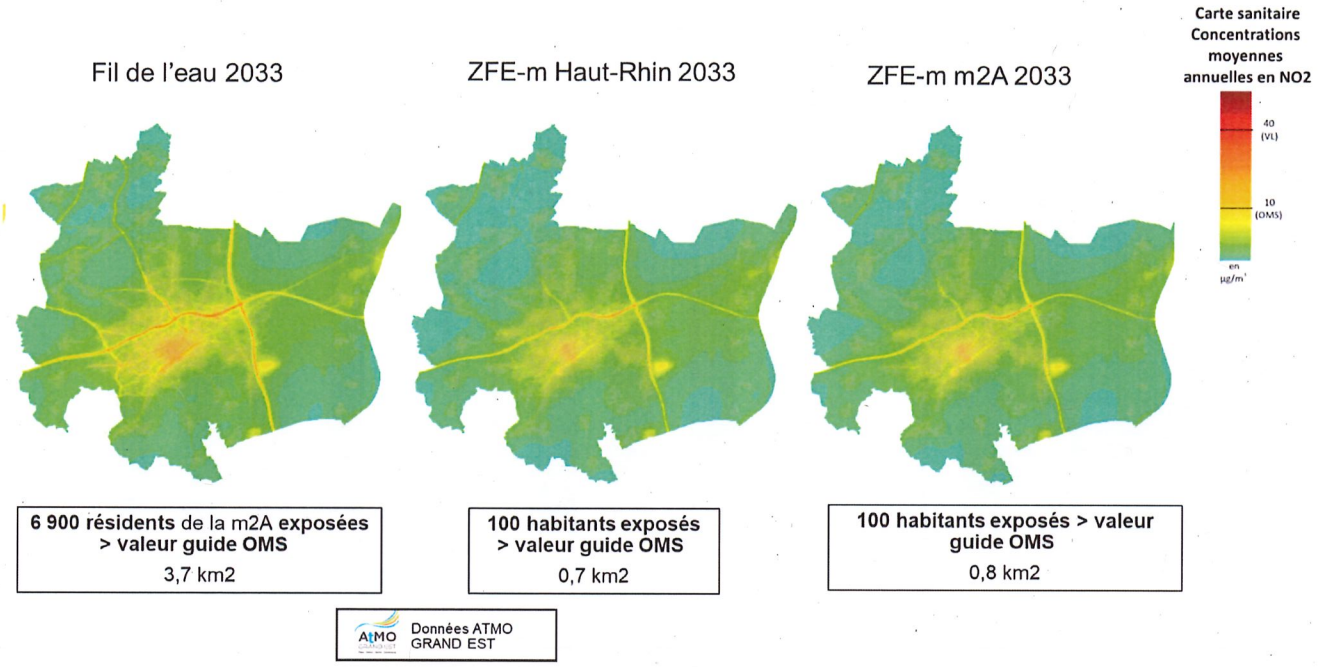


Figure 30 : Résultats sur les dioxydes d'azote (NO_2) - Zoom sur la m2A - source : Atmo Grand Est

Scénarios	Moyenne annuelle NO2	Moy. annuelle PM10	Moy. annuelle PM2,5
Valeurs guides OMS	10 ug/m3	15 ug/m3	5 ug/m3
Réf 2022	6,8 ug/m3	14,0 ug/m3	7,8 ug/m3
Fil de l'eau 2033	3,3 ug/m3	10,5 ug/m3	5,2 ug/m3
ZFE C2 et + interdits Haut-Rhin 2033	3,1 ug/m3	10,5 ug/m3	5,2 ug/m3

Tableau 7.: Résultats des concentrations des principaux polluants réglementés (données échelle Haut-Rhin produites par ATMO Grand-Est)

m2A considère ces résultats comme trop peu significatifs en matière d'amélioration de la qualité de l'air en comparaison des impacts socio-économiques disproportionnés qui toucheraient les habitants et professionnels du territoire.

C'est pourquoi les modalités de mise en place de la ZFE-m de Mulhouse Alsace Agglomération seront peu contraignantes, afin de répondre à l'obligation légale, mais sans impacter ceux qui vivent et travaillent sur le territoire de façon disproportionnée par rapport aux gains sanitaires négligeables engendrés par le dispositif. **La ZFE sera complétée par des mesures locales qui agissent directement et efficacement au niveau des zones où les concentrations continueraient à dépasser les seuils de concentration de NO_2 de l'OMS.**

Le scénario ZFE retenu (Poids-Lourds et Véhicules Utilitaires non classés interdits en 2025) est similaire à celui au fil de l'eau, pour lequel ont été modélisées les concentrations en polluants. En effet, à l'horizon 2033, les projections du parc ne comptabilisaient plus de véhicules non-classés dans ce scénario tendanciel.

Le scénario ZFE retenu a été comparé à un **scénario « fil de l'eau 2025 »** modélisant le renouvellement naturel du parc de véhicules professionnels sans mise en place de la ZFE-m ;

L'impact du scénario cible a été déterminé à la fois sur la composition du parc routier (utilitaires légers, poids lourds), sur le trafic routier et sur les émissions routières (NO_2, PM_{10} et $PM_{2,5}$),

Pour tout scénario prospectif, il est nécessaire de définir une année de référence sur laquelle sont appliquées toutes les hypothèses de travail. Pour obtenir des résultats fiables et limiter les incertitudes, l'année 2019 a été prise comme référence (2020 année atypique).

L'ensemble des hypothèses, les choix des sources de données, les méthodologies de reconstitution des parcs technologiques, les trafics routiers et les scénarios de ZFE-m ont été élaborés par m2A, ATMO Grand Est et les bureaux d'études ALGOE et ARCADIS.

L'évaluation des gains d'émissions nécessite de connaitre le trafic routier annuel et le parc roulant pour les différents cas considérés (situations de référence avant mise en œuvre de la ZFE-m et scénario ZFE-m).

2.4.1.1 Projections des volumes de trafic en circulation et du parc immatriculé sur l'agglomération concernées par la ZFE au 1er janvier 2025

Renouvellement de véhicule et changement du mode de gestion

Il a été pris l'hypothèse que tous les VUL / PL ayant une origine ou destination sur la ZFE seront conformes grâce à l'achat d'un nouveau véhicule. En effet, Ces véhicules étant principalement possédés par des professionnels, il est généralement impératif de changer de véhicule afin de poursuivre son activité sans contrainte.

Pour déterminer la quantité de véhicules concernés par le dispositif, les données de composition du parc routier par commune du Service des données et études statistiques (SDES) sont projetées à partir du 1er janvier 2023 jusqu'au 1er janvier 2025 selon les tendances d'évolution constatées entre 2021 et 2023.

Fraude / non connaissance du dispositif

Pour quantifier le phénomène de fraude, on considère, conformément aux observations faites dans d'autres Zones à Faibles Emissions en Europe, qu'une partie du parc en circulation ne sera pas conforme aux exigences réglementaires. Les retours sur Stockholm ou sur Londres par exemple montrent que 5 à 10% des véhicules en circulation ne sont pas conformes aux interdictions[5]. À Grenoble, l'évaluation ex post réalisée sur la ZFE VUL / PL montre un taux de fraude de 8% en moyenne entre 2019 et 2022.

À court terme, le système de contrôle sera *a priori* moins restrictif et les dérogations plus importantes pour permettre un temps d'adaptation des personnes concernées par la ZFE.

2.4.1.2 Evaluation des impacts de la future ZFE sur les émissions

Pour déterminer l'impact potentiel sur les émissions polluantes de la mise en place d'une ZFE-m, l'outil Prisme, développé par ATMO France, est utilisé. Cet outil se base sur la méthodologie européenne de calcul des émissions polluantes du secteur routier appelée COPERT V et le guide OMINEA du CITEPA.

---

[5] Voir : « Zones à Faibles Emissions *(Low Emission Zones) à travers l'Europe, édité par l'ADEME, mars 2018. http://www.ademe.fr/zones-a-faibles-emissions-low-emission-zones-lez-a-travers-leurope*

Les données d'entrée prises en compte dans le calcul des émissions concernent :

- Les caractéristiques physiques du réseau routier (typologie des voies, vitesse limite autorisée, capacité, longueur) qui proviennent du modèle de trafic et de la BD-Topo de l'IGN ;
- Le trafic en circulation (nombre de véhicules journalier, description temporelle de la variation du trafic, pourcentage de poids lourds, d'autobus et d'autocars, description du parc roulant du CITEPA suivant les normes Euros) ;
- Le type de carburant utilisé ;
- La météorologie (température).

2.4.2 Impact sur les parcs roulants

2.4.2.1 Impacts sur les parcs de véhicules utilitaires légers

Selon les projections du parc routier pour 2025, estimées à partir de la situation de 2023 et selon les tendances d'évolution 2021-2023, moins de 3 % du parc de VUL circulant dans le Haut-Rhin sera non classé en 2025 (et 2 % sur m2A). Les restrictions ZFE-m porteront ainsi sur un nombre limité de véhicules, mais les plus polluants.

Il est probable que les véhicules non-classés interdits renouvelés le sont principalement vers des véhicules classés Crit'Air 5 à Crit'Air 3 et plus marginalement vers de véhicules Crit'Air 2, 1 et électriques.

2.4.2.2 Impacts sur les parcs de poids lourds

Selon les mêmes principes de projections que ceux présentés précédemment, moins de 8 % du parc de PL circulant sur le Haut-Rhin sera non classé en 2025 (et 5% pour m2A). Ces valeurs ne tiennent pas comptent des dérogations prévues. Les restrictions ZFE-m porteront ainsi sur un nombre limité de véhicules.

Il est probable que les véhicules interdits renouvelés le sont principalement vers des véhicules classés Crit'Air 5 à Crit'Air 3 et plus marginalement vers des véhicules Crit'Air 2, 1 et électriques.

2.4.2.3 Impacts sur les trafics

La ZFE-m de la m2A ne portant que sur les véhicules professionnels et uniquement sur les véhicules non classés, les impacts sur la circulation seront pratiquement nuls puisque les propriétaires de ces véhicules les renouvèleront à 100% (hypothèse prise) vers des véhicules autorisés.

2.4.3 Impact de la future ZFE sur les émissions routières

2.4.3.1 Oxydes d'azote (NO_X)

Sous l'effet du renouvellement du parc de véhicules, les émissions d'oxydes d'azote du secteur routier devraient baisser régulièrement jusqu'en 2030 et au-delà. En 2030, la baisse des émissions devrait être de -70% dans le scénario tendanciel par rapport à la situation de référence 2019 (voir figure 29). Cette baisse s'explique par l'amélioration technologique du parc en circulation et l'évolution des motorisations, notamment la généralisation des systèmes de post-traitement des NO_X pour les véhicules légers Diesel à partir de la norme Euro 6b. À l'échéance 2030, le scénario au fil de l'eau ne comptabilise plus de véhicules non-classés, ce qui le rend identique au scénario retenu pour la ZFE 2025.

Cette ZFE, compte tenu du faible nombre de véhicules qui seront interdits, ne contribue pas à renforcer la baisse des émissions de NO_X en 2025. En 2025, le total des émissions d'oxydes d'azote sera de 768 tonnes sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Avec la ZFE-m, les émissions de dioxyde d'azote seraient réduites de -0,19%[6] par rapport au fil de l'eau.

[6] Résultats ATMO Grand Est, selon valeurs de trafic 2025 supposées égales à celles de 2022 et selon parc construit avec Version 2024 du CITEPA

2.4.3.2 Particules

Les émissions de particules générées par le transport routier proviennent de différentes sources :

- Les pots d'échappement des véhicules thermiques émettent des oxydes d'azote, des particules fines et du benzène ainsi que des polluants qui ne font pas l'objet d'une surveillance réglementaire comme le carbone suie ou des polluants qui contribuent à la formation de particules secondaires dans l'air.
- Le système de freinage et l'abrasion des pneus sur la chaussée des véhicules - qu'ils soient thermiques, électriques ou hybrides - constituent également des sources significatives d'émissions de particules.

À noter sur le territoire de m2A, le déploiement programmé du projet « Joseph » qui vise à récupérer les particules fines issues du freinage des bus, projet lauréat du programme Propulse organisé par l'Agence de l'Innovation pour les Transports.

Particules PM_{10}

Sous l'effet du renouvellement (fil de l'eau) du parc de véhicules en circulation, les émissions de particules PM_{10} à l'échappement du secteur routier devraient baisser régulièrement dans les prochaines années. Cette baisse est liée à l'amélioration technologique du parc en circulation et la généralisation du filtre à particules pour les nouvelles générations de véhicules à partir de 2010.

En accélérant le renouvellement des véhicules les plus polluants non équipés de filtres à particules, la ZFE permet d'accentuer cette baisse, même si de manière très limitée compte tenu des caractéristiques de la ZFE de m2A.

En situation de référence, pour l'année 2025, le total des émissions de PM_{10} est de 159 tonnes sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Avec la ZFE-m proposée dans ce document, les émissions de PM_{10} seraient réduites de -0,02%[6] supplémentaires par rapport au fil de l'eau.

Particules fines $PM_{2,5}$

Sous l'effet du renouvellement du parc de véhicules en circulation, les émissions de particules fines $PM_{2,5}$ à l'échappement du secteur routier devraient baisser régulièrement dans les prochaines années. Cette baisse est liée à l'amélioration technologique du parc en circulation et la généralisation du filtre à particules pour les nouvelles générations de véhicules à partir de 2010.

En accélérant le renouvellement des véhicules les plus polluants non équipés de filtres à particules, la ZFE permet d'accentuer cette baisse.

En situation de référence, pour l'année 2025, le total des émissions de $PM_{2,5}$ est de 94 tonnes sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération. Avec la ZFE-m proposée dans ce document, les émissions de $PM_{2,5}$ seraient réduites de -0,03%[6] supplémentaire par rapport au fil de l'eau (-20% entre 2019 et 2025)

Synthèse sur les particules

D'une manière générale, la ZFE-m n'apporte pas de réponse à la problématique de l'exposition aux particules, qui constitue un enjeu sanitaire central. En effet, la vignette Crit'Air ne prend en compte que les émissions polluantes liées au système d'échappement du véhicule et non les polluants hors échappement qui constituent pourtant une source majeure d'émissions de particules, comme évoqué précédemment. De fait, les particules émises hors échappement constituent un élément sur lequel il est nécessaire d'agir **en complément de la ZFE**, via différents leviers :

- Allègement des véhicules, diminution de leur taille (pneus moins larges)
- Véhicules électriques (freinage régénératif)
- Eco-conduite (accélération et décélération moins fortes)
- Réduction des vitesses limites autorisées (freinage moins fort)
- Baisse des déplacements en véhicule individuel (diminution globale de la circulation)
- Privilégier les modes actifs (impossible pour les véhicules professionnels de type VUL et PL)

2.5 Impacts socio-économiques

2.5.1 Un contexte socio-économique fragile pour m2A

Les catégories socioprofessionnelles les plus représentées parmi la population de plus de 15 ans sont les retraités (25,9%), suivi des personnes sans activité professionnelle dont étudiants (19,4%). Les employés représentent 15,8% de cette population de plus de 15 ans, suivi des ouvriers (15,6%), des professions intermédiaires (13,5%), puis des cadres (7%). Les artisans, commerçants et chefs d'entreprise représentent 2,7% de cette population et les agriculteurs exploitants 0,1%.

En 2021, les actifs représentent 72,7% de la population de m2A dont 61 % ont un emploi. Le **taux de pauvreté des ménages est de 20 %,** alors que la moyenne nationale est de 14,5% pour 2021. Le **taux de pauvreté atteint même 36% pour la seule commune de Mulhouse en 2021**, qui compte par ailleurs 8,5 % de taux de chômage au second trimestre 2024, contre 7,1 % en France métropolitaine.

Selon les données 2019 de l'INSEE, m2A compte 107 659 emplois et seulement 5 186 actifs ne résident pas dans la zone. La ville de Mulhouse compte près de 68 000 de ces emplois et constitue donc un pôle d'emploi attractif à l'échelle de l'agglomération. Le **secteur du tertiaire** représente 46,3% des emplois, l'administration publique 31,3%, et 15,2% l'industrie. La création d'établissements est à la hausse en depuis 2017 avec une évolution positive de 94,5% entre 2017 et 2021. Cela concerne principalement le commerce de gros et de détails, la restauration et l'hébergement (32%).
Les résidences principales représentent 88% du parc de logements, dont 60% sont des appartements.

Les ménages de l'agglomération sont près de 82% à posséder au moins une voiture, et 47% en possèdent une seule. À noter que 32 % des ménages mulhousiens ne sont pas motorisés. En 2019, 78,2% des actifs se rendent au travail en voiture, camion ou fourgonnette, contre 10,3% en transports en commun, et 5,4% à pied. 2,6% des actifs s'y rendent à vélo et 0,7% en deux-roues motorisés. Enfin 2,8% n'ont pas de déplacement à faire.

Sur le long terme, **la population de la ville de Mulhouse est passée de 116 336 habitants en 1968 à 106 341 habitants en 2021**, soit une évolution de -9 % sur une période de 53 ans. Si l'on poursuit de façon linéaire la tendance de l'évolution du nombre d'habitants de la ville de Mulhouse, sur la base du taux d'évolution moyen annuel récent (2015-2021). Le nombre d'habitants de Mulhouse en 2026 sera de 103 812 personnes, soit une baisse de -1 257 habitants (- 1 %). **En 2030, la population de la ville de Mulhouse serait de 101 343 habitants**, soit une baisse de -3 726 habitants (-4 %).

En effet, Mulhouse est une des principales villes alsaciennes qui perd le plus d'habitants et m2A enregistre la plus faible croissance de population des principales agglomérations du Grand Est. La ville centre est marquée par une décroissance démographique dû principalement au déficit migratoire. En revanche les franges Nord et Est de la m2A sont particulièrement dynamiques. Il y a donc une attractivité des petites villes dotées de services et d'équipement, mais plus éloignées de la ville centre tel que le montre la carte sur la page suivante.

Le contexte socio-économique de m2A renforce le choix d'une ZFE qui dispense les particuliers des interdictions de circuler selon la classification de leur voiture. Les véhicules anciens sont possédés notamment par les ménages économiquement fragiles, lesquels se trouveraient en difficulté en cas de changement contraint de leur moyen de transport. L'absence d'une ZFE pour les voitures particulières permet néanmoins à ces ménages de poursuivre le renouvellement du parc vers des véhicules moins émissifs, mais à leur rythme, par exemple d'un véhicule Non-Classés à Crit'Air 3 comme l'illustrent les tendances de renouvellement.

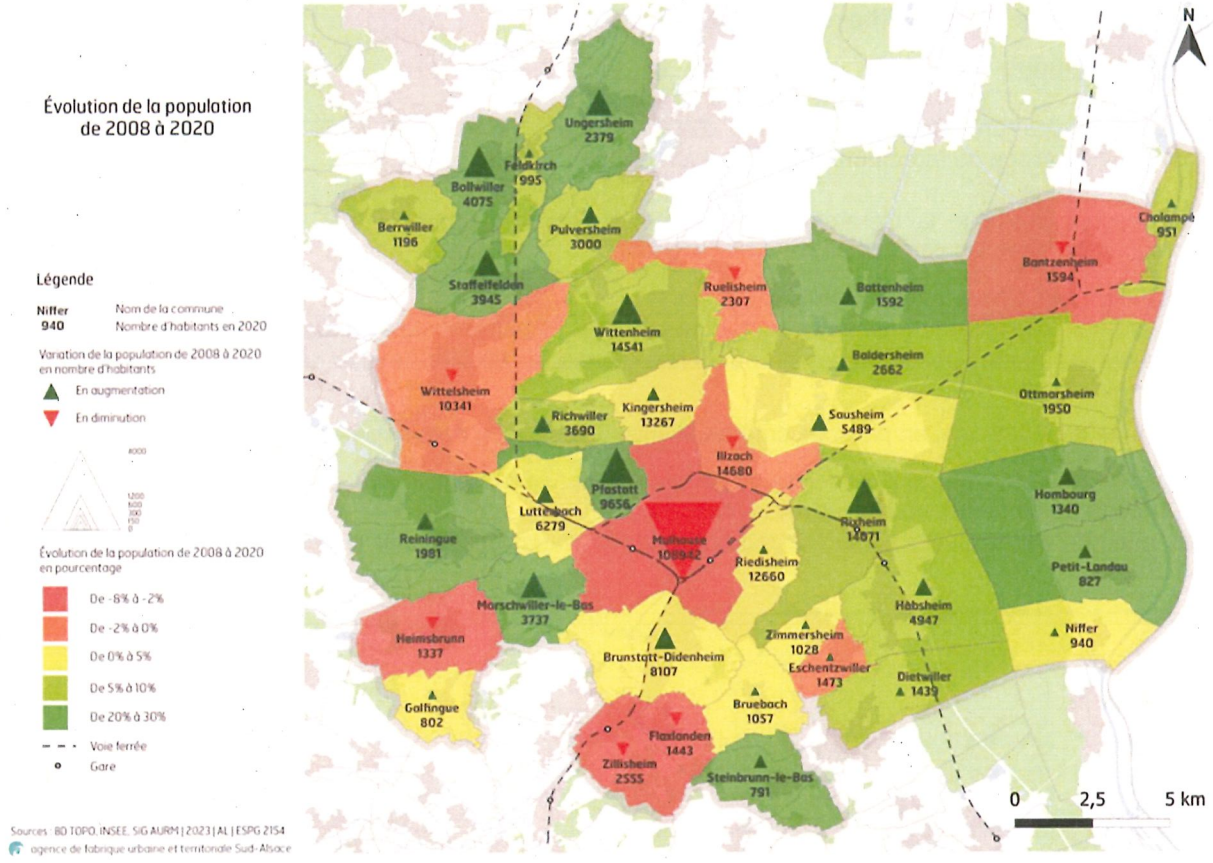


Figure 31 : Evolution de la population dans les communes de la m2A de 2008 à 2020 Source : Afut Avril 2024 - L'observation sociale comme aide à la décision : Analyser la socio-démographie du territoire : quelles finalités? Comment? Quelles données utiliser ?

2.5.2 Les impacts sur les activités économiques du territoire

L'impact de la ZFE-m sur les activités économiques du territoire sera limité, en lien avec le faible nombre de véhicules concernés par les restrictions de circulation.

	Nombre de VUL non classés	% total du parc VUL	Nombre de PL non classés	% total du parc PL
Nombre de véhicules non classés dans le parc immatriculé dans le Haut-Rhin en 2023	2 863	**4,4%**	639	**9,7%**
Nombre de véhicules non classés dans le parc immatriculés dans m2A en 2023	550	**2,8%**	156	**6,8%**

Source : Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires, parcs de véhicules en circulation au 01/01/2023

Tableau 8. Nombre et part des véhicules non classés dans le parc immatriculé dans le Haut-Rhin et le parc immatriculé pour m2A en 2023.

2.5.2.1 Impacts sur les filières économiques

Transports et logistique

La logistique regroupe un ensemble diversifié d'établissements spécialisés dans le transport, le stockage, la manutention et l'emballage de marchandises et de courriers.

La carte ci-dessous présente la hiérarchisation de voiries primaires proposée par le PDU. Elle se cale sur une définition précise. En effet, les voies primaires correspondent :

- aux autoroutes et aux voies express (2 x 2 voies) ;
- à l'ensemble des Routes Nationales (RN) et des Routes Départementales (RD) ;
- aux axes empruntés par les lignes de bus fortes (lignes bénéficiant de plus de 60 passages par jours et par sens entre 7h et 19h).

Pour la commune de Mulhouse, en plus des critères définis ci-dessus, la démarche a également pris en compte :

- les voies de contournement du centre de l'agglomération, dont la voie sud et les axes servant provisoirement d'itinéraire de contournement du centre-ville ;
- les voies primaires issues de la hiérarchisation de la voirie réalisée par le service de la voirie de la ville de Mulhouse.

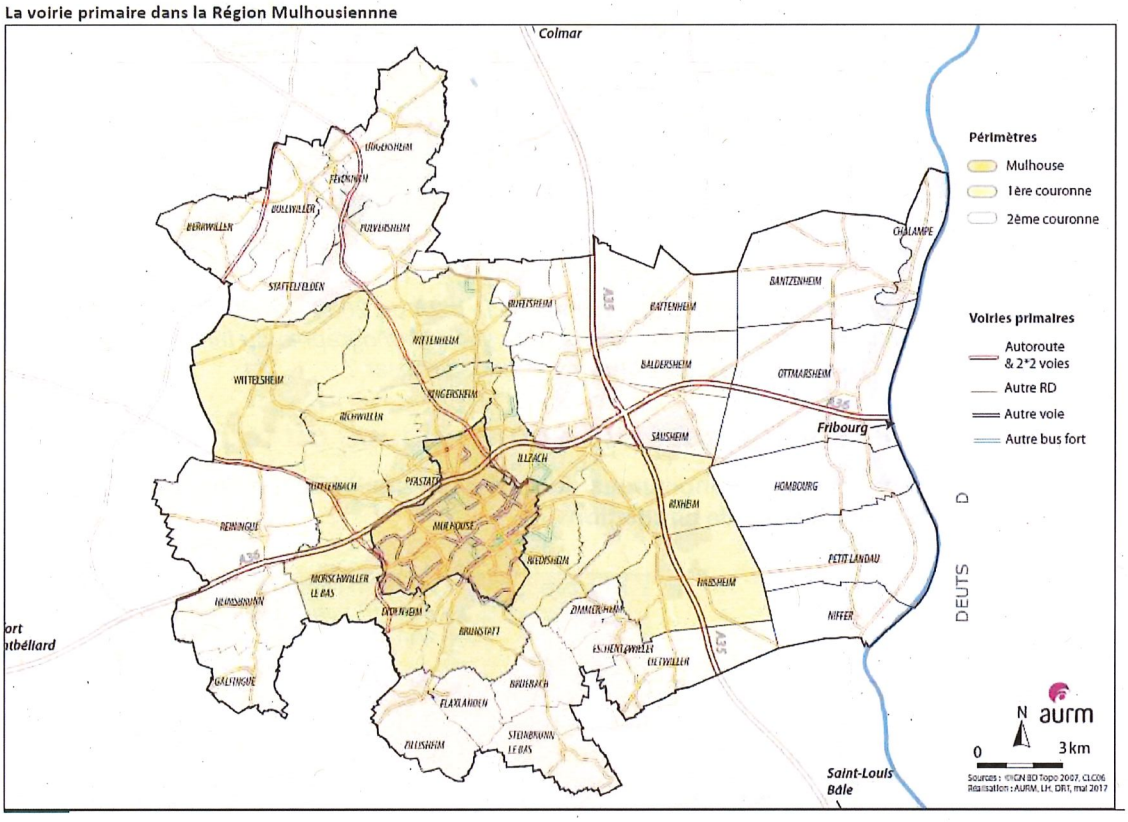


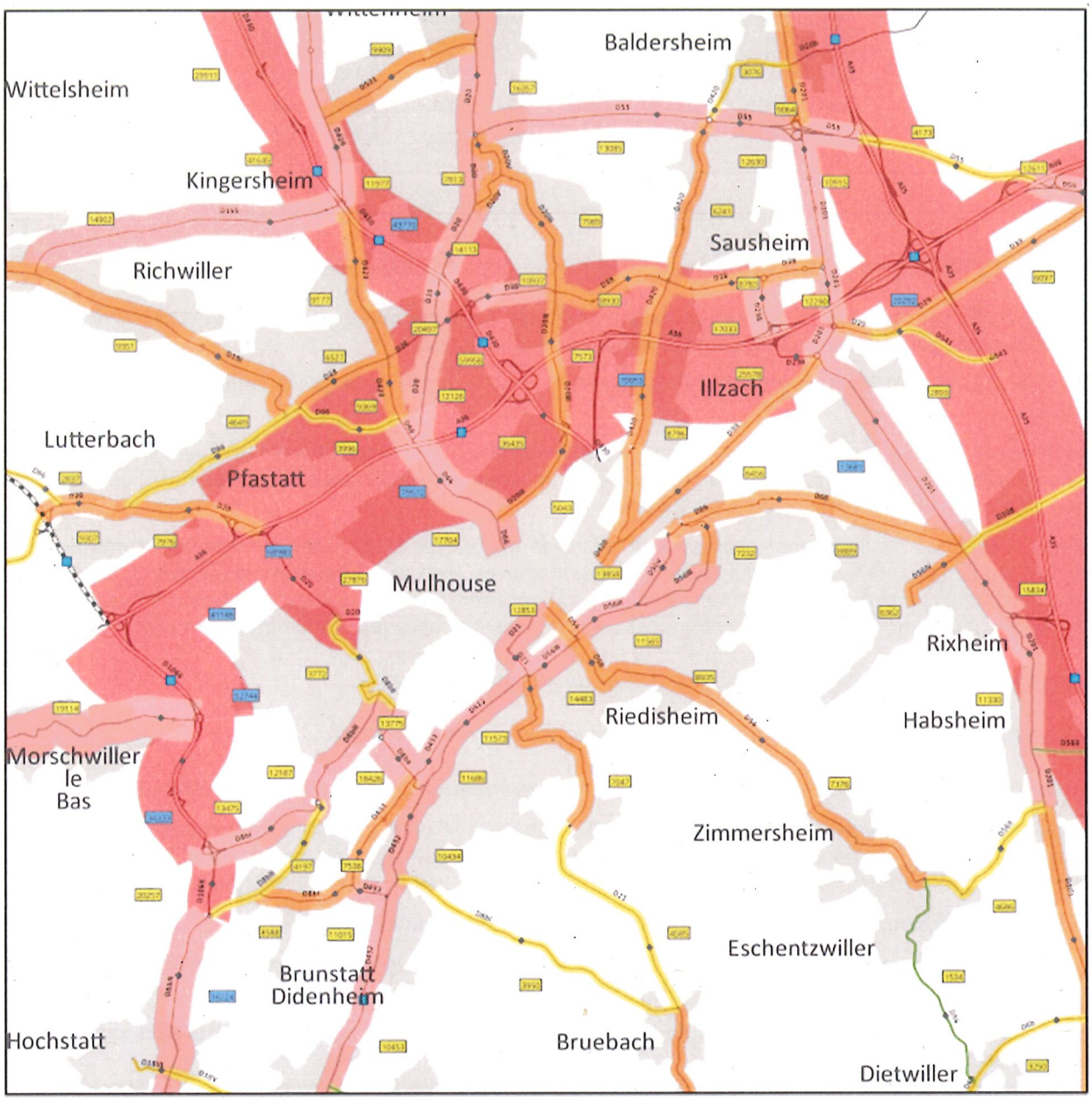
Figure 32 : *Carte de hiérarchisation du réseau routier de m2A – source m2A Rapport de présentation du SCOT de la région mulhousienne*

La trame viaire de l'agglomération Mulhousienne à la particularité de ne pas avoir d'axe de contournement (absence de rocade notamment).

Le réseau primaire comprend deux axes autoroutier perpendiculaires : A35 et A36.

Un impact nul sur le transport longue distance qui transite par le territoire

Située sur un corridor européen, reliant la Mer du Nord à la Méditerranée, m2A constitue un carrefour européen de



circulation important à la fois autoroutier, ferroviaire et fluvial.

Figure 33 : Trafic moyen journalier annuel tous véhicules - Année 2023 - Moyennes journalières annuelles et estivales (deux sens de circulation cumulés) dans l'agglomération de m2A (source : CeA)

Toutefois, le parc poids-lourd exploité en longue distance est majoritairement récent (96,4% du parc est de norme Euro VI ou plus récent, donc classé Crit'Air 2 pour un parc majoritairement diesel).

Parc exploité selon la spécification Euro du véhicule (en %)

	0 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 sal. et plus	Ensemble 2023	*Rappel 2022*
Euro IV et inférieur	0,5	0,1	0,2	0,3 %	*0,2*
Euro V et EEV	6,9	2,3	2,4	3,4 %	*4,8*
Euro VI	92,5	97,6	97,4	96,4 %	*95,0*

Source : Enquête longue distance du Comité National Routier, 2023

Des enjeux d'adaptation variés de la logistique urbaine, en lien avec la grande hétérogénéité du secteur

L'impact de la ZFE sur les flux logistiques qui approvisionnent les entreprises et les ménages du territoire est plus complexe à évaluer, en lien avec la très grande hétérogénéité du secteur.

L'âge moyen des véhicules de marchandises qui circulent en ville reste élevé (davantage que celui des véhicules particuliers).

L'usage de ces véhicules moins récents s'explique par des raisons principalement socio-économiques. Les véhicules anciens sont utilisés par les nombreux petits transporteurs (indépendants individuels ou petites PME) opérant dans les centres urbains, souvent en situation de sous-traitance.

Par ailleurs, beaucoup de livraisons urbaines sont réalisées en compte propre, par les établissements eux-mêmes (notamment les petits commerçants), qui utilisent souvent pour ce faire de vieux véhicules légers. Les véhicules en compte propre effectuent peu de kilomètres par an en comparaison avec des véhicules opérant en compte d'autrui, ceci n'incite pas à un renouvellement aussi fréquent que celui observé chez les grands transporteurs[7].

Des dérogations locales pour accompagner les acteurs du transport spécialisé

Certains besoins de transport spécifiques font appel à des prestataires spécialisés :

- **Le transport de produits liquides, de gaz ou de pulvérulents** est réalisé dans des véhicules citernes
- **Le transport de Matières Dangereuses (TMD)** concerne le déplacement de marchandises dont la nature présente un danger pour la santé des personnes ou l'environnement. Une grande diversité de véhicules peut être affectée au transport de matières dangereuses : citernes, bennes, semi-remorques, etc.
- **Le transport sous température maîtrisée** est un important segment du transport.
- **Les convois exceptionnels** permettent le déplacement d'objets dépassant par leurs masses ou leurs dimensions les limites autorisées par la réglementation.

Pour tenir compte des délais d'adaptation de cette flotte spécialisée, ces véhicules spécifiques ont été mis en dérogation pour 3 ans.

La construction et l'artisanat

Le BTP (Bâtiment et Travaux Publics) compte 1 442 entreprises, soit 8,9 % du total d'entreprises de l'agglomération mulhousienne en 2022.

Les entreprises du BTP ont un modèle d'exploitation dans lequel les véhicules parcourent annuellement peu de kilomètres, sont très spécifiques ou font l'objet d'aménagements spécifiques et se caractérisent par des durées

[7] Les " zones à émissions réduites " en ville: comment s'adaptent les entreprises de transport de marchandises? Laetitia Dablanc, Cecilia Cruz, Antoine Montenon, 2018.

d'exploitation longues, et donc un rythme de renouvellement lent. Par ailleurs, les artisans font aussi l'usage de véhicules spécialement aménagés (VASP) en ateliers dont le rythme de renouvellement est lent (en moyenne 10 ans).

Les représentants de ces secteurs ont ainsi fait valoir la nécessité de leur donner une visibilité sur le calendrier et d'adapter ce dernier aux développements attendus de l'offre de véhicules faibles émissions. Le verdissement des flottes supposera également de lever un certain nombre de freins d'accès à la recharge.

Pour tenir compte des contraintes spécifiques à ce secteur, la ZFE de m2A prévoit des dérogations locales pour les Poids-Lourds et Véhicules Utilitaires Légers, qui ne sauraient être remplacés à court terme, ou dont l'impact sur les concentrations en polluants en milieu urbanisé est minime, compte tenu de leurs conditions d'utilisations (véhicules agricoles, camions à bennes amovibles, etc.).

Colophon

ETUDE STRATEGIQUE, PLAN D'ACTIONS ET DECLINAISONS OPERATIONNELLES POUR LA CREATION D'UNE ZFE-M
ETUDE REGLEMENTAIRE

CLIENT
Mulhouse Alsace Agglomération

AUTEUR
Antoine QUELAVOINE (Arcadis) et Marion GIELLY (Algoé)

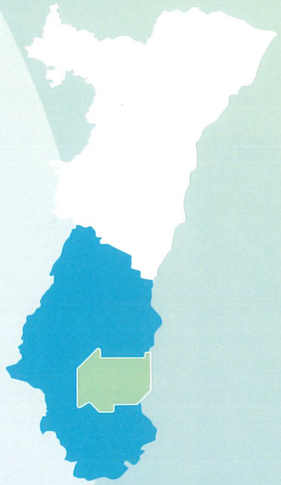
N° DE PROJET
30164867

DATE
03 octobre 2024

Arcadis. **Improving quality of life**

Suivez-nous arcadis-France arcadisfr Arcadisfrance arcadisfrance

Aller plus loin avec une charte pour la qualité de l'air à l'échelle du Haut-Rhin.



Au-delà des mesures déjà mises en œuvre, m2A poursuit et renforce ses initiatives avec ses partenaires publics et privés.

La pollution ne connaissant pas de frontières, il est essentiel de co-construire une démarche globale sur un territoire plus large.

Une charte pour la qualité de l'air est ainsi en cours d'élaboration avec l'ensemble des intercommunalités haut-rhinoises et nos partenaires économiques.

À travers cette charte et son Plan Air·Santé, m2A mobilise toutes les énergies du territoire au service d'une meilleure qualité de l'air et de la santé de tous ses habitants.

Cette charte s'articule autour de 3 axes :

1.
Promouvoir des véhicules moins émissifs

2.
Accompagner le changement des pratiques de mobilité

3.
Encourager les systèmes de chauffage moins polluants

Ensemble, engageons-nous pour la qualité de l'air !

Cette charte est élaborée en partenariat avec :

Direction de la Communication m2A - mars 2025

ANNEXE 19

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

PLAN m2A AIR·SANTÉ

POUR UNE ZFE PERTINENTE ET EFFICIENTE



Notre Agglomération est pleinement engagée dans l'amélioration de la qualité de l'air sur son territoire et au-delà ; la pollution atmosphérique n'ayant pas de frontières administratives.

Cet enjeu de santé publique mobilise depuis plusieurs années nos élus, nos services communautaires et notre Conseil de Développement, mais également nos partenaires institutionnels et économiques, le monde associatif et les représentants de la société civile. Cette démarche novatrice de co-construction constitue l'un des marqueurs forts de l'identité de m2A et aboutira en 2025 à la signature d'une charte pour la qualité de l'air à l'échelle du Haut-Rhin.

L'ensemble des actions menées par notre Agglomération est aujourd'hui structuré et piloté au sein du Plan m2A Air·Santé qui vise à réduire de manière significative les émissions de dioxyde d'azote et de particules nocives, à l'horizon 2033.

Cette feuille de route à 360° intègre notamment un volet « Mobilités » et le déploiement d'une Zone à faibles émissions (ZFE) pertinente et efficiente tant sur le plan sanitaire qu'environnemental, économique et social. Loin des obligations réglementaires, nous faisons le choix du bon sens et de l'efficacité avec pour seul objectif de préserver la santé de nos habitants, tout en maintenant la liberté de circulation de chacun.

À travers notre ambitieux Plan m2A Air·Santé et la mise en place d'une ZFE respectueuse de chacun, nous faisons le choix de l'action et du pragmatisme afin de garantir un air respirable et de qualité aux générations futures.

Fabian Jordan
Président de Mulhouse Alsace Agglomération

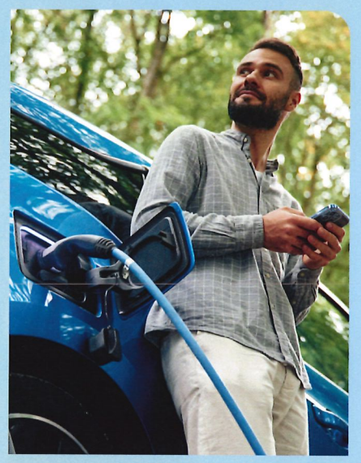
Plan m2A Air·Santé, tous concernés !

Découvrez toutes les informations sur le projet de ZFE et le Plan Air·Santé m2A sur **m2A.fr/air**

PLAN m2A AIR·SANTÉ : DES ACTIONS À 360° !

La qualité de l'air se mesure par la concentration de polluants dans l'atmosphère.
Le Plan m2A Air·Santé vise à réduire deux types de polluants : les particules (PM_{10} et $PM_{2.5}$) liées aux usages domestiques et à l'activité économique ainsi que le dioxyde d'azote (NO_2), polluant traceur du trafic routier. Ce programme à 360° agit de manière transversale sur les mobilités, l'habitat, l'énergie et la décarbonation.









RENFORCER LES MOBILITÉS DOUCES & PARTAGÉES

- Simplification et renforcement de l'offre de toutes les solutions de transport via le **Compte Mobilité m2A**.
- Déploiement d'un **réseau de 340 bornes de charge** pour véhicules électriques et hybrides pour un investissement de 4,1 M€.
- **700 vélos à assistance électrique en location longue durée** pour un investissement global de 950 000 €.
- **640 vélos à assistance électrique supplémentaires en libre-service** pour un investissement de 3 M€ (stations + vélos).
- **8 M€ de projets** en faveur du développement du vélo à l'horizon 2026.
- **Réalisation à ce jour de 411 km d'aménagements cyclables** sur le territoire.
- Mise en œuvre du **Réseau Express Vélo Intercommunal**.
- **Soutien au covoiturage** en partenariat avec BlaBlaCar Daily. m2A subventionne le service à hauteur de 100 000 €.

DÉVELOPPER DES TRANSPORTS PUBLICS PROPRES & EXEMPLAIRES

- **Modernisation de la flotte de bus du réseau Soléa avec une politique d'achat ambitieuse.** De 2025 à 2030 : 31 bus au biogaz et 4 bus électriques commandés pour un investissement global de 15,4 M€.
- **Plan volontaire Particules-Ozone en lien avec ATMO Grand Est** qui permet la gratuité du réseau de transport Soléa en cas de pics de pollution.
- **Lancement du projet Joseph, dispositif d'aspiration des particules** émises par le système de freinage qui permet leur récupération avant l'émission dans l'air. Cette première mondiale est actuellement en phase de test sur l'Agglomération en partenariat avec Transdev et Soléa.

ACCÉLÉRER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE & LA DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE

- **Pilotage du programme Blue Industries Sud Alsace** de décarbonation de l'industrie.
- **Association COB30 « public-privé »** sur le secteur Chalampé/Ottmarsheim pour le développement d'une zone industrielle bas carbone (ZIBAC) soutenue par France 2030 à hauteur de 2 M€.
- **Extension du réseau de chaleur intercommunal et valorisation de la chaleur fatale** avec m2A Énergies : construction de 30 km de réseau pour récupérer 200 GWh de chaleur, équivalant à la consommation de 20 000 foyers pour un investissement de 130 M€.
- **Déploiement du Fonds Climat Nouvelle Donne** de 2 M€ par an destiné aux acteurs locaux pour la production d'énergies renouvelables. Ce fonds a permis de soutenir plus de 150 projets depuis 2021.

ACCOMPAGNER LA RÉNOVATION DES LOGEMENTS

- **Soutenir et accompagner la rénovation de l'habitat privé** à hauteur de 15 M€/an.
- **Simplifier le parcours de l'usager dans l'obtention d'aides pour l'amélioration de son habitat :** 400 000 €/an.
- **Piloter le Programme d'Intérêt Général** (PIG), qui permet l'amélioration des logements des propriétaires modestes : 200 000 €/an.
- **Étudier la mise en place d'une prime énergétique** pour les actions visant à rénover/remplacer les foyers au bois chez les particuliers.

m2A MONTRE L'EXEMPLE

- **Verdissement de la flotte professionnelle de m2A** avec 40 véhicules électriques commandés pour un montant d'investissement de 770 000 €.
- **Prise en charge de 75 % des frais de transport** en commun pour les agents m2A.
- **Rénovation énergétique des bâtiments m2A** à hauteur de 1,5 M€ entre 2024 et 2025.
- **Labellisation Territoire Engagé Transition écologique** avec l'ADEME.
- **Déploiement de 4 stations ATMO Grand Est** de mesure de la qualité de l'air sur le territoire.

LA ZFE m2A, UN PROJET EFFICIENT & PERTINENT

La ZFE m2A a pour but d'agir sur le dioxyde d'azote (NO_2) qui est le polluant traceur du trafic routier.

Qu'est-ce qu'une ZFE ?

Une Zone à Faibles Émissions (ZFE) est un territoire dans lequel la circulation de certains véhicules peut être restreinte afin de réduire la pollution de l'air. Cette disposition, rendue obligatoire par la loi Climat et Résilience de 2021, s'impose aux agglomérations de plus de 150 000 habitants telles que m2A.

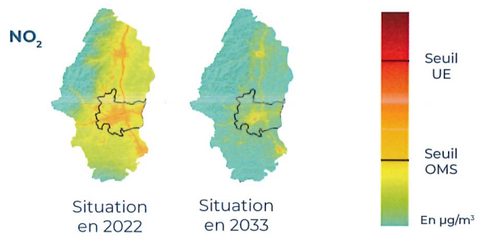
Qui est concerné ?

- **Seuls certains véhicules professionnels sont concernés par une interdiction de circuler à partir de 2026 :**
  - **~ les poids lourds immatriculés avant le 30 septembre 2001,**
  - **~ les véhicules utilitaires légers (VUL) de classe N1 immatriculés avant le 30 septembre 1997.**
- Les autres poids lourds et véhicules utilitaires légers plus récents sont dans l'obligation de s'équiper d'une vignette Crit'Air à partir du 1er janvier 2026.
- **Aucun véhicule de particulier ne sera concerné par la ZFE de m2A.**
- Les véhicules d'intérêt général (ambulances, police, armée...) pourront circuler librement, tout comme les engins agricoles et de collection qui font l'objet de dérogations sur simple présentation de la carte grise.
- **Actions ciblées pour aller plus loin :** Pour améliorer la qualité de l'air pour toute la population, m2A propose à ses partenaires des actions ciblées avec :
  - ~ l'abaissement de la limitation de vitesse sur les axes autoroutiers de l'Agglomération dans leur traversée,
  - ~ dans le centre de Mulhouse, la piétonnisation et le développement de mobilités douces,
  - ~ l'optimisation et la décarbonation du dernier kilomètre en matière de logistique et de livraison de marchandises.

Quand entre-t-elle en vigueur ?

La ZFE m2A sera instaurée le 1er janvier 2026.

Amélioration de la qualité de l'air : objectif 2033 pour passer au vert !



Découvrez toutes les informations sur le projet de ZFE et le Plan Air·Santé m2A sur **m2A.fr/air**

CONVENTION BISANNUELLE 2025-2026

ENTRE

L'Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud-Alsace

ET

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

La Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, 1 rue des Malgré-Nous, BP 80114 68502 Guebwiller Cedex, représentée par Monsieur Marcello ROTOLO, Président, Ci-après dénommée « la Communauté de Communes »

Et

L'Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale (Afut) Sud-Alsace, association sans but lucratif, régie par les articles 21 à 79 du Code Civil Local, inscrite au Registre des Associations tenu par le Tribunal d'Instance de Mulhouse, volume 64 folio 20, ayant son siège 33 Avenue de Colmar à Mulhouse, représentée par son Président, Monsieur Rémy NEUMANN, agissant en vertu des statuts, Ci-après dénommée « l'Agence »,
Exposent ce qui suit :

■ Préambule

Par délibération en date du 18 avril 2024, le Conseil Communautaire s'est prononcé favorablement sur l'adhésion de la communauté de Communes auprès de Afut Sud-Alsace.
Celle-ci est un lieu privilégié de réflexion sur l'aménagement et le devenir des collectivités du Sud Alsace. Elle constitue également un outil de coordination des initiatives émanant des différents pouvoirs publics composant ce territoire. Les missions réalisées en partenariat avec ses membres, et plus spécialement avec la Communauté de Communes, s'inscrivent dans un programme triennal, décliné sous la forme d'un programme mutualisé annuel.
La présente convention, destinée à préciser les modalités de la collaboration entre la Communauté de Communes et l'Agence, est conclue en application de l'article 10 de la Loi du 12 avril 2000 complétée par le décret n°2001-495 du 6 juin 2001.

Missions des Agences d'Urbanisme :
La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) a conforté les missions des agences d'urbanisme. « (…) Ces agences d'ingénierie partenariale ont notamment pour missions :
1- De suivre les évolutions urbaines et de développer l'observation territoriale ;
2- De participer à la définition des politiques d'aménagement de développement et à l'élaboration des documents d'urbanisme et de planification qui leur sont liés, notamment les schémas de cohérence territoriale et les plans locaux d'urbanisme intercommunaux ;
3- De préparer les projets d'agglomération métropolitains et territoriaux, dans un souci d'approche intégrée et d'harmonisation des politiques publiques ;
4- De contribuer à diffuser l'innovation, les démarches et les outils du développement territorial durable et la qualité paysagère et urbaine ;
5- D'accompagner les coopérations transfrontalières et les coopérations décentralisées liées aux stratégies urbaines. » (cf. article L121-3 du code de l'urbanisme) ».

ARTICLE 1 – Objet de la convention

L'Agence assume les missions permanentes suivantes pour ses membres et partenaires :
- Évaluation des effets des politiques publiques,
- Conception de politiques d'agglomération,
- Assistance technique aux collectivités,
- Contribution à l'élaboration d'une stratégie de développement.

Participant au financement du programme mutualisé de l'Agence, pour l'ensemble des actions qui s'y trouvent décrites, la Communauté de Communes est plus particulièrement intéressée par les missions suivantes concernant la Région de Guebwiller :

- **« Diagnostic territorial de la Région de Guebwiller » : mise à jour des données existantes et synthèse éclairée** (socio-démo, mobilités, réseaux, services à la population …)
- **« Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) pour la Région de Guebwiller » :** Appui à l'élaboration (diagnostic, enjeux, programme d'actions, concertation).
- **« CIA** (Convention intercommunale d'attribution) **et PPGDID** (Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs) **de la Région de Guebwiller : Appui à l'élaboration** »

Une note de cadrage est produite avant le début de chaque mission

La convention inclut également l'accès aux missions permanentes de l'Agence, à savoir, la documentation, la communication et les expertises transversales (axe 4 du programme partenarial).

ARTICLE 2 – Conditions financières

La Communauté de Communes s'engage à apporter une contribution financière de **cent quinze mille euros (115.000 €)** au titre des années 2025-26 pour l'ensemble des missions mentionnées dans l'article 1.
La participation financière fera l'objet de deux versements sur la base de deux appels à contribution qui seront adressés par l'Agence à la Communauté de Communes :

- 30% à la signature de la convention ;
- 20% en novembre 2025.
- 50% en mars 2026.

L'utilisation de la subvention à des fins autres que celles qui sont définies par la présente convention entraînera l'annulation et le remboursement de la subvention accordée.
Conformément à la réglementation en vigueur, et notamment l'article 10 de la Loi du 12 avril 2000 complétée par le décret 2001-495 du 6 juin 2001, l'Agence sera soumise au contrôle de la Communauté de Communes. L'Agence lui adressera tous ses documents comptables et de gestion relatifs aux périodes couvertes par la présente convention.

ARTICLE 3 – Evaluation

L'Agence établira un compte rendu annuel de ses activités, qui fera l'objet d'une concertation avec la Communauté de Communes et servira de base à l'établissement des programmes annuels d'actions.

ARTICLE 4 – Durée

La présente convention est conclue pour les années 2025-26.
Si évolution des attendus de la Communauté de Communes au regard du programme partenarial de travail de l'Afut Sud-Alsace, un avenant à cette présente convention sera élaboré.

Si l'une des parties souhaite y mettre fin, elle devra avertir l'autre partie trois mois avant l'expiration de la période annuelle en cours. Les modalités de remboursement de la fraction de subvention non utilisée, seront fixées d'un commun accord entre les parties, à défaut d'accord, à dire d'expert.

Fait à _____ le _____2025

Pour la Communauté de Communes
de la Région de Guebwiller

Marcello ROTOLO
Président

Pour l'Afut Sud-Alsace

Rémy NEUMANN
Président

Afut
agence de fabrique urbaine et territoriale
SUD-ALSACE

Afut Sud-Alsace : Statuts et Adhésion

>>>>> Note explicative <<<<<

■ Qui peut adhérer

Les **collectivités publiques et les établissements publics** peuvent adhérer à l'Agence. Il s'agit des Commune, Epci, Syndicat Mixte, Établissement public local, Département, Région, Chambre consulaire, Université, Crous, Centre hospitalier public....
Un **organisme privé** ne peut pas adhérer et ne peut pas être membre de l'Agence [1]. Il s'agit de la condition pour que l'Agence soit conforme au droit européen dans le cadre de contrat signé en quasi-régie (dit In-House). Toutefois, un organisme privé a la possibilité de financer l'Agence s'il exerce des missions d'intérêt général et contribue à l'aménagement et au développement du territoire (par exemple : MEF Sud-Alsace, EDF, Action logement, l'Oriv...).

■ Avantages de l'adhésion

→ Des services de base

L'adhésion d'une structure à l'Agence lui permet de bénéficier de l'expertise et des conseils : avis sur un projet, information sur un point d'urbanisme réglementaire, conseil sur une modalité de concertation, participation à un groupe de travail ou de pilotage, recherche d'une donnée ....
Elle lui procure un accès privilégié aux informations : observatoires, communications, manifestations.... Elle lui donne le droit de participer aux instances de l'Agence.

→ Une collaboration simplifiée et à moindre coût

L'adhésion ouvre la possibilité de travailler avec l'Agence en souplesse et selon 3 modes de collaboration : mission du programme partenarial, contrat quasi-régie, autre contrat (voir descriptif au verso).
Les avantages sont multiples. La mutualisation des missions menées dans le cadre du programme partenarial permet de nettes économies de réalisation. Les prestations intégrées dans le cadre de contrat de quasi-régie sont dispensées d'appel d'offre, ce qui allège et facilite la procédure préalable à un ordre de service.

■ Montant de la cotisation

Barème des cotisations d'adhésion applicable en 2024 :

*Petite commune (moins de 1.500 hab.) : 500 €
*Commune moyenne (1.500 à 7.500 hab.) : 1.000 €
*Grande commune (plus de 7.500 hab.) : 2.000 €
*Ville centre Mulhouse : 5.000 €

*Autre membre : 2.000 €
(Établissement public de coopération intercommunale, Société Publique Locale, Syndicat Mixte, Collectivité territoriale autre que la commune...)

NB : La cotisation annuelle est incluse dans la subvention pour les membres signant avec l'agence une convention financière de partenariat annuel d'un montant minimal de 20.000 €.

■ Modalités pratiques de l'adhésion

→ **Étape 1** : la personne publique (PP) formalise sa demande d'adhésion à l'Agence (par courrier, courriel...)
→ **Étape 2** : le Conseil d'Administration (CA) de l'Agence instruit la demande ;
→ **Étape 3** : l'Agence informe la PP de sa décision quant à sa demande d'adhésion ;
→ **Étape 4** : si réponse positive de l'Agence et selon son mode de gouvernance interne, la PP met à l'ordre du jour de ses instances « Adhésion à l'Agence » (délibération du conseil municipal, décision du bureau de l'organisme public...) ; la PP délibère et vote l'adhésion ; la PP désigne ses 2 représentants aux instances de l'Agence (1 titulaire + 1 suppléant.e) ;
→ **Étape 5** : la PP informe l'Agence de son accord d'adhésion et lui indique le nom des 2 représentants.
Nb : le processus peut aussi être le suivant : étapes 4-5 puis étapes 1-2-3 (PP vote l'adhésion puis le CA ratifie l'adhésion)

[1] Ce choix s'explique par la volonté de permettre à l'Agence de signer avec ses adhérents des contrats de quasi-régie (dit aussi « In House »). Pour cela et en conformité avec le droit européen, la gouvernance de l'Agence doit être « publique ».

Les 3 modes de collaboration

Un organisme membre peut bénéficier des services de l'Agence selon 3 modes de collaboration :

→ MODE 1 : Participation au programme de travail

Ce mode couvre plus de 90% de notre activité. Le membre signe des conventions avec l'Agence. L'ensemble des « partenaires » conventionnels s'entendent pour l'élaboration d'un programme de travail commun annuel. Ce dernier se compose d'une liste de « missions mutualisées », dont le démarrage est conditionné par l'écriture concertée d'une note de cadrage. La prestation est menée selon un mode projet « mutualisé ».

→ MODE 2 : Financement de prestations en quasi-régie

L'adhérent contractualise avec l'Agence pour des expertises à mener. La prestation est menée selon un mode projet « bilatéral ». La mise en concurrence n'est pas requise mais elle doit assurer sur l'Agence « un contrôle de même nature que sur ses propres services ».

→ MODE 3 : Autre forme de contractualisation

L'adhérent confie une étude à l'Agence dans le cadre, ou non, d'une mise en concurrence. Ce cas de figure doit rester exceptionnel.

ZOOM : L'Agence au service des communes

L'Agence peut accompagner les communes selon les 3 modes de collaboration :
+ Abondement au programme partenarial (parfois par le biais de la convention EPCI-Agence) ;
+ Prestation quasi-régie (si adhérent) ;
+ Contrat (par ex. consécutif à un appel d'offre dans le cadre du code des marchés publics).

Les missions confiées peuvent être de natures très différentes : planification urbaine, projet de quartier, expertises thématiques, intervention en assemblée, appui à la concertation publique ....

Organisme non-membre : les 2 modes de collaboration

Une structure non adhérente peut collaborer avec l'Agence selon :

→ MODE 1 : Participation au programme de travail «Partenarial »

Elle abonde le programme partenarial et propose une mission mutualisée. Une convention financière de partenariat doit être signée entre elle et l'Agence.

→ MODE 3 : Autre forme de contractualisation

(Contrat de prestation de service)

Elle signe avec l'Agence un contrat d'études : de gré à gré, suite à consultation... . La structure se conforme au droit qui s'applique pour elle.

Renseignements :

Viviane BEGOC
Directrice

Afut Sud-Alsace
33 avenue de Colmar
68200 MULHOUSE

viviane.begoc@afut-sudalsace.org
03.69.77.60.70

SYNTHESE : les modalités de travail avec l'Agence

Cadres des missions et leurs spécificités (3 modes)	Pour un organisme membre : Collectivité publique Établissement Public	Pour un organisme non-membre :
Mode N°1 / Convention Programme Partenarial	*Hors champ concurrentiel *Exonération de TVA *Mutualisation des moyens *Missions partagées (Copilotage de rigueur)	*Hors champ concurrentiel *Exonération de TVA *Mutualisation des moyens *Missions partagées (Copilotage de rigueur)
Mode N°2 / Contrat Quasi-régie	*Hors champ concurrentiel et TVA 20 % *Pilotage exclusif de la mission	EXCLUS
Mode N°3/ Autre contrat	*Champ concurrentiel (selon code des marchés publics ou cadre réglementaire propre à l'organisme) et TVA 20 % *Pilotage exclusif de la mission	*Gré à Gré ou Champ concurrentiel (selon cadre réglementaire propre à l'organisme) et TVA 20 % *Pilotage exclusif de la mission

A noter (au regard du droit européen) : Un minimum de 70 % de l'activité de l'Agence doit être consacré aux missions mutualisées et inscrites au programme Partenarial (mode N°1). Un maximum de 20% de l'activité de l'Agence peut être réalisé pour le compte de tiers « non-membres ».

CONVENTION EN CAS DE TRANSFERT D'UN COMPTE EPARGNE TEMPS (CET) DANS LE CADRE D'UNE MUTATION

Vu le code général de la fonction publique

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004, relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale, notamment son article 11,

Vu le décret n° 2018-1305 du 27 décembre 2018, relatif à la conservation des droits à congés acquis au titre d'un CET encas de mobilité des agents dans la Fonction Publique,

Vu la délibération de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller en date du 26 septembre 2013 fixant les modalités du compte épargne-temps (CET),

Contexte et objet de la présente convention :

Le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale prévoit en son article 11 que les collectivités ou établissements peuvent, par convention, prévoir des modalités financières de transfert des droits à congés accumulés par un agent bénéficiaire d'un compte épargne-temps à la date à laquelle cet agent change, par la voie d'une mutation ou d'un détachement, de collectivité ou d'établissement.

La présente convention a pour objet de définir les conditions financières de reprise du compte épargne-temps de Madame Marion DHE dans le cadre de sa mutation du Syndicat Mixte de Thann Cernay à la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.

ENTRE Syndicat Mixte de Thann Cernay représentée par sa Présidente, d'une part,

ET la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller représentée par son Président, habilité à cette fin par délibération en date du 7 décembre 2023, d'une part,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1. Solde et droits d'utilisation du CET dans la collectivité d'origine

Au 1e juin 2025, jour effectif de la mutation de Madame Marion DHE, adjoint technique territorial, la situation de son CET dans sa collectivité d'origine est la suivante :

- Solde du CET : 7 jours

Article 2. Transfert du CET

À compter de la date effective de la mutation de Madame Marion DHE, la gestion du CET incombe à la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller.
Les conditions relatives à l'alimentation, la gestion et l'utilisation des droits sont celles fixées par la collectivité d'accueil, sans que Madame Marion DHE puisse se prévaloir à titre personnel de celles définies par le Syndicat Mixte de Thann Cernay.

Article 3. Compensation financière

Compte tenu que 7 jours acquis au titre du CET dans la collectivité d'origine seront pris en charge par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller, il est convenu, que le Syndicat Mixte de Thann Cernay verse une compensation financière s'élevant à 682.57 €.

Cette somme est calculée de la manière suivante : intégralité du coût salarial d'une journée de travail (décembre 2024) multiplié par le nombre de jours épargnés.

Un titre de recette sera adressé par la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller à l'intention de Syndicat Mixte de Thann Cernay.

Article 4. Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux.

A Aspach-Michelbach, le
…….

Pour le Syndicat Mixte de Thann Cernay

La Présidente

A Guebwiller, le XXXXXXXX

Pour la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller

Le Président

Marcello ROTOLO

ACCORD COLLECTIF LOCAL

RELATIF À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AFFILIÉS AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU HAUT-RHIN



Version du 07 février 2025

ACCORD COLLECTIF LOCAL RELATIF
À LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
POUR LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS AFFILIÉS
AU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DU HAUT-RHIN

SOMMAIRE

PRÉAMBULE 3
1 Cadre général de l'accord 5
1.1 Parties prenantes de l'accord 5
1.2 Objectifs et enjeux de l'accord 5
1.3 Champ d'application et portée de l'accord 5
2 Population visée par le contrat 6
2.1 Régime du contrat 6
2.2 Bénéficiaires 6
2.3 Admission au bénéfice du contrat 6
3 Garanties d'assurance 6
3.1 Garanties minimales 7
3.2 Garanties optionnelles 8
4 Financement du régime 8
4.1 Cotisation d'assurance 8
4.2 Participation employeur 8
5 Encadrement des pratiques contractuelles 8
5.1 Délai de prévenance en cas d'évolutions tarifaires, de résiliation 8
5.2 Plafonnement des évolutions tarifaires 9
5.3 Reporting annuel obligatoire au titre du pilotage du contrat 9
6 Sélection du contrat 9
6.1 Procédure de marché public 9
6.2 Critères de jugement des offres 9
6.3 Attribution du marché 9
7 Modalités de suivi de l'accord 9
7.1 Comité paritaire de pilotage et de suivi 9
7.2 Entrée en vigueur de l'accord collectif local 10
7.3 Modification, suspension et dénonciation de l'accord 10

PRÉAMBULE

Les employeurs publics territoriaux, en qualité de collectivités territoriales et d'établissements publics de coopération intercommunale, ont obligation, depuis le 1er janvier 2025, de verser une participation au financement des garanties de protection sociale complémentaire (PSC) destinées à couvrir les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès, dénommés garanties prévoyance, auxquelles souscrivent les agents qu'ils emploient.
La participation doit financer des garanties minimales, déterminées par la réglementation en vigueur (décret n°2022-581), proposées, selon la décision de l'employeur, soit sous la forme d'un contrat individuel labellisé, soit via un contrat collectif sélectionné au terme d'une procédure de mise en concurrence.

Les associations d'employeurs, rassemblées au sein de la coordination des employeurs publics territoriaux, et les représentants des organisations syndicales représentatives ont conclu, le 11 juillet 2023, un accord collectif national (ACN) portant réforme de la PSC des agents publics territoriaux.
Cet accord collectif national prévoit notamment :

- les garanties minimales éligibles à la participation des employeurs ;
- la souscription d'un contrat collectif à adhésion obligatoire des agents ;
- le versement d'une participation employeur d'au moins 50 % de la cotisation versée par les agents ;
- la conclusion d'un accord valide local par employeur pour la souscription d'un contrat collectif, ce dernier étant souscrit par l'employeur ou par le centre de gestion de la fonction publique territoriale de son ressort.

Pour être pleinement effectif, cet accord collectif national appelle une transposition législative et réglementaire.

L'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 a confirmé le rôle d'expertise des centres de gestion qui ont désormais l'obligation de conclure, pour le compte des collectivités territoriales et des établissements publics de leur ressort, des conventions de participation en matière de santé et de prévoyance.

Les enjeux de ces conventions collectives sont multiples : santé au travail, attractivité du secteur public, équilibre financier, dialogue social. Le domaine expert qu'est celui de l'assurance des collectivités et de leurs établissements publics en accroit la complexité.

Afin de répondre à l'ensemble de ces enjeux et dans la continuité des conventions de participation proposées depuis le 1er janvier 2013, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin a décidé de construire un cadre de mise en œuvre collectif et sécurisé pour l'ensemble des collectivités affiliées qui souhaiteraient rejoindre la démarche qu'il initie.

L'intérêt de cette démarche commune pour les collectivités réside notamment dans :

- la mutualisation des moyens et des risques qui permettent d'obtenir des conditions tarifaires attractives, de garantir la qualité des prestations et de bénéficier d'une offre performante et adaptée ;
- l'appui et l'expertise du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin qui assurent une sécurité juridique dans la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble de cette opération.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin a fait le choix, par délibération du 15 octobre 2024, d'anticiper en partie la transposition normative de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 en lançant une négociation avec des représentants des employeurs publics territoriaux et les organisations syndicales représentatives auprès des comités sociaux territoriaux de l'ensemble des collectivités et établissements affiliés du département, sur la base de sa compétence de négociation prévue par l'article L224-3 du CGFP pour les collectivités ne disposant pas d'un comité social territorial.
La négociation a été menée par un Comité paritaire de pilotage et de suivi dans le cadre d'un accord de méthode signé le 12 décembre 2024.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, les collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et les organisations syndicales représentatives à l'échelle de ce périmètre entendent, au-delà de ces textes, se saisir de cette avancée sociale en s'inscrivant pleinement dans l'ambition de cette réforme par la négociation collective, à laquelle l'ordonnance n° 2021-174 du 17 février 2021 relative à la négociation et aux accords collectifs dans la fonction publique vise à donner un élan.

Aussi, le présent accord collectif local est négocié sur la base de la réglementation en cours à sa date de signature, et avec l'objectif d'anticiper en partie le dispositif de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 qui reste à être transposé en dispositions législatives et réglementaires.
Par conséquent, notamment en cas de modification du cadre juridique applicable impactant les dispositions du présent accord, ces dernières pourront être adaptées et précisées par avenant au présent accord.

1 CADRE GÉNÉRAL DE L'ACCORD

1.1 PARTIES PRENANTES DE L'ACCORD

Les parties signataires sont :

- le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin représenté par Monsieur Lucien MULLER et les représentants des employeurs territoriaux des collectivités territoriales et des établissements publics ayant donné mandat au Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin ;
- les représentants mandatés par les organisations syndicales représentatives des collectivités affiliées et des établissements publics ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

1.2 OBJECTIFS ET ENJEUX DE L'ACCORD

L'accord porte sur la protection sociale complémentaire risque prévoyance.

La négociation qui a permis d'aboutir au présent accord a conjugué le souci d'un dialogue social territorial efficient avec celui du respect du cadre règlementaire, ainsi que des contraintes financières qui pèsent sur le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et sur les collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

Le présent accord a pour objectif de fixer les orientations du dossier de consultation des entreprises destiné à :

- répondre au plus près des besoins en couverture d'assurance des agents ;
- offrir un haut degré de protection du maintien de salaire à un coût maitrisé ;
- assurer un pilotage du contrat collectif d'assurance dans le respect du dialogue social.

Sur la base de cet accord, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin lancera au printemps 2025 un marché public pour la conclusion d'une convention de participation pour la prévoyance. La convention de participation est passée au titre d'un contrat collectif ayant pour objet d'assurer aux adhérents le versement de prestations complémentaires aux garanties statutaires.

Les termes de l'accord ne préjugent pas des termes du contrat qui sera retenu à l'issu de la procédure du fait de la possibilité réglementaire des candidats d'émettre des réserves.

1.3 CHAMP D'APPLICATION ET PORTÉE DE L'ACCORD

L'application du présent accord au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et aux collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin est subordonnée à son approbation par les organes délibérants respectifs.

Les dispositions du présent accord constituent un socle minimal de garanties qui sera proposé à tous les agents des collectivités territoriales et établissements publics qui adhèrent à la convention de participation mise en place par le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin.

2 POPULATION VISÉE PAR LE CONTRAT

2.1 RÉGIME DU CONTRAT

L'adhésion des agents au contrat collectif est facultative.
Sous réserve de la législation, le contrat devra prévoir les modalités d'un passage à une adhésion obligatoire pour les garanties incapacité temporaire de travail et invalidité.

2.2 BÉNÉFICIAIRES

Peuvent être admis à la souscription du contrat :

- les fonctionnaires titulaires ou stagiaires et agents contractuels de droit public et de droit privé, inscrits à l'effectif de la collectivité ;
- les fonctionnaires accueillis en détachement par la collectivité ;
- les agents mis à disposition auprès d'une autre collectivité.

2.3 ADMISSION AU BÉNÉFICE DU CONTRAT

L'admission aux garanties se fait sans questionnaire médical et sans limite d'âge.

Les délais d'adhésion sont les suivants :

- L'agent qui n'est pas en arrêt de travail à la date d'effet du contrat souscrit par la collectivité peut y adhérer sans condition sous réserve que son inscription intervienne pendant les douze premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat.
- L'agent embauché ou en détachement postérieurement à la date de prise d'effet du contrat souscrit par la collectivité ou de retour de congé parental, de détachement, ou de disponibilité, peut y adhérer sans condition sous réserve que son inscription intervienne dans les douze premiers mois qui suivent la date d'embauche, de détachement ou de reprise.
- Passé ce délai de douze mois suivant la date de prise d'effet du contrat souscrit par la collectivité, la date d'embauche ou de retour, l'adhésion est acceptée à l'issue d'une période de 30 jours sans arrêt de travail.
- L'agent qui est en arrêt de travail à la date d'effet du contrat souscrit par la collectivité peut y adhérer immédiatement, dans le délai de douze mois, les garanties ne s'exerçant pas pour le risque en cours.

3 GARANTIES D'ASSURANCE

Les garanties sont complémentaires à la protection sociale de base des agents et sont exprimées par référence à la rémunération des agents.

Afin de disposer d'un contrat à haut niveau de protection à un coût maîtrisé, le contrat proposé se rapproche des garanties du décret n° 2022-581 et tend vers l'accord collectif national du 11 juillet 2023, avec les aménagements suivants :

- **Garanties de base :** Incapacité temporaire de travail + Invalidité
- **Garanties optionnelles (choix de l'agent) :** Minoration de pension de retraite consécutive à une invalidité et/ou Capital décès / Perte Totale et Irréversible d'Autonomie

3.1 GARANTIES MINIMALES

Garantie Incapacité temporaire de travail :

Les hypothèses suivantes de plafond des prestations sont étudiées pour l'ensemble du contrat :

- Hypothèse 1 : à hauteur de 90 % TIB + NBI (après déduction CSG/CRDS) du traitement net ou du salaire net, déduction faite des sommes perçues par ailleurs par l'assuré ;
- Hypothèse 2 : à hauteur de 95 % TIB + NBI (après déduction CSG/CRDS) du traitement net ou du salaire net, déduction faite des sommes perçues par ailleurs par l'assuré ;

Concernant le régime indemnitaire :

- Le régime indemnitaire est garanti à l'issue de 90 jours de plein traitement.
- Sans dispenser l'employeur de ses obligations conventionnelles ou légales, le régime indemnitaire est versé en incapacité temporaire de travail :
  - en maladie ordinaire : dans la limite de 40 % ou de 45 % du régime indemnitaire net ;
  - en longue maladie, maladie longue durée et grave maladie : dans la limite de 90 % ou de 95 % du régime indemnitaire net.

Garantie Invalidité :

Quatre hypothèses sont étudiées pour l'ensemble du contrat, à savoir :

- telles que prévues par le décret n° 2022-581 :
  - Hypothèse 1 : versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % du traitement net de référence ;
  - Hypothèse 2 : versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 95 % du traitement net de référence ;
- telles que prévues par l'accord collectif national du 11 juillet 2023 :
  - Hypothèse 3 :
    - versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 90 % du traitement net de référence aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité ≥ 50 % ou aux agents affiliés au régime général de la sécurité sociale ou à l'IRCANTEC bénéficiant d'un taux d'invalidité ≥ 66 % ou classés en invalidité de 2ème ou 3ème catégorie ;
    - versement d'une rente proportionnelle au taux d'invalidité aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité < 50 % : selon la formule suivante : M = R x I / 50 % avec :
      - « M » pour montant de la rente versée ;
      - « R » pour montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50 % ;
      - « I » pour pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL (inférieur à 50 %).
  - Hypothèse 4 :
    - versement d'une rente garantissant une rémunération équivalente à 95 % du traitement net de référence aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité ≥ 50 % ou aux agents affiliés au régime général de la sécurité sociale ou à l'IRCANTEC bénéficiant d'un taux d'invalidité ≥ 66 % ou classés en invalidité de 2ème ou 3ème catégorie ;
    - versement d'une rente proportionnelle au taux d'invalidité aux agents affiliés à la CNRACL bénéficiant d'un taux d'invalidité < 50 % : selon la formule suivante : M = R x I / 50 % avec :
      - « M » pour montant de la rente versée ;
      - « R » pour montant de la rente pour un pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL d'au moins 50 % ;
      - « I » pour pourcentage d'invalidité retenu par la CNRACL (inférieur à 50 %).

3.2 GARANTIES OPTIONNELLES

Garantie Minoration de pension de retraite consécutive à une invalidité :

Trois hypothèses sont étudiées pour l'ensemble du contrat, à savoir, après déduction de la CASA :

1) Hypothèse 1 *(en lien avec les hypothèses Invalidité 1 et 3 ci-dessus)* : versement d'une rente compensant 90 % de la perte de retraite due à la cessation anticipée d'activité consécutive à une invalidité permanente ;
2) Hypothèse 2 *(en lien avec les hypothèses Invalidité 2 et 4 ci-dessus)* : versement d'une rente compensant 95 % de la perte de retraite due à la cessation anticipée d'activité consécutive à une invalidité permanente ;
3) Hypothèse 3 (*en lien avec toutes les hypothèses Invalidité ci-dessus*) : versement d'un capital à hauteur de 5 % du traitement brut annuel par année d'invalidité constatée entre la date de reconnaissance de l'invalidité et l'âge d'ouverture des droits à la retraite de l'assuré.

Garantie Décès ou Perte Totale et Irréversible d'Autonomie :

Il s'agit du versement d'un capital égal à 100 % du traitement annuel net en cas de réalisation des risques en période de garantie et avant l'âge légal de départ à la retraite.

Le choix des garanties qui seront retenues in fine dans le contrat et proposées aux agents des collectivités souscriptrices sera opéré par le Comité paritaire de suivi et de pilotage.

4 FINANCEMENT DU RÉGIME

4.1 COTISATION D'ASSURANCE

La garantie est accordée moyennant le paiement d'une cotisation mensuelle. Le montant de cette cotisation est obtenu pour chaque garantie par l'application d'un pourcentage sur une assiette de cotisation.

L'assiette de cotisation détermine le calcul des cotisations ainsi que la base de calcul des prestations.

4.2 PARTICIPATION EMPLOYEUR

La participation de l'employeur est fixée par délibération, sous forme d'un montant unitaire. Celle-ci, sous réserve d'évolution normative :

- ne peut être inférieure au montant de référence fixé par décret ;
- peut être modulée dans un but d'intérêt social, en prenant en compte la rémunération des agents et, le cas échéant, leur situation familiale.

5 ENCADREMENT DES PRATIQUES CONTRACTUELLES

5.1 DÉLAI DE PRÉVENANCE EN CAS D'ÉVOLUTIONS TARIFAIRES ET/OU DE RÉSILIATION

Un délai de prévenance minimal obligatoire de 6 mois avant l'échéance contractuelle est fixé en cas d'évolutions tarifaires et/ou de résiliation.

5.2 PLAFONNEMENT DES ÉVOLUTIONS TARIFAIRES

Il sera demandé aux candidats de préciser les évolutions tarifaires et les éventuels plafonnements associés qu'ils peuvent proposer.

5.3 REPORTING ANNUEL OBLIGATOIRE AU TITRE DU PILOTAGE DU CONTRAT

Il sera demandé aux candidats de restituer chaque année, au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin, les données de l'année écoulée.

6 SÉLECTION DU CONTRAT

6.1 PROCÉDURE DE MARCHÉ PUBLIC

Le contrat collectif sera souscrit pour une durée de 6 ans, à compter du 1er janvier 2026, prorogeable dans la limite d'un an pour motif d'intérêt général.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin met en œuvre une procédure concurrentielle avec négociation pour sélectionner l'organisme d'assurance avec lequel le contrat collectif sera conclu.

6.2 CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

Les critères d'appréciation des offres sont les suivants :

1) Critère 1 : le rapport entre la qualité des garanties et le tarif proposé
   - Qualité des garanties (20/100)
   - Tarification (25/100)
2) Critère 2 : le degré effectif de solidarité entre les adhérents ou les souscripteurs, intergénérationnelle, en fonction de la rémunération (5/100)
3) Critère 3 : la maîtrise financière du dispositif (25/100)
4) Critère 4 : les moyens destinés à assurer une couverture effective des plus âgés et des plus exposés aux risques (5/100)
5) Critère 5 : les modalités de gestion et d'accompagnement proposées (20/100)

6.3 ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Le marché est attribué par la Commission d'Appel d'Offres du Centre de Gestion de la Fonction publique Territoriale du Haut-Rhin.

7 MODALITÉS DE SUIVI DE L'ACCORD

7.1 COMITÉ PARITAIRE DE PILOTAGE ET DE SUIVI

Le comité paritaire de pilotage et de suivi signataire du présent accord sera également associé au suivi régulier des conditions d'application de l'accord collectif local et du contrat collectif de prévoyance sur l'ensemble de sa durée d'exécution.

7.2 ENTRÉE EN VIGUEUR DE L'ACCORD COLLECTIF LOCAL

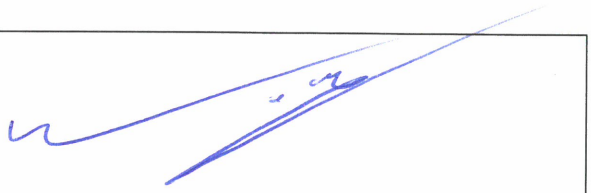
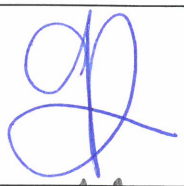
Le présent accord est conclu pour une durée déterminée et cessera de plein droit à l'expiration du contrat collectif.
Il entrera en vigueur le lendemain de sa signature.

7.3 MODIFICATION, SUSPENSION ET DÉNONCIATION DE L'ACCORD

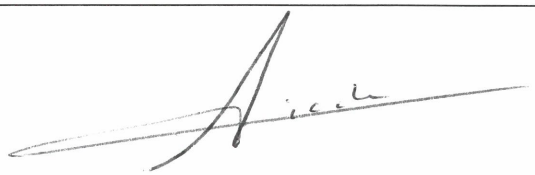
Les parties signataires conviennent, notamment en cas de modification du cadre juridique applicable impactant les dispositions du présent accord, de se réunir pour déterminer et négocier les adaptations nécessaires et utiles.

Fait à Colmar, le 7 février 2025.

Les organisations syndicales représentatives du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin et des collectivités affiliées ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin

Monsieur Romuald WESSANG Représentant de la Fédération Autonome de la Fonction Publique Territoriale (FAFPT)	
Madame Patricia CANGEMI Représentant de la Confédération Générale du Travail (CGT)	
Madame Marion PERETTI Représentant de Force Ouvrière (FO)	
Madame Cilia FOUGERES Représentant de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT)	
Monsieur Lionel BERTRAND Représentant de l'Union Nationale des Syndicats Autonomes (UNSA)	

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin ainsi que les collectivités ayant donné mandat au Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin

Monsieur Lucien MULLER Président du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale du Haut-Rhin	
Monsieur Serge NICOLE Maire de Wintzenheim	
Monsieur Michel HABIG Président de la Communauté de Communes du Centre Haut-Rhin	
Monsieur Pascal TURRI Maire de Sierentz	
Madame Monique HANS Maire de Breitenbach	